· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·

BIBLIOTECA LUCCHESI-PALLI
III.ª SALA O.S

SCAFFALE 2
PLUTEO II
N.° CATENA 2611

Gr. Sala. 2. II. 20

36870

NOUVEAU RECUEIL

DE

TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et états

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS

continué par

FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome VIII.

1825 — 1830 *incl.*

À GOTTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1831.

I.

Convention de limites entre la France et la Bavière, signée à Paris le 5 Juillet 1825, *et ratifiée par la France le* 31 *Juillet de la même année.* 1825

(*Sur copie officielle.*)

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre et Sa Majesté le Roi de Bavière désirant terminer à l'amiable les différends qui se sont élevés, relativement à la fixation des limites entre la France et la province bavaroise, désignée sous le nom de cercle du Rhin ou de Bavière rhénane, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le Sr. Baron de Damas, Pair de France, lieutenant-général de ses armées, grand'croix de l'ordre royal et militaire de S. Louis, grand-officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, etc., son ministre et secrétaire d'état au departement des affaires étrangères;

Et Sa Majesté le Roi de Bavière:

Le Sr. Comte de Bray, chambellan, conseiller intime actuel, membre du conseil d'état, grand-croix des Ordres du mérite civil de la couronne de Bavière, de l'aigle rouge de Prusse, de St. Anne de Russie, de l'étoile polaire de Suède, chevalier de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, son Envoyé extraord. et ministre plénipotentiaire près S. M. T. Chrétienne.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit:

1825 ART. I. La limite, depuis son point de départ situé sur la Blise, au point commun avec la frontière prussienne, jusques auprès de la commune d'Ober-Steinbach, restera telle qu'elle est maintenant fixée, à l'exception seulement de la partie où cette limite étoit formée par la rivière de la Schwalb; dans cette partie, elle sera désormais déterminée par le nouveau cours donné à cette rivière pour son redressement.

ART. II. La limite depuis le territoire de la commune d'Obersteinbach jusqu'au Rhin, sera fixée d'après les dispositions spécifiées ci-après, savoir:

§. 1. La Bavière cède à la France en toute propriété et souveraineté, 1) la partie de la commune d'Obersteinbach, qui est indiquée au plan Nr. 3, ci-annexé, par le liseré orange et les lettres A A A, de manière que le village d'Obersteinbach ainsi que toute la portion qui contient la route conduisant de Bitche à Weissembourg fera partie du royaume de France. 2) Toute la commune de Niedersteinbach, en y comprenant le pays ou domaine, connu sous le nom de Wingelsbach, avec le hameau de ce nom. En outre, la Bavière abandonne et cède à la France le territoire nommé Frönsbonrg, comprenant le château et la forêt de ce nom. Les forêts seulement, situées dans la commune de Niedersteinbach et la partie de celle d'Obersteinbach, qui sont cédées par la Bavière à la France en toute propriété et souveraineté resteront soumises, quels qu'en soient les nouveaux possesseurs, à la charge qui leur est imposée, d'après les stipulations du contrat passé avec les fermiers des forges bavaroises de la Schönau, de fournir leur contingent de bois aux d. forges, au prix indiqué dans le d. contrat et tout le tems qu'il doit durer. Il sera fait une mention spéciale de cette clause dans les procès-verbaux de délimitation, et, en même tems l'on y indiquera la quantité que chacune en doit fournir, en raison de son étendue et de sa qualité.

§. 2. La France renonce à toute prétention sur les forêts de Döremberg, d'Alsberg et de Siebentheil, pour les parties possédées actuellement par la Bavière, lesquelles resteront en toute propriété et souveraineté à ce royaume.

§. 3. La limite autour de Weissembourg, sur la rive droite de la Lauter, sera formée ainsi qu'elle est

marquée au plan Nr. 1; le liseré bleu sur ce plan 1825
indiquant dans l'étendue du rayon de mille toises, l'ancienne limite communale de Weissembourg et d'Altstadt, sans pourtant dépasser le d. rayon de mille toises, et le trait ponctué en noir marquant d'une part, ce que la France acquiert de terrain au delà de ce rayon avec le village de Weiller, et d'autre part ce qui est réservé de ce terrain à la Bavière autour du village de Schweigen qu'elle conserve; dans ce dernier terrain se trouve comprise la fontaine, située au bas du chemin, laquelle appartiendra aussi à la Bavière. De plus, lors du réglement définitif de la limite, il sera laissé à la Bavière, comme propriété communale de Schweigen, une partie du bois communal de Weissembourg, laquelle sera calculée, en raison des droits que la population du d. Schweigen a sur les d. bois communaux. Cette clause ne sera pourtant exécutée que dans les cas où les habitans de Schweigen le préféreroient et s'ils n'aimoient pas mieux rester co-propriétaires du bois communal entier.

Cette limite comprendra, à l'ouest de Weissembourg, tout le village de Weiller y compris le Langenbergerhoff et la Chapelle de la Vierge, paroisse de Weiller, elle suivra ensuite l'ancienne limite des banlieues ou limites communales de Weissembourg et d'Altstadt, à l'exception pourtant du village de Schweigen qui reste à la Bavière et dont les dépendances sur le territoire de Weissembourg, sont indiquées par le trait déjà cité.

§. 4. Les dépendances des moulins de St. Remi et de Siebenhart seront cédées par la Bavière à la France. D'autre part, les dépendances du moulin de Bienwald seront cédées par la France à la Bavière, de manière que sur ces trois points, la frontière sera formée par le milieu du canal déversoir des eaux de ces moulins, au lieu de l'être par le milieu de la Lauter, ainsi que le prescrit le traité du 20 novembre 1815.

§. 5. La Bavière voulant donner à la France une nouvelle preuve du désir sincère qui l'anime de faire tout et qui peut être agréable à S. M. T. Ch., cède en avant de Lauterbourg, sur la rive gauche de la Lauter, un terrain de vingt-cinq hectares. La limite de cette cession sera conforme au plan, ci-joint, Nr. 2. ainsi qu'il est marqué sur ce plan, par une

1825 ligne ponctuée en rouge, de manière à ce que la briqueterie et la maison du briquetier qui sont maintenant des dépendances de la commune de Berg, seront en dehors de cette cession.

§. 6. La France renonce à tous ses droits et prétentions sur Neubourg et tout le territoire de Neubourg et de Berg, compris entre la Lauter et la vieille Lauter, dont le cours actuel détermine maintenant l'état de possession. L'octroi de Neubourg est compris dans cette renonciation; mais pour donner à la France une compensation des droits qu'elle réclamoit à un partage des produits du d. octroi, la Bavière supprimera le bureau établi à Germersheim et appuyera de toute son influence auprès de la commission de l'octroi du Rhin, l'établissement d'un nouveau bureau sur le territoire français, entre Strasbourg et la frontière, si la France juge convenable à ses intérêts d'en établir un.

§. 7. Sur tous les autres points, la frontière dans cette seconde partie, restera fixée, comme cela est prescrit par le traité du 20 Novembre 1815.

Art. III. Les deux états entreront ou resteront en possession des diverses parties désignées dans l'art. II., sans pouvoir prétendre à aucune indemnité pécuniaire, à raison de leur occupation antérieure à la présente convention, tout pour ce qui concerne la perception des impôts, que pour les revenus des propriétés communales ou royales.

Art. IV. Il sera stipulé dans la convention de limite, conclue par M.M. les Commissaires délimitateurs que, sur les rivières et ruisseaux limitrophes et particulierement, sur toute l'étendue de la Lauter qui sert de frontière, l'on ne pourra faire aucune nouvelle construction ou bâtisse, qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que ces constructions n'ayent un but d'utilité commune aux deux états et ne soient consenties par eux. A l'égard des constructions riveraines et des ponts déjà existans, on s'en tiendra aux observations actuelles.

De plus, il sera convenu entre eux qu' aucune construction nouvelle ne pourra être effectuée le long des limites, qu' autant qu'elles seroient éloignées de dix mètres de ces mêmes limites.

Il sera encore convenu entre eux que sur tous 1825
les points où les chemins servent à indiquer le tracé de la frontière, ces chemins dans toutes celles de leurs parties qui suivront la frontière, seront déclarés mitoyens, c.-à-d., communs aux deux états.

ART. V. Dans toutes les portions de la frontière, où la limite actuellement désignée coupera les propriétés des sujets des deux pays, les possesseurs de ces propriétés ainsi morcellées auront la faculté de retirer leur récolte et de les cultiver sans qu'il y soit mis aucun obstacle sur le territoire qu'il auront désigné d'après une déclaration préalable et qui sera faite une fois pour toutes.

Les propriétaires de chacun des deux états qui se trouveroient possesseurs de terres dans l'autre, à une distance de la frontière qui sera déterminée par les commissaires délimitateurs, auront la faculté de retirer leur récolte sans payer aucun droit, mais en se conformant cependant aux réglemens des douanes de chaque pays pour ce qui concerne le transit des marchandises et après en avoir fait une déclaration préalable.

ART. VI. M. M. les Commissaires français et bavarois, chargés de la délimitation, recevront dans le plus bref délai possible, l'ordre de se réunir, afin de régler d'après les bases établies dans la présente convention, le tracé de la frontière entre les deux états. Ils feront procéder, après que leur convention de limite sera ratifiée, à la remise et prise de possession des parties réciproquement cédées et feront marquer provisoirement dans ces parties les limites par des poteaux.

Ils feront ensuite dresser par leurs délégués des procès-verbaux de délimitation, commune par commune, lesquels étant accompagnés de plans descriptifs constateront le tracé de la frontière et les droits respectifs de ces communes et de leurs habitans; en même tems, leurs délégués feront procéder à un abornement sur tous les points, où cela sera jugé nécessaire, de sorte que la réunion de ces procès-verbaux, à la suite de la d. convention de limites, montrera qu'elle a eu son entière exécution.

ART. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

1825 En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le 5. juillet mil huit cent vingt cinq.

Signé: le Baron DE DAMAS.
Signé: le Comte DE BRAY.

(Cette convention à été ratifiée par le Roi de France le 31 Juillet 1825.)

2.

1828 ***Traité principal entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda, signé le 2 Juillet 1828.***

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* Jahrg. 1829. Nr. XIII. Dezember. pag. 110.)

Nachdem das im Jahre 1813 von den allerhöchsten verbündeten Mächten militärisch besetzte und einem gemeinschaftlichen General-Gouvernement provisorisch untergeordnete Grofsherzogthum Frankfurt durch allmählige Trennung seiner Bestandtheile dergestalt aufgelöst worden ist, dafs zuvörderst

die Wiedervereinigung der zu gedachtem Grofsherzogthume gehörig gewesenen Hanauer Landestheile mit den kurhessischen Landen, kraft Vertrags vom 2ten Dezember 1813;

der Zurücktritt der freien Stadt Frankfurt mit der- 1828
selben ehemaligem eigenen Gebiete in ihre Munizipal-Verfassung, kraft Erklärung des General-Gouvernements vom 14ten Dezember 1813, und
der vorläufige Uebergang des Fürstenthums Aschaffenburg, wie solches von dem Grofsherzog von Frankfurt, unter dem Namen eines Departements, besessen wurde, an die Krone Baiern, kraft Vertrags vom 3ten Juni 1814

schon während der kaiserlich-österreichischen Verwaltung des fraglichen General-Gouvernements statt fanden; demnächst aber

wegen Vertheilung des Departements Fulda, nebst Zubehör, unter Oesterreich und Preussen,
wegen geschehenen Verkaufes der Fuldaer und Hanauer Domänen,
wegen Vereinigung der Stadt Wetzlar nebst Gebiete mit der preussischen Monarchie, endlich
wegen definitiver Festsetzung der politischen Verhältnisse des königlich-baierischen Fürstenthums Aschaffenburg und der freien Stadt Frankfurt,

durch die am 9ten Juni 1815 abgeschlossene Wiener Kongrefs-Akte, namentlich in den Artikeln 40, 41, 42, 44, 46 und 51, allgemeine Bestimmungen erfolgten; nachdem ferner von Seiten der Krone *Preussen*

die Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa, welche Allerhöchstdieselbe durch den 40sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte, mit dem grösten Theile des Departements Fulda, erworben hatte,

an Sachsen-Weimar-Eisenach

und der Hauptheil dieser Erwerbung (ausschlieslich des Distrikts-Amtes Weyhers, und einschlieslich des dagegen von Oesterreich eingetauschten Distrikts-Amtes Saalmünster sammt Sannerz, Uerzel und dem Huttenschen Grunde, ingleichen des Dorfes Melters mit Hattenrodt, auch der Domäne Uttrichshausen)

an Kurhessen;

von Seiten Oesterreichs aber

die durch den 51sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte erworbenen Fuldaer Aemter und Distrikte, ohne das Amt Saalmünster und die zum Amte Weyhers gehörig gewesenen eben benannten Orte, jedoch einschlieslich des gesammten Ueberrestes

1828 des letztern Amtes und des Dorfes Steinbach im Amte Bieberstein,

an die Krone Baiern;

und das Eigenthumsrecht über die, im 40sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte erwähnte, vormalige Domäne Holzkirchen

an des Prinzen Leopold zu Sachsen-Coburg königliche Hoheit

in den Jahren 1815 und 1816 wieder abgetreten worden sind;

nachdem inzwischen auch auf den Grund des 45sten Art. der Wiener Kongrefs-Akte und zur Ausführung derjenigen Bestimmungen, welche derselbe zu Gunsten des Fürsten Primas, vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt, sowie zu Gunsten der gesammten Dienerschaft des Grofsherzogthums Frankfurt, festgesetzt hat, eine gemeinschaftliche Kommission, unter der Benennung:

Kommission für die Ausgleichung der Zentral-Lasten des vormaligen Grofsherzogthums Frankfurt,

und späterhin, wegen anerkannter Nothwendigkeit einer Separat-Auseinandersetzung hinsichtlich der speziellen Verbindlichkeiten des Departements Fulda, eine zweite, diesem besondern Zwecke eigens gewidmete Kommission, unter der Benennung:

Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommission,

von den betheiligten Staaten im Jahre 1816 angeordnet und mit Auseinandersetzung über die betreffenden Zentral- und Departemental-Lasten beauftragt worden waren;

und nachdem endlich, bei der einen, wie bei der andern Kommission, im Verlaufe zwölfjähriger, durch verwickelte Verhältnisse vielfach erschwerter Arbeiten, die allmählige Beseitigung obwaltender Anstände und Streitigkeiten, hauptsächlich im Wege besonderer, zwischen den einzelnen betheiligten Regierungen abgeschlossenen Vereinbarungen, statt gefunden, und das gesammte Frankfurt-Fuldaer-Ausgleichungsgeschäft sein Ziel im Wesentlichen so weit erreicht hat, dafs zum endlichen Abschlusse desselben geschritten werden kann;

so sind in dieser Absicht nachgenannte Bevollmächtigte, namentlich

von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Hungarn und Böheim: 1828

der Herr Paul Anton Freiherr von Handel, Ritter des kaiserlich-österreichischen Leopold-Ordens, Inhaber des silbernen Civil-Ehrenkreuzes, Ritter des königlich-preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, und des grofsherzoglich-toskanischen St. Josephs-Ordens, Kommandeur des grofsherzoglich-badischen Zähringer- und des kurfürstlich-hessischen goldenen Löwen-Ordens erster Klasse, dann des grofsherzoglich-hessischen Ludwigs-Ordens; kaiserlich-königlicher wirklicher Hofrath, Minister-Resident an dem grofsherzoglich-hessischen und herzoglich-nassauischen Hofe, dann bei der freien Stadt Frankfurt, auch Direktor der k. k. Präsidial-Gesandtschafts- und der teutschen Bundes-Kanzlei;

von Seiner Majestät dem König von Preussen:

der Herr Legationsrath und Bundestags-Gesandtschaftsrath Friedrich Carl von Bülow, Ritter des königlich-preussischen Ordens des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am schwarzen Bande und des kaiserlich-russischen St. Wladimir-Ordens vierter Klasse;

von Seiner Majestät dem König von Baiern:

der Herr Legationsrath Freiherr Carl von Hertling, königlich-baierischer Kämmerer;

von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von Hessen:

der Herr Wilhelm August von Meyerfeld, Geheimer-Rath, Gesandter und bevollmächtigter Minister an dem deutschen Bundestage, am königlich-württembergischen und grofsherzoglich-hessischen Hofe und bei der freien Stadt Frankfurt, Grofskreuz des kurhessischen Ordens vom goldenen Löwen;

von der freien Stadt Frankfurt:

die Herren Senatoren Johannes Schmidt und Friedrich Ihm,

in Gemäsheit ihrer Instruktionen und ihrer gegenseitig als gültig anerkannten Vollmachten, in Frankfurt am Main zusammengetreten, und haben alle wesentlichen Resultate der obengedachten bisherigen Ausgleichungs-Verhandlungen über die Zentral-Lasten des aufgelösten Grofsherzogthums Frankfurt, wie über Spezial-Verhältnisse des vormaligen Departements Fulda — mögen solche Resultate der Form nach als

1828 gemeinschaftliche Kommissions-Beschlüsse oder als besondere Verträge vorliegen, — in den nachstehenden *Hauptvertrag* zusammengefasst.

Art. I. (*Oesterreichs Theilnahme am Vertrage*).

Von Seiten Oesterreichs wird gegenwärtiger Vertrag abgeschlossen wegen Seiner Theilnahme an dem für das vormalige Grofsherzogthum Frankfurt angeordnet gewesenen General-Gouvernement; sodann wegen des in den Jahren 1815 und 1816 statt gehabten Civilbesitzes der im Art. 40 der Wiener Kongrefs-Akte benannten Ortschaften und Distrikte, welche bei der dortigen Verfügung über das Departement Fulda ausnahmsweise *nicht* an Preussen übergiengen, sowie einiger andern, zum Departement Frankfurt gehörig gewesenen Bestandtheile des fraglichen Grofsherzogthums.

Art. II. (*Preussens Theilnahme für sich und Sachsen-Weimar-Eisenach*).

Die Krone Preussen vertritt bei dieser Uebereinkunft, aufser der Stadt Wetzlar nebst Gebiete, den von Allerhöchstderselben durch den Staatsvertrag vom 16ten Oktober 1815 an Kurhessen schulden- und lastenfrei abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

Was die an das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach gekommenen und von Seiten desselben zu vertretenden vormals Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa betrifft; so geschieht diese Vertretung ohne unmittelbare Theilnahme der grofsherzoglich-sachsen-weimar-eisenachischen Regierung an gegenwärtiger Uebereinkunft, nach Maasgabe Ihrer mit Preussen abgeschlossenen Staatsverträge, d. d. Wien den 4ten Juni und Paris den 22sten September 1815, ingleichen des Uebergabe-Protokolls d. d. Geisa den 24sten November 1815, indem königlich-preussischer Seits auf die hierher gehörigen Bestimmungen dieser Verträge Bezug genommen und Handhabung derselben zugesichert wird.

Art. III. (*Baierns Theilnahme*).

Die Krone Baiern vertritt das Fürstenthum (vormalige Departement) Aschaffenburg und den Allerhöchstderselben von Oesterreich durch den Staatsvertrag vom 14ten April 1816 abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

ART. IV. (*Kurhessens Theilnahme*). 1828

Kurhessen vertritt die, vermöge Vertrags vom 2ten Dezember 1813, mit Althessen wieder vereinigten Hanauer Landestheile.

ART. V. (*Der freien Stadt Frankfurt Theilnahme*).

Die freie Stadt Frankfurt vertritt Sich selbst und Ihr Gebiet, sowie auch die von dem ehemaligen Departement Frankfurt an das Grofsherzogthum Hessen gekommenen Orte Obererlenbach und das grofsherzoglich-hessische Niederursel.

ART. VI. (*Maasstab zur Vertheilung der Zentral-Lasten*).

Bei Vertheilung der in den nachfolgenden Artikeln zu erwähnenden Zentral-Lasten wird das im Jahre 1810 von den Landständen des Grofsherzogthums Frankfurt genehmigte Staats-Budjet, mit den darin angegebenen Verhältnissen der einzelnen Departements, zum Grunde gelegt und der nachfolgende Maasstab als Regel angenommen:

a) Departement Aschaffenburg	30/100
b) Stadt Frankfurt	34⅓/100
c) Departement Hanau	14⅓/100
d) Stadt Wetzlar	1/100
e) Departement Fulda	20⅓/100
	100

ART. VII. (*Maasstab zur Vertheilung der Fuldaer Departemental-Lasten*).

Vom 1sten Mai 1816 an betragen die Konkurrenz-Verhältnisse zu der Vertheilung der Fuldaer Departemental-Lasten

1) für Preussen, mit Inbegriff der auf $\frac{27}{100}$ festgesetzten grofsherzoglich-sachsen-weimar-eisenachischen Quote	71½/100
2) für Baiern	26½/100
3) für die Domäne Holzkirchen	2/100

1828 Art. VIII. (*Oesterreichs Antheil an denselben.*) Oesterreich übernimmt für seine Besitzperiode von Holzkirchen im Wege des Vergleichs und mit Hinweisung auf die desfallsige Uebereinkunft vom 11ten April 1818, sammt Zusatzartikel, zwei Hunderttheile an allen Departemental-Staatslasten von Fulda.

Die Konkurrenz-Quote des k. k. österreichischen Hofes zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten wird für Allerhöchstdessen zehnmonatliche Civilbesitzperiode (vom 1sten Juli 1815 bis 1sten Mai 1816) der drei Fuldaer Distriktsämter und des Antheils an dem Amte Bieberstein auf

fünf und zwanzig Hunderttheile

angenommen und festgesetzt, so zwar, dafs Oesterreich, mit jenen für Holzkirchen übernommenen zwei Hunderttheilen, zusammen

sieben und zwanzig Hunderttheile

pro rata temporis zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten beiträgt.

Art. IX. (*Preussens nebst Sachsen-Weimars Antheil an denselben*).

Wegen der durch den Art. 40 der Wiener Kongrefs-Akte überkommenen Fuldaer Landestheile, mit Zurechnung der Fasanerie sammt ihren Zubehörungen, und der, unter provisorischer Administration des Departements Fulda gestandenen, vormals reichsritterschaftlichen Bezirke — Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld — übernimmt Preussen für die Periode vom 1sten Juli 1815 bis zum 1sten Mai 1816

drei und siebenzig Hunderttheile

aller Fuldaer Departemental-Staatslasten ohne Ausnahme; unter welchem Konkurrenz-Beitrage zu $\frac{73}{100}$ die grofsherzoglich-sachsen-weimar-eisenachische Beitrags-Quote mitbegriffen ist.

Art. X. (*Sustentation des Fürsten Primas*). Die im 45sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte festgesetzten Bestimmungen wegen einer dem Fürsten Primas, gewesenen Grofsherzog von Frankfurt, als vormaligem geistlichen Fürsten jährlich zu zahlenden Sustentations-Summe von

Hunderttausend Gulden im 24 Guldenfufse

werden für erledigt erklärt, nachdem die Vertheilung dieser Summe unter die zu deren Zahlung verpflichteten Regierungen nach dem für diesen Fall besonders

angenommenen und in das Protokoll der Zentral-Aus- 1828
gleichungs-Kommission vom 25sten September 1816 eingetragenen Konkurrenz-Maasstabe geschehen, und deren Berichtigung bis zu dem Tage des Ablebens des Fürsten Primas (dem 10ten Februar 1817) erfolgt ist.

Art. XI. (*Grundsätze wegen Vertheilung der Staats-Diener und Pensionisten*).

Ebenso werden die wegen Behandlung sämmtlicher grofsherzoglich-frankfurtischer Diener im 45sten Art. der Wiener Kongrefs-Akte getroffenen, und grösstentheils schon im Jahre 1816 zur Vollziehung gebrachten Bestimmungen im Allgemeinen und mit Hinweisung auf die nächstfolgenden Artikel für erledigt erklärt, zugleich aber als Normen, welche bei deren Vollziehung angenommen worden sind, nachstehende Grundsätze definitiv anerkannt und bestätigt:

a) Im Sinne und Geiste des Art. 45 der Wiener Kongrefs-Akte, sowie des darin angezogenen §. 59 des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25sten Februar 1803, und ohne Rücksicht auf die Verschiedenheit unter den Stufen der Staatsverwaltung, haben sämmtliche, bei der Letztern verwendeten, oder in Bezug auf dieselbe pensionirten Diener gleichen Anspruch auf die ihnen wohlwollend zugedachte Versorgung, und soll demnach zwischen den für die Gesammtheit des Staats, für dessen besondere Zwecke, und für einzelne Bezirke desselben bestimmt gewesenen Beamten kein Unterschied gemacht werden.

b) Gleichwohl werden, zur Erleichterung der Auseinandersetzung, die Diener und Pensionäre in drei Klassen getheilt, nämlich:

Zentral-Diener,
Departemental-Diener und
Lokal-Diener,

je nachdem solche bei der allgemeinen, oder bei der Departemental-, oder auch bei der örtlichen Verwaltung angestellt waren.

Die Versorgung der Ersteren ist, pro rata des Besitzes und der Zeit, von allen bei dieser Auseinandersetzung betheiligten Staaten, —

die Versorgung der zweiten Klasse von den Besitzern des betreffenden Departements, nach Maasgabe des budjetmäsigen Departemental-Beitrages

1828 und der obigen Bestimmungen über die Konkurrenz-Verhältnisse, —

die Versorgung der dritten Klasse endlich von dem Besitzer des Ortes zu übernehmen.

c) Vermöge allgemeiner Regel sollen als Staats-Diener und Staats-Pensionäre des Grofsherzogthums Frankfurt gelten und dafür gehalten werden:

1) diejenigen, welche durch landesherrliche Bestallungen zu öffentlichen Dienstverrichtungen ernannt worden sind, oder Gnadengehalte bekommen haben;

2) diejenigen, welche ihre Ernennung mit bestimmtem Gehalte durch die grofsherzoglichen Ministerien oder andere, dem Grofsherzoge unmittelbar untergeordnet und dazu ermächtigt gewesene Zentral-Behörden erhalten haben;

3) diejenigen Diener und Pensionäre, welche von dem Grofsherzoge mit den verschiedenen Landestheilen bei der Vereinigung in *einen* Staatsverband übernommen und als solche von demselben anerkannt wurden;

4) als Staats-Diener werden ausnahmsweise auch die Individuen der Kanzlei des Staatsraths, weil solchem der Grofsherzog selbst präsidirte, nicht aber diejenigen Büreauisten behandelt, die bei anderen Kanzleien nur auf Tagegelder und Gratifikationen angestellt waren.

d) In Gemäfsheit des §. 59. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25sten Februar 1803 haben Diener, welche sich von der sie übernehmenden Regierung zu fernerer Dienstleistung nicht verwenden, oder in einer anderen Provinz nicht anstellen lassen, statt ihres früheren vollen Gehaltes, nur einen Theil desselben, nach Maasgabe ihrer Dienstjahre, anzusprechen.

e) Dienst- und Pensions-Anwartschaften, als bedingt durch die Fortdauer des Staates, welcher sie ertheilt hatte, erlöschen mit diesem.

f) Nicht dekretmäfsige Accidenzien kommen bei Ausmittelung von Besoldungen nicht in Anschlag.

g) Büreaugelder bilden keinen Theil der Besoldung.

h) Remisengelder kommen nur dann in Betracht, wenn keine andere eigentliche Besoldung mit der Stelle verknüpft war, und die Remisengelder also als Ersatz des Gehaltes anzusehen sind.

i) Die zu diplomatischen Geschäften nur *kommissarisch* verwendet gewesenen Diener werden nicht als eigentliche diplomatische Beamte, sondern nach dem Verhältnifs derjenigen Stelle und desjenigen Gehaltes behandelt, auf welche sie nach beendigter Sendung zurückzutreten hatten. 1828

k) Das im diplomatischen Fache ausschlieslich angestellt und mit besonderm Gehalte dafür versehen gewesene Personal behält diesen Gehalt auch nach Zurückberufung von dem betreffenden Gesandtschaftsposten oder beim Erlöschen des Staates, jedoch mit Abzug des darunter begriffenen, für die Repräsentationskosten unzweifelhaft bestimmt gewesenen Gehalttheiles.

l) Als Landesherrschaft einzelner Departements oder sonstiger Bestandtheile des vormaligen Grofsherzogthums Frankfurt, übernimmt jede betheiligte Regierung von dem aufgelösten grofsherzoglich-frankfurtischen Militär vorzugsweise diejenigen Individuen, welche aus dem ihr zugefallenen Landesbezirke gebürtig sind oder in demselben früher angestellt waren.

m) Von den Einregistrirungs- und Stempel-Beamten erhalten nur diejenigen, die schon vor ihrer Anstellung bei der Einregistrirungs- und Stempel-Regie eine Staatsbedienung im Umfange des Grofsherzogthums bekleideten, den vollen Gehalt, die übrigen, entweder aus der Fremde berufenen, oder zum ersten Male angestellten, erhalten in Rücksicht ihrer kurzen Dienstzeit nur die Hälfte als reichsschlufsmäsige Pension.

Art. XII. (*Entschädigung für die Krone Baiern wegen zu viel übernommener Diener und Pensionisten*).

Die von Seiten der Krone Baiern erfolgte Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage Nr. I) benannten Civil-, Militär- und Hof-Diener mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen, im Gesammtbetrage von 117,786 Fl. 20 Kr. im 24-Guldenfufse, wird allerseits als definitiv anerkannt, und, mit Beziehung hierauf, gedachter Krone der Anspruch auf eine Entschädigungssumme von 150,000 Fl. um deswillen zugestanden, weil die Summe der übernommenen Gehalte und Pensionen dasjenige Maas grofsherzoglich-frankfurtischer Zentral-Gehalte und Pensionen über-

1828 schreitet, welches Baiern nach dem festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisse zu übernehmen hatte.

Art. XIII. (*Staats-Diener und Pensionisten, welche Preussen, Kurhessen und Frankfurt übernommen haben*).

Gleicherweise wird die von Seiten Preussens mit Sachsen-Weimar-Eisenach, Baierns, Kurhessens und der freien Stadt Frankfurt geschehene definitive Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage Nr. II) benannten Civil-, Militär- und Hof-Diener mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen, im Gesammtbetrage von 151,244 Fl. 45 Kr. auf die Departemente Frankfurt (ausschliesslich der Stadt Wetzlar), Fulda, Hanau und auf die Stadt Wetzlar allerseits anerkannt.

Art. XIV. (*Verzeichnifs der Staats-Diener und Pensionisten; besondere Bestimmungen darüber*).

Hinsichtlich der beiden, in den vorhergehenden Artikeln erwähnten und mit Beobachtung obiger Grundsätze angefertigten, Verzeichnisse ist zu bemerken:

1) dafs solche die Gesammtheit der als Zentral-Diener und Pensionisten des Grofsherzogthums Frankfurt behandelten und definitiv übernommenen Individuen umfassen;
2) dafs alle, in die fraglichen Verzeichnisse *nicht* eingetragenen, grofsherzoglich-frankfurtischen Diener — mögen sie Hof-, Militär- oder Civil-Diener seyn — zur Klasse der Departemental- und Lokal-Diener gezählt werden;
3) dafs die in denselben Verzeichnissen aufgeführten Mitglieder
   a) der vormaligen protestantischen Konsistorien zu Hanau,
   b) der beiden vormaligen Appellationshöfe zu Aschaffenburg und zu Frankfurt, sowie der dazu gehörigen Criminalgerichte,
   c) der medizinischen Spezialschule zu Frankfurt,
   d) der Anstalt der Einregistrirungs- und der Stempel-Regie, namentlich der Direktor, der Kontrolleur und die Verifikatoren,

aus besonderen Gründen für Zentral-Diener erklärt, jedoch dem Personale der medizinischen Spezialschule, da dasselbe seine Wiederanstellung in einer andern Provinz abgelehnt hat, seine früheren Gehalte nur

zur Hälfte bewilligt worden sind, mit Ausnahme der- 1828
jenigen, welche aus besonderen Gründen mit ihrem ganzen Gehalte auf den Etat, Anlage Nr. II, gebracht worden sind.

Art. XV. (*Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankfurt wegen Uebernahme verschiedener Offiziere*).

Was diejenigen, nach Art. 45 der Wiener Kongreſs-Akte zur Versorgung berechtigten Offiziere betrifft, welche aus keinem Gebietstheile des vorigen Groſsherzogthums Frankfurt gebürtig, auch in keinem solchen Gebietstheile früher angestellt gewesen sind, oder auch andere, welche erst während der Verwaltung des Generalgouvernements in Militärdienste traten oder höhere Dienstgrade erhielten, so wird diejenige Uebereinkunft bestätigt, die hierüber von wegen des Departements Fulda, der Stadt Frankfurt und der Stadt Wetzlar unterm 28sten und 29sten Juni 1816 zu den Protokollen der Ausgleichungs-Kommission angezeigt worden ist.

Hiernach sind von den, in der Anlage (Nr. III) näher bezeichneten, zehn Militärpersonen und deren Gehalte à 6154 Gulden

1) die daselbst unter Nr. 1, 2, 3, 5, 6, 8, 9 angegebenen, mit den dabei gesetzten Gehalten, auf das Departement Fulda, namentlich Nr. 2, 5, 8 und 9 von Preussen, Nr. 1 von Baiern, Nr. 3 und 6 von Sachsen-Weimar-Eisenach;
2) die unter Nr. 4, 7, 10 angeführten aber, nebst ihren angegebenen Gehalten, von der freien Stadt Frankfurt, und zwar Letzteres in der Maaſse übernommen worden, daſs Frankfurt, zur Ergänzung des ihm zugetheilten Gehaltbetrags von 2482 Fl., für 1374 Fl. an Zentral-Diener-Gehalten übernommen hat.

Art. XVI. (*Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Kurhessen und Frankfurt wegen Uebernahme gemeinschaftlicher Departemental-Diener*).

Gleiche Bestätigung erhält auch die in den ebengedachten Protokollen vom 28sten und 29sten Juni 1816 zwischen Kurhessen und der freien Stadt Frankfurt, wegen einiger, den vormaligen Departementen Hanau und Frankfurt gemeinschaftlich gewesenen Departemental-Diener, getroffene Uebereinkunft, wonach

1828 der Gehalt des vormaligen Polizei-Präfekten Freiherrn von der Thann von 5000 Fl. von Seiten der freien Stadt Frankfurt mit . . . . . 4,300 Fl.
von Kurhessen aber mit . . 700 —
Total 5,000 Fl.
übernommen ward; ingleichen der zwischen beiden benannten Staaten getroffene Austausch wegen der vom Gehalte des beiden Departementen gemeinschaftlich gewesenen Steuer-Kontrolleurs Koch auf Frankfurt mit 273 Fl. gefallenen, aber gegen Abnahme des Frankfurt zugetheilt gewesenen Gehaltes des Kanzlei-Dieners Geyer mit 288 Fl. übernommenen Rate.

Art. XVII. (*Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankfurt, Frankfurter Departemental-Diener betreffend*).

Ebenso wird auch die in den angezogenen Protokollen zwischen Preussen und Frankfurt, wegen der auf die Stadt Wetzlar, als Bestandtheil des Departements Frankfurt, zu übernehmenden Rate von den Gehalten der dahin gehörigen Departemental-Diener, getroffene Uebereinkunft bestätigt, inhalts welcher die in der Anlage Nr. IV verzeichneten Diener, als für das gesammte Departement Frankfurt angestellt, mit ihren Gehalten anerkannt, und deren Vertheilung nach dem dieser Uebereinkunft zum Grunde liegenden Verhältnisse also geschehen ist, dafs von dem daselbst erwähnten Totalbetrage von jährlichen 24,546 Fl. 43 Kr. Wetzlar die Summe von 862 Fl. 5 Kr. übernommen hat.

Art. XVIII. (*Nachträgliche Anerkennung des Gehaltes des Protokollisten Gröfser*).

Die auf 438 Fl. jährlich festgesetzte Pension des nachträglich als Zentral-Diener anerkannten Protokollisten Gröfser wird, vom 1sten Januar 1822 an, von Kurhessen, vorbehaltlich weiterer Abrechnung geleistet, nachdem die bis zu jenem Termine seit dem 1sten Juni 1814 erwachsenen Rückstände von

wegen des Departements Frankfurt mit	150 Fl.	22 Kr.	
wegen des Departements Aschaffenburg mit	131 —	40 —	
wegen des Departements Fulda mit	89 —	18 —	
- - - Hanau mit	62 —	36 —	
- der Stadt Wetzlar mit . . .	4 —	4 —	
Summe	438 —	— —	

von jeder einzelnen dabei betheiligten Regierung bereits abgetragen worden sind. 1828

Art. XIX. (*Versorgung einiger Reichs- und Kreis-, auch ritterschaftlichen Diener*).

Als Lokal-Diener werden behandelt und von den betheiligten Regierungen versorgt:

1) die von Seiten einiger Landestheile des Grofsherzogthums Frankfurt, vor ihrer Vereinigung mit demselben, bei dem deutschen Reichstage und den Kreisversammlungen angestellt gewesenen Diener;
2) die bei der vormaligen Reichsritterschaft angestellt gewesenen Beamten, in so weit zum Unterhalte derselben von den, im Umfange des Grofsherzogthums Frankfurt belegenen, reichsritterschaftlichen Gütern beigetragen werden mufste.

Auf die statt gehabte Anerkennung der Zentral-Eigenschaft des ehemaligen Reichs-Direktorialpersonals, so weit der Grofsherzog von Frankfurt bei dessen Versorgung betheiligt war, ist, nach Auswcis der Tabelle (Anlage I), die nöthige Rücksicht genommen worden.

Art. XX. (*Aschaffenburger Diener-Sustentationskasse, Offiziers-Witwenkasse und Civildiener-Witwenkasse, anerkannt als Spezialfonds des Fürstenthums Aschaffenburg*).

Als Gegenstände, welche das Fürstenthum Aschaffenburg ausschliefslich angehen, werden allerseits anerkannt:

1) die nach Auflösung des Mainzer Kurstaates von dem Kurerzkanzler — gegen gewisse, von anderen mitverpflichteten Besitzern vormaliger Mainzer Kurlande zu entrichtenden jährlichen Beiträge — übernommene Pensionirung vormals kurmainzischer Diener und die deswegen in Aschaffenburg errichtete Sustentationskasse;
2) die ebendaselbst für das vormalige kurmainzische Militär errichtete, und dem grofsherzoglich-frankfurtischen Militär später zu Nutzen gekommene Offiziers-Witwenkasse, desgleichen auch die dortige Civildiener-Witwenkasse, und zwar genannte Kassen mit ihren Rechten und Verpflichtungen.

Art. XXI. (*Gesuch von Dienern, Witwen und Waisen um Gnadengehalte und Gratifikazionen*).

1828 Von Witwen oder Waisen vormaliger grofsherzoglich-frankfurtischer Diener nachgesuchte Gnadengehalte und Gratifikazionen sind kein Gegenstand gemeinschaftlicher Fürsorge der Ausgleichungs-Kommissionen, und bleibt deren Bewilligung der Gnade und Milde jeder einzelnen Regierung überlassen.

Art. XXII. (*Erloschene Gehalte und Pensionen der seit 1814 verstorbenen Diener und Pensionisten; -- Gergens; — Vorbehalt wegen Orth*).

Die Gehalte und Pensionen aller in ihrer Eigenschaft als vormalige grofsherzoglich-frankfurtische Diener und Pensionisten seit dem Jahre 1814 von den paciszirenden Staaten mit ihren Gehalten oder Pensionen übernommenen, in den Anlagen Nr. I bis IV mitbegriffenen Individuen fallen nach deren Ableben den betreffenden Regierungen anheim.

Nachdem der im Jahre 1814 bei der provisorischen Rhein-Oktroi-Verwaltung zu Mainz angestellte grofsherzoglich-frankfurtische General-Inspektor der indirekten Abgaben, Gergens, im November 1816 daselbst gestorben ist, könnte möglicherweise nur noch der früherhin eventuell übernommene Gehalt des bei der dermaligen Rhein-Oktroi angestellten Sekretärs Orth mit 1000 Fl., im Fall seine gegenwärtige Verwendung aufhören sollte, den betheiligten Regierungen in solcher Art zur Last fallen, dafs davon

Frankfurt	490	Fl. 28	Kr.
das Departement Fulda	290	— 29	—
- - Hanau	204	— 46	—
die Stadt Wetzlar	14	— 17	—
Total	1,000	— —	—

zu übernehmen hätten.

Art. XXIII. (*Anfangstermin zur Uebernahme der Gehalte und Pensionen; Bestimmungen wegen der Rückstände, vom 1sten Juni 1814 anfangend*).

In Ansehung der Ansprüche vormals grofsherzoglich-frankfurtischer Diener und Pensionisten auf Besoldungs- und Pensions-Rückstände werden folgende Grundsätze aufgestellt:

1) Zur Abschneidung aller Weitläufigkeiten, und in der Absicht, den betheiligten Individuen um so schleuniger zu ihrer Befriedigung zu verhelfen, machen sich die Regierungen verbindlich, den ihnen

nach Ausweis der Vertheilungs-Etats zugewiesenen Dienern und Pensionisten, nebst ihren laufenden Besoldungen und Pensionen, auch die Rückstände vom 1sten Juni 1814 an zu bezahlen. 1828

2) Preussen und Baiern übernehmen die vor der Periode des Besitzantrittes ihrer Antheile an dem ehemaligen Departement Fulda erwachsenen Besoldungs- und Pensions-Rückstände zur Berichtigung aus den österreichischen Aktiv-Arreragen, und werden sich hierüber mit Oesterreich berechnen.

3) Nach ausdrücklicher Vorschrift des 45sten Artikels der Wiener Kongreſs-Akte beschränkt sich jedoch die gemeinschaftliche Fürsorge sämmtlicher paciszirenden Regierungen hinsichtlich der Reklamationen von Gehalts- und Pensions-Rückständen auf solche, welche aus der Zeit nach dem 1sten Juni 1814 herrühren.

4) Diejenigen Summen, welche ausdrücklich auf Abschlag der bis zum 1sten Juni 1814 verfallenen Besoldungen und Pensionen bereits gezahlt worden sind, können auf die nachher fällig gewordenen Gehalte nicht in Zurechnung gebracht werden.

5) Alle anderen seit jenem Termin erhaltenen Abschlagszahlungen, ohne Unterschied der Kassen und der Rechtstitel, woraus sie geleistet worden sind, müssen von den Empfängern in Gegenrechnung angenommen werden, und versprechen sich sämmtliche betheiligte Regierungen gegenseitig noch besonders jede Hülfsleistung, welche zur Führung des Beweises solcher Abschlagszahlungen etwa erforderlich werden könnte.

6) Staatsdiener, welche in der Zwischenzeit bis zum 1sten Januar 1816, oder nachher noch, provisorische oder andere Staatsanstellungen, gegen einen bestimmten nicht in die Kategorie von Diäten fallenden Gehalt, im Umfange des vormaligen Groſsherzogthums oder auſser demselben bekleidet haben, sind in der Regel zu Rückstandsforderungen nur in so weit berechtigt, als sie das quantum minus beweisen, welches hierdurch an ihrem später von den resp. Ausgleichungs-Kommissionen zuerkannten Dienst-Einkommen nicht gedeckt worden, und endlich

7) müssen diejenigen Individuen, deren Rückstände über 1000 Fl. betragen, sich Termins-Zahlungen,

1828 jedoch nur dergestalt gefallen lassen, dafs innerhalb zweier Jahre, vom Tage der Liquidstellung an, sämmtliche Rückstände zu bezahlen sind.

Art. XXIV. (*Totalbetrag der Fuldaer Departemental-Besoldungen und Pensionen*).

Bei dem Departement Fulda beträgt die den Betheiligten gemeinschaftlich zur Last fallende Summe Fuldaer Departemental-Staatsbesoldungen und Pensionen

254,050 Fl. 19 Kr.

Darunter sind nach dem Verzeichnisse, Anlage Nr. V, begriffen:

	Fl.	Kr.	Fl.	Kr.
I. von der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt, die Fuldaer Quote mit . .	20,387	22½		
ingleichen der von der Sustentations-Quote der freien Stadt Frankfurt auf Fulda übernommene Antheil, statt eines gleichen Betrages von der Pension des Grafen von Marschall	1,868	51		
			22,256	13½
II. Die Gesammtheit der in dem berichtigten Fuldaer Personal-Hauptvertheilungs-Etat und in dem nachträglichen Personal-Supplementär-Etat aufgeführten Besoldungen und Pensionen, einschliefslich der Fuldaer Zentral-Pensions-Quote, sowie der später vertheilten Pensionen von Holzkirchen, von der Fasanerie, und der reichsritterschaftlichen Pensions-Antheile wegen Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld			231,794	5½
		Summe	254,050	19

Art. XXV. (*Deren weitere Vertheilung*).

Von dieser Summe würden, nach dem Artikel VII. festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisse, zu überweisen gewesen seyn

		Fl.	Kr.
1) an Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach zu	71½/100	181,645	59

		Fl.	Kr.	1828
2) an Baiern	$26\frac{1}{2}/100$	67,323	20	
3) an Holzkirchen	$2/100$	5,081	—	
Summe		254,050	19	

Zur Ausgleichung verschiedener, unter den betheiligten Staaten entstandenen Differenzen, und aus Rücksicht auf die Wünsche einzelner Pensionärs, hat man sich aber, mit Abweichung von jenem Verhältnisse, dahin vereinigt, die effektiven Uebernahme-Quoten,

	Fl.	Kr.
für Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach auf	183,255	$31\frac{1}{2}$
für Baiern auf	65,713	$47\frac{1}{2}$
definitiv festzustellen, wobei die Holzkirchener Quote von . . . unverändert geblieben ist	5,081	—
Summe	254,050	19

Art. XXVI. (*Spezielle Angabe der preussischen und sachsen-weimarischen Uebernahme-Quoten*).

Die von Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach nach Maasgabe des bestehenden Konkurrenz-Verhältnisses zu vertretende Uebernahme-Quote umfasst nachstehende einzelne Summen:

	Fl.	Kr.
ad I) aus der Fuldaer Quote der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt.	15,290	32
Dazu kommt der königlich-preussischer Seits übernommene Antheil von der Stadt-Frankfurtischen Sustentations-Quote mit	1,868	51
ad II) aus dem Personal-Hauptvertheilungs-Etat, nach Abzug der auf die freie Stadt Frankfurt mit 4,000 Fl. übergegangenen Pension des Grafen Marschall		
	Fl.	Kr.
	162,622	57
aus dem Supplementär-Etat	2,509	$5\frac{1}{2}$
von den Holzkirchener Pensionen	439	—

1828	von den Pensionen der Fasanerie und der reichsritterschaftlichen Gebiete	Fl. 525	Kr. 6		
				Fl. 166,096	Kr. 8½
				Summe 183,255	31½

Art. XXVII. (*Spezielle Angabe der baierischen Uebernahme-Quote*).

Die von Baiern zu berichtigende Uebernahme-Quote umfasst:

	Fl.	Kr.
ad I) von der Fuldaer Quote der Sustentation des Fürsten Primas	5,096	50½
ad II) von dem Personal-Hauptvertheilungs-Etat	57,505	29
aus dem Supplementär-Etat . . .	1,401	28¼
von den Holzkirchener Pensionen .	1,530	—
aus dem reichsritterschaftlichen Pensions-Antheile	180	—
Summe	65,713	47¼

Art. XXVIII. (*Spezielle Angabe der Uebernahme-Quote von Holzkirchen*).

Für die nach Art. XXV in 5081 Fl. bestehende Soll-Uebernahme der Domäne Holzkirchen sind ausgesetzt und an diese Domäne überwiesen worden,

	Fl.
ad Nr. II) aus den Holzkirchener Pensionen der gröste Theil der Pension des Probstes Freiherrn von Reisach mit	5,020
und ein Theil der Pension des Konventuals Arnd mit	61
Summe	5,081

Art. XXIX. (*Ausgleichung wegen der von Baiern zu wenig übernommenen Fuldaer Pensionen und Besoldungen mit den betheiligten Regierungen*).

Die im Art. XXV. erwähnte Ausgleichung zwischen Preussen und Baiern wegen Abänderung der konkurrenzmäfsigen Uebernahme-Quoten, anlangend, so befinden sich die näheren Bestimmungen hierüber, ferner über Vergütung der von Preussen für Baiern geleisteten Pensions-Zahlungen, auch über gegenseitigen Austausch einiger Fuldaer Pensionen, in dem unterm 18ten Oktober 1823 abgeschlossenen Vergleiche, die definitive Vertheilung der Fuldaer Departemental-Staats-

gehalte und Pensionen betreffend, worauf hier verwiesen wird. 1828

Oesterreich tritt diesem Vergleiche bei, und wird, pro rata seines zehnmonatlichen Besitzes der an die Krone Baiern abgetretenen Fuldaer Parzellen, an derjenigen Vergütung verhältnifsmäsig Theil nehmen, worüber Preussen und Baiern, in der Absicht, eine förmliche Liquidation der Besoldungen zu umgehen, sich vereinigt haben.

ART. XXX. (*Von Preussen an Kurhessen und Sachsen-Weimar überwiesene Fuldaer Pensionen und Besoldungen*).

	Fl.	Kr.
Von der nach Art. XXV. auf . . festgesetzten Uebernahme-Quote hat Preussen die aus der Anlage V zu ersehenden Posten mit	183,255	31
an Kurhessen; und die in derselben Anlage verzeichneten Posten mit . . .	61,593	12
an Sachsen-Weimar-Eisenach, in Gemäfsheit besonderer, mit beiden Staaten bestehenden Vereinbarungen, weiter überwiesen und mithin	65,816	58¾
zu eigener Deckung behalten.	55,845	20¾
	183,255	31½

ART. XXXI. (*Vorbehalt wegen künftiger Vertheilung von Pensionen des Fuldaer Supplementär-Etats*).

Bei der, durch obige Bestimmungen herbeigeführten, definitiven Erledigung des gesammten Fuldaer Departemental-Staatsbesoldungs- und Pensionswesens, bleibt fernere konkurrenzmäfsige Vertheilung solcher Pensionen vorbehalten, die etwa noch künftig in den Supplementär-Etat auf rechtmäfsige Art aufgenommen werden sollten.

ART. XXXII. (*Beitrag des Grofsherzogthums Hessen, wegen Herbstein, zu den Fuldaer Pensionen*).

1828 Zu mehrerer Sicherstellung der Gerechtsame der Betheiligten wird hier bemerkt, dafs in Betreff der von dem Fürstenthume Fulda getrennten und an das Grofsherzogthum Hessen übergegangenen Stadt Herbstein, nebst gleichnamigem Amte, eine am 9ten April 1813 zwischen den grofsherzoglichen Regierungen von Frankfurt und Hessen abgeschlossene Konvenzion besteht und in Kraft verbleibt, nach deren 10tem Artikel der grofsherzoglich-hessischen Regierung die Verbindlichkeit obliegt, zu den Fuldaer Pensionen gewisse jährliche Beiträge zu leisten, wovon Oestreich die Rückstände bis zu den vertragmäfsigen Terminen, — Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach vom 1sten Juli 1815 bis zum 1sten Mai 1816 $\frac{73}{100}$ vom 1sten Mai 1816 an weiter aber nur $\frac{71\frac{1}{2}}{100}$ — Baiern vom 1sten Mai 1816 $\frac{26\frac{1}{2}}{100}$ und der Domäne Holzkirchen $\frac{2}{100}$ zum eigenen unmittelbaren Bezuge aus der betreffenden grofsherzoglich-hessischen Staatskasse konkurrenzmäfsig zukommen.

Art. XXXIII. (*Motiv zu gemeinschaftlicher Auseinandersetzung wegen der Schulden der grofsherzoglich-frankfurtischen Zentral-Staatskassen und Fuldaer Departemental-Kassen*).

Nächst den Ansprüchen grofsherzoglich-frankfurtischer Diener auf die ihnen zukommende Versorgnng, haben auch alle sonstigen, von Privatpersonen angemeldeten Forderungen an Zentral-Staatskassen des vormaligen Grofsherzogthums Frankfurt oder an Fuldaer Departemental-Staatskassen, in so weit sie nicht zu privativer Ausgleichung unter den betheiligten Regierungen geeignet sind, um so mehr zn den Gegenständen der gegenwärtigen gemeinschaftlichen Auseinandersetzung gezogen werden müssen, als der 45ste Artikel der Wiener-Kongrefs-Akte ad Nr. 3 und 7 ausdrückliche Verfügungen hierüber zu Gunsten des vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt in sich schliesst.

Art. XXXIV. (*Grundsätze wegen der Departemental-, Distrikts- und Lokalschulden*).

Alle, auf den einzelnen Landestheilen Frankfurt, Aschaffenburg, Fulda, Hanau und Wetzlar besonders haftenden, vor deren Vereinigung zum Primatial-Staate

oder zum Grofsherzogthume Frankfurt schon vorhan- 1828
den gewesenen Schulden bleiben, nach den von dem Grofsherzoge selbst gehandhabten Grundsätzen, auf diesen Landestheilen ausschliefslich haften. Ein Gleiches geschieht auch, in Gemäfsheit derselben Grundsätze, bei allen Distrikts- und Lokal-Schulden, welche vor der Vereinigung jener Landestheile in einen Staatsverband, oder, während der Dauer dieser Vereinigung, im Umkreise des vormaligen Primatial-Staates oder des Grofsherzogthums Frankfurt erwachsen sind.

Art. XXXV. (*Anerkannte Schulden der grofsherzoglich-frankfurtischen Zentral-Staatskasse*).

Als Schulden grofsherzoglich-frankfurtischer Zentral-Staatskassen werden anerkannt:

	Fl.	Kr.
1) die Forderung des Frankfurter Pfandhauses wegen eines dem vormaligen Landesherrn auf die Saline Orb vorgeschossenen, zu Besitzergreifungs-Ausgaben verwendeten Kapitals von 36,000 Fl., nebst rückständigen Zinsen à 4 Prozent vom 4ten Juli 1814 bis 4ten November 1827 (dreizehn Jahre und vier Monate 19,200 Fl.), im Ganzen an Kapital und Zinsen	55,200	—
2) die Forderung der Inhaber derjenigen Obligationen, die im Jahre 1813 für ein Anlehen zum Behufe einer Pferdelieferung an die französische Armee ausgestellt worden sind, im Kapitalbetrage von 24,000 Fl., nebst den bis 1819 rückständigen Zinsen à 5481 Fl., . .	29,481	—
3) die Forderung des Handlungshauses der Gebrüder Bethmann für ein im Jahre 1813 an die Frankfurter Generalkasse gemachtes Darlehen von 40,500 Fl., nebst rückständigen Zinsen à 6 Prozent, vom 1sten Januar 1815 bis 1sten November 1827 (zwölf Jahre und zehn Monate 31,185 Fl.), im Ganzen an Kapital und Zinsen	71,685	—
4) der von der ehemaligen Kommunal-Approvisionirungskasse zu Frankfurt, wegen eines Mehltransports nach Vach		

1828		Fl.	Kr.
	zum Dienste der französischen Armee der Generalkasse geleistete Vorschufs zu	20,144	—
	5) eine Wechselforderung des Handlungshauses Philipp Nikolaus Schmidt, wegen einer Mehllieferung des Grofsherzogthums für die französische Armee, zu	22,900	—
	6) die auf der Anlage Nr. VI verzeichneten, bei den Verhandlungen der Zentral-Lasten-Ausgleichungs-Kommission im Jahre 1817 vorgekommenen Privatforderungen, im Betrage von .	5,808	6½
	Totalsumme	205,218	6½

Art. XXXVI. (*Ausschliesliche Uebernahme einiger Posten von Seiten Baierns und Frankfurts*).

Von den im vorhergehenden Artikel benannten Schulden übernimmt gegen anderweite, unten zu erwähnende Zugeständnisse der übrigen betheiligten Regierungen:

1) die freie Stadt Frankfurt ausschliesslich
   a) die Berichtigung des Bethmännischen Kapitals mit Zinsen, im Betrage von 71,685 Fl.;
   b) die auf der Liste, Anlage VI, unter Nr. 10 verzeichnete Forderung eines Frankfurter Angehörigen an die vormalige grofsherzoglich-frankfurtische Kriegskasse von 110 Fl.

Ebenso übernimmt

2) die Krone Baiern ausschliefslich
   a) die Berichtigung der rückständigen Zinsen des von dem ehemaligen Landesherrn auf die Saline Orb aufgenommenen und für Besitzergreifungs-Ausgaben verwendeten Kapitals von 36,000 Fl. à 4 Prozent, vom 1sten Juli 1814 bis zum 4ten November 1827, mit 19,200 Fl., und
   b) von der Liste, Anlage VI, sämmtliche Forderungen (mit Ausnahme der unter Nr. 10), insofern dieselben, nach vorheriger, königlich-baierischer Seits vorzunehmender Liquidazion, als richtig befunden werden, im Betrage von 5698 Fl. 6½ Kr.

Art. XXXVII. (*Vertheilung der übrigen Zentral-Schulden*).

Nachdem sich die im Artikel XXXV angegebene Schuldenmasse durch die im Artikel XXXVI erwähnte ausschliefsliche Uebernahme mehrerer Passiven von

Seiten der Krone Baiern und der freien Stadt Frank- 1828
furt um 96,693 Fl. 6½ Kr., nämlich von 205,218 Fl. 6½ Kr. auf 108,525 Fl., vermindert; so wird dieser Betrag auf die betreffenden Landestheile pro rata, nach der in der Tabelle, Anlage VII, aufgestellten Berechnung, überwiesen und in der Art berichtigt, dafs jede Regierung auf ihren Antheil die ihren Angehörigen wegen deren Forderungen zukommenden Summen zur weiteren Besorgung und Zustellung an dieselben übernimmt.

Art. XXXVIII. (*Entschädigungs-Summe à 150,000 Fl. für die Krone Baiern, und Aufhebung der von Baiern und Frankfurt verfügten Beschlagnahme einiger Kapitalien*).

Obschon nicht in die Kategorie der Privatforderungen gehörig, wird hier die schon oben, im Art. XII, gedachte Entschädigung von 150,000 Fl. für die Krone Baiern, als Abfindung für die Forderung wegen zu viel übernommener Zentral-Diener, als Schuld des Grofsherzogthums anerkannt. Der Betrag wird auf die Departemente Frankfurt mit Wetzlar, Fulda und Hanau, mit Ausschlufs des Departements Aschaffenburg, von sämmtlichen betreffenden Staaten, nach Maasgabe ihrer auf obengedachter Tabelle, Anlage VII, berechneten Antheile, übernommen und die Zahlung in der Art direkt an Baiern erfolgen, dafs die freie Stadt Frankfurt ihren Beitrag zu der Entschädigungsforderung von 150,000 Fl. mit 73,571 Fl. 25¾ Kr. und jenen zu den Zentral-Schulden mit 37,260 Fl. 15 Kr., in Summa 110,831 Fl. 40¾ Kr., zurückbehält und damit die Berichtigung

	Fl.
a) der Orber Schuld mit Zinsen, in dem Betrage von	55,200
b) der Mehl-Transport-Forderung zu . .	20,144
c) der Wechselforderung des Handelshauses P. N. Schmidt	22,900
Summe	98,244

besorgt, den Ueberrest der erwähnten 110,831 Fl. 40¾ Kr., in dem Betrage von 12,587 Fl. 40¾ Kr., aber für die Berichtigung eines gleichen Theiles der Pferdelieferungs-Schuld verwendet, — wogegen Baiern von den übrigen Betheiligten deren Beiträge zu seiner Entschädigungs-Forderung und zu den Zentral-La-

1828 sten, im Gesammtbetrage von 97,741 Fl. 42½ Kr., unmittelbar in Empfang nimmt, davon die ihm, nach Abzug seines Beitrags von 49,951 Fl. 36¾ Kr. zu den Zentral-Schulden und zu der Entschädigungs-Forderung von 150,000 Fl. wegen des Departements Fulda, von dieser letzteren Forderung noch zu gut kommenden 80,848 Fl. 23¼ Kr. für sich behält, und den Ueberrest à 16,893 Fl. 19¼ Kr., welcher, mit den von Seiten der freien Stadt Frankfurt abzugebenden 12,587 Fl. 40¾ Kr., den Betrag der Pferdelieferungs-Schuld von 29,481 Fl. ausmacht, für die Berichtigung dieser Schuld, nach den hierüber noch zu treffenden näheren Verabredungen, auch seiner Seits wieder abgiebt.

Gleichzeitig mit dieser Auseinandersetzung erfolgt sowohl von Seiten der Krone Baiern, als auch der freien Stadt Frankfurt die Aufhebung der, gelegenheitlich der Ausgleichungs-Verhandlungen, in beiden Staaten verfügten Beschlagnahme auf die dem einen oder dem anderen Theile oder dessen Angehörigen zustehenden Kapitalien nebst Zinsen.

Art. XXXIX. (*Oesterreichische Forderung von 11,416 Fl. 29 Kr. 3 Pf. an die Kriegs-Zahlamts-Kasse*).

Die bei der Ausgleichungs-Kommission von Seiten Oesterreichs angebrachte Forderung zu 11,416 Fl. 29¼ Kr. rheinischer Währung und 105 Fl. 33 Kr. Einlösungsscheine, wegen der in den kaiserlich-königlich-österreichischen Staaten, wie im Auslande, vermittelst der kaiserlich-königlichen Militär-Oekonomie-Administration an grofsherzoglich-frankfurtische Truppen in den Jahren 1813 und 1814 geleisteten Geld- und Natural-Vorschüsse, wird, vorbehaltlich der Kompensazion, als ein Passivum der Kriegs-Zahlamts-Kasse anerkannt.

Art. XL. (*Uebernahme einiger Kriegszahlamts-Schulden von Seiten Preussens und Frankfurts*).

Bei dieser Gelegenheit werden auch

1) die im Verzeichnisse, Anlage VIII, aufgeführten, gröstentheils das Departement Fulda angehenden Forderungen an die Kriegszahlamts-Kasse, im angeblichen Betrage von 2254 Fl. 11 Kr., vorbehaltlich ihrer weiteren Anmeldung und Liquidstellung, als Gegenstände der Abrechnung und Ausein-

andersetzung mit den bei Fulda betheiligten Regierungen königlich-preussischer Seits zur Vertretung, und 1828
2) die im Verzeichniſs, Anlage IX, aufgeführten Forderungen Frankfurter Angehörigen an die gedachte Kriegskasse, im Betrage von 744 Fl. 48 Kr., von Seiten der freien Stadt Frankfurt zur Berichtigung übernommen.

Art. XLI. (*Vergleich wegen der Einstandsgelder und Handgelder*).

Als ein, die Verhältnisse der mehrgedachten vormaligen Kriegszahlamts-Kasse berührender, Gegenstand erhält der am 29sten November 1824 zu den Protokollen der Zentral-Lasten-Ausgleichungs-Kommission angezeigte Vergleich zwischen Preussen, Baiern, Kurhessen und der freien Stadt Frankfurt seine Bestätigung, wonach Letztere den Ansprüchen auf die von Frankfurter Einstehern herrührenden Einstandsgelder entsagt, dagegen aber von dem Beitrage zu dem Ersatze der Handgelder befreiet, und diese von den übrigen Departementen übernommen werden.

Nachdem die konkurrenzmäſsige Vertheilung der fraglichen Einstandsgelder und Handgelder, zum Behufe der Auszahlung an die berechtigten Einsteher und resp. Angeworbenen, auf den Grund jenes Vergleiches, unter den betreffenden Regierungen Statt gefunden hat, wird diese Angelegenheit für erledigt erklärt.

Art. XLII. (*Austrägal-Erkenntniſs wegen eines Beitrags-Rückstandes zur Sustentation des letzten Kurfürsten von Trier*).

Die bei der Zentral-Lasten-Ausgleichungs-Kommission nicht erledigte Streitfrage wegen Berichtigung der auf 25,804 Fl. 19 Kr. berechneten Rückstände eines Sustentations-Beitrages, den der vormalige Groſsherzog von Frankfurt dem letzten Kurfürsten von Trier zu zahlen übernommen hatte, ist auf die von den Interessenten nachgesuchte Vermittlung der hohen deutschen Bundesversammlung durch ein, in den Bundestags-Protokollen öffentlich abgedrucktes, austrägalgerichtliches Erkenntniſs des groſsherzoglich-hessischen Oberappellationsgerichts zu Darmstadt vom $\frac{\text{19ten Mai}}{\text{28sten Novemb.}}$ 1826 definitiv entschieden worden, worauf hier mit dem Bemerken Bezug genommen wird, daſs es bei den Bestimmungen dieses Erkenntnisses sein Bewenden hat.

1828 ART. XLIII. (*Ersatz eines Vorschusses à 100,000 Fl. vom Departement Fulda an den vormaligen Fürsten Primas*).

Die im Artikel 45 der Wiener Kongreſs-Akte stipulirte Zurückzahlung derjenigen Vorschüsse, welche der Generalkasse zu Fulda von dem Fürsten Primas aus seinem Privatvermögen geleistet und bei nachheriger Liquidazion zum Betrage von 100,000 Fl. anerkannt worden sind, geschieht nach dem festgesetzten Konkurrenz-Maasstabe in solcher Art, daſs davon

		Fl.
Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	$\frac{71\frac{1}{2}}{100}$ mit	71,500
Baiern	$\frac{26\frac{1}{2}}{100}$ -	26,500
Holzkirchen	$\frac{2}{100}$ -	2,000

jedoch, auf den Grund eines mit dem hochseligen Fürsten Primas vergleichsweise getroffenen Abkommens, nicht in *einer* Summe, sondern in zwanzig gleichen Jahres-Raten zu entrichten haben.

ART. XLIV. (*Summarische Angabe der Fuldaer Departemental-, Staats- und Landesschulden*).

Unter Bezugnahme auf die österreichisch-preussisch-baierischen Uebereinkünfte vom 27sten September 1820 und vom 14ten November 1823, werden als gemeinschaftlich theilbare Fuldaer Staatsschulden anerkannt:

	Fl.	Kr.
I. von den Landessteuerkasse-Kapitalien, nach Ausscheidung mehrerer niedergeschlagenen oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Kapitalien . .	927,766	15
II. von den Domänen-Kapitalien, ebenfalls nach Ausscheidung einiger niedergeschlagenen oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Kapitalien . .	3,520	—
III. die Kammerkasse-Kapitalien mit .	190,373	20
IV. die an das Grofsherzogthum Frankfurt, resp. das Departement Fulda, bei Auseinandersetzung der reichsritterschaftlichen Verhältnisse überwiesenen Kapitalien der reichsritterschaftlichen Kantone Mittel-Rhein, Rhön-Werra und des Buchischen Quartiers	34,455	$6\frac{1}{4}$

			1828
V. die an das Grofsherzogthum Frankfurt, resp. das Departement Fulda, überwiesenen oberrheinischen Kreis-Kapitalien mit	Fl. 29,700	Kr. —	
VI. der auf die vormals reichsritterschaftlichen Bezirke Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld fallende Antheil der reichsritterschaftlichen Passiven des Buchischen Quartiers mit	26,410	45	
Totalsumme	1,212,225	$26\frac{1}{4}$	

Art. XLV. (*Grundsatz bei deren Vertheilung*).

Als Grundsatz ist angenommen und festgestellt, dafs diejenigen Fuldaer Staats- und Landesgläubiger, welche durch die Fuldaer Landestheilung Unterthanen des einen oder des andern betheiligten Staates geworden oder früher schon gewesen sind, vorzugsweise, so weit solches nur immer geschehen kann, auf die Fuldaer Staats- und Landesschulden-Quote desjenigen der betheiligten Staaten übergehen, zu welchem sie im Unterthanenverbande stehen. Das Nämliche gilt auch von den Kapitalien der Departemental-Staatsdiener, Quieszenten und Pensionisten, je nachdem diese bei der definitiven Vertheilung von einem der betheiligten Höfe übernommen worden sind.

Art. XLVI. (*Summe der Fuldaer Schulden und deren Vertheilung*).

Von der nach Art. XLIV zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet anerkannten Schulden-Summe von
= 1,212,225 Fl. $26\frac{1}{4}$ Kr.
würden

Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	$71\frac{1}{2}/100$	zu	Fl. 866,741	Kr. $11\frac{1}{4}$
Baiern	$26\frac{1}{2}/100$	=	321,239	$44\frac{1}{2}$
die Domäne Holzkirchen . .	$2/100$	=	24,244	$30\frac{1}{2}$
Summe			1,212,225	$26\frac{1}{4}$

konkurrenzmäfsig zu tragen haben, wenn man nicht — in Berücksichtigung des Umstandes, dafs Holzkirchen an den Fuldaer Landessteuern niemals Antheil gehabt hat — dahin übereingekommen wäre, den unter der Holzkirchener Schulden-Quote begriffenen Antheil von

1828 den Fuldaer Steuerkassen-Schulden, im Betrage von 20,366 Fl. 38½ Kr., von jener Quote abzuschreiben und den dadurch entstandenen Ausfall, nach Anleitung des festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisses, unter die übrigen Betheiligten dergestalt nachträglich zu subrepartiren, dafs

der preussisch-weimarischen Quote	14,859	Fl. 20	Kr,
der baierischen Quote	5,507	- 18½	-
Summe	20,366	Fl. 38½	Kr.

davon zugewachsen sind.

ART. XLVII. (*a. auf Preussen, so wie dessen Cessionen an Kurhessen und Sachsen-Weimar-Eisenach*).

Die nach dem vorstehenden

Artikel auf	866,741	Fl. 11¼	Kr.
und	14,859	- 20	-
zusammen auf	881,600	Fl. 31¼	Kr.

festgesetzte preussisch-weimarische Quote umfasst die in der Anlage Nummer X. verzeichneten Kapitalien, vom 1sten Juli 1815 an verzinsbar, wovon,

	Fl.	Kr.
nach Ausweis derselben Uebersicht, . .	561,838	5
und	26,410	45
(letztere als ursprünglich auf den ehemaligen reichsritterschaftlichen Gebieten Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld haftend)		
zusammen	588,248	50
an Kurhessen		
und	293,351	41¼
an Sachsen-Weimar-Eisenach		
zusammen	881,600	31¼

vermöge besonderer, mit diesen Staaten getroffenen Vereinbarungen, weiter überwiesen worden sind.

ART. XLVIII. (*b. deren Vertheilung auf Baiern*).

Die nach Art. XLVI auf 321,239 Fl. 44½ Kr.
und . . . . . 5,507 - 18½ -
zusammen auf 326,747 Fl. 3 Kr.

festgesetzte baierische Quote umfasst die in der Anlage Nummer XI. verzeichneten Kapitalien, vom 1sten Mai 1816 verzinsbar.

Oesterreich trägt zu den Zinsen der in diesem

und im 47sten Artikel erwähnten Kapitalien nach 1828
Maasgabe des Konkurrenzvertrages bei.

Art. XLIX. (*Vertragsmäfsiger Austausch einiger Fuldaer Kapital-Schulden*).

Wegen gegenseitigen Austausches verschiedener in den Verzeichnissen Nummer X und X1. aufgeführten Kapital-Schulden, im Gesammtbetrage von 9,600 Fl., ist unter den betheiligten Regierungen mittelst Separat-Protokolls, datirt beziehungsweise vom 3ten März, 28sten Februar und 5ten März 1821, eine besondere Vereinbarung getroffen worden, worauf hier Bezug genommen wird.

Art. L. (*Antheil von Holzkirchen an den Fuldaer Schulden*).

Der Domäne Holzkirchen sind und bleiben, als auf derselben haftend, an Kapitalien 3,877 Fl. 52 Kr., nebst Zinsen vom 1sten August 1816 an, bis auf Weiteres zugetheilt.

Art. LI. (*Kapital-Schuldforderungen der Fuldaer Zentral-Anstalten*).

Von den Kapital- und Zinsen-Forderungen der Fuldaer öffentlichen Zentral-Anstalten an die Fuldaer Landeskassen übernehmen, nach Maasgabe des Konkurrenzverhältnisses, Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach $71\frac{1}{2}/100$, und Baiern mit Holzkirchen $28\frac{1}{2}/100$.

Art. LII. (*Bestimmungen wegen des Restes von dem Fuldaer Zwangsanlehen*).

Der Rest von dem sogenannten Fuldaer Zwangsanlehen, im Betrage von 45,673 Fl. $15\frac{1}{4}$ Kr., gehört — als eine nach grofsherzoglich-frankfurtischer Verordnung keineswegs die Staatskasse, sondern das Land mit seinen einzelnen Aemtern angehende Schuld — nicht zu dem, durch gegenwärtigen Hauptvertrag zu erledigenden Schuldenvertheilungs-Geschäfte, und ist deshalb davon ausgeschlossen.

Art. LIII. (*Vertheilung des Restes der Fuldaer Kassenscheine*).

Von dem zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet befundenen Reste der Fuldaer Kassenscheine-Schuld, welcher, in Folge Statt gehabter Liquidazion, auf die Totalsumme von 349,010 Fl. festgesetzt worden ist, haben, nach dem bestehenden Konkurrenzverhältnisse,

				Fl.	Kr.
1828	Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	$\frac{71\frac{1}{2}}{100}$	zu	249,542	9
	Baiern	$\frac{26\frac{1}{2}}{100}$	-	92,487	39
	Holzkirchen	$\frac{2}{100}$	-	6,980	12
			Summe	349,010	—

zu tragen.

Art. LIV. (*Auf Preussen und Baiern; Uebernahme-Quote von Holzkirchen*).

Unter den von Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach zu tragenden Kassenscheine-Schulden, im gesammten Kapitalbetrage von 249,542 Fl. 9 Kr. sind die für eigene königlich-preussische Rechnung liquidirten Kassenscheine des vormaligen Fuldaer Eskompte-Amtes zu 17,480 Fl. mitbegriffen. Die Zinsen von den fraglichen 249,542 Fl. 9 Kr. laufen für beide Staaten vom 1sten Juli 1815 an.

Baiern übernimmt von seiner im Art. LIII angegebenen Uebernahme-Quote von Kassenscheine-Kapitalien nur 92,480 Fl., nachdem es, zur Komplettirung dieser Quote, 7 Fl. 39 Kr. nebst Zinsen an Preussen vergütet hat. Der Zinsenlauf jener 92,480 Fl. fängt für Baiern mit dem 1sten Mai 1816 an.

Auf die Domäne Holzkirchen sind an Kassenscheine-Kapitalien von der im Artikel LIII angegebenen Uebernahme-Quote nur 6,980 Fl. mit der Verbindlichkeit zur Zinsenzahlung vom 1sten August 1816 an überwiesen. Zur Komplettirung seiner Uebernahme-Quote vergütet Holzkirchen 12 Kr., nebst Zinsen vom 1sten August 1816 bis zum Schlusse des Jahrs 1823, baar an Preussen.

Art. LV. (*Anerkenntniſs zur Verzinsung der Kassenscheine-Schulden*).

Nach Maasgabe der vielfach von der grofsherzoglich-frankfurtischen Regierung erlassenen Verfügungen und gemachten Zusicherungen über die vom 1sten Dezember 1812 an bis zur Abzahlung der Kassenscheine-Kapitalien jährlich mit fünf Prozent zu geschehende Verzinsung derselben, wird die Verbindlichkeit zu fünfprozentiger Zinsenzahlung von der Kassenscheine-Schuld, und zwar vom 1sten Dezember 1812 an bis

zur Abtragung der in den einzelnen Kassenscheinen enthaltenen Kapitalbeträge, von den Betheiligten anerkannt. So viel insbesondere den Interessen-Rückstand der restirenden gesammten Kassenscheine-Schuld vom 1sten Dezember 1812 bis 1sten Juli 1815, als dem Tage der Fuldaer Landestheilung, anlangt, so sind über die Berichtigung desselben bereits in den österreich-preussischen Konvenzionen vom 27sten Juli 1815 und $\frac{4}{6}$ten Januar 1816 die gehörigen Bestimmungen enthalten, auf welche lediglich Bezug genommen wird. 1828

Art. LVI. (*Deren Bezahlungsart*).

Nachdem die betheiligten Staaten für Berichtigung der sie angehenden Zinsen-Rückstände von den definitiv an sie überwiesenen oder von ihnen übernommenen konkurrenzmäfsigen Quoten der Kassenscheine-Schuld, so wie für Zahlung der künftig fällig werdenden Zinsen, die erforderlichen Anordnungen getroffen haben, bleibt es dem Ermessen und der Verfügung der die Schulden-Antheile übernehmenden Betheiligten überlassen, ob und in wie fern die Kapital-Abtragung an die Gläubiger aus den betreffenden Kassen baar geschehen soll, oder ob vorgezogen werden will, den Kassenscheine-Kreditoren ihre Kassenscheine nach dem vollen Nominalwerthe gegen fünfprozentige Obligationen der übernehmenden Betheiligten umtauschen zu lassen. Nur in dem Falle, wenn ein Gläubiger Kassenscheine von einem zu geringen Gesammtbetrage besitzt, um füglich einen Austausch derselben gegen andere Obligazionen bewirken zu können, wird — mit Umgehung hiervon — baldthunlichst baare Abzahlung der Kapitalien jener Kassenscheine sammt Zinsen bis dahin Statt finden.

Art. LVII. (*Bestimmung wegen noch nicht angemeldeter Kassenscheine*).

Da rechnungsmäfsig der volle Rest der Kassenscheine-Schuld in 350,000 Fl. besteht, die hierauf gepflogene Liquidazion aber nur die Summe von 349,010 Fl. ergeben hat, mithin für den Betrag von 990 Fl. Kassenscheine unangemeldet geblieben und deshalb von der dermaligen Vertheilung ausgeschlossen worden sind; so wird hiermit für die Inhaber solcher in die fragliche Hauptvertheilung nicht mitaufgenommenen Kassenscheine nachträgliche Anerkennung, konkurrenzmäfsige Repartirung und Uebernahme für den Fall

1828 vorbehalten, wenn Kassenscheine dieser Art gehörigen Ortes angemeldet, vorgezeigt und zur Anerkennung und Vertheilung für geeignet erklärt werden.

Art. LVIII. (*Eventuelle Bestimmung wegen möglichen Ausfalls der auf Holzkirchen repartirten Schuldenbeiträge*).

Sollte die Domäne Holzkirchen eine Befreiung von den ihr im Artikel L zugewiesenen Fuldaer Staatsschulden, und namentlich auch von der dieser Domäne im Artikel LIII und LIV zugetheilten Kassenscheine-Schuld, ganz oder zum Theil erlangen; so ist der hierdurch entstehende Ausfall an Kapitalien und Zinsen eben so zu vertheilen, wie es nach Artikel XLVI mit dem von der Holzkirchener Quote abgeschriebenen Steuerschulden-Quanto von 20,366 Fl. 38 Kr. geschehen ist, wovon Preussen in dem vorausgesetzten Falle $71\frac{1}{2}/98$, und Baiern $26\frac{1}{2}/98$ zu tragen hätten.

Art. LIX. (*Vorbehalt hinsichtlich der grofsherzoglich-hessischen Beitragsleistung wegen Herbstein zu den Fuldaer Landesschulden*).

Da seit dem zwischen den grofsherzoglichen Regierungen von Frankfurt und Hessen in Beziehung auf Herbstein abgeschlossenen, oben schon im Art. XXXII erwähnten Vertrage vom 9ten April 1813 verschiedene, damals noch unbekannte Schulden zu den Fuldaer Staatsschulden hinzugekommen sind, namentlich oberrheinische Kreisschulden und reichsritterschaftliche Schulden, so wird wegen des davon auf das Grofsherzogthum Hessen fallenden sechszigsten Theils, gemäfs dem Artikel IX des genannten Vertrags, nachträgliche Vertheilung und Auseinandersetzung mit dem gedachten Grofsherzogthume vorbehalten.

Art. LX. (*Allgemeine Bestimmungen wegen gegenseitiger Verzichtleistung der Paziszenten*).

Den letzten Hauptgegenstand der gegenwärtigen Uebereinkunft bilden die in den nachfolgenden Artikeln LXI bis LXVI einzeln benannten Forderungen der vormaligen Departements Aschaffenburg, Fulda und Hanau, so wie der Städte Frankfurt und Wetzlar, sowohl im Verhältnisse derselben unter einander, als auch gegen das gesammte Grofsherzogthum Frankfurt und Generalgouvernement Frankfurt, und hinwiederum die-

ser Letzteren gegen die einzelnen Departements und 1828
deren Theile.

Unter Verzichtleistung auf jede desfallsige weitere Ausgleichung entsagen Oesterreich, Preussen, Baiern, Kurhessen und die freie Stadt Frankfurt den ebengenannten Forderungen, in so weit solche von jedem paziszirenden Theile noch geltend zu machen wären.

Art. LXI. (*Besondere Verzichtleistungen von Oesterreich*).

Vermöge der im vorhergehenden Artikel erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Oesterreich,

rücksichtlich seiner Besitz-Periode von Fulda und Holzkirchen,

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum:
   a) der an das ganze Grofsherzogthum im Wege des Regresses zu machenden Forderung wegen Ersatzes der in die fragliche Besitz-Periode fallenden Zinsen von der in den Artikeln LIII bis LVII erwähnten Fuldaer Kassenscheine-Schuld;
   b) dem im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums an die Stadt Frankfurt insbesondere zu machenden Ansprüche auf die für die fragliche Besitz-Periode nachzufordernden Antheile an den Zinsen eines Kapitals, welches die israelitische Gemeinde zu Frankfurt a. M. wegen Reluizion der auf derselben gehaftet habenden Abgaben zu entrichten hatte, und namentlich an den Zinsen der zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als insbesondere derjenigen 110,000 Fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann zur Sicherstellung des oben im Art. XXXV ad Nr. 3 erwähnten Darlehens von 40,500 Fl. verpfändet waren.

II. Im besondern Verhältnisse zu der freien Stadt Frankfurt und zu Gunsten derselben:
   a) der Forderung wegen der von dieser Stadt im Jahre 1815 bezogenen französischen Kontributions- und englischen Subsidiengelder;
   b) dem Anspruche auf die im Besitze der Stadt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

1828 Art. LXII. (*Besondere Verzichtleistung von Preussen*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Preussen

für den kurhessischen und sachsen-weimar-eisenachischen Antheil am Departement Fulda und respektive auch für Wetzlar

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum:

a) den an dasselbe im Wege des Regresses pro rata zu machenden Forderungen

1) wegen Ersatzes des an die Erben des Grofsherzogs von Frankfurt nach Artikel XLIII zurückgezahlten oder noch zurückzuzahlenden unverzinslichen Darlehens von 100,000 Fl.;

2) wegen Ersatzes des nach Artikel LIII und LIV zur Einlösung der Fuldaer Kassenscheine bestimmten Betrages von 249,542 Fl. nebst Zinsen seit dem 1sten Juli 1815;

b) dem im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums an Oesterreich insbesondere zu machenden Ansprüche auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an dem von Seiten Oesterreichs in Depositum genommenen Tafelsilber des Grofsherzogs von Frankfurt und an dem davon bezogenen Erlöse von 41,802 Fl. rheinischer Währung;

c) zu Gunsten Baierns allein, der im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Forderung wegen eines verhältnifsmäfsigen Antheils an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg;

d) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein, den ebenfalls im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnifsmäfsige Antheile:

1) an dem, im Artikel LXI sub I. lit. b. erwähnten, von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt im Jahre 1812 wegen Abgaben-Reluizion übernommenen Kapitale, und namentlich an den zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als auch insbesondere an denjenigen 110,000 Fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann verpfändet waren;

2) an den von dem vormaligen grofsherzoglich- 1828
frankfurtischen Finanzministerium im Jahre 1813 aus der Realitäten-Kasse der Stadt Frankfurt entnommenen und bei dem Handlungshause Rothschild wegen mehrerer Forderungen deponirt gewesenen, nachher aber von diesem Handlungshause der Stadt Frankfurt zurückgegebenen Stadt-Frankfurtischen Obligationen;

3) an den im Besitze der Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

II. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg zu Gunsten Baierns:

einer an dieses Departement gemachten Forderung der Fuldaer Chaussee-Kasse im Betrage von 7,000 Fl.

Art. LXIII. (*Desgleichen*).

Ferner entsagt bei dieser Gelegenheit Preussen auch nachstehenden Ansprüchen, in so weit dasselbe dabei betheiligt oder solche im eigenen Namen aufzustellen im Falle ist,

a) zu Gunsten der Krone Baiern:

der aus der ersten Hälfte des Jahrs 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegs-Zahlamts-Kasse an das Departement Aschaffenburg, welche Stadt-Frankfurtischer Seits zu 26,956 Fl., von königlich-baierischer Seite aber zu 19,000 Fl. angegeben worden ist;

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt:

dem Anspruche auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an den von der freien Stadt Frankfurt im Jahre 1815 bezogenen französischen Kontributions- und englischen Subsidiengeldern.

Art. LXIV. (*Besondere Verzichtleistungen von Baiern*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

die Krone Baiern

für Aschaffenburg und respektive auch für Ihren Antheil an dem vormaligen Departement Fulda, nachfolgenden Ansprüchen, in so fern Allerhöchstdieselbe dabei betheiligt oder solche in eigenem Namen aufzustellen im Falle ist,

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum Frankfurt:

a) den an dasselbe zu machenden Forderungen

1828 1) wegen eines Aktivums der Realitätenkasse zu Aschaffenburg, im Betrage von 19,468 Fl.;

2) wegen der vorschufsweise berichtigten Zinsen des, unter Artikel XXXV vorkommenden, sogenannten Orber Kapitals, im Betrage von 5,040 Fl.;

3) wegen bis jetzt bezahlter Pensionen und Besoldungen an zu viel übernommenen grofsherzoglich-frankfurtischen Zentral-Dienern, im jährlichen Betrage von 35,418 Fl. 56 Kr. 2 Pf., und wegen des dafür angesprochenen Entschädigungs-Kapitals von 384,898 Fl., nachdem dafür in dem XIIten und XXXVIIIsten Artikel eine anderweite Entschädigung vergleichsweise stipulirt worden ist;

4) pro rata wegen des Ersatzes für diejenigen Gehaltsvorschüsse, welche dem aus dem vormaligen grofsherzoglich frankfurtischen in königlich-baierische Dienste übergegangenen Ober-Kriegskommissär Freund, königlich-baierischer Seits mit 1,220 Fl. 33 Kr. gemacht worden sind;

desgleichen wegen der demselben bewilligten Zulage von 84 Fl. jährlich, welche, zu Kapital angeschlagen, betragen 1,078 Fl. 3½ Kr.

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein, den im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden, in den Artikeln LXI und LXII schon vorgekommenen Ansprüchen:

1) auf das von der israelitischen Gemeinde in Frankfurt im Jahre 1812 übernommene Abgaben-Reluizionskapital und auf die davon bei dem Handlungshause Bethmann verpfändet gewesenen Obligationen, im Betrage von 110,000 Fl.;

2) auf die an das Handlungshaus Rothschild versetzt gewesenen Stadt-Frankfurter Obligationen;

II. im besonderen Verhältnisse gegen das vormalige Departement Fulda und zu dessen Gunsten:

dem Anspruche auf die aus der Aschaffenburger Staatskasse für Fulda geleisteten Vorschüsse an das ehemalige nassauische Ober-Appellationsgericht zu Hadamar, sodann für Kommissions- und Reisekosten zu 3,771 Fl.;

III. im besonderen Verhältnisse gegen das vormalige Departement Hanau zu Gunsten Kurhessens:

1) einer Forderung der Saline Orb für rückständige Salzgelder bei den Faktoreien im ehemaligen

Departement Hanau, im Betrage von 8632 Fl. 2¼ Kr. 1828
und respektive 1,620 Fl.;

2) den von genannter Saline im Jahre 1814 anhängig gemachten Klagen wegen der in mehreren der gedachten Faktoreien im Jahre 1813 geplünderten Salzgelder und Salzvorräthe, im Betrage von 5,510 Fl. 4¾ Kr.;

3) der Forderung wegen eines aus der Departements-Kasse zu Aschaffenburg im Jahre 1812 geleisteten Kommissionskosten-Vorschusses, im Betrage von 261 Fl. 6¾ Kr.;

4) einer von der Provinz Aschaffenburg gemachten Forderung für abgegebene Fourage auf Rechnung der Hanauer Landeskasse, im Betrage von 3,412 Fl. 7½ Kr.;

IV. im besonderen Verhältnisse gegen die freie Stadt Frankfurt:

den Ansprüchen

1) auf die im Besitze derselben befindlichen Kanonen und Pulverwagen;

2) auf die in ihrem Zeughause befindlichen, der ehemaligen Aschaffenburger Landwehr gehörig gewesenen, vierzig Stück Gewehre;

3) auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an den oben mehrmals erwähnten französischen Kontributions- und englischen Subsidiengeldern.

Art. LXV. (*Besondere Verzichtleistungen von Kurhessen*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Kurhessen,

für seine mit dem vormaligen Grofsherzogthume Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile,

im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum Frankfurt,

A. von wegen ebengedachter Hanauer Landestheile:

1) der an das Grofsherzogthum Frankfurt gemachten Forderung von 61,505 Fl. 57 Kr., welche aus der Periode bis zum 1sten Dezember 1813 die ehemalige grofsherzoglich-frankfurtische Generalkasse an die Schuldentilgungs-Kasse zu Hanau schuldig geblieben ist;

2) einer Kapital-Forderung von 2,500 Fl. und respektive 180 Fl., welche aus dem Fonds verkaufter ehemaliger Hanauer Oktroi-Domänen, laut Obligatio-

1828 nen vom 12ten Januar und 8ten März 1813, der genannten Generalkasse zu vier Prozent Zinsen dargeliehen worden sind, nebst rückständigen Zinsen;

3) dem Ersatze der an mehrere Einregistrirungs- und Stempel-Einnehmer des ehemaligen Departements Hanau zurückbezahlten, bei der grofsherzoglich-frankfurtischen Generalkasse zu fünf Prozent verzinslich angelegt gewesenen baaren Kautionen mit überhaupt 4,000 Fl., nebst Zinsen-Rückständen;

B. den im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Ansprüchen:

1) auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an dem im Artikel LXII erwähnten Tafelsilber des Grofsherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs;

2) auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

3) auf verhältnifsmäfsige Antheile

a) an dem von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt am Main übernommenen Abgaben-Reluizions-Kapitale und den davon bei dem Handlungshause Bethmann versetzt gewesenen Obligationen, im Betrage von 110,000 Fl.,

b) an den bei dem Handlungshause Rothschild versetzt gewesenen Stadt-Frankfurter Obligationen;

c) an den im Besitze der freien Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen,

zu Gunsten gedachter freien Stadt.

Art. LXVI. (*Besondere Verzichtleistungen der freien Stadt Frankfurt*).

Vermöge der im Artikel LX stipulirten Verzichtleistung entsagt insbesondere

die freie Stadt Frankfurt

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum:

A. den an dasselbe zu machenden Ansprüchen

1) auf das aus der Frankfurter Realitäten-Kasse in den Jahren 1812 und 1813 darlehnsweise entnommene Kapital von 113,120 Fl.;

2) auf die an den Fonds der Frankfurter Schuldentilgungs-Kasse zu wenig bezahlten Beiträge mit 309,000 Fl.;

3) auf Ersatz der vorschufsweise gezahlten Zinsen von den im Artikel XXXV als Zentral-Schulden anerkannten Privatforderungen;

4) auf Ersatz der vorschufsweise berichtigten Privatforderung des Apothekers Kühnert zu Danzig, für die im Jahre 1812 an das grofsherzoglich-frankfurtische, daselbst garnisonirende Militär gelieferten Medikamente, im Betrage von 1,889 Fl.; 1828

B. den im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnifsmäfsige Antheile:

a) an dem mehrerwähnten Tafelsilber des Grofsherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs;

ingleichen auf die Konkurrenz dieses Staates zur Bezahlung der während der Zeit des General-Gouvernements bei der damaligen Kriegs-Zahlamts-Kasse unberichtigt gebliebenen Rechnungsposten;

b) an dem von der Judenschaft des Departements Fulda zur Reluizion von Abgaben im Jahre 1812 übernommenen Quantum von 60,000 Fl., zu Gunsten dieses Departements;

c) an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

II. im besondern Verhältnisse gegen die Departemente Fulda und Hanau und zu deren Gunsten:

dem Anspruche auf das zur Bezahlung der Fuldaer und Hanauer Domänen im Jahre 1813 darlehnsweise verwendete Kapital von 150,000 Fl.;

III. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Fulda allein, zu Gunsten Oesterreichs, Preussens mit Sachsen-Weimar-Eisenach, und Baierns:

den Ansprüchen

1) auf Ersatz des im Jahre 1815 an das damalige Gouvernements-Bataillon vorgeschossenen Soldes u. s. w., im Betrage von 56,125 Fl. 33 Kr.;

2) auf Ersatz mehrerer in den Jahren 1814 und 1815 geleisteten Vorschüsse

	Fl.	Kr.
a) für Fuldaer Freiwillige, mit . . .	3231	55
b) für Verköstigung der, der Meuterei angeschuldigten Fuldaer Freiwilligen	2339	42
c) für die den Fuldaer Freiwilligen zu Pferde gelieferte Fourage	865	27
Summe	6437	4

3) auf Berichtigung der an mehrere Offiziere jenes Gouvernements-Bataillons im Jahre 1816 geleisteten Vorschüsse, im Betrage von 1170 Fl.;

1828 IV. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg:

der im Art. LXIII, lit. a, erwähnten und aus der ersten Hälfte des Jahres 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegs-Zahlamts-Kasse an gedachtes Departement, im Betrage von 26,956 Fl. modo 19,000 Fl.

ART. LXVII. (*Reluizion verkauft gewesener Fuldaer und Hanauer Domänen*).

In Erwägung, dafs die bei den verkauft gewesenen Fuldaer und Hanauer Domänen betheiligten Höfe von Baiern, Kurhessen und Sachsen-Weimar-Eisenach von dem im 41sten Art. der Wiener-Kongrefs-Akte bewilligten Reluizionsrechte Gebrauch gemacht und die Regulirung dieser Angelegenheit in Gemeinschaft mit Preussen durch eine eigens dazu bestellte Spezial-Kommission zur Zufriedenheit der betheiligten Domänenkäufer, mit Hinsicht auf das dabei obwaltende königlich-preussische Interesse, bewirkt haben, werden die Bestimmungen des fraglichen Artikels der Wiener Kongrefs-Akte über diesen Gegenstand, mit Bezug auf die Verhandlungen jener Spezial-Kommission, für erledigt erklärt.

ART. LXVIII. (*Vorbehalt der noch unerledigten vertragsmäfsigen Departemental-Abrechnungen*).

Die vertragsmäfsigen Departemental-Abrechnungen werden, in so fern sie noch nicht beendigt worden, unbeschadet des Vollzugs des gegenwärtigen Hauptvertrags, ausdrücklich vorbehalten.

In so weit Oesterreich noch für Zentral-Ausgabenrückstände aus der Periode des General-Gouvernements Frankfurt in Anspruch genommen wird, und jene auf die Departemental-Abrechnung übertragen werden, behält sich die genannte Regierung, in Gemäfsheit der durch Kommissions-Beschluss vom 10ten Januar 1817 geschehenen ausdrücklichen Reservazion, spezielle Ausgleichung mit den übrigen betheiligten Regierungen vor.

ART. LXIX. (*Bestätigung besonderer Landesübergabs-Protokolle und Vereinbarungen*).

In Beziehung auf die in den vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen werden von den kontrahirenden Theilen nach ihrem ganzen Inhalte bestätigt:

1) das zwischen Oesterreich und Preussen verhandelte Uebergabe-Protokoll, d. d. Fulda den 27. Juli 1815; 1828
2) das zwischen beiden genannten Staaten an demselben Tage wegen Uebergabe der Stadt Wetzlar nebst Gebiet verhandelte Protokoll;
3) die österreich-preussische Uebereinkunft, betreffend die definitive Abrechnung wegen der Zentral-Lasten des Departements Fulda, d. d. Frankfurt a. M. den 4ten und 6ten Januar 1816;
4) das zwischen Preussen und Kurhessen verhandelte Uebergabe-Protokoll, d. d. Fulda den 5ten Februar 1816, in so weit die darin enthaltenen Bestimmungen nicht durch spätere Uebereinkunft, und namentlich durch den zu Erfurt am 9ten Oktober 1817 abgeschlossenen Vertrag, abgeändert worden sind;
5) das zwischen Oesterreich und Baiern verhandelte Uebergabe-Protokoll vom 1sten Mai 1816.

Bei den gedachten privativen Ausgleichungen und Abrechnungen soll keiner betheiligten Regierung aus den im gegenwärtigen Hauptvertrage enthaltenen Bestimmungen ein Präjudiz erwachsen.

Art. LXX. (*Bestätigung der Beschlüsse der Frankfurter Zentral- und Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommissionen*).

In gleicher Art, wie die im vorhergehenden Artikel benannten speziellen Vereinbarungen, sollen sämmtliche, in den Protokollen der Zentral-Ausgleichungs-Kommission und der Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommission befindlichen, einhellig und unbedingt gefassten Beschlüsse, so weit sie nicht als aufgehoben oder modifizirt durch den gegenwärtigen Hauptvertrag zu betrachten sind, volle Kraft und Gültigkeit behalten.

Art. LXXI. (*Unverbindlichkeit der das Departement Fulda betreffenden Vertrags-Artikel für Hanau und Frankfurt*).

Die in den Artikeln XXIV bis XXXII inclus. und XLIII bis LIX inclus. enthaltenen Bestimmungen, welche lediglich das Departement Fulda betreffen, haben für Kurhessen wegen seiner mit dem Grofsherzogthum Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile und für die freie Stadt Frankfurt, als dabei nicht betheiligt, keine verbindende Kraft.

1828 Art. LXXII. (*Fortdauer besonderer Verträge und Uebereinkünfte*).

Die im Laufe der kommissarischen Verhandlungen über die wichtigern Ausgleichungs-Gegenstände abgeschlossenen einzelnen Verträge und Uebereinkünfte, namentlich:

1) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene Konkurrenz-Vergleich, d. d. Fulda den 11ten April 1818, nebst Zusatzartikel, Anlage XII;
2) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene, das Fuldaer Staatsschuldenwesen betreffende Vertrag vom 27sten September 1820, nebst Zusatzartikel und zweien angehängten Separat-Protokollen, Anlage XIII mit A B;
3) der zwischen Preussen und Baiern abgeschlossene Vergleich, die definitive Vertheilung der Fuldaer Departemental-Staatsgehalte und Pensionen, und die deshalb bewirkte definitive Ausgleichung zwischen beiden Staaten betreffend, d. d. Frankfurt a. M. den 18ten Oktober 1823, Anlage XIV;
4) der zwischen Preussen, Baiern und der freien Stadt Frankfurt abgeschlossene Separat-Vertrag, d. d. Frankfurt a. M. den 6ten September 1827, nebst sechs Beilagen, welchem Kurhessen, laut seiner zu dem Kommissions-Protokolle abgegebenen Erklärung, beigetreten ist, Anlage XV,

werden als integrirende Theile des gegenwärtigen Hauptvertrags angesehen, und behalten unter den kontrahirenden Theilen ihre fortdauernde verbindende Kraft und Gültigkeit, mit Ausnahme der durch den Hauptvertrag ausgedrückten Modifikazionen und der durch den Beitritt Kurhessens sich ergebenden Erweiterungen des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827.

Es wird jedoch hierbei ausdrücklich bemerkt:

a) dafs die in dem Art. III des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827 enthaltene allgemeine Verzichtleistung durch die Art. LX bis LXVI inclus. dieses Hauptvertrags keine Abänderung erleidet;

b) dafs die Bestimmung des Art. XVII des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827, wegen unbekannter und bei der Ausgleichungs-Kommission bisher nicht angebrachter Privat-Ansprüche an das vormalige Grofsherzogthum Frankfurt oder dessen jetzige Theilhaber, nach weiterer Uebereinkunft wegfällt;

c) dafs in Beziehung auf die Fuldaer Departemental-Verhältnisse der gegenwärtige Hauptvertrag keine Bestimmungen enthalte, welche nicht bereits in den ad Nr. 1, 2 und 3 bezeichneten Fuldaer Spezialverträgen festgestellt worden wären, mit einziger Ausnahme des im Art. XXIX ausgedrückten Beitritts der k. k. österreichischen Regierung zu dem preussisch-baierischen Pensions-Vergleiche vom 18ten Oktober 1823. 1828

Art. LXXIII. (*Genehmigung des Hauptvertrags; — Auflösung der Kommission*).

Der gegenwärtige Vertrag wird von allen paciszirenden Theilen ratifizirt werden, und die Ratifikazionen sollen binnen der Zeit von acht Wochen oder wo möglich noch früher in Frankfurt am Main ausgewechselt werden.

Nach erfolgter Auswechselung derselben stellt die Kommission für die Ausgleichung der Zentral-Lasten des vormaligen Grofsherzogthums Frankfurt ihre Sitzungen ein, und erklärt ihren Auftrag für erledigt.

Die bei derselben verhandelten gemeinschaftlichen Protokolle und Akten werden in ein Verzeichnifs gebracht und dasselbe wird von sämmtlichen Bevollmächtigten unterschrieben; zugleich wird wegen Hinterlegung dieser Akten und Protokolle in das Archiv des durchlauchtigsten deutschen Bundes zum Behufe ihrer dortigen weiteren Aufbewahrung die geeignete Einleitung getroffen werden.

Zu dessen Urkunde haben sämmtliche Bevollmächtigte den gegenwärtigen, fünffach auszufertigenden Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen Frankfurt am Main den 2ten Juli 1828.

Paul Anton *Freiherr* von Handel.
Friedrich Karl von Bülow.
Philipp Karl *Freiherr* von Hertling.
Wilhelm August von Meyerfeld.
Johannes Schmidt.
Friedrich Ihm.

3.

1827 *Convention de commerce et de navigation entre l'Hanovre et les Etats-Unis du Mexique, signée le 20 Juin 1827.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1830 Abth. 1. No. 3. pag. 9).

Nachdem Seine Majestät der König von Grofsbritannien und Hannover und der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexico von gleichem Wunsche beseelt, die Handels-Verhältnisse zwischen ihren gegenseitigen Staaten zu erweitern, rathsam erachtet, die Bedingungen des am 26sten December des Jahres 1826 zwischen Grofsbritannien und den vereinigten Staaten von Mexico abgeschlossenen Freundschafts- Handels- und Schiffahrts-Tractats auf das Königreich Hannover auszudehnen, insofern jene Bedingungen auf dieses Königreich für anwendbar werden gehalten werden, so haben die gegenwärtig zu London anwesenden Staats-Minister der hohen contrahirenden Mächte, nämlich von Seiten Seiner Grofsbritannischen Majestät als König von Hannover der Graf *Ernst Friedrich Herbert von Münster*, Staats- und Cabinets-Minister Seiner Majestät, Erblandmarschall des Königreichs, Canzler und Grofskreuz des Guelphen-Ordens, Grofskreuz des Russischen St. Alexander Newsky- und St. Annen-, auch des Oesterreichischen St. Stephan-Ordens etc. und von Seiten der Vereinigten Staaten von Mexico Herr *Sebastian Camacho*, deren erster Staats-Secretair und aufserordentlicher Abgesandter, auch bevollmächtigter Minister bei Seiner Grofsbritannischen Majestät, sich gegenseitig gehörig autorisirt erkannt, über Nachfolgendes übereinzukommen.

Die beiden hohen contrahirenden Theile vereinbaren sich Namens ihrer respectiven Regierungen dahin, dafs der vorerwähnte Tractat zwischen Grofsbritannien und den Vereinigten Staaten von Mexico, nebst seinen Additional-Artikeln, so wie sie dieser Conven-

3.

Convention de commerce et de navigation entre l'Hanovre et les Etats-Unis du Mexique, signée le 20 Juin 1827.

1827

El Presidente de los Estados Unidos de Mexico y S. M. B. Rey de Hannover deseando igualmente estender las relaciones de commercio entre sus Estados respectivos y habiendo juzgado que para este efecto seria conveniente estender al Reyno de Hannover las estipulaciones del Tratado de amistad, comercio y navegacion, concluido el 26 de Deciembre del año de 1826 entre la Gran Bretaña y los Estados Unidos de Mexico en cuanto estas estipulaciones se juzguen aplicables à este Reyno, los Ministros de Estado de las Altas partes contratantes que actualmente se hallán en Londres á saber: Por parte de los Estados Unidos de Mexico D. Sebastian Camacho, su Primer Secretario de Estado y Enviado extraordinario y Ministre plenipotenciario cerca de S. M. B. y por parte de S. M. B. en calidad de Rey de Hannover, el Conde Ernesto Federico Herberto de Münster, Ministre de Estado y del Gabinete de S. M. Mariscal Hereditario del Reyno, Canciller y Gran Cruz de la orden de los Guelphos, Gran Cruz de la orden de S^{n} Alexandro Newsky y de Sta Ana de Rusia, de la de S^{n} Estevan de Austria etc. etc. se reconocieron reciprocamente autorizados en debida forma para convenir lo siguiente.

Las dos Altas partes contratantes convienen á nombre de sus Gobiernos respectivos en que el Tratado citado entre la Gran Bretaña y los Estados Unidos de Mexico con sus articulos adicionales del mismo modo que se hallan anexos á esta convencion, formarán de hoy en adelante la base de las Relaciones

1827 tion sich beigefügt finden *), künftig die Grundlage der Beziehungen zwischen dem Königreiche Hannover und den vereinigten Staaten von Mexico ausmachen sollen. Es wird indessen anerkannt, dafs der 3te Artikel des besagten Tractats keine Wirkung haben könne, indem das Königreich Hannover keine Colonien besitzt. Desgleichen wird der 14te Artikel auf die Unterthanen dieses Königreichs nicht angewandt werden können. Der 15te Artikel ist gleichfalls als nicht anwendbar auf die Beziehungen zwischen dem Königreiche Hannover und den Vereinigten Staaten von Mexico anerkannt.

Die Ratification des gegenwärtigen Tractats soll zu London innerhalb eines Jahres oder wo möglich früher Statt finden.

Geschehen zu London, am 20sten Junius 1827.

Graf E. von Münster. Sebastian Camacho.

4.

Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élévé sur le district de la Leyen, du 11 *Juin* 1827.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830. No 6. pag. 25)

Le gouvernement prussien et le gouvernement français sont convenus de terminer le différend qui s'est élévé relativement au district de la Leyen, situé entre la Sarre et la Blies et composé des villages Klein-Blittersdorf, Auersmachern, des hameaux de Hanweiler, Rilchingen et de la ferme de Vitringer Hof, par la transaction contenue dans les articles suivans:

Art. I. La Prusse reste en possession du district de la Leyen, et la France renonce formellement à

*) Le traité mentionné avec ses articles additionnels se trouve Suppl. au Rec. T. XI. Nouv. Rec. T. VII. première partie no. 25. pag. 80 sqs.

entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de Hannover; sin embargo se reconoce que el articulo 3° del mencionado tratado no puede tener efecto por no poseer el Reyno de Hannover Colonia alguna. Assimismo el Art° 14 no podrá aplicarse á los subditos de este Reyno. El Art° 15 es igualmente reconocido como no aplicable á las relaciones entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de Hannover. 1827

La ratificacion del presente Tratado se hará en Londres en el Espacio de un año ó antes, si pudiere hacerse.

Fecho en Londres á 20 de Junio de 1827.

SEBASTIAN CAMACHO. *Le Comte* DE MÜNSTER.

---

toute prétention qu'elle pourroit former sur ce même district.

ART. II. La France accepte comme compensation des prétentions, quelle avoit formées sur le district de la Leyen d'après le sens littéral du traité de Paris du 20 Novembre 1815 les villages de Merten, Biblingen, Flatten et Gongelfangen avec leurs banlieues.

ART. III. La cession des villages à la France sera effectuée le plutôt possible et sans attendre que la démarcation définitive des frontières soit terminée.

ART. IV. Le gouvernement prussien renonce aux impôts arriérés qui pourroient rester dus par les habitans de Merten et Biblingen le jour de la cession.

ART. V. Là, où la Sarre et la Blies séparent le territoire de la Prusse de celui de la France, le thalweg de ces deux rivières formera la frontière.

ART. VI. La présente déclaration faite ou nom de leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi de France et expédiée en double absolument conforme, sera valable immédiatement après que l'échange en aura eu lieu.

Fait à Paris le 11 Juin 1827.

WERTHER.
Le Baron DE DAMAS.

5.

1828 ## *Convention entre le gouvernement prussien et celui des Pays-Bas, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du* 16 *Août* 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* No. 14. pag. 101).

Le gouvernement de la Prusse et celui des Pays-Bas, voulant par des mesures réciproques réprimer les délits forestiers qui se commettent dans les forêts limitrophes des deux pays, sont convenus par les commissaires soussignés, des points et articles suivans:

Art. I. Les sujets prussiens qui auront commis quelque délit forestier dans le royaume de Prusse et qui se seront réfugiés dans celui des Pays-Bas, et les sujets des Pays-Bas coupables du même délit, commis dans le royaume et qui se seroient réfugiés en Prusse, seront rendus aux autorités judiciaires de leur pays, sur le simple réquisitoire du procureur du roi près le tribunal, dans le ressort duquel le délit aura été commis, ou du domicile du délinquant, ou sur le réquisitoire de l'autorité judiciaire, qui, dans la suite, pourroit être chargée des fonctions actuelles de procureur du roi.

Ce requisitoire devra être appuyé des preuves ou au moins des indices du délit.

Art. II. Les agens forestiers du royaume de Prusse pourront poursuivre sur le territoire des Pays-Bas, jusqu'à cinq milles de la frontière, les sujets prussiens qui auront commis des délits forestiers sur le territoire de la Prusse; si le délinquant est pris, il sera immédiatement reconduit en Prusse et livré aux tribunaux.

De même le sujet des Pays-Bas qui aura commis un délit dans le royaume et se sera réfugié en Prusse, pourra être poursuivi par les agens forestiers des Pays-Bas jusqu'à cinq milles de la frontière, et reconduit dans le royaume pour être livré aux tribunaux.

ART. III. Les deux articles ci-dessus seront ap- 1828
plicables au délinquant qui n'est ni Prussien ni sujet des Pays-Bas, il sera livré au gouvernement sur le territoire duquel il aura commis le délit.

ART. IV. Dans cette poursuite les agens forestiers des deux gouvernemens pourront demander que les autorités fassent une visite domiciliaire, mais uniquement dans le cas et de la manière prescrite par les lois du pays, où elle doit avoir lieu.

ART. V. Dans la poursuite du délinquant, comme il est établi à l'article II., les agens forestiers, douaniers, gardes champêtres, et tous les dépositaires de la force publique, où il se sera réfugié, seront obligés de prêter main-forte aux agens forestiers poursuivans, lorsque ceux-ci, munis de leur commission qu'ils exhiberont, les requerront.

ART. VI. La présente convention est conclue pour dix ans, après l'expiration desquels elle continuera jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par une des parties contractantes, en quel cas elle cessera d'être en vigueur, six mois après la dénonciation.

ART. VII. La présente convention sera expédiée en double et ne sortira ses effets qu'après avoir été ratifiée par les deux gouvernemens.

Ainsi fait et signé à Aix-la-Chapelle le 16 Août 1828.

CH. DE MÜLMANN, *grand-maitre des foréts.*

JACQUES CHRISTOPHE CUNY, *conseiller actuel de régence, chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de 3ème classe.*

O. LECLERCQ, *procureur-général près la cour supérieure de justice, séant à Liège, chevalier de l'ordre du lion Belgique.*

FERDINAND DEL MARMEL, *administrateur des domaines.*

(Cette convention a été ratifiée à Bruxelles le 22 Janvier 1829 et à Berlin le 9 Mai de la même année).

6.

1828 ***Convention conclue entre la France et le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil; signée à Rio de Janéiro le 21 Août 1828.***

(*Le Moniteur universel* 1829. No. 239).

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité!

S. M le Roi de France et de Navarre et S. M. l'empereur du Brésil, ayant, par un article additionnel au traité du 8 janvier 1826, signé par leurs plénipotentiaires respectifs en date de ce jour, fixé, dans l'intérêt commun du commerce de leurs sujets, d'une manière claire, précise et conforme au principe de la réciprocité, le sens que doit avoir à l'avenir cette partie de l'art. 21 du même traité, qui est relative aux droits des belligérans envèrs les neutres, en cas de blocus, d'un port ou ville quelconque; et considérant que de la diversité du principe suivi jusqu'à présent par les hautes parties contractantes est résultée la diversité et l'incertitude de la règle adoptée dans les jugemens de quelques uns des bâtimens françois arrêtés et capturés par l'escadre brésilienne dans la rivière de la Plata; et S. M. l'empereur du Brésil, voulant concilier, d'une part, le respect dû aux lois et formes judiciaires qui régissent l'empire, avec ce que, de l'autre, prescrit l'équité en faveur des réclamans ou personnes lésées par suite de la condamnation définitive qui, par ce motif, a été prononcée contre les bâtimens et leurs cargaisons, et désirant en même tems donner à S. M. Très-Chrétienne une preuve non équivoque du prix

qu'il attache à sa fidèle amitié et à sa puissante al- 1828
liance, leursdites Majestés ont résolu de conclure à cet effet, une convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le sieur Marquis de Gabriac, chevalier de l'ordre de la légion d'honneur, de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre de Charles III. d'Espagne, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'empereur du Brésil;

Et S. M. l'empereur du Brésil, LL. EExc. MM. le Marquis d'Aracaty, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur de l'ordre d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et sécrétaire-d'état des affaires étrangères, et Joseph Clémente Pereira, membre de son conseil, dezembargador da caza da supplicaçao, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et secrétaire-d'état des affaires de l'empire, et provisoirement chargé du département de la justice;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Le gouvernement du Brésil s'oblige et s'engage à payer au gouvernement françois en indemnité de pertes causées à ses sujets la valeur des coques, agrès et cargaisons des navires françois nommés le Courrier, le Jules et le San Salvador, qui ont été saisis et capturés par l'escadre de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil.

Art. II. Ces indemnités auront pour base, quant aux navires, la valeur de leurs coques et agrès, éstimés d'après les polices d'assurance, lorsqu'il ne s'élevera contre elles aucun soupçon fondé de dol ou de fraude dans leur évaluation, à laquelle seront ajoutés le montant du fret acquis et les fraix et débours extraordinaires pour solde, entretien d'équipage et pour toutes dépenses quelconques occasionnés par l'arrestation et la capture des bâtimens; et quant aux cargaisons, le compte sera réglé d'après les manifestes, connoissemens et factures et d'après les prix courans des marchandises dans le

1828 port de Rio de Janéiro au moment de l'arrestation. Les polices d'assurance, connoissemens, factures, comptes de fraix et débours, et tous autres documens quelconques, devront être présentés légalisés en bonne et due forme.

Art. III. A la valeur de l'indemnité qui sera liquidée pour chaque bâtiment, sera ajouté à titre de dommages et intérêts, un intérêt de 6 pour cent par an, à partir d'un mois après la capture, jusqu'aux époques ci-dessous fixées pour les paiemens; et au montant total des indemnités qui seront liquidées pour les cargaisons, fret, dépenses et débours extraordinaires occasionnés par la capture, sera ajouté, à titre de dommages et intérêts, un intérêt de cinq pour cent par an, à partir de six mois après la capture jusqu' aux dites époques.

Art. IV. Les indemnités seront liquidées et fixées par une commission composée de quatre membres, savoir: deux commissaires liquidateurs, et deux commissaires arbitres, l'un de ceux-ci devant être appelé dans les cas seulement où les deux premiers ne seroient pas d'accord; il sera alors designé par la voie du sort. Un commissaire liquidateur et un commissaire arbitre seront nommés par le gouvernement du Brésil, et l'autre commissaire liquidateur et l'autre commissaire arbitre, par le représentant de S. M. Très-Chretienne près la cour de Rio de Janéiro.

Les susdits commissaires recevront des reclamans ou autres personnes intéressées les comptes et documens ci-dessus énoncés, et tous autres titres qui pourront être présentés à l'appui de leurs droits, et quoique les réclamans aient la faculté de produire toutes les pièces justificatives qui leur conviendront, jusqu'à la clôture des travaux de la commission, il est néanmoins expressement convenu et réglé, qu'aucune réclamation ne sera examinée et prise en considération, si elle n'a été présentée dans les soixante jours qui suivront immédiatement l'installation de la commission.

Art. V. La commission sera installée dans l'espace d'un mois après la signature de la présente convention, et ses fonctions devront être définitivement terminées au 28 février de l'année 1829.

ART. VI. La liquidation sera faite en monnoie 1828
du Brésil, en tenant compte de la différence existant entre le change de l'époque de la capture et celui du moment où le paiement aura lieu; et les sommes qui seront liquidées et fixées seront soldées en paiemens égaux effectuées à Rio de Janéiro, le premier, douze mois, le second, dix-huit mois, et le troisième, vingt-quatre mois après la fin et la clôture des travaux de la commission. Les cédules de paiement seront remises à la légation françoise près la cour du Brésil et comprendront les intérêts stipulés par l'article 3: chacune d'elles énoncera le nom ou les noms des intéressés au profit desquels elle sera délivrée, et indiquera la personne ou les personnes qui devront en acquitter le montant pour le compte du gouvernement du Brésil, ainsi que le lieu du paiement.

ART. VII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées en la ville de Rio de Janéiro dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. T. C. le Roi de France et de Navarre et S. M. l'empereur du Brésil, avons signé la présente convention de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Fait en la ville de Rio de Janéiro, le 21e jour du mois d'Août de l'an de grace 1828.

Le Marquis DE GABRIAC. *Marquis* DE ARACATY.

JOSE-CLEMENTE PEREIRA.

(Cette convention a été ratifiée par la France le 3 Décembre 1828 et les ratifications ont été échangées à Rio de Janeiro le 11 Mars 1829).

7.

1828 ## *Article additionnel signé entre la France et le Brésil, le* 21 *Août* 1828, *à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article* 21 *du traité d'amitié, de navigation et de commerce du* 8 *Janvier* 1826.

(*Le Moniteur universel* 1829. No. 239.)

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité!

S. M. le Roi de France et de Navarre et S. M. l'Empereur du Brésil, désirant accroître et resserrer chaque jour davantage les relations d'amitié, de commerce et de bonne intelligence qui subsistent heureusement entre les deux états, en prévenant autant qu'il est possible tout sujet de discorde entre eux, et considérant en même tems de quelle importance il est, tant dans les circonstances actuelles que pour l'avenir, que le sens de l'article 21, du traité conclu entre leursdites Majestés à Rio de Janeiro le 8 janvier 1826, qui jusqu'à présent a été interprété d'une manière differente par chacune des hautes parties contractantes, demeure fixé dorénavant d'une manière précise, claire et conforme au principe de la réciprocité, en cette partie de l'article qui stipule que les sujets de chacune des hautes parties contractantes pourront continuer leur commerce et navigation avec toute puissance, nation ou état qui viendroit à se trouver en guerre avec l'autre, à l'exception des villes ou bloquées ou assiégées par mer ou par terre, ont résolu d'un commun accord de fixer pour l'avenir le sens dudit article, et d'établir la règle qui doit être invariablement suivie dans son application, au moyen d'un article additionnel au traité susmentionné, et à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le Sieur Marquis de Gabriac, chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur et de l'ordre des Saints Maurice et

Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre 1828
de Charles III. d'Espagne, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'empereur du Brésil.

Et S. M. l'empereur du Brésil, LL. EExc. MM. le Marquis d'Aracaty, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et sécrétaire-d'état des affaires étrangères, et Jose-Clemente Pereira, membre de son conseil, dezembargador da casa da supplicaçao, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et sécrétaire-d'état des affaires de l'empire et provisoirement chargé du département de la justice;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article additionnel.

Aucun bâtiment de commerce appartenant aux sujets de l'une des hautes parties contractantes qui sera expédié pour un port, lequel se trouvera bloqué par l'autre, ne pourra être saisi, capturé ou condamné, si préalablement il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence ou continuation du blocus par les forces bloquantes ou par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division du blocus; et, pour qu'on ne puisse alleguer une prétendue ignorance du blocus, et que le navire qui aura reçu cette intimation soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à se représenter devant le port bloqué pendant le tems que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui fera la notification, devra apposer son visa sur les papiers du navire visité, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où sera faite la signification de l'existence du blocus et le capitaine du navire visité lui donnera un reçu de cette signification contenant les mêmes déclarations exigées pour le visa.

Le présent article additionnel aura la même force ou valeur que s'il avoit été inséré mot à mot dans le susdit traité: il est bien entendu toutefois que sa durée expirera avec celle des autres articles qui, conformément à l'article 25, doivent durer seulement l'espace de dix ans.

1828 En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. Très-Chrétienne le Roi de France et de Navarre et de S. M. l'empereur du Brésil, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent article additionnel de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Fait en la ville de Rio de Janéiro, le 21e jour du mois d'Août de l'an de grâce 1828.

Le Marquis DE GABRIAC *Marquis* DE ARACATY.

JOSE-CLEMENTE PEREIRA.

(Cet article additionnel a été ratifié par la France le 3 Décembre 1828 et les ratifications ont été échangées à Rio de Janéiro le 11 Mars 1829.)

8.

1829 *Convention entre l'Hanovre et le grand duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes, conclue le* 10 *Janvier* 1829.

(*Extra-Beilage zu No.* 18. *der Oldenburgischen Anzeigen* vom 4. März 1829. *Gesetz-Sammlung für das Königreich Hannover* 1829. 1. Abthl. N. 4. pag. 23).

Nachdem in Folge des zur Erleichterung des Handels und wechselseitigen Verkehrs zwischen den mitteldeutschen Staaten unterm 24sten September 1828 abgeschlossenen und demnächst ratificirten Vertrags, auch Unterhandlungen zwischen dem Königlich-Hannoverschen Bevollmächtigten, Geheimen Rath, Kriegs-Canzlei- und Ober-Zoll-Director, Freiherrn *Grote* und dem Herzoglich-Oldenburgischen Bevollmächtigten, Regierungs-Rath *Suden* über die Regulirung verschiedener, zwischen dem Herzogthum Oldenburg und dem Königreich Hannover bestehenden Schiffahrts-

und sonstiger Verhältnisse, so wie über gegenseitige, 1829
den Unterthanen beider Staaten in Absicht des Grenz-Verkehrs zu gewährende Erleichterungen, Statt gefunden haben, und nachdem in Folge dieser Unterhandlungen am 10ten Januar d. J. eine Vereinbarung abgeschlossen worden, nach welcher, für die Dauer des Casseler Vertrags vom 24sten September 1828, folgende Zugeständnisse gemacht sind.

A. *Herzoglich Oldenburgischer Seits.*

§. 1. Auf den folgenden Straſsen, welche durch das Herzogthum Oldenburg führen und Theile des Hannoverschen Staatsgebiets mit anderen verbinden, soll zu Gunsten der Hannoverschen Unterthanen und deren Eigenthums der Oldenburgische Transito-Zoll auf $\frac{1}{6}$tel des bisherigen Betrags ermäſsigt werden, nämlich:

1) auf der Straſse, welche aus Ostfriesland über Ellernbrok in das Herzogthum Aremberg-Meppen, so wie
2) aus Ostfriesland nach dem nördlichen Theile des Fürstenthums Osnabrück führt;
3) auf den Straſsen, welche aus dem Fürstenthum Ostfriesland und dem Herzogthum Aremberg-Meppen durch das Oldenburgische nach den Grafschaften Hoya und Diepholz führen;
4) auf den Straſsen, welche aus den Aemtern Fürstenau, Bersenbrück, mit Einschluſs der Stadt Quakenbrück, und aus dem Amte Vörden nach den Grafschaften Hoya und Diepholz über Twistringen und die südlich von Twistringen belegenen Zoll-Recepturen führen.

Die Oldenburgische Staats-Regierung wird gemeinschaftlich mit der Königlich Hannoverschen Regierung, in sofern es nöthig scheint, die hier nur im Allgemeinen angegebenen Straſsen, den Oertlichkeiten gemäſs allenfalls durch Commissarien näher verabreden und die Recepturen bestimmen, bei welchen die Anmeldung geschehen muſs.

Die bemeldeten Zollmoderationen werden ohne Unterschied eintreten, ob der Transport hin- oder zurückgehe.

Es wird dabei überhaupt vorausgesetzt, daſs der Transport auf einer Axe und ohne Lagerung und

1829 Umladung im Oldenburgischen Gebiete Statt finde, in so weit nicht der Waaren-Transport auf den bezeichneten Straſsen zum Theil zu Wasser und zum Theil zu Lande geschieht und daher eine Umladung von den Schiffen auf Wagen und umgekehrt nothwendig ist.

§. 2. Auf gleiche Weise und unter denselben Voraussetzungen und Bestimmungen soll zu Gunsten der Hannoverschen Unterthanen und deren Eigenthums auf der Straſse, welche aus Ostfriesland durch die Stadt Oldenburg nach Bremen und umgekehrt, führt, der Oldenburgische Transito-Zoll auf $\frac{1}{4}$tel des gegenwärtigen Betrags ermäſsigt werden.

§. 3. Desgleichen soll von Wein, Branntwein und Rum, welche zu Wasser von Bremen oder von andern Handelsplätzen nach Oldenburg, und von dort zu Lande nach Quakenbrück geführt werden, der Oldenburgische Transito-Zoll, insofern jene Gegenstände Hannoverschen Unterthanen eigenthümlich zustehen, auf die Hälfte des gegenwärtigen Betrags herabgesetzt werden.

§. 4. Die in den §. §. 1. 2. 3, enthaltenen Zugeständnisse sind nicht anwendbar auf dasjenige Gut, welches nicht aus dem Hannoverschen originirt, oder welches, wenn es ausländischen Ursprungs ist, Nicht-Hannoverschen Unterthanen zusteht und nur von Hannoverschen Unterthanen spedirt oder transportirt wird, desgleichen nicht die §. §. 1. und 2. auf die Durchführung des Viehes, worüber der §. 6. das Nähere bestimmt, so wie des Getreides, rücksichtlich dessen die Stipulationen des Casseler Vertrags vom 24. September v. J., unverändert bleiben.

Endlich sind auch die gedachten Zugeständnisse der §. §. 1. 2. 3. nicht anwendbar auf die geringe Stadt-Oldenburgische Transito-Accise, insofern die, Hannoverschen Unterthanen zustehenden, Güter auf der einen oder andern der bemeldeten Straſsen durch die Stadt-Oldenburg selbst geführt werden.

Dagegen verspricht die Herzoglich-Oldenburgische Regierung, wie solches auch schon aus den Stipulationen des Casseler Vertrags hervorgeht, die gedachte Stadt-Oldenburgische Transito-Accise während der Dauer des Vertrags nicht zu erhöhen.

§. 5. Insofern die, in den §. §. 1. 2. 3. enthaltenen, Zollbegünstigungen eintreten sollen, ist rück-

sichtlich der anzuwendenden Controle-Maſsregeln be- 1829
stimmt:

1) Die durchzuführenden Waaren müssen mit einem Certificate begleitet seyn, woraus entweder der Hannoversche Ursprung hervorgeht, oder wodurch bescheinigt wird, daſs die gedachten Waaren, Eigenthum eines Hannoverschen Unterthanen, und nicht blos fremde oder Speditions-Güter sind. Diese Certificate sollen entweder in einer, von der Ortsbehörde legalisirten Bescheinigung oder in einer Erklärung an Eides statt bestehen;
2) für die durchzuführenden Waaren wird beim Eingang in das Oldenburgische der volle Betrag des Transito-Zolls erlegt, oder desfalls annehmbare Caution gestellt, wornach dann
3) Bei gehörig nachgewiesener Wiederausfuhr bei der Herzoglich Oldenburgischen Grenz-Ausgangs-Receptur der zuviel erlegte Zollbetrag zurückgezahlt, oder die desfalls geleistete Caution gelöscht werden soll.

Uebrigens versteht es sich von selbst, daſs von den Transportanten die sonstigen, im Herzogthume Oldenburg bestehenden, Vorschriften über die Durchfuhr transitirender Güter beobachtet werden müssen.

§. 6. Der Oldenburgische Durchgangs-Zoll von den Pferden, Hornvieh und Schweinen, welche aus dem Hannoverschen durch das Herzogthum Oldenburg geführt werden, soll, insofern selbiger höher ist, als der Hannoversche, abgesehen von der Hannoverschen Eingangs-Steuer vom Vieh, auf die Hannoverschen Zollsätze ermäſsigt werden.

§. 7. Von demjenigen Vieh, welches aus dem Hannoverschen eingeführt wird, um auf den Oldenburgischen Weiden geweidet zu werden, sollen insofern die vorschriftsmäſsigen Controle-Maaſsregeln beobachtet sind, die deponirten Zoll- und Steuergefälle bei der Wiederausfuhr restituirt werden.

§. 8. Der Oldenburgische Eingangs-Zoll von dem aus Ostfriesland eingeführt werdenden Torf wird während der Dauer der Convention nicht erhöhet werden.

§. 9. Von den Bienen, Bienenkörben und Futterhonig, welche auf den Flüssen Ahe und Markah über Heubrück und Neuvrees durch das Saterland

1829 hin- und zurückgehen, soll überall kein Oldenburgischer Transito-Zoll mehr erhoben werden.

§. 10. Herzoglich-Oldenburgischer Seits wird man dem Marktverkehr an den Grenzen, wie bisher, alle thunliche Erleichterung angedeihen lassen.

§. 11. Die Hannoverschen Schiffer sollen in dem Herzogthum Oldenburg rücksichtlich der Schiffahrts-Abgaben, den inländischen Schiffern völlig gleich gesetzt, und an Schiffahrts-Abgaben aller Art nicht mehr als diese zu entrichten haben.

§. 12. Die in dem §. 13. der Hannoverschen Erklärung vom 10. Januar d. J. als gemeinschaftliche und gegenseitige Verabredungen aufgeführten Controle-Maßsregeln und näheren Bestimmungen in Absicht auf die Ausführung des Art. 14. des Casseler Vertrags vom 24sten September 1828 werden Herzoglich Oldenburgischer Seits hiedurch als verbindend anerkannt.

§. 13. Da auch von der Königlich Hannoverschen Regierung Verabredungen gewünscht worden sind, um die Einschwärzung von Waaren aus dem Oldenburgischen in das Hannoversche zu vermindern, welche ihren Grund hauptsächlich in der Verschiedenheit der indirecten Abgaben-Systeme beider Länder hat, es aber, wenn gleich die Herzoglich-Oldenburgische Regierung im Allgemeinen nicht abgeneigt ist, sich in der einen oder andern Hinsicht den im Königreich Hannover bestehenden indirecten Abgabe-Einrichtungen anzunähern, doch sofort nicht thunlich ist, darüber Stipulationen zu treffen, und endlich die Oldenburgische Regierung die Nachtheile nicht verkennt, welche der Schleichhandel für die beiderseitigen Unterthanen hat, und daher auch weit davon entfernt ist, selbigen gern zu sehen, oder gar auf irgend eine Weise befördern zu lassen, so verspricht die gedachte Regierung zur Abstellung der desfallsigen Hannoverschen Beschwerden, so weit es die gegenwärtigen Umstände und Verhältnisse gestatten, gern mitzuwirken, insbesondere an den Grenzen des Königreichs Hannover keine solchen Niederlagen, namentlich an Branntewein, Salz, Colonial- und Manufacturwaaren zu gestatten, welche ihrer Anlage und Einrichtung nach dem Schleichhandel zu dienen bestimmt sind, besonders dergleichen in Zollhäusern nicht zu dulden; vielmehr, gleich wie solches auch im Hannoverschen ver-

boten ist, bei strenger Ahndung zu untersagen, auch 1829
den Zoll-Officianten jede Beförderung der Einschwärzung von Waaren in die Königlich Hannoverschen Lande bei harter Strafe zu verbieten.

Dafs unter den gedachten zu verbietenden Waaren-Niederlagen an der Grenze, nicht solche verstanden werden, welche ein Herzoglich-Oldenburgischer Einwohner an seinem Wohnorte, vermöge seines Gewerbes oder seines Handels zu halten veranlafst ist, versteht sich dabei von selbst. Auch wird dabei vorausgesetzt, dafs Hannoverscher Seits und namentlich durch Hannoversche Zoll- und Steuer-Officianten das Einschwärzen der Waaren, in das Oldenburgische eben so wenig befördert werden soll.

§. 14. Die in der gegenwärtigen Erklärung enthaltenen Zugeständnisse, sollen mit dem 1sten März d. J. ihren Anfang nehmen und vorerst bis zum 31sten December 1834 bestehen. Sollte die Dauer derselben alsdann nicht verlängert werden; so treten beide paciscirende Theile in der hier in Frage stehenden Beziehung in ihre früheren staatsrechtlichen Verhältnisse gegenseitig zurück.

B. *Königlich Hannoverscher Seits.*

§. 1. Vom 1sten März 1829 an, wird die durch die Verordnung vom 8ten Juli 1823 angeordnete Viehsteuer für dasjenige Vieh (Hornvieh, Pferde und Schweine) nicht ferner erhoben, welches aus den Herzoglich Oldenburgischen Landen durch das Königreich Hannover durchgeführt und exportirt wird. Die gedachte Viehsteuer bleibt dagegen unverändert bestehen, für dasjenige Vieh, welches aus dem Oldenburgischen in das Königreich Hannover eingeführt wird, auch bestehen die bisherigen Ein- und Durchgangs-Zölle für das aus dem Oldenburgischen ein- und durchzuführende Vieh unverändert.

Als Controle-Mafsregel, dafs das aus dem Oldenburgischen durchzuführende Vieh im Lande nicht verbleibe, ist bestimmt worden, dafs der Transportant bei der Erreichung der ersten Hannoverschen Grenz-Receptur die Transito-Zollgefälle und den vollen Betrag der Eingangs-Abgabe baar erlege, oder für letztere annehmbare Caution bestelle, alsdann von gedachter Receptur mit einer, die Beschreibung des

1829 durchzuführenden Viehes und die Benennung der Grenz-Ausgangs-Receptur enthaltenden, Abfertigung versehen werde, und beim Wiederausgange aus dem Königreiche nach zuvoriger Revision den vollen Betrag der erledigten Eingangs-Abgabe restituirt erhalte, oder, sofern er dafür Caution bestellt, diese gelöscht werde.

Die steuerfreie Durchführung des Oldenburgischen Viehes kann nur auf Hauptstrafsen geschehen.

§. 2. Von demjenigen Vieh, welches aus dem Oldenburgischen, um auf Hannoverschen Weiden geweidet zu werden, eingeführt wird, sollen, insofern die vorschriftsmäfsigen Controle-Mafsregeln beobachtet sind, die deponirten Zoll- und Steuer-Gefälle bei der Wiederausfuhr restituirt werden.

§. 3. Es wird Königlich-Hannoverscher Seits von einer Erhöhung der, auf die Einfuhr des Oldenburgischen Torfs ruhenden Abgabe, namentlich des in dem Fürstenthum Ostfriesland bestehenden Impostes auf dem für die Einfuhr des Holländischen Torfs bestehenden anderthalb bis dreimal höheren Satz gänzlich abstrahirt, und soll der bisherige Ostfriesische Impost nach dem, unter dem 29sten Juni 1822 publicirten, Tarif von demjenigen Oldenburgischen Torf überall nicht mehr erhoben werden, welcher durch die Provinz Ostfriesland zu Wasser oder zu Lande nur durchgeführt wird. Die Anordnung einer etwa nöthig befundenen Controle bleibt vorbehalten.

§. 4. Die Durchgangs-Abgabe für die Oldenburgischen Producte: Honig, Schinken und Speck, welche nach dem gesetzlichen Tarif 5 gGr. pro 100 Pfund beträgt, wird auf 2 gGr. pro 100 Pfund ermäfsigt. Aufserdem sollen alle lästigen Nachfragen, hinsichtlich der gewöhnlichen Victualien der Oldenburgischen Hollandsgänger, welche namentlich in Speck und Schinken bestehen gänzlich unterbleiben, und diese Victualien, sie mögen in Packen oder auf einem, die Hollandsgänger begleitenden, Fuhrwerke befindlich seyn, von jeder Untersuchung und Legitimation, so wie von jeder Entrichtung an Steuer oder Zoll frei gelassen werden, sofern dabei keine eigentliche kaufmännische Verpackung Statt findet.

§. 5. Für denjenigen Thran, Pech, Eisen und Theer, welchen Oldenburgische Unterthanen über Ostfriesland beziehen, soll der gesetzliche Zoll von re-

spective 5 gGr. 4 gGr. und 2 gGr. 8 Pf. für Thran, Pech 1829
und Eisen auf 2 gGr. und für Theer auf 8 Pf. ermäfsigt werden.

§. 6. Dasjenige unbearbeitete Bauholz und Brennholz, welches aus dem Oldenburgischen auf der Ems nach dem Auslande durchgeführt wird, soll von dem Durchgangszoll von 1 gGr. für die Pferdelast von 800 Pfund, unter Beobachtung der etwa anzuordnenden Controle-Mafsregeln, frei gelassen werden.

Ein Gleiches soll bei der Durchfuhr neuer Schiffe, so wie des Oldenburgischen Wachses und Honigs, auf der Ems nach Holland oder der Jeverschen Küste eintreten.

In wiefern es thunlich ist, in dem Oldenburgischen Interesse die Eingangs-Abgaben für das, aus dem Oldenburgischen in Ostfriesland einzuführende, bearbeitete und unbearbeitete Schiffsbauholz zu vermindern, hängt von der darüber eingeleiteten Untersuchung ab, und kann eine Zusicherung darüber zur Zeit noch nicht ertheilt werden.

§. 7. Der auf die Einfuhr Oldenburgischer Seife in das Fürstenthum Ostfriesland, gesetzlich bestehende Impost von 2 Rthl. 12 gGr. pro 100 Pfund wird aufgehoben.

§. 8. Zur Erleichterung des Verkehrs zwischen dem Herzogthum Oldenburg und der Herrschaft Jever über die Hannoverschen Recepturen Marx, Klein-Horsten, Neustadt-Gödens und Lopsum, soll auch ferner nur der Eingangs- oder der Ausgangs-Zoll, letzterer, wenn der Eingang gesetzlich frei ist, als Durchgangs-Abgabe erhoben werden.

§. 9. Für rohe unverpackte Leinwand, welche aus dem Oldenburgischen in das Hannoversche, namentlich nach Bramsche und Quakenbrück eingeführt wird, soll eine Ermäfsigung des Eingangs-Zolles von 2 gGr. auf 6 Pf. Statt finden, so wie auch für rohes unverpacktes Leinengarn, welches in bedeutenden Quantitäten aus dem Herzogthum Oldenburg durch das hiesige Territorium nach Holland exportirt wird, und für wollene Strümpfe, sofern solche ohne kaufmännisch verpackt zu seyn, durchgeführt werden, ein Transito-Zoll überall nicht erhoben werden soll.

§. 10. Leere Bienenkörbe und Aufsätze, welche während der Bienenflucht-Zeit aus dem Oldenburgi-

1829 schen in Ostfriesland ein- und demnächst wieder ausgeführt werden, sollen so wie auch die Bienen im gleichen Falle von Entrichtung eines Ein- oder Ausgangs-Zolls frei gelassen bleiben.

§. 11. Alle Oldenburgischen Schiffer sollen rücksichtlich der Schiffahrts-Abgaben im Hannoverschen den inländischen Schiffern völlig gleich gestellt, und an Schiffahrts-Abgaben aller Art, nicht mehr als diese ferner entrichten.

§. 12. In Gemäfsheit der Bestimmungen der Wiener Congrefs-Acte, soll eine Regulirung der Abgaben auf den gemeinschaftlichen Nebenströmen der Ems eintreten und werden sich beide interessirte Staaten dieserhalb, so wie wegen Bestimmung der Controle-Mafsregeln, näher verständigen.

§. 13. In Absicht der zweckmäfsigen Ausführung des Art. 14. der Casseler Convention vom 24sten September v. J., und der dabei anzuwendenden Controle-Mafsregeln, sind folgende Bestimmungen getroffen.

a) Ursprungs-Certificate sollen nur bei den sub Nris 1 bis 11 in dem gedachten Artikel benannten Gegenständen gefordert werden können, und bedarf es derselben bei den übrigen Artikeln so wenig bei der Ein- als Ausfuhr;

b) die Ursprungs-Bescheinigungen sollen immer nach ein- und derselben bestimmten Form ausgestellt werden, welche beide Staaten sich gegenseitig zur Nachricht mittheilen werden;

c) bei denjenigen im Artikel 14. benannten Gegenständen, welche nach den bestehenden Landesgesetzen entweder ein- oder ausgangszollpflichtig oder auch nur ausgangszollpflichtig sind, mufs, wenn sie zur Durchfuhr aus dem Oldenburgischen durch das Hannoversche nach einem Nichtvereinslande, oder umgekehrt, von dem Hannoverschen durch das Oldenburgische in ein Nichtvereinsland bestimmt sind, beim ersten Eingange diese Bestimmung declarirt werden und sind solche Gegenstände mit einer, die Grenz-Ausgangs-Receptur bezeichnenden, Abfertigung zu versehen, damit der Ausgangs-Zoll davon nicht erhoben werde;

d) Da die in dem Art. 14. des Casseler Vertrags vom 24sten September v. J., namentlich der Einfuhr des

Getreides zugestandene Erleichterung, nach der aus- 1829
drücklichen Bestimmung des gedachten Artikels, nicht auf die eigentlichen kaufmännischen Speculationen ausgedehnt werden soll, sondern nur die Erleichterung des Grenzverkehrs damit beabsichtigt wird; so soll eine absichtliche Umgehung dieses Endzwecks von keinem der beiden Staaten weder gefördert noch geduldet werden, vielmehr werden dieselben in den geeigneten Fällen sich über die, zur Aufrechthaltung des Endzwecks geeigneten Mittel verständigen.

§. 14. Wenn es in der Absicht liegt, auch den Marktverkehr unter den beiderseitigen Unterthanen so viel als möglich, und so weit es mit der Aufrechthaltung der im Königreich Hannover und dem Herzogthum Oldenburg bestehenden finanziellen und polizeilichen Einrichtungen vereinbar ist, zu erleichtern; so ist darüber Hannoverscher Seits Folgendes festgesetzt:

a) Hinsichtlich der Restitution der Steuer für ausländisches, unverkauft zurückgehendes Vieh, gilt dasselbe, was im §. 5. der Verordnung vom 8ten July 1823 wegen des inländischen, von auswärtigen Märkten zurückkommenden Vieh es vorgeschrieben ist.

b) In allen den Fällen, wo die in dem gedachten §. bestimmte Frist von einem Tage um das Vieh von den Märkten respective aus- und wieder einzuführen, oder ein- und wieder auszuführen, wegen Entfernung des Markt-Ortes von der Grenze nicht genügt, soll eine Verlängerung der Frist eintreten, und bedarf es zu solchem Ende nur einer Angabe der Grenz-Puncte, wo ein solches Verfahren aus dem angegebenen Grunde für nothwendig erachtet wird.

c) In Absicht des sonstigen Marktverkehrs ist die steuerfreie Wiederausführung der Waaren an einzelne Tage überall nicht gebunden, und hat der Oldenburgische Handelsmann nur beim Eingange in das Königreich seine Waare anzumelden, am Markt-Orte Sicherheit für die Steuer zu leisten, die Steuer aber nur von den hier abgesetzten Waaren nach beendigtem Markte zu erlegen. In Absicht der Zoll-Entrichtung bleibt die bisherige einfache Einrichtung unverändert bestehen.

§. 15. Die in der gegenwärtigen Erklärung enthaltenen Zugeständnisse, sollen mit dem 1sten März

1829 d. J. ihren Anfang nehmen und vorerst bis zum 31sten December 1834 bestehen. Sollte die Dauer derselben alsdann nicht verlängert werden, so treten beide paciscirenden Theile, in der hier in Frage stehenden Beziehung, in ihre früheren staatsrechtlichen Verhältnisse gegenseitig zurück.

So wird diese Vereinbarung, nachdem solche von den beiderseitigen Gouvernements ratificirt worden, hierdurch zur Nachachtung öffentlich bekannt gemacht.

9.

Convention entre le grand duché de Mecklenbourg Strelitz et le grand duché de Mecklenbourg Schwerin, concernant l'égalité des droits à observer reciproquement entre les ouvriers des deux grands-duchés, publiée le 10 *Janvier* 1829.

(*Neu-Strelitzische Anzeigen* 1829. 3. Stück.)

Wir Georg von G. G. Grofsherzog von Mecklenburg, Fürst zu Wenden, Schwerin und Ratzeburg, auch Graf zu Schwerin, der Lande Rostock und Stargard Herr u. s. w.

Geben hiermit öffentlich zu vernehmen, dafs wir mit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin, Königlicher Hoheit und Liebden, völlig darüber einverstanden und übereingekommen sind, dafs alle Handwerker gegenseitig in Unsern und den Grofsherzoglich Schwerinischen Landen, jedoch mit Ausschlufs Unsers Fürstenthums Ratzeburg, völlig gleiche Rechte geniefsen, und völlig gleich behandelt werden sollen.

Wonach die betreffenden Behörden in Unserm hiesigen Herzogthume auf das Genaueste allerunterthänigst sich zu richten und zu achten haben.

Urkundlich unter Unsrer eigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Grofsherzoglichen Insiegel. 1829

Datum Neustrelitz den 10. Januar 1829.

GEORG, G. H. v. M.

v. Oertzen.

10.

Convention entre le Danemarc et la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances, signée le 15 *Janvier* 1829.

(Sur copie officielle.)

S. M. le Roi de Danemarc et S. M. l'empereur de toutes les Russies désirant écarter pour l'avenir les malentendus, auxquels a donné lieu quelquefois l'omission involontaire du salut entre les vaisseaux de guerre des deux puissances, tel qu'il est stipulé par le traité du 30 Octobre 1730; considérant que ce cérémonial, dénué d'une utilité réelle, est généralement tombé en désnétude parmi les nations Européennes, et convaincus d'ailleurs que d'après les rélations d'amitié, qui unissent les deux gouvernemens, la suppression d'une partie de ces formalités ne portera aucune atteinte aux égards, qu'ils ont toujours temoignés mutuellement à leurs pavillons respectifs, ont résolu de simplifier quelquesunes des stipulations du dit traité, et ont à cet effet muni d'autorisation spéciales, savoir:

S. M. le Roi de Danemarc le Sieur Erneste Henri comte de Schimmelmann, Son ministre d'état intime et chef du département des affaires étrangères, chevalier de l'ordre de l'Eléphant, grand-croix de celui du Dannebrog et decoré de la croix d'argent du même ordre, et

S. M. l'empereur de toutes les Russies le Sieur Paul baron de Nicolay, Son conseiller privé, Envoyé

1829 extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. danoise, chevalier de l'ordre de Ste Anne de la première classe, et de St. Wladimir de la troisième, grand croix de celui de Dannebrog et chevalier de l'ordre de l'Etoile polaire, lesquels sont convenus des articles suivans:

Art. I. Le salut à donner par les vaisseaux de guerre des deux puissances en vertu des articles I, II, III, V, XIII et XIV. du traité du 30 Octobre 1730 est réciproquement aboli. Aucun navire de guerre, qu'il soit en marche ou à l'ancre, ne sera plus tenu de saluer ceux de l'autre puissance, à moins que ce ne soit par égard pour un pavillon amiral de la part d'un officier d'un rang inférieur.

Par suite de cette disposition l'article VI. du dit traité, lequel stipule que les vaisseaux de guerre respectifs ne se salueront pas dans la Baltique depuis Bornholm jusqu'à la côte de Livonie, reste sans objet.

Art. II. Il est toutefois entendu, que les vaisseaux de guerre de chacune des deux puissances continueront à saluer les forts et batteries de l'autre, d'après la teneur de l'art. VII. du traité de 1730 et que ce salut leur sera rendu coup pour coup.

Art. III. Pour les cas prévus à l'art. I. du présent arrangement l'article XI. du traité de 1730 est modifié de manière, que les amiraux ne seront tenus que de rendre deux coups de moins et le grand-amiral quatre coups de moins pour le salut, qu'ils auront reçu d'un officier d'un grade inférieur.

Art. IV. Quant au salut à donner par les navires marchands l'art. VIII. du susdit traité sera modifié de cette sorte, que les vaisseaux marchands russes, en passant par le Sund ou par les Belts, ne seront plus tenus de rigueur, à cause de la rapidité des courans, de baisser leurs voiles en signe de salut devant les citadelles de Cronenbourg, de Nybourg et de Fridericia.

Art. V. Tous les autres articles du même traité de 1730 resteront en pleine vigueur.

Art. VI. Le présent accord sans être revêtu de ratifications entrera en vigueur dès ce jour, et il sera maintenu jusqu'à ce que, en vertu du protocole signé à Aix-la-Chapelle le $\frac{8}{20}$ Novembre 1818, un regle-

ment général aura pu être arrêté entre toutes les puissances maritimes au sujet du salut de mer. 1829

En foi de quoi les soussignés ont échangé entr'eux la présente déclaration, et l'ont fait munir du cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague le 15 Janvier 1829.

E. *Comte* DE SCHIMMELMANN. P. *Baron* DE NICOLAY.

11.

Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon du $\frac{22 \text{ janvier}}{9 \text{ fevrier}}$ 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten.* 1829. No. 1. pag. 10).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Königlich-Baierschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig und bis es nach Artikel 18. der deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gunsten der Baierschen Unterthanen im Königreich Baiern bereits bestehen, oder künftig erlassen werden, in ganz gleichem Maafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie in Anwendung gebracht werden sollen;

dafs das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preufsi-

1829 schen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen, besteht, auch auf die Schriftsteller des Königreichs Baiern Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Baierischen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 22sten Januar 1829.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Baierschen Ministerium des Königlichen Hauses und des Äufseren unterm 2ten Februar d. J. vollzogenen Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetz-Sammlung pro 1827. No. 17. Seite 123.) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht. Berlin, den 13ten Februar 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

12.

Convention entre le duché de Nassau et la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières réspectives, publiée à Wisbaden, le 28 Février 1829.

1829

(*Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau.* 1829. No. 4. pag. 23).

Mit der freien Stadt Frankfurt ist zur Verhütung der Forst-, Jagd-, Fischerei- und Feldfrevel auf den Gränzen nachstehende gegenseitige Erklärung für die Dauer von fünf Jahren vom 1sten März dieses Jahre an verabredet worden:

Nachdem die Herzogliche Regierung mit dem Senate der freien Stadt Frankfurt übereingekommen ist, wirksame Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen, so wie zur Verhütung der Jagd-, Fischerei- und Forstfrevel gegenseitig zu treffen, erklären Wir nach eingeholter Höchster Genehmigung Seiner Durchlaucht des Herzogs Folgendes:

1. Es verpflichtet sich die Herzogliche Regierung in Erwiederung der gleichen Erklärung der freien Stadt Frankfurt, die Forstfrevel, welche ihre Einwohner und Unterthanen in den Waldungen des anderen Gebiets verüben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären. Es bleibt jedoch den beiderseitigen Behörden frei, da wo in einzelnen Fällen die gegen ihre Angehörigen und Unterthanen wegen im jenseitigen Gebiete begangener Frevel auszusprechenden Strafen strenger sind, als die des Staats, in welchem der Frevel statt fand, Moderationen bis zum Strafmaas, welches die Gesetzgebung des letzteren Staats verordnet, eintreten zu lassen.

1829 Ebenso steht es den beiderseitigen Behörden wie bisher auch ferner frei, die auf ihrem Gebiete betroffenen und daselbst arretirten Frevler nach ihren Gesetzen bestrafen zu lassen.

2. Die zur Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel zuständigen Behörden des einen Staats haben den amtlichen Protokollen der Fortsbeamten, so wie anderer etwa zuständigen Polizei- und Gerichtsbeamten des andern Staates, vollen Glauben beizumessen, mithin die mit rechtsgenügender Bestimmtheit angezeigten Frevler für schuldig zu erkennen, wenn sie keinen vollständigen Gegenbeweis führen.

3. Die Förster (Waldhüter) haben das Recht, den Frevler auf Betreten, wenn sie ihn nicht mit Bestimmtheit erkennen, auf dem Gebiete wo er gefrevelt hat, zu arretiren und ihn an die Local-Polizeibehörde seines Wohnorts abzugeben oder abgeben zu lassen.

4. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, namentlich werden die beiderseitigen Behörden angewiesen, in dringenden Fällen in ihren respectiven Gebieten sogleich die geeigneten Haussuchungen und sonstigen Visitationen, überhaupt alles was zur Entdeckung des Frevels nöthig erachtet wird, vorzunehmen, und der requirirenden Behörde längstens binnen acht Tagen den Befund protokollarisch mitzutheilen.

5. Diejenige Behörde, welche einer derartigen Requisition nicht sogleich Genüge leistet, ist in namhafte Strafe zu nehmen.

6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung nur immer möglich ist, auch das endliche Resultat der requirirenden Behörde jedes Mal nachrichtlich mitzutheilen.

7. Die Vollziehung der Straferkenntnisse nebst der Beitreibung der dem Waldeigenthümer zuerkannten Entschädigungs-Gelder soll mit der erforderlichen Beschleunigung bewirkt und deshalb zu gegründeten Beschwerden niemahls Anlafs gegeben werden.

Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheil desjenigen Staats vollzogen, dessen Behörde die Strafe erkannt hat. Der dem Waldeigenthümer zuerkannte Schadenersatz, so wie die Denunzianten-

Gebühr, wo diese letztere gesetzlich besteht, werden 1829
vorzugsweise vor der Strafe beigetrieben.

8. Was in den vorhergehenden Artikeln in Ansehung der Forstfrevel bestimmt ist, gilt auch in Ansehung der Jagd-, Fischerei-, und Feldfrevel, soweit diese Bestimmungen hierauf anwendbar sind.

9. Gegenwärtige Verabredung wird nach Auswechselung der Deklarationen alsbald in Vollziehung gesetzt.

Vorstehende Erklärung wird daher nach nunmehr erfolgter gegenseitiger Auswechselung hiermit zur Nachachtung bekannt gemacht und deren Vollziehung den betreffenden Behörden aufgetragen.

Wiesbaden, den 28sten Februar 1829.

Herzogliches Staatsministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

vdt. v. PREUSCHEN.

13.

Déclaration du gouvernement d'Hayti concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême.

(Sur copie officielle.)

Port au Prince le 20 Février 1829.

Monsieur le consul général!

Son Excellence le président d'Hayti a reçu avec la lettre que Vous lui avez adressée le 20 Décembre expiré, le certificat du gouvernement de Brême qui y était joint, constatant que les bâtiments haytiens qui pourraient visiter cette république, jouiront des mêmes privilèges que les bâtiments des autres nations, sur les navires aussi bien que sur les marchandises de leurs importations.

D'après cette certitude que Vous lui fournissez, Son Excellence le président a donné des ordres pour que l'article 6. de la loi du 15 Juillet 1828, qui fixe

1829 les restrictions relatives aux droits de douanes et autres etc — ne soit point appliqué aux bâtiments de la nation que Vous représentez.

Je profite avec bien du plaisir monsieur le consul général de cette nouvelle occasion pour Vous renouveller l'assurance de la haute considération avec la quelle

Jai l'honneur de Vous saluer

(*Signé*) B. Inginac.

Je soussigné F. R. Thorbecke, consul général de la république de Brème, certifie par ces présentes que la copie ci-dessus est exacte et conforme à la lettre qui m'a été écrite et adressée sous la même date par le sécrétaire général de la république d'Hayti.

Port au Prince le quatorze Mars mil huit cent vingt-neuf.

(*Signé*) F. R. Thorbecke.
Consul général de Bréme.

14.

Déclaration ministerielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt Köthen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon du $\frac{8 \text{ Mai}}{24 \text{ Fevrier}}$ 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* No. 6. Seite 39).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheider von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Herzoglich-Anhalt-Köthenschen Landes-Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig, und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18. der deutschen Bundesakte zu einem ge-

meinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Schrift- 1829
steller und Verleger kommen wird, die unterm 23sten Dezember 1828 erlassene Herzogliche Verordnung gegen den Bücher-Nachdruck und den Handel mit nachgedruckten Büchern zu Gunsten der Verlags-Artikel der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie, auch ohne die im §. 10. derselben vorgeschriebene besondere Nachweisung, dafs die Gesetzgebung der Regierung des Reklamanten die Anhalt-Köthenschen Unterthanen ebenfalls gegen den Nachdruck schütze, volle Anwendung finden solle; dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Anhalt-Köthen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Anhalt-Köthenschen Landes-Regierung vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirkung erhalten.

Berlin, den 8ten Mai 1829.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Herzoglich-Anhalt-Köthenschen Landes-Regierung unterm 24sten Februar d. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetz-Sammlung pro 1827. No. 17. S. 123), hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 8ten Mai 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

15.

1829 ***Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe Weimar concernant les délits forestiers et de chasse, publiée le*** $\frac{\text{11 Mai}}{\text{15 April}}$ **1829.**

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 1829. N. 13.)

Zwischen der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden und der Grofsherzoglich Sächsischen Landesregierung zu Weimar ist, wegen gegenseitiger Gestellung der Forst- und Jagd-Verbrecher, welche in dem einen Staate Forst- oder Jagdfrevel verübt, in dem andern aber ihren Wohnsitz haben, mit Genehmigung der beiderseitigen allerhöchsten Höfe, folgende Übereinkunft verabredet worden:

§. 1. Wenn sich der Fall ereignet, dafs ein Königlich Sächsischer Unterthan in dem zum Grofsherzogthume Weimar gehörigen Territorio, oder ein Grofsherzoglich Weimarischer Unterthan im Königlich Sächsischen Gebiete ein Jagdverbrechen, innerhalb oder aufserhalb des Waldes, verüben, oder auf unstreitigem Wald-Grund und Boden, es mag derselbe im landesherrlichen oder Privat-Eigenthume sich befinden, eines Vergehens durch Holzentwendung, Beschädigung der Hölzer, Grasen, Hüthen, Moosscharren und Streureissen sich schuldig machen sollte; so soll ein solcher, es sei eine Pfändung erfolgt oder nicht, gehalten seyn, sich auf die an ihn ergehende Ladung, in welcher er, nach der bei der vorladenden Behörde geltenden gesetzlichen Vorschrift, mit Einräumung einer blos vierzehntägigen Frist, zu citiren ist, vor dem Amte oder dem Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit er sich des Verbrechens schuldig gemacht hat, zu stellen und es sollen daselbst die begangenen Jagd- und Wald-Frevel sowohl, als die bei Gelegenheit derselben, und uno actu continuo mit diesen, begangenen andern Excesse, z. B. Widersetzlichkeit bei der Pfändung, untersucht und bestraft werden.

§. 2. Damit dergleichen Verbrechen, besonders 1829
Holzdeuben, desto leichter entdeckt werden können, so soll den Forstbedienten, oder den bestohlnen Eigenthümern nachgelassen bleiben, lediglich auf Anmelden bei den Dorfgerichten, oder wenn der Verbrecher an dem Orte sich befindet, an welchem die Amts- oder Gerichts-Expedition wesentlich ist, und der Beamte oder Justitiar wohnt, auf Anmelden beim Amte oder Gerichtsverwalter, ohne besondere Requisition, jedoch unter Theilnahme wenigstens einer verpflichteten Gerichtsperson, Haussuchung zu thun.

§. 3. Die Insinuation der an den Verbrecher zu erlassenden Citation soll, ohne besondere Requisition, nur gegen Vorzeigung der schriftlichen offenen Ladung, bei demjenigen Amte oder Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit der Verbrecher wohnt, und auf mündliche Meldung, dafs solche insinuirt werden solle, gestattet und dieses auf die Citation angemerkt werden. Der stellende Richter des Wohnorts hat von etwa früher vorgekommener Bestrafung des zu Stellenden das Gericht der begangenen That zu benachrichtigen.

§. 4. Was die Bestrafung der Verbrecher betrifft, so sollen zwar die im Königreiche Sachsen sich vergehenden Grofsherzoglich Sächsischen Unterthanen nach den Königlich Sächsischen Landesgesetzen, und die Königlich Sächsischen Unterthanen, welche im Grofsherzogthume Sachsen Forstverbrechen begehen, nach den dortigen Gesetzen in der Regel bestraft werden; es soll jedoch bei einer etwa Statt findenden bedeutenden Verschiedenheit der in beiden Landen auf dieselben Vergehen stehenden Strafen, da, wo die härtere Strafe eintritt, ein angemessenes Verhältnifs zu der gelindern Strafe, welche den Verbrecher bei gleichem Vergehen nach den Gesetzen seines Wohnortes getroffen hätte, beobachtet werden.

§. 5. Nach beendigter Untersuchung wider die Forstverbrecher und sofort nach Eingang der deshalb, mit Beifügung des constituirten Liquidi, zu erlassenden Requisition, resp. zu Einbringung der Strafe, insofern solche in Geld besteht, des Ersatzes und der Kosten, soll mit schleunigster Execution verfahren und Strafe, Ersatz und Kostenbetrag an das Forum delicti commissi abgegeben werden; die Verbrecher aber,

1829 welche mit andern, als Geldstrafen belegt werden, sollen gehalten seyn, zu deren Verbüfsung auf die unmittelbar, jedoch mit Beobachtung der §. 3. vorgeschriebenen Anzeige und Meldung, an sie erlassenen Aufforderung des Richters, der die Untersuchung geführt hat, ad forum delicti commissi sich zu stellen.

§. 6. Es soll auch, wenn praevia causae cognitione sich ergiebt, dafs der Verbrecher etwas nicht im Vermögen habe, von dem requirirten Richter ein gewöhnliches Attestat deshalb ertheilt, und in Ansehung der Einbringung der Kosten von Unvermögenden überhaupt eine gröfsere Strenge, als gegen die eigenen Unterthanen beobachtet zu werden pflegt, von der requirirenden auswärtigen Behörde nicht verlangt, auch sollen die Obrigkeiten der Forstverbrecher nicht durch Requisitionen um executivische Beitreibung ohne Noth behelliget und dadurch die Kosten nicht fruchtlos gehäuft werden.

§. 7. Hiernächst soll den beiderseitigen Forstbedienten zur Pflicht gemacht werden, diejenigen Verbrecher, die sie bei Verrichtungen auf ihren Revieren in dies- oder jenseitigen Waldungen über Begehung von Waldfreveln betreten dürften, bei dem Richter, unter dessen Jurisdiction die Waldung gelegen ist, anzuzeigen.

Diese Übereinkunft soll vom Tage der in beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication an in Kraft treten, und auf die nächstfolgenden zehn Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zur erfolgenden Aufkündigung, welche sodann jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht, gelten.

Mit Genehmigung und auf Befehl Sr. Königl. Majestät von Sachsen, unsers allergnädigsten Herrn, ist über vorstehende Vereinigung gegenwärtige Erklärung ausgefertiget und vollzogen worden.

Dresden, am 11ten Mai 1829.

Königlich Sächsische Landesregierung.

Freiherr VON WERTHERN.

16.

Traité entre la Hesse grand-ducale et le duché de Nassau pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim, signé le 27 Mai 1829.

1829

(*Verordnungen des Herzogthums Nassau.* 1829. No. 9. pag. 53).

Zur Herstellung eines möglichst freien Verkehrs des Herzoglichen Amtes Reichelsheim mit dem Grofsherzogthum Hessen ist zwischen den von Seiner Herzoglichen Durchlaucht und Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge von Hessen ernannten Bevollmächtigten unter dem 27. v. M. nachstehender Vertrag abgeschlossen worden, welcher andurch bekannt gemacht wird.

Art. I. Die Grofsherzoglich Hessische Staatsregierung gestattet den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art,

a) welche zum Verbrauch des Herzoglich Nassauischen Amts Reichelsheim erforderlich sind, so wie

b) derjenigen Gegenstände aus diesem Herzoglich Nassauischen Amte, welche aus demselben durch das Grofsherzoglich Hessische Gebiet geführt werden.

Dieser Verkehr soll in der Ausdehnung zoll- und abgabenfrei belassen werden, dafs davon in dem Grofsherzoglichen Gebiete keine andere Abgabe als das gesetzliche Chaussee-, Weg- und Brückengeld nach dem gesetzlichen Tarif erhoben wird.

Art. II. Da es dem Willen der beiderseitigen Staatsregierungen ganz entgegen ist, dem verderblichen Gewerbe des Schleichhandels, oder kaufmännischen auf die Verschiedenheit der in den beiderseitigen Staaten bestehenden Zolltarifen gestützten Speculationen fördernde Gelegenheit zu geben, die in Art. I. zugesicherte Durchgangsfreiheit aber leicht dazu misbraucht werden könnte, das Herzogl. Amt Reichelsheim weit über dessen wahres Bedürfnifs mit Waaren

1829 zu überfüllen, um solche demnächst zum Schleichhandel zu benutzen, so sind die beiderseitigen Staats-Regierungen dahin übereingekommen, dafs diese Durchfuhr beschränkt werde:

a. bei der Einfuhr in das Herzogliche Amt Reichelsheim auf das eigentliche Bedürfnifs desselben, nach dessen Bevölkerung und dem Stande seiner Kultur-Verhältnisse;

b. bei der Ausfuhr aus dem gedachten Herzoglichen Amte und über die Grofsherzoglichen Grenzen hinsichtlich der im Grofsherzogthum ausgangszollpflichtigen Gegenstände auf diejenigen Quantitäten, welche in dem Amte Reichelsheim wirklich erzeugt worden sind, wogegen aber sonst für Gegenstände jeder Art die Ausfuhr aus dem Herzoglichen Amte und über die Grofsherzoglichen Grenzen in unbeschränkter Menge und auf allen Wegen frei vom Durchgangszoll belassen wird.

Die Bestimmung der Waarengattungen und Quantitäten, die nach vorstehendem als Bedürfnifs und beziehungsweise Erzeugnifs des Amtes Reichelsheim angenommen werden sollen, bleibt der Herzoglich Nassauischen Staats-Regierung überlassen, jedoch soll diese Bestimmung jedenfalls so getroffen werden, dafs der Zollbetrag von den als Bedürfnifs und Erzeugnifs angenommenen Gegenständen jeder Art nach dem Tarif der Eingangs- und Ausgangszölle berechnet für das 1183 Seelen enthaltende Herzogliche Amt die Summe von neunhundert und vierzig Gulden jährlich nicht übersteigt.

Art. III. Für die Waaren-Durchfuhr in das Herzogliche Amt Reichelsheim und aus demselben, auf welche sich die Bestimmungen im Artikel I und II. beziehen, sind folgende Strafsen bestimmt:

1. die Strafse über Vilbel, Friedberg und Dorheim und

2. die Strafse über Oberrofsbach, Friedberg und Dorheim, letztere jedoch nur für Transporte, zu deren Abfertigung das zu Oberrofsbach befindliche Grofsherzogliche Nebenzoll-Amt II. nach dem §. 22. der Grofsherzoglichen Zollordnung befugt ist.

Art. IV. Zum Zweck der Sicherung der Eingangsabgaben, welche die Herzoglich Nassauische

Staats-Regierung von den Gegenständen in dem Amte Reichelsheim nach dem für dasselbe anzunehmenden Kurhessischen Zolltarif vom 21sten Dezember 1825 erheben lassen wird, die unter Durchfuhr des Grofsherzoglichen Gebietes nach Art. II. dahin gelangen, so wie zum Zweck der nach demselben Artikel nöthigen Uebersicht des Verkehrs, sollen die Durchfuhren, auf welche sich die Artikel II und III. beziehen, gegenseitig sorgfältig controllirt werden. Die näheren Bestimmungen über diese Controlle bleiben besondern Verabredungen vorbehalten. 1829

Art. V. Aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim in und durch das Grofsherzogliche Gebiet und aus diesem in und durch das eben gedachte Herzogliche Amt soll ein zollfreier Verkehr bestehen, in so weit solcher durch die vorstehenden Artikel nicht beschränkt ist, und nach den folgenden Artikeln davon keine Ausnahmen gegenseitig angemessen erachtet worden sind.

Dieser freie Verkehr, in so weit er nach den ausdrücklichen Stipulationen dieser Uebereinkunft Beschränkungen und Ausnahmen nicht unterliegt, schliefst den freien Eingang und Durchgang auf allen Wegen, welche nach und durch das benannte Herzogliche Amt führen, so wie den freien Ein- und Durchgang aus dem Herzoglichen Amte auf allen Wegen des angrenzenden Grofsherzogthums unter den im Allgemeinen geltenden örtlichen Transportbescheinigungen, und unter den näheren Bestimmungen, welche wegen der Legitimation bei dem Uebergang aus dem Herzoglichen Amte in das Grofsherzogthum und umgekehrt noch besonders verabredet worden sind, in sich. In Folge dieser Uebereinkunft wird Grofsherzoglich Hessischer Seits die Grenzumschliefsung des Amtes Reichelsheim unverzüglich aufgehoben.

Art. VI. Hinsichtlich des Salzes sind folgende Bestimmungen festgesetzt:

a. die Einfuhr von Salz aus dem Grofsherzogthum in das Herzogliche Amt Reichelsheim, imgleichen aus diesem in die Grofsherzoglichen Provinzen Starkenburg und Rheinhessen ist beiderseits nicht gestattet.
b. Der Eingang von Salz aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim in die Grofsherzogliche Provinz Oberhessen ist dagegen so lange und in so weit zuge-

1829 lassen, als in der Grofsherzoglichen Provinz Oberhessen keine Salzregie oder andere den Salzverbrauch unter Controlle stellenden gesetzlichen Einrichtungen bestehen.

c. Die Durchfuhr des Salzes aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim durch die Grofsherzogliche Provinz Oberhessen wird Grofsherzoglich Hessischer Seits mit Ausnahme des Transits durch die Landraths-Bezirke Battenberg und Gladenbach und auf dem auf der rechten Lahnseite liegenden Theil des Landrathsbezirks Giefsen an keine Strafse gebunden.

d. In Ansehung der Durchfuhr des Salzes durch die vorgedachten Landrathsbezirke, so wie durch die Provinzen Starkenburg und Rheinhessen gelten aber fortwährend die gesetzlichen Vorschriften.

e. Dagegen verstattet die Herzoglich Nassauische Staats-Regierung die zollfreie Durchführung des Salzes durch das Amt Reichelsheim.

Art. VII. Hinsichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, welche in beiden Staaten den inneren Consumtions-Auflagen unterliegen, sollen folgende Bestimmungen den im Art. V. stipulirten freien Verkehr beschränken:

a. Der Eingang von dergleichen Gegenständen aus dem Grofsherzogthum in das Herzogliche Amt Reichelsheim und aus diesem in jenes bleibt gegenseitig ebenfalls zollfrei, unterliegt indessen gegenseitig bei der Einfuhr zur Einlage denjenigen Abgaben und Controllen, welche für die Unterthanen des Gebiets gelten, wohin die Einfuhr zur Einlage erfolgt.

b. Beide Staats-Regierungen sichern sich zu, dergleichen Gegenstände, welche aus einem Gebiete in das andere zur Consumtion übergehen, nicht höher zu belasten, als dieses mit gleichnamigen Gegenständen, wenn sie Erzeugnisse des eigenen Landes sind, nach allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen der Fall ist.

c. Der Eingang von dergleichen Gegenständen zur Durchfuhr soll gegenseitig ebenfalls zoll- und abgabefrei bleiben und lediglich den näher zu bestimmenden Control-Maasregeln unterliegen.

d. In das Grofsherzogthum kann der Eingang von dergleichen im Grofsherzogthum abgabenpflichtigen Gegenständen aus dem Herzoglichen Amte Reichels-

heim demnächst zum Zweck der Durchfuhr auf allen Wegen statt haben und der Ausgang über jedes beliebige Grofsherzogliche Zollamt erfolgen. 1829

e. Bei dem Uebergang solcher Gegenstände, welche einer Verbrauchssteuer unterliegen, aus einem Gebiet in das andere, werden sich die beiderseitigen Erhebungsämter zur Sicherung der Abgaben gegenseitig Nachricht ertheilen.

Art. VIII. Die beiderseitigen Staatsregierungen behalten sich es vor, falls der Zweck dieser Uebereinkunft — Herstellung eines möglichst freien Verkehrs zwischen dem Grofsherzogthume und dem Herzoglichen Amte Reichelsheim und umgekehrt — nicht vollständig erreicht werden sollte, insbesondere wenn dieser Zweck durch Einschwärzungen durch das Grofsherzogliche Gebiet gefährdet werden sollte, wegen weiteren zwecksichernden Maasregeln fernere Uebereinkunft zu treffen.

Die beiderseitigen Staatsregierungen sagen sich insbesondere zu, dafs sie gegenseitig diejenigen Unterthanen zur Bestrafung wegen verletzter zollgesetzlichen Bestimmungen ausliefern lassen wollen, welche die Zollgesetze des Staats, dem sie angehören, durch Waaren-Einschwärzungen in das Grofsherzogthum und durch dasselbe in das Herzogliche Amt Reichelsheim verletzt haben, aufserdem aber Waaren-Einschwärzungen, welche in ihrem Gebiete entdeckt werden, unnachsichtlich mit den zollgesetzlichen Strafen ahnden zu lassen, so wie sie im Allgemeinen ihr Augenmerk dahin zu richten versprechen, dafs Zuwiderhandlungen gegen die Abgaben-Gesetze des andern Staates wissentlich nicht geduldet werden sollen.

Art. IX. Da die Grofsherzoglich Hessische Staats-Regierung in einer mit der Kurfürstlich Hessischen Staats-Regierung unterm heutigen Dato abgeschlossenen Uebereinkunft der letzteren zu Wiederherstellung des früher bestandenen Verkehrs zwischen dem Kurfürstenthum Hessen und dem Herzoglich Nassauischen Gebiete die Eröffnung einer Transitstrafse von Marburg über Gladenbach und Bischoffen nach Herborn oder Dillenburg zugesichert hat, so wird die Benutzung dieser Durchgangs-Strafse auch den Herzoglich Nassauischen Unterthanen auf die Dauer des obengenannten Vertrags hierdurch zugestanden.

1829 Art. X. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird dahin bestimmt, dafs derselbe mit dem 1sten Juni dieses Jahres zur Vollziehung kommt, und mit dem letzten Dezember 1834 wieder aufser Wirksamkeit tritt, sofern nicht eine Verlängerung besonders würde verabredet werden.

Mit der Vollziehung dieses Vertrags ist die Herzogliche Generalsteuer-Direction und Landesregierung, jede soweit es zu ihrem Geschäftskreise gehört, beauftragt.

Wiesbaden, den 10. Juni 1829.

Herzogliches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

vdt. Stein.

17.

Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part, signé à Berlin, le 27 Mai 1829.

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsblatt.* Nr. 34. am 25. Julius 1829. *Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1829. No 10. pag. 53).

Seine Majestät, der König von Preufsen, und Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Hessen und bei Rhein, einerseits, und Seine Majestät, der König von Baiern, und Seine Majestät, der König von Würtemberg, andererseits, von gleichem Wunsche beseelt, zur Beförderung des Wohles Ihrer Unterthanen den Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Staaten gegenseitig möglichst zu erleichtern, haben zur Erreichung dieses Zweckes Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesen als Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen: 1829
Allerhöchst-Ihren Ober-Präsidenten und Director im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Moritz Haubold von Schönberg, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Classe mit Eichenlaub, Kaiserlich Russischen St. Wladimir-Ordens 4ter Klasse, Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Grofskreuz des Grofsherzoglich Weimarischen Falken-Ordens;

und

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Commandeur 2ter Klasse des Grofsherzoglich Hessischen Haus-Ordens;

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Hessen und bei Rhein:
Allerhöchst-Ihren Wirklichen Geheimen Rath und Präsidenten des Finanz-Ministerii, August Freiherrn von Hofmann, Commandeur 1ster Klasse des Grofsherzoglich Hessischen Haus-Ordens, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse und Commandeur des Grofsherzoglich Badischen Ordens des Zähringer Löwen;

Seine Majestät der König von Baiern:
Allerhöchst-Ihren Kammerherrn, Wirklichen Geheimen Rath, aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Preufsischen, Königlich Sächsischen, dem Grofsherzoglich Sächsischen und den Herzoglich Sächsischen Höfen, Friedrich Christian Johann Graf von Luxburg, Grofskreuz des Königlich Baierischen Civil-Verdienst-Ordens und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens;

und

den Königlich Würtembergischen Vice-Präsidenten der Kammer der Abgeordneten des Königreichs Würtemberg, Königlich Preufsischen Geheimen Hofrath, Johann Friedrich Freiherrn von Cotta, Ritter der Königlichen Orden der Baierischen und Würtembergischen Kronen;

Seine Majestät, der König von Würtemberg:

1829 Allerhöchst-Ihren Kammerherrn, Geheimen Legationsrath und Geschäftsträger am Königlich Preufsischen Hofe, Ludwig Heinrich August Freiherrn von Blomberg zu Sylbach, Ritter des Königlichen Ordens der Würtembergischen Krone;

und

Allerhöchst-Ihren Vice-Präsidenten etc. Freiherrn von Cotta;

welche, unter Vorbehalt der Ratification Ihrer Höfe, über nachstehende Punkte sich vereiniget haben:

Art. I. Vom 1. Januar 1830 an sollen, bis auf die in folgenden Artikeln bestimmten Ausnahmen, alle inländische Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst aus den Königlich Baierischen und den Königlich Würtembergischen Staaten in das Königreich Preufsen und in das Grofsherzogthum Hessen und eben so aus diesen Staaten in die Königreiche Baiern und Würtemberg frei von den auf dem Eingange ruhenden Abgaben eingeführt und zum Verbrauche in den Verkehr gebracht werden können.

Art. II. Ausgenommen von dieser Befreiung sind:

I. Fortwährend:

a. Das Kochsalz (Siedsalz und Steinsalz) und alle Stoffe, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt.

b. Die Spielkarten.

Der Verkehr mit Salz und Spielkarten (a. und b.) bleibt den in jedem der contrahirenden Staaten hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen.

c. Bier, Branntwein, Liqueure, Cyder, Essig, geschrotetes Malz.

Hiervon mufs bei dem Eingange über die Grenze eines anderen der contrahirenden Staaten eine Abgabe entrichtet werden, die derjenigen gleich kommt, mit welcher die eigenen inländischen Erzeugnisse dieser Art in jedem Lande besteuert sind.

Die nach diesem Grundsatze in den einzelnen Staaten zur Anwendung kommenden Steuersätze wird jede der contrahirenden Regierungen öffentlich bekannt machen.

d. Inländischer Tabak, Wein und Most.

Von diesen Gegenständen, wenn sie in das Gebiet eines anderen der contrahirenden Staaten eingeführt werden, sind und zwar:

1. von den inländischen Tabaksblättern 40 Procent, 1829
2. von dem im Inlande fabricirten Tabak aller Art 50 Procent,
3. von inländischem Wein und Most 40 Procent der Abgaben zu entrichten, womit ausländische Artikel dieser Art, nach den Bestimmungen des allgemeinen Tarifs, belegt sind. In Beziehung auf den, aus Baiern und Würtemberg nach Preufsen und in das Grofsherzogthum Hessen eingehenden Wein sind 40 Procent des allgemeinen, für die westlichen Preufsischen Provinzen bestehenden Tarifsatzes zu entrichten, denen jedoch bei der Einführung des Weines in die östlichen Preufsischen Provinzen die Abgabe hinzutritt, welche von den Weinen des eigenen Landes bei dem Eingange in die östlichen Provinzen zu erlegen ist.

e. Der in inländischen Siedereyen raffinirte Zucker aller Art und der im Inlande bereitete Syrup.

Diese unterliegen den nämlichen Eingangsabgaben, welche von den gleichartigen ausländischen Artikeln zu entrichten sind. Jedoch findet dabei, zum Besten der inländischen Gewerbsamkeit der contrahirenden Staaten, eine gegenseitige Erleichterung von 20 Procent gegen den allgemeinen Tarif Statt, und zwar unter den Modalitäten und Bedingungen, welche noch näher verabredet werden.

f. Mehl aller Art, Malz (gemälztes Getreide), Graupen, Gries, Nudeln, Puder und Stärke, desgleichen Schlachtvieh, Rind-, Schaaf- und Schweine-Fleisch, es sey frisch ausgeschlachtet, gesalzen oder geräuchert.

Diese Gegenstände können zwar frei von Abgaben über die Landesgrenze eingeführt werden; wenn sie aber ferner in eine Stadt oder Gemeine eingehen sollen, wo von inländischen Waaren dieser Gattung für Rechnung des Staates eine Consumtionsabgabe (Mahl- und Schlacht-Steuer) entrichtet werden mufs, so bleiben solche dieser Abgabe, gleich den inländischen Producten und Fabricaten dieser Art, unterworfen.

g. Gegenstände, von welchen für Rechnung einer Stadt oder Gemeine, ohne Rücksicht, ob dieselben aus-

1829 ländische oder inländische Erzeugnisse sind, eine gleiche Abgabe (Octroi) erhoben wird.

Dieser unterliegen bei dem Eingange in die Stadt oder Gemeine, welche zur Erhebung der Abgabe befugt ist, auch Waaren derselben Art, welche aus einem der contrahireneen Staaten über die Grenzen des anderen eingebracht worden sind.

Die hohen contrahirenden Theile werden jedoch dafür Sorge tragen, dafs diese Communalabgaben nicht auch blos transitirende Gegenstände treffen, und dafs durch die Erhebungsweise der Verkehr so wenig als möglich erschwert werde.

II. Zeitweise:

a. Baumwollene, gewebte oder gestrickte Waaren, auch baumwollene Posamentierwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 38. d. 1 — 4. Königlich Preufsischer Tarif Nr. 2. Lit. c. Abtheilung II.).

b. Seidene und halbseidene, gewebte und gestrickte, so wie Posamentierwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 408. e. 1. 2. Ziff. 423. Königlich Preufsischer Tarif Nr. 31. Lit. c. u. d. Abtheilung II.).

c. Wollene gewebte und gestrickte Waaren, ferner dergleichen Waaren aus Thierhaaren obiger Art, wie auch halbwollene Waaren mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder anderen Thierhaaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacherarbeit (gefilzter). (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 456 u. 489. f. Königlich Preufsischer Tarif Nr. 41. Lit. c. u. e. Abtheilung II.).

d. Leder und Lederwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 254. a. b. d. 351. 371. 170. a. 2. 443. 360. 320. 214. 399. a. b. Königlich Preufsischer Tarif Nr. 21. a. b. c. d. Abtheilung II.).

e. Zu Waaren verarbeitetes Kupfer und Messing, Kessel, Pfannen und dergleichen. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 247. d. 282. e. 183. a. b. 283. c. 1. 2. Königlich Preufsischer Tarif Nr. 19. Lit. c. Abtheilung II.).

f. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisenwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereins-

tarif Ziff. 123. c. e. g. i. 1. 2. l. 1. 2., ferner 387. 1829
und Ziff. 424. 427. a. b. 1. c. Königlich Preufsischer Tarif Nr. 6. c. d. e. Abtheilung II.).

Diesen unter a. — f. benannten Gegenständen wird bei dem Eingange in einen anderen der contrahirenden Staaten eine Erleichterung in der allgemeinen Tarifsabgabe von 25 Procent bis zum 1. Januar 1831 und von da an von 50 Procent zugestanden, bis eine völlige Befreiung eintreten wird.

g. Gegenstände, welche, ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten bereits ertheilten Erfindungspatente oder Privilegien, nicht nachgemacht oder eingeführt werden können. Diese bleiben für die Dauer der Patente oder Privilegien von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilte, ausgeschlossen.

Für die Zukunft wird man sich wegen Bewilligung solcher Patente über gemeinschaftliche Grundsätze aus dem Gesichtspunkte vereinigen, dafs sie in keinem der contrahirenden Staaten auf Gegenstände bewilligt werden sollen, die weder neu noch eigenthümlich sind.

Art. III. Waaren und Güter, welche aus dem Gebiete eines der contrahirenden Staaten durch das Gebiet eines anderen in das Ausland oder von dem Auslande durch das Gebiet eines der contrahirenden Staaten in das Gebiet eines anderen geführt werden, sollen im Durchgange möglichst erleichtert werden. Die hohen contrahirenden Theile bestimmen daher vorläufig, dafs in den Staaten derselben, vom 1. Januar 1830 anfangend, in den oben bezeichneten Fällen die inländischen Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst von den eigentlichen Durchgangsabgaben (ausschliefslich der Chaussee- oder Wege-Gelder und der Wasserzölle auf Strömen, bei welchen die Wiener Congrefs-Acte oder besondere Staatsverträge Anwendung finden,) gänzlich befreiet seyn sollen.

Bei der Ausführung von Salz aus einer Staats- oder Privat-Saline durch das Gebiet eines der contrahirenden Staaten wird jedoch, unbeschadet des freien Ausgangs und Durchgangs über die Strafsen, für den Transport und über die dabei erforderlichen Sicherheitsmaasregeln die nähere Verabredung vorbehalten.

1829 Art. IV. Den Ausgangszoll von inländischen Erzeugnissen der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst kann zwar jeder der Zollvereine, bei welchen die contrahirenden Staaten betheiligt sind, nach eigenem Ermessen anordnen; die Gegenstände aber, welche von einem der contrahirenden Staaten ausgehen, um in das Gebiet eines anderen derselben eingeführt zu werden, sind von dem Ausgangszolle befreit. Eben so unterliegt die Regulirung des Ausgangszolles von ausländischen Erzeugnissen der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst der besonderen Anordnung der bei dem gegenwärtigen Vertrage betheiligten Zollvereine; wenn aber diese Erzeugnisse in einem der contrahirenden Staaten bereits in völlig freien Verkehr gekommen sind und aus diesem in einen anderen der mitcontrahirenden Staaten übergehen sollen, so sind sie ebenfalls von dem Ausgangszolle befreit.

Die aus Preufsen nach Baiern und Würtemberg ausgehende rohe Schaafwolle hingegen kann nur dann frei von der tarifmässigen Ausgangsabgabe ausgeführt werden, wenn nachgewiesen wird, dafs dortige Fabricanten solche für ihr Gewerbe angekauft haben.

Art. V. Die hohen contrahirenden Theile wollen dahin wirken, dafs dem gewerblichen Verkehr Ihrer Unterthanen in Ihren Staaten gegenseitig die möglichste Erleichterung und Freiheit gewährt werde.

Die zu diesem Ende etwa zu treffenden Anordnungen werden einer besonderen Berathung und Übereinkunft vorbehalten.

Vorläufig sollen Handelsreisende, als solche, welche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich führen oder für inländische Etablissements bei Gewerbtreibenden Bestellungen suchen, in keinem der Staaten der hohen contrahirenden Theile besonderen Abgaben oder Steuern unterliegen.

Art. VI. Die hohen contrahirenden Staaten verbinden sich gegenseitig zu dem Grundsatze, dafs Chausseeabgaben oder andere statt derselben übliche Reichnisse, wie z. B. der in den Königreichen Baiern und Würtemberg zur Surrogirung des Weggeldes von eingehenden Gütern eingeführte fixe Zollbeischlag, eben so Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fähr-Gelder, oder unter welchem anderen Namen dergleichen Ab-

gaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung 1829
für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune, geschiehet, nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungs-Kosten angemessen sind.

Das Nähere über die Ausführung dieses Grundsatzes in den Landen der hohen contrahirenden Theile bleibt einer besonderen Uebereinkunft vorbehalten, wobei man überhaupt auf gleiche Behandlung und insbesondere auf möglichste Gleichstellung der Chausseegeldabgaben Bedacht nehmen wird.

Das dermalen in Preufsen, nach dem allgemeinen Tarif vom Jahre 1828, bestehende Chausseegeld soll als ein Maximum der Chausseegebühr angesehen und hinführo in keinem der contrahirenden Staaten überschritten werden.

Was insbesondere die Separaterhebung von Thorsperr- und Pflaster-Geldern betrifft, so sollen sie auf chaussirten Strassen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäfs, aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dafs davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarif zur Erhebung kommen.

Art. VII. Auch machen sich die hohen contrahirenden Theile verbindlich, auf alle Weise dahin zu wirken, dafs ihre ohnehin schon auf derselben Grundlage beruhenden Zollsysteme, insbesondere die Eingangszollsätze, die Stellung und Fassung des Tarifs, nicht minder die Verwaltungsformen mehr und mehr in Uebereinstimmung gebracht werden.

Art. VIII. Zur Erleichterung der Versendung von Waaren aus einem der contrahirenden Staaten in den anderen und zur schnelleren Abfertigung dieser Sendungen an den Zollstellen werden die hohen contrahirenden Theile bei den in ihrem Zolltarif vorkommenden Maas- und Gewichts-Bestimmungen vorläufig eine Reduction auf das Maafs und Gewicht, welche in den Tarifen der anderen contrahirenden Staaten angenommen sind, entwerfen und zum Gebrauche, sowohl Ihrer Zollämter, als des handeltreibenden Publicums, öffentlich bekannt machen lassen.

Art. IX. Zugleich wollen die hohen contrahirenden Theile dahin wirken, dafs in Ihren Staaten ein gleiches Münz-, Maafs- und Gewichts-System in Anwendung komme.

1829 Art. X. Die Wasserzölle oder auch Weggeldgebühren auf Flüssen, mit Einschluſs derjenigen, welche das Schiffsgefäſs treffen (Recognitionsgebühren), sind von Waaren, welche auf solchen Flüssen bezogen werden, auf welche die Bestimmungen des Wiener Congresses Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten.

Diese Fortentrichtung gilt auch von solchen Abgaben dieser Art, welche durch besondere Staatsverträge regulirt sind. Auf den übrigen Flüssen in den contrahirenden Staaten, bei welchen weder die Wiener Congreſs-Acte, noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen bei Flüssen der letzteren Art in jedem contrahirenden Staate die Erzeugnisse der anderen contrahirenden Staaten, in Hinsicht der Strom- und Fluſs-Gebühren, wie die eigenen inländischen Erzeugnisse behandelt werden.

Art. XI. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, werden von den Unterthanen der anderen contrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, erhoben. Auch sind dieselben, wenn sie bei dem Eintritte auf das Stromgebiet eines anderen der contrahirenden Staaten die Vorschriften über die Ursprungszeugnisse und andere Erfordernisse, um den freien oder erleichterten Eingang zu genieſsen, erfüllt haben, keinen anderen Maasregeln zur Sicherung der Zollabgaben und Aufrechthaltung der Strompolizei unterworfen, als welche den eigenen Unterthanen auferlegt oder vorgeschrieben sind.

Art. XII. Der freie oder erleichterte Uebergang der Erzeugnisse aus einem der contrahirenden Vereine in den anderen, wie solcher in den Art. 1. u. 2. verabredet ist, bleibt an die Einhaltung bestimmter Zollstrassen gebunden, worüber eine besondere Vereinbarung Statt finden wird.

Den kleinen Grenzverkehr der Unterthanen an den Grenzen, wo der Preuſsisch-Hessische und Baierisch-Würtembergische Zollvertrag sich berühren, wird man durch eine eigene Übereinkunft zu erleichtern suchen.

Art. XIII. Da die in den Art. I. u. II. vereinbarte Befreiung und Erleichterung auf fremde Gegenstände, d. h. auf solche, welche weder in Preufsen und dem Grofsherzogthum Hessen, noch in Würtemberg und Baiern durch die Natur erzeugt oder durch die Kunst bearbeitet oder verfertigt worden sind, sich nicht erstreckt, dergleichen Gegenstände aller Art sonach, bei dem Uebergange aus Preussen und dem Grofsherzogthum Hessen nach Baiern und Würtemberg und umgekehrt aus Baiern und Würtemberg nach Preufsen und dem Grofsherzogthum Hessen, den Abgaben, welche sie in jedem Lande, nach dem dortigen allgemeinen Tarif, unterworfen sind, auch ferner unterliegen, so behalten sich die hohen contrahirenden Theile vor, durch ein gemeinschaftlich zu verabredendes Reglement, alle Erfordernisse, besonders in Absicht der beizubringenden Zeugnisse, zu bestimmen, welche von Handel- und Gewerbetreibenden zu beobachten sind, um der für inländische Erzeugnisse der Natur und Kunst zustehenden Befreiung oder Erleichterung, bei der Einführung in das Gebiet eines anderen der contrahirenden Staaten oder bei der Durchführung, theilhaftig zu werden. 1829

Art. XIV. Zur Aufrechthaltung Ihres Handels- und Zoll-Systems und zur Unterdrückung des gemeinschädlichen Schleichhandels wollen sich die hohen contrahirenden Theile gegenseitig kräftig unterstützen, auch zu diesem Behufe die erforderlichen Anordnungen und Maasregeln durch besondere Uebereinkunft verabreden und insbesondere ein förmliches Zollcartel abschliefsen lassen.

Art. XV. Die Preufsischen Seehäfen sollen dem Handel der Königlich Baierischen und Königlich Würtembergischen Unterthanen gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den Königlich Preufsischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen.

Art. XVI. Die in fremden See- und anderen Handels-Plätzen angestellten Consuln eines oder des anderen der hohen contrahirenden Theile sollen veranlafst werden, den Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten Schutz und Unterstützung zu gewähren.

Art. XVII. Sobald in dem Baierischen Rheinkreise die Zollordnung des Baierisch-Würtembergischen Vereins eingeführt und durch eine gehörig sichernde Zolllinie geschützt seyn wird, sollen sämmtliche Be-

1829 stimmungen des gegenwärtigen Vertrags und insbesondere auch jene, welche sich auf die Befreiung oder Erleichterung inländischer Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst in Ansehung der auf dem Eingange ruhenden Abgaben beziehen, auch auf den genannten Kreis ihre volle Anwendung finden.

Art. XVIII. Es soll dieser Vertrag auch den Unterthanen derjenigen Regierungen, welche sich bereits dem Baierisch-Würtembergischen oder dem Preufsisch-Hessischen Zollsystem angeschlossen haben oder künftig einem dieser Zollsysteme noch beitreten werden, wie den Unterthanen der hohen contrahirenden Theile, zu Statten kommen.

Art. XIX. Von jedem der hohen contrahirenden Theile werden Bevollmächtigte jährlich einmal in einer der Residenzen sich vereinigen, um die Mittel zur Befestigung und Erweiterung dieses Vertrags zu berathen und die Erledigung derjenigen Bedenken herbeizuführen, welche sich im Laufe des Jahres bei Ausführung desselben ergeben haben möchten.

Art. XX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig auf 12 Jahre, vom 1. Jannar 1830 an gerechnet, festgesetzt. Wird während dieser Zeit der Vertrag nicht aufgekündigt, so soll er abermals auf 12 Jahre und sofort von 12 zu 12 Jahren verlängert angesehen werden.

Ueber die Art und Zeit der Aufkündigung wird eine besondere Verabredung getroffen werden.

Art. XXI. Gegenwärtiger, in zwei Exemplaren ausgefertigter Vertrag soll alsbald zur Ratification der hohen contrahirenden Höfe vorgelegt und die Auswechslung der Ratificationsurkunden spätestens in sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen. So geschehen Berlin den 27. Mai 1829.

Moritz Haubold von Schönberg.
Albrecht Friedrich Eichhorn.
August *Freiherr* von Hofmann.
Friedrich Christian Johann *Graf* von Luxburg.
Ludwig Heinrich August *Freiherr* von Blomberg.
Johann Friedrich *Freiherr* von Cotta.

(Ce traité a été ratifié et les ratifications ont été échangées à Berlin le 15 et le 17 Juillet 1829.)

18.

Traité de commerce et de douanes entre la Hesse-électorale et la Hesse grand ducale, signé à Francfort sur Mein le 27 Mai 1829.

1829

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* Jahr 1829. Nr. IV. Juni. pag. 35).

Ausschreiben des Staatsministeriums,
vom 15ten Juni 1829,

betreffend die Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse zwischen dem Kurfürstenthume und dem Grofsherzogthume Hessen.

Nachdem unter allerhöchster Genehmigung Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten am 27sten vor. Monats in Frankfurt mit dem Grofsherzogthume Hessen zur Abwendung mehrerer Störungen, welche für den wechselseitigen Handels- und nachbarlichen Grenzverkehr durch die in den beiden Staaten bestehenden verschiedenartigen Einrichtungen der Zölle und dergleichen Steuern herbeigeführt oder in deren Folge noch zu besorgen waren, ein Vertrag für die Zeit vom 1sten dieses Monats bis zum letzten Dezember 1834 abgeschlossen worden ist, wird nunmehr der beigefügte Auszug aus diesem Vertrage zur Nachricht und gehörigen Beachtung bekannt gemacht mit dem Bemerken, dafs dessen Artikel 1 bis 9 zunächst die Verhältnisse zwischen dem Grofsherzogthume Hessen und den, von solchem eingeschlossenen, diesseitigen Landestheilen, nämlich Amt Dorheim in der Provinz Hanau und Gericht Katzenberg in der Provinz Oberhessen, hingegen die Art. 10 bis 15 noch andere kurhessische Lande betreffen.

Zugleich wird in Beziehung auf den Verkehr des Amtes Dorheim und des Gerichts Katzenberg mit dem übrigen kurhessischen Staate festgesetzt, dafs in Gemäsheit der nunmehr für jene getrennten Gebiets-

1829 theile eingetretenen besonderen Verhältnisse hinsichtlich der Versteuerung ausländischer Waaren, diese Gegenstände bei ihrem Uebergange in die übrigen kurhessischen Lande den vollen gesetzlichen Abgaben unterliegen, die Einführung der eigenen Erzeugnisse aber unter gehöriger Nachweisung des Ursprunges ferner wie bisher, frei bleibet.

Cassel, am 15ten Juni 1829.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister
des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

Anlage zum vorstehenden Ausschreiben.

ART. I. Die grofsherzoglich-hessische Staatsregierung gestattet den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art,

a) welche zum Verbrauch der vom grofsherzoglichen Gebiete umschlossenen kurfürstlich-hessischen Landestheile, des Amtes Dorheim und des Gerichts Katzenberg erforderlich sind: sowie

b) derjenigen Gegenstände aus diesen kurfürstlichen Landestheilen, welche aus denselben durch das grofsherzoglich-hessische Gebiet geführt werden.

Dieser Verkehr soll in der Ausdehnung zoll- und abgabenfrei belassen werden, dafs davon in dem grofsherzoglichen Gebiete keine andere Abgabe, als das allgemein gesetzliche Chaussee-, Wege- und Brücken-Geld nach dem gesetzlichen Tarif, erhoben wird.

ART. II. Da es dem Willen der beiderseitigen Staatsregierungen ganz entgegen ist, dem verderblichen Gewerbe des Schleichhandels oder kaufmännischen, auf die Verschiedenheit der in den beiderseitigen Staaten bestehenden Zolltarife gestützten Spekulazionen fördernde Gelegenheit zu geben, die im Art. I. zugesicherte Durchgangs-Freiheit aber leicht dazu misbraucht werden könnte, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg weit über deren wahres Bedürfnifs mit Waaren zu überfüllen, um solche demnächst zum Schleichhandel zu benutzen; so sind die beiderseitigen

Staatsregierungen dahin übereingekommen, dafs diese 1829
Durchfuhr beschränkt werde

a) bei der Einfuhr in die gedachten kurfürstlichen Landestheile auf das eigentliche Bedürfnifs derselben, nach deren Bevölkerung und dem Stand ihrer Kultur-Verhältnisse,

b) bei der Ausfuhr aus den bemerkten kurfürstlichen Landestheilen und über die grofsherzoglichen Grenzen hinsichtlich der im Grofsherzogthume ausgangszollpflichtigen Gegenstände auf diejenigen Quantitäten, welche in denselben wirklich erzeugt worden sind, wogegen aber sonst für Gegenstände jeder Art die Ausfuhr aus den genannten kurfürstlichen Landestheilen und über die grofsherzoglichen Grenzen in unbeschränkter Menge und auf allen Wegen frei vom Durchgangszoll belassen werden wird.

Art. III. Für die Waaren-Durchfuhr in die oben bezeichneten kurfürstlichen Landestheile und aus denselben, auf welche sich die Bestimmungen in den Artikeln I und II. beziehen, sind folgende Strafsen bestimmt;

I. für das Amt Dorheim

1) die Strafse über Vilbel,
2) - - - Lollar,
3) - - - Heldenbergen,
4) - - - Oberrosbach;

II. für das Gericht Katzenberg

die Strafse über Arnsheim nach Neustadt und umgekehrt.

Die betreffenden grofsherzoglichen Zollämter werden nach Maafsgabe der desfalls noch zu treffenden näheren Verabredungen die erforderlichen Ermächtigungen erhalten, dafs der in den Artikeln I und II. bemerkte Durchgang auf den bezeichneten Strafsen Statt finden kann.

Art. IV. Zum Zweck der Sicherung der Eingangs-Abgaben, welche die kurfürstliche Staatsregierung von den Gegenständen in dem Amte Dorheim und in dem Gerichte Katzenberg nach dem kurhessischen Tarif erheben lassen wird, die unter Durchfuhr des grofsherzoglichen Gebiets nach Art. II. dahin gelangen, sowie zum Zweck der nach demselben Artikel nöthigen Uebersicht des Verkehrs, sollen die Durch-

1829 führen, auf welche sich die Artikel II und III. beziehen, gegenseitig kontrolirt werden.

Die näheren Bestimmungen über diese Kontrole bleiben besonderen Verabredungen vorbehalten.

Art. V. Aus den obengedachten kurfürstlichen Landestheilen sowohl in als durch das grofsherzogliche Gebiet und aus demselben in und durch die in Rede stehenden kurfürstlichen Landestheile, soll ein zollfreier Verkehr bestehen, in so weit solcher durch die vorstehenden Artikel nicht beschränkt ist, und nach den folgenden Artikeln davon keine Ausnahmen gegenseitig angemessen erachtet worden sind.

Dieser freie Verkehr, in so weit er nach den ausdrücklichen Stipulazionen dieser Uebereinkunft Beschränkungen und Ausnahmen nicht unterliegt, fchliefset den freien Ein- und Durchgang auf allen Wegen, welche nach den genannten kurfürstlichen Gebietstheilen und durch dieselben führen, sowie den freien Ein- und Durchgang aus diesen kurfürstlichen Gebietstheilen auf allen Wegen des umschliefsenden Grofsherzogthums, unter den im Allgemeinen geltenden örtlichen Transport-Bescheinigungen und unter den näheren Bestimmungen, welche wegen der Legitimazion bei dem Uebergange aus den kurfürstlichen Gebietstheilen in das Grofsherzogthum und umgekehrt noch besonders verabredet werden, in sich.

In Folge dieser Uebereinkunft wird grofsherzoglich-hessischer Seits die Grenzumschliefsung gegen die in Rede stehenden kurfürstlichen Gebietstheile, in soweit sie nicht gegen Waaren-Einfuhren, aus anderen Landestheilen gerichtet ist, aufgehoben, und gleichzeitig Aufhebung der gegen das Amt Dorheim eingerichteten Grenz-Zollämter erfolgen.

Art. VI. Hinsichtlich des Salzes sind folgende Bestimmungen festgesetzt.

a) Die Einfuhr von Salz aus dem Grofsherzogthume in die bezeichneten kurfürstlichen Landestheile, ingleichen aus diesen in die Provinzen Rheinhessen und Starkenburg ist beiderseitig nicht gestattet;

b) der Eingang von Salz aus dem Amte Dorheim in die grofsherzogliche Provinz Oberhessen ist dagegen so lange und in soweit zugelassen, als in der grofsherzoglichen Provinz Oberhessen keine Salz-Regie

oder andere den Salzverbrauch unter Kontrole stel- 1829
lende gesetzliche Einrichtung besteht.

c) Die Durchfuhr des Salzes aus dem kurfürstlichen Amte Dorheim durch die grofsherzogliche Provinz Oberhessen wird grofsherzoglich-hessischer Seits, mit Ausnahme des Transits durch die Landraths-Bezirke Battenberg und Gladenbach, und den auf der rechten Lahnseite liegenden Theil des Landraths-Bezirks Giessen, an keine Strafse gebunden;

d) in Ansehung der Durchfuhr des Salzes durch die vorgedachten Landraths-Bezirke, sowie durch die Provinzen Starkenburg und Rheinhessen gelten aber fortwährend die gesetzlichen Vorschriften;

e) dagegen verstattet die kurhessische Staatsregierung die zollfreie Durchführung des Salzes durch die von dem grofsherzoglichen Gebiete umschlossenen kurhessischen Landestheile, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg;

f) entsagt die grofsherzogliche Staatsregierung der Fort-Erhebung der Salz-Kontrolegebühr, gleichwie der nach Artikel I. wegfallenden Durchgangs-Abgaben, von dem Produkte der kurfürstlichen Saline zu Nauheim für die Dauer dieser Uebereinkunft.

Art. VII. Hinsichtlich derjenigen Gegenstände und Waaren, welche in beiden Staaten den innern Konsumzions-Abgaben unterliegen, sollen folgende Bestimmungen den im Artikel V. stipulirten freien Verkehr beschränken.

a) Der Eingang von dergleichen Gegenständen aus den genannten kurfürstlichen Gebietstheilen in das Grofsherzogthum, und aus diesem in jene, bleibt gegenseitig ebenfalls zollfrei, unterliegt indessen gegenseitig bei der Einfuhr zur Einlage denjenigen Abgaben und Kontrolen, welche für die Unterthanen des Gebiets gelten, wohin die Einfuhr zur Einlage erfolgt.

b) Beide Staatsregierungen sichern sich zu, dergleichen Gegenstände, welche aus einem Gebiete in das andere zur Konsumzion übergehen, nicht höher zu belasten, als dieses mit gleichnamigen Gegenständen, wenn sie Erzeugnisse des eigenen Landes sind, nach allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen der Fall ist, jedoch bleibt für den im Kurfürstenthum und im Grofsherzogthum Hessen erzeugten

1829 Wein in den Enclaven eine Erhöhung der Verbrauchsteuer bis zu dem Betrag des dermaligen kurhessischen Eingangszolles vorbehalten.

c) Der Eingang von dergleichen Gegenständen zur Durchfuhr soll gegenseitig ebenfalls zoll- und abgabenfrei bleiben, und lediglich den näher zu bestimmenden Kontrole-Maasregeln unterliegen.

d) In das Grofsherzogthum kann der Eingang von dergleichen im Grofsherzogthume abgabenpflichtigen Gegenständen aus den kurfürstlichen Gebieten Dornheim und Katzenberg demnächst zum Zweck der Durchfuhr auf allen Wegen Statt haben, und der Ausgang aus dem Grofsherzogthum über jedes beliebige grofsherzogliche Zollamt erfolgen.

e) Bei dem Uebergange solcher Gegenstände, welche einer Verbrauchsteuer unterliegen, aus einem Gebiete in das andere werden sich die beiderseitigen Erhebungs-Aemter zur Sicherung der Abgaben gegenseitig Nachricht ertheilen.

Art. VIII. Die kurfürstliche Staatsregierung behält sich in dem Amte Dorheim die Forterhebung des bisherigen Durchgangszolls nach dem kurhessischen Tarif vom 21sten Dezember 1825 vom Vieh und von allen demjenigen Transitgute vor, welches unter Begleitschein-Kontrole durch das Grofsherzogthum und gleichmäfsig durch das kurfürstliche Amt Dorheim geht.

Die kurfürstliche Staatsregierung verspricht, diesen Durchgangszoll im Amte Dorheim für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht zu erhöhen, auch die gegenwärtige Form der Erhebung nicht zu erschweren, und zu dem Ende die Zollbehörden in dem Amte Dorheim anzuweisen, dafs der von den grofsherzoglichen Zollämtern angelegte oder respektirte Verschlufs in der Regel, und wenn nicht besondere Gründe, entstandener Verdacht etc. nähere Revision und hiermit Abnahme des Verschlusses nöthig machen (wovon jedoch der zunächst berührt werdenden grofsherzoglichen Zollbehörde unter Beifügung der Gründe ungesäumt Nachricht zu ertheilen ist), wie bisher, amtlich nicht gelöset oder verletzt werde, sowie, dafs die Erhebung des Durchgangszolles von anderen, als den vorbemerkten, Transitgütern für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht Statt finde.

Art. IX. Die beiderseitigen Staatsregierungen 1829
sagen sich insbesondere zu, dafs sie gegenseitig diejenigen Unterthanen zur Bestrafung wegen verletzter zollgesetzlichen Bestimmungen ausliefern lassen wollen, welche die Zollgesetze desjenigen Staats, dem sie angehören, durch Waaren-Einschwärzungen in das Grofsherzogthum und durch dasselbe in die von demselben umschlossenen kurhessischen Gebietstheile, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg, verletzt und sich in das Gebiet des andern Staats begeben haben, aufserdem aber Waaren-Einschwärzungen, welche in ihrem Gebiete entdeckt werden, unnachsichtlich mit den zollgesetzlichen Strafen ahnden zu lassen, sowie sie im Allgemeinen ihr Augenmerk dahin zu richten versprechen, dafs Zuwiderhandlungen gegen die Abgabengesetze des andern Staats wissentlich nicht geduldet werden.

Art. X. Zur Wiederherstellung des früher bestandenen Verkehrs zwischen dem Kurfürstenthume Hessen und herzoglich-nassauischen Gebiete eröffnet die grofsherzoglich-hessische Staatsregierung für die Dauer dieses Vertrags eine Transit-Strafse über Gladenbach und Bischoffen und umgekehrt unter der Zusicherung, auf dieser Strafse nur den geringsten Zollsatz, welcher in dem grofsherzoglichen Tarif für den Durchgang auf kurzen Strafsen mit $3\frac{1}{2}$ Kreuzern für den Zentner Waaren, mit 35 Kreuzern für jedes Stück grofses Vieh, und $3\frac{1}{2}$ Kreuzern für jedes Stück kleiner Viehgattungen bestimmt ist, erheben zu lassen.

Art. XI. Die kurfürstliche Staatsregierung ertheilt die Zusicherung, auf der Strafse von Offenbach über die Mainkur nach Vilbel und umgekehrt, sowie auf der Strafse über den Heiligenstock, den dermal bestehenden gesetzlichen Durchgangszoll nach der kurfürstlichen Verordnung vom 21sten Dezember 1825 von Waaren und vom Vieh für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht zu erhöhen, auch keine zu erschwerenden Formen eintreten zu lassen, und auf diesen Strasen ebenwohl den von grofsherzoglichen Zollämtern angelegten oder respektirten Verschlufs unverletzt zu belassen, in so fern nicht besondere Verhältnisse und Gründe dazu nöthigen, eine genaue Revision vorzunehmen und den Verschlufs zu lösen. In allen solchen

1829 Fällen soll die Zollbehörde, welche sich zur Lösung des Verschlusses veranlafst gesehen hat, der Zollbehörde des andern Staats, welchen der Waaren-Transport zunächst berührt, unter Beifügung der Gründe ungesäumt Nachricht ertheilen.

Art. XII. Da nach den Bestimmungen des zu Cassel am 24sten September 1828 zwischen mehreren teutschen Staaten geschlossene Handels-Vertrags eine Erhöhung der dermal gesetzlich bestehenden Durchgangs-Abgaben auf der Strafse von Sichertshausen über Marburg, Cassel bis zur hannoverschen Grenze nicht Statt finden soll und wird; so ertheilt die grofsherzogliche Staatsregierung gegenseitig die Zusicherung, dafs auf den Strafsen von Hanau und Frankfurt über Friedberg und Giesen bis zur kurhessischen Grenze die dermal bestehenden gesetzlichen Durchgangs-Abgaben während der Dauer dieses Vertrags ebenfalls nicht erhöht werden sollen.

Gleichermaafsen sichern sich beide Staatsregierungen einander gegenseitig zu, dafs die auf den genannten Haupt-Durchgangsstrafsen zur Abfertigung des Ein- und Durchgangs errichteten Zollstätten nicht verlegt werden sollen.

Art. XIII. Die beiderseitigen Staatsregierungen wollen durch die aus dem einen in das andere Gebiet vorspringenden Bezirke und Orte den Durchgang von rohen Erzeugnissen der Landwirthschaft und Viehzucht auf dafür besonders zu bestimmenden Strafsen unter geeigneten, das gegenseitige Zoll-Interesse vollständig sichernden, Maafsregeln zoll- und kostenfrei gestatten.

Art. XIV. An den beiderseitigen Grenzen soll die Einfuhr der zu den Mühlen bestimmten Früchte, vorbehaltlich der Wiederausfuhr des daraus gewonnenen Mahlguts, so wie die Zurückfuhr des Mahlguts unter den geeigneten, das gegenseitige Zoll-Interesse vollständig sichernden, Kontroll-Bestimmungen, auf dafür zu bestimmenden Strafsen gestattet werden.

Art. XV. Es sollen die beiderseitigen Unterthanen bei dem Besuchen der Messen und Jahrmärkte den Inländern völlig gleichgehalten und keiner gröfsern Belastung unterworfen werden, als diese.

19.

Ordonnance du gouvernement Hanovrien concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France; du 12 Juin 1829.

1829

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1829. 1. Abth. No. 9. pag. 63).

Georg der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland u. s. w. auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

Demnach in dem Königreiche Frankreich das Abzugs- oder Abschofs-Recht in Erbschafts-Fällen allgemein aufgehoben ist: so lassen Wir solches Unsern sämmtlichen getreuen Unterthanen zur Kenntnifs gelangen und befehlen allen obrigkeitlichen Behörden, die Erbschaften, welche Königlich-Französische Unterthanen in das Königreich Frankreich ausführen, frei von allem Abzug oder Abschofs verabfolgen zu lassen.

Gegenwärtige Anordnung soll der ersten Abtheilung der Gesetz-Sammlung inserirt werden.

Hannover, den 12ten Junius 1829.

Kraft Seiner Königlichen Majestät Allergnädigsten Special-Befehls.

Bremer. Meding.

G. v. Lüpke.

20.

1829 ***Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de la province de Buenos-Ayres et le commandant-général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas, signé à Canellas le 24 Juin 1829.***

(*Le Moniteur universel* 1829. No. 250).

Le général Juan Lavalle, gouverneur provisoire et capitaine-général de la province de Buenos-Ayres, et le commandant-général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas,

Voulant mettre un terme aux troubles, qui ont affligé la province et y rétablir l'ordre et la tranquillité, ont dit, convenu et arrêté ce qui suit:

1° Les hostilités cesseront, et à dater du présent traité les communications entre la ville et le pays seront rétablies sur l'ancien pied.

2° L'élection des représentans de la province aura lieu dans le plus bref délai possible et conformement aux lois.

3° Le commandant-général des districts, Juan-Manuel Rosas, étant particulièrement chargé du maintien de la tranquillité et de la sécurité du pays intérieur, prendra telles mesures qu'il jugera convenables pour que l'ordre ne soit pas troublé, nommera avec l'assentiment du gouvernement, à tels emplois que la gravité des circonstances rendroient nécessaires pour la sûreté et la police, jusqu'à l'installation du gouvernement permanent, auquel le gouvernement provisoire fournira ensuite tous les documens nécessaires pour son administration.

4° Quand l'élection du gouvernement permanent aura eu lieu, le gouverneur provisionnel, Juan Lavalle, et le commandant-général des districts, Juan-

Manuel Rosas, mettront l'administration à sa dispo- 1829
sition.

5° Le gouvernement de la province reconnoîtra et payera toutes les obligations contractées par le commandant-général Rosas pour la subsistance des troupes dont il a le commandement.

6° Les officiers de ligne et ceux de la milice, qui ont été sous les ordres du commandant-général Rosas, seront payés en proportion de leur rang et des classes respectives auxquelles ils appartiennent.

7° Nul individu, de quelque condition qu'il soit, ne sera molesté ni poursuivi pour sa conduite et ses opinions politiques antérieures au présent traité.

Les autorités puniront sévèrement tous ceux, qui chercheront par des paroles ou des écrits, à critiquer ou à combattre la stipulation, qui fait l'objet du présent traité.

En foi de quoi et pour prouver notre mutuel accord, nous signons et ratifions le présent traité composé de sept articles et en faisant deux copies.

Fait à Cannelas, dans l'estancia de Miller, le 24e jour de juin, an de notre Seigneur 1829.

JUAN LAVALLE.

JUAN-MANUEL ROSAS.

21.

Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs, signé le 3 *Juillet* 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten.* 1829. No. 15. pag. 105).

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen, haben in der Absicht, die Hindernisse mög-

1829 lichst zu beseitigen, welche vorzüglich durch örtliche Verhältnisse dem Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Unterthanen entgegenstehen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter Klasse des Grofsherzoglich-Hessischen Haus-Ordens; und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen:

Höchst-Ihren Minister-Residenten am Königlich-Preufsischen Hofe, den Kammerherrn *Ludwig August von Rebeur*, Ritter des Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse und Höchst-Ihren Ministerialrath *Carl August Friedrich Adolph von Fischern*, Ritter des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens; von welchen Bevollmächtigten, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist:

Art. I. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen, wollen eine Kunststrafse in der Richtung von Langensalza über Gotha, Ohrdruff, Zelle, Benshausen, Kuehndorf, Meiningen, Henneberg nach Mellrichstadt, ferner in der Richtung von Zelle, Suhl, Schleusingen, Hildburghausen, Rodach, Koburg nach Lichtenfels, so weit sie durch Ihre Lande zu führen und nicht bereits vollendet ist, ein jeder kontrahirende Theil auf seinem Gebiete in einen für Frachtfuhrwerke völlig brauchbaren Zustand herstellen und in solchem auch erhalten lassen.

Art. II. Wegen gleichförmiger Bestimmung der Chaussee- Wege- Brücken- und Pflastergelder auf den Strafsen, welche zur Unterhaltung des Verkehrs zwischen den Königlich-Preufsischen und Herzoglich-Sachsen-Meiningischen Lande dienen, wird eine besondere Uebereinkunft vorbehalten. In Absicht der Höhe des Chausseegeldes wird jetzo schon festgesetzt, dafs es, auf keinen Fall die Sätze des Preufsischen Tarifs vom 28sten April 1828 übersteigen soll.

Art. III. Damit die im Art. I. bezeichneten 1829
Kunststraſsen für Handel und Verkehr möglichst frei benutzt werden können, sollen von allen von Langensalza nach Mellrichstadt und Lichtenfels, und in umgekehrter Richtung von Mellrichstadt und Lichtenfels nach Langensalza, durchgehenden Waaren ohne Unterschied, auf der ganzen Strecke von der Preuſsisch-Gothaischen Grenze bis beziehungsweise zur Baierisch-Meiningenschen und Meiningen-Koburgschen Grenze, vom 1sten Oktober d. J. ab, keine Durchgangsabgaben, unter welchem Namen es auch sei, erhoben werden.

Art. IV. Zwischen folgenden Preuſsischen Landestheilen, als:

a. dem Landkreise Erfurt,
b. dem Kreise Schleusingen,
c. dem Kreise Ziegenrück,

einerseits, und sämmtlichen Sachsen-Meiningenschen Landen andererseits, soll vom 1sten Oktober d. J. ab, dergestalt ein freies gegenseitiges Verkehr bestehen, daſs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jenem Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art, überall in Rücksicht auf Eingangs- und Ausgangsabgaben den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einem Binnenzolle, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder unter einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

Art. V. Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

1. Salz und Spielkarten, indem das Verkehr mit diesen Gegenständen den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;

2. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Das freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere findet nur mit der Einschränkung statt, daſs dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

1829 Art. VI. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anlangt, sollen vom 1sten Oktober d. J. an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, dafs einerseits die Unterthanen der Herzoglichen Lande in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen genieſsen, welche den eigenen Preufsischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Herzoglich-Meiningenschen Landen alle die Vortheile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der gedachten Preufsischen Kreise nach Art. IV. und V. in jenen Landen Anspruch machen können.

Art. VII. Zwischen den östlichen Preufsischen Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zollinie liegen, und den Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Landen soll das gegenseitige Verkehr vom 1sten Oktober d. J. an in folgender Art erleichtert werden:

I. Freien Eingang in die östlichen Preufsischen Provinzen sollen haben, sofern es eigene Erzeugnisse der Sachsen-Meiningenschen Lande sind:

a. in unbestimmter Quantität aufser denjenigen Gegenständen, welche nach der Preufsischen Verordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten Oktober 1827, jetzo keiner Abgabe unterworfen sind.

1. Farben-Erden aller Art (Preufsische Erhebungsrolle n. 4. litt. f.)
2. Flachs, Werg, Heede. (Preufsische Erhebungsrolle n. 8.)
3. Sämereien und Beeren, mit Ausnahme von Anis und Kümmel,
   a. Oelsaat, als: Hanfsaat, Leinsaat und Leindotter oder Döder, Mohnsaamen, Raps oder Rübsaat,
   b. Kleesaat und alle nicht namentlich im Tarif aufgeführte Sämereien. (Preufsische Erhebungsrolle u. 9. b. 2. und 3.)
4. Kalk und Gips, gebrannter. (Preufsische Erhebungsrolle n. 16.)
5. Schiefertafeln und Schieferstifte. (Griffel).

b. in bestimmten Quantitäten für das Jahr: 1829

1. grobe Siebmacherwaaren (Preufsische Erhebungsrolle n. 4.) 200 Zentner.
2. Eisenvitriol, grüner (Preufsische Erhebungsrolle n. 5. e.) 400 Zentner.
3. graue Packleinwand und Segeltuch (Preufsische Erhebungsrolle n. 22. c.) 50 Zentner.
4. Zwillich und Drillich (Preufs. Erhebungsrolle n. 22. d.) 50 Zentner.
5. Theer und Pech (Preufsische Erhebungsrolle No. 37.) 400 Zentner.
6. Wollen-Garn (Preufsische Erhebungsrolle No. 41. b.) 100 Zentner.
7. grobe Böttcher- und Drechsler-Korbflechter-, Tischler- und alle rohe und blos gehobelte Holzwaaren, Wagner-Arbeiten und Maschinen von Holz (Preufs. Erhebungsr. n. 12. h. Anmerkung.) 600 Z.
8. kurze grobe Waaren (Preufsische Erhebungsrolle n. 20. a.) 200 Zentner.
9. einfarbiges oder weifses Fayance oder Steingut (Preufsische Erhebungsrolle n. 38. c.) 100 Zentner.

Wenn der Fall der Einfuhr der vorstehend genannten Waaren auch umgekehrt aus den östlichen Preussischen Provinzen in die Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Lande vorkommen sollte, so sollen dieselben in gleicher Art, wie oben bestimmt worden ist, frei von Abgaben eingelassen werden.

II. Was den Durchgang betrifft, so sollen Erzeugnisse der Sachsen-Meiningenschen Lande, welche entweder nach der Verordnung vom 30sten Oktober 1827 dermalen keiner Eingangs-Abgabe unterliegen, jedoch mit Ausnahme von Wolle, rohen Häuten und Lumpen, oder für welche durch die vorangehende Bestimmung des Art. (I) der Eingang frei gegeben ist, auch frei von allem Land- und Wasserzolle auf der Strafse von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden können. Für Waaren, bei welchen der freie Eingang nur auf eine bestimmte Quantität zugelassen ist, findet die Befreiung von Durchgangs-Abgaben auch nur auf eine gleiche Quantität, wie der freie Eingang, Statt. Dieser Beschränkung auf eine Quantität sind jedoch die sogenannten Sonnenberger Waaren im Durchgange nicht unterworfen, insofern sie zu den groben kurzen Waaren ge-

1829 hören, und auf der Straſse von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden.

Ferner wird den Herzoglichen Unterthanen von allen Waaren ohne Unterschied, ausländischen wie inländischen, welche dieselben auf der Elbe über Magdeburg ausführen oder einführen, der Elbzoll eben so, wie dies dem inländischen Handel zugestanden ist, völlig erlassen.

III. Wenn, aufser den unter I. und II. gemachten Zugeständnissen, wegen irgend eines Gegenstandes von einem der kontrahirenden Theile für die Unterthanen eines dritten Staates, aufser dem Falle besonderer Handels-Verträge, günstigere Bestimmungen getroffen werden, als im allgemeinen Tarif sich vorfinden, so sollen dieselben auch den Unterthanen des andern kontrahirenden Theils zu Statten kommen. Dagegen wird keiner der kontrahirenden Theile irgend ein Erzeugnifs der Natur und des Gewerbfleifses aus den Landen des andern kontrahirenden Theils mit einer höheren Abgabe belegen, als in dem allgemeinen Tarif dafür festgesetzt ist.

Art. VIII. Vom 1sten Oktober d. J. an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich-Preufsischen und Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbsleuten gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

Art. IX. So weit es bei dem Inhalte der Art. III-VIII. zur Erleichterung des Grenzverkehrs noch einiger Anordnungen bedarf, bleiben diese der besonderen Verabredung der betreffenden Verwaltungs-Behörden, innerhalb der gesetzlich bestehenden Grundsätze, vorbehalten.

Dies gilt auch wegen der Art und Weise der Ausstellung der Ursprungszeugnisse, von welchen die Waarensendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die in vorstehenden Artikeln zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen.

Art. X. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Einnahmen an Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Ab-

gaben wollen sich beide kontrahirende Theile gegen- 1829
seitig unterstützen. Daher wollen auch Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Meiningen, gestatten, dafs die Preufsischen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in das Herzogliche Gebiet verfolgen und sich mit Zuziehung der Orts-Obrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung der Herzoglich-Meiningenschen Gefälle der Herzoglichen Beamten eine gleiche Befugnifs in dem Preufsischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die Behörden den, für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden Requisitionen gegenseitig unverzüglich nachkommen, und auf desfallsigen Antrag die von Unterthanen des einen Theils gegen die Zollgesetze des andern Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen worden wären.

Art. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum 31sten Dezember 1834 festgesetzt, und wenn derselbe in den ersten drei Monaten des letzten Jahres von der einen oder der andern Seite nicht aufgekündigt werden sollte, so wird er auf fernere drei Jahre und sofort stets auf drei Jahre als verlängert angesehen.

Art. XII. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen.

So geschehen Berlin, den 3ten Juli 1829.

Albrecht Friedrich Eichhorn.

Ludwig August v. Rebeur.

Carl August Friedrich Adolph von Fischern.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 29sten August c. und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Meiningen am 14ten August c. ratifizirt worden).

22.

1829 *Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha, signé le 4 Juillet* 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1829.; No. 17. pag. 121).

Da die Gefälle, welche dem Königlich-Preufsischen Gesetze vom 26sten Mai 1818 gemäfs, auf den äufsern Grenzen des Staates erhoben werden, mehrere in denselben eingeschlossene souveraine Besitzungen Deutscher Bundesstaaten, namentlich auch das souveraine Herzoglich-Sachsen-Gothaische Amt Volkenrode treffen, Seine Majestät der König von Preufsen aber geneigt sind, dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen, in Gefolge dieses besonderen Verhältnisses, zufliefst, den landesherrlichen Kassen gedachter Staaten für den Fall überweisen zu lassen, dafs eine gemeinschaftliche billige Uebereinkunft getroffen werden kann; so haben Seine Herzogliche Durchlaucht der regierende Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha Sich zu einer solchen Uebereinkunft, in Rücksicht Ihres obgedachten in dem äufsern Umfange der Preufsischen Staaten eingeschlossenen souverainen Amtes Volkenrode, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit erklärt, und es ist darauf durch die von Seiten beider Theile ernannten Bevollmächtigten, nämlich:

von Seiten Seiner Majestät des Königs von Preufsen: durch Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St.

Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter Klasse des Grofsherzoglich-Hessischen Haus-Ordens und 1829

von Seiten Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Sachsen-Koburg und Gotha: durch Höchst-Ihren Minister-Residenten den General-Major *Ludwig Heinrich von L'Estocq*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub und des Königlich-Preufsischen Militär-Verdienst-Ordens, Comthur des Grofsherzoglich Sächsischen Ordens vom weissen Falken;

nachstehender Vertrag unter Vorbehalt der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung abgeschlossen worden.

Art. I. Der Betrag des aus den Königlich-Preufsischen Kassen, als Verbrauchssteuer nach gegenwärtigem Vertrage an Seine Herzogliche Durchlaucht, den Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha, zu überweisenden Einkommens, soll von Drei zu Drei Jahren in gemeinsamer Uebereinkunft festgesetzt werden. Zur Grundlage dieser Uebereinkunft soll der jedesmalige Königlich-Preufsischer Seits vorzulegende letzt dreijährige Reinertrag desselben bei den Königlichen Zoll- und Steuerämtern in den östlichen Provinzen des Preufsischen Staats dergestalt dienen, dafs der Antheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht, des Herzogs zu Sachsen-Koburg und Gotha, davon nach dem Verhältnifs der Bevölkerung der gedachten Preufsischen Provinzen und der andern zu einem Zollverbande mit denselben gehörigen souverainen Besitzungen Deutscher Bundesstaaten zu der Bevölkerung des in den Zollverband aufgenommenen souverainen Herzoglichen Amtes Volkenrode berechnet wird.

Es wird dabei, um die Schwierigkeit der Sonderung der Zollgefälle von der Verbrauchssteuer zu beseitigen, welche letztere nach der dermahligen Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827 unter den Eingangs-Abgaben mitbegriffen ist, für die Dauer des gegenwärtig in dieser Hinsicht bestehenden gesetzlichen Verhältnisses angenommen, dafs die Verbrauchssteuer fünf Achtel des Einkommens an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zusammen genommen betrage.

1829 Art. II. Mit Rücksicht auf die Bestimmungen im ersten Artikel ist die Summe, welche Seine Herzogliche Durchlaucht vom 1sten Januar 1829 an jährlich erheben lassen werden, auf *Ein Tausend Ein Hundert und Dreifsig* Thaler Preufsisches Kurant festgesetzt worden, welche in gleichen Quartal-Raten in den Monaten März, Juni, September und Dezember, jedesmahl mit Zweihundert Zwei und Achtzig Thalern Funfzehn Silbergroschen Preufsisch Kurant durch die Königliche Provinzial-Steuerkasse in Magdeburg zur Verfügung Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Sachsen-Koburg und Gotha gestellt und soweit sie hiernach bei Auswechselung der Ratifikation des gegenwärtigen Vertrags fällig sein wird, binnen vier Wochen nach diesem Zeitpunkte berichtiget werden soll.

Art. III. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha, versichern ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den innerhalb der Preufsischen Zoll-Linie an der äufsern Grenze des Staats belegenen Königlich-Preufsischen Landen und dem Herzoglichen Amte Volkenrode dergestalt, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnisse aller Art überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. IV. Wenn jedoch in Folge des vorstehenden Artikels auch solche inländische Erzeugnisse, welche in dem Königlich-Preufsischen oder Herzoglich-Sächsischen Gebiete innerhalb der Preufsischen Zoll-Linie mit *besondern* Verbrauchssteuern belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, völlig freien Umlauf haben sollen, so ist dazu erforderlich, dafs jene besonderen Verbrauchssteuern im Herzoglichen Amte Volkenrode auf völlig gleichen Fufs mit den Preufsischen gesetzt, und mittelst gleich strenger Kontrolle wirklich erhoben, zugleich auch in keinem Falle durch zugestandene Rückvergütungen bei der Ausfuhr oder sonst an ihrer Wirkung geschwächt werden.

Art. V. Für jetzt und in Berücksichtigung der gegenwärtigen Industrie und sonstigen Verhältnisse des Amtes Volkenrode, versprechen Seine Herzogliche Durch-

laucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, 1829
hinsichtlich der dortigen Branntwein-, Bier- und Essig-Fabrikation, so wie auch unter den im Xten Artikel enthaltenen Modifikationen der Salzkonsumtion, die letztgedachten drei Bestimmungen des vorstehenden Artikels unmittelbar nach Auswechselung der Ratifikations-Urkunden des gegenwärtigen Vertrags zur Ausführung bringen zu lassen.

Art. VI. Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen gestatten, daſs die Königlichen Steuerbeamten durch Revision der in dem Amte Volkenrode befindlichen Branntweinbrennereien und Bier-, auch Essigbrauereien, so wie durch Einsicht der hierauf bezüglichen Hebe-Register und Kontrollen der Herzoglichen Hebe-Stellen, von der richtigen Ausführung der nach vorstehendem Artikel dort einzuführenden Preuſsischen Maisch- und Braumalzsteuer-Gesetze jederzeit persönlich nähere Ueberzeugung nehmen können. Die mit diesem Dienste in dem Amte Volkenrode beauftragten Steuerbeamten werden zwar von Seiner Majestät dem Könige von Preuſsen angestellt, besoldet und uniformirt; doch sollen sie für die Dauer ihrer Anstellung in dem Amte Volkenrode beiden Landesherren den erforderlichen Diensteid leisten, und das Königlich-Preuſsische und Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaische Wappen vereint auf der Kopfbedeckung tragen.

Art. VII. Der gesammte Ertrag der Maisch- und Braumalzsteuer in der Königlich-Preuſsischen Provinz Sachsen und dem Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Amte Volkenrode soll vermittelst einer nach der Seelenzahl jener Provinz und dieses Amtes aufzustellenden Antheilsberechnung zwischen beiden Regierungen in der Art zur Theilung kommen, daſs das Netto-Einkommen in beiden Gebietstheilen jährlich gegenseitig vorgelegt und nach der Volksmenge durch Vergütung der Minus in der einen oder der andern Klasse ausgeglichen werde.

Art. VIII. Die Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaische Regierung wird, ohne Zustimmung der Königlich-Preuſsischen Regierung, keine Vermehrung der Zahl der gegenwärtig im Amte Volkenrode bestehenden Branntweinbrennereien, so wie der Bier-, auch

1829 Essigbrauereien gestatten, es sei denn, dafs das Gut, auf welchem eine solche angelegt werden soll, mindestens einen Grundwerth von Funfzehn Tausend Thalern habe.

Art. IX. Von denjenigen Waaren, welche mit Attesten der Herzoglichen Schlofshauptmannschaft für die Hofhaltung Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Koburg-Gotha, eingehen, werden die Gefälle, so weit es durch die gedachten Atteste verlangt wird, nicht beim Eingange erhoben, sondern blofs notirt, und bei der nächsten Quartal-Erhebung des Antheils Seiner Herzoglichen Durchlaucht an den gesammt-Einkünften, statt baaren Geldes, in Zahlung angerechnet werden.

Art. X. Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha wollen eine Fabrikation von Spielkarten in Volkenrode nicht verstatten. Dagegen erklärt sich die Königlich-Preufsische Regierung bereit, eine dem Verbrauche von Volkenrode angemessene Quantität Karten, welche mit dem Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Kartenstempel versehen und mit den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Kammer-Attesten begleitet sind, aus dem Herzogthume Gotha über das Haupt-Zollamt Langensalza, nach vorausgegangener gehöriger Deklaration in den letzteren, frei nach Volkenrode eingehen zu lassen.

Auch will die Königlich-Preufsische Regierung gestatten, dafs der Salzbedarf für das Amt Volkenrode, wie solcher nach den Grundsätzen der Preufsischen Verwaltung für den Kopf zu bestimmen ist, abgabenfrei, jedoch unter angemessener Kontrolle, aus der neu angelegten Saline Bufsleben bei Gotha in das gedachte Amt eingeführt werde. Die Bestimmung der Kontrolle bleibt einer besonderen Verabredung vorbehalten, wobei man darauf sehen wird, dafs das Salz auf einem bestimmten Wege, in plombirten Säcken oder Tonnen, von gleichem Gewichte, nach dem Amte eingeführt werde.

Art. XI. Was die Befreiung des Ein- und Ausgangszolles auf diejenigen Fohlen betrifft, welche aus dem Amte Volkenrode auf die Herzoglichen Waldtriften und von da wieder zurückgebracht werden, so bleibt es bei der bisherigen Einrichtung.

Art. XII. Beide Landesherren werden in den zur 1829
Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen namentlich gestatten, dafs die Königlichen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen und, mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten, sich des Thatbestandes versichern. In sofern zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen in Antrag gebracht werden, sollen diese, sobald sie sich von der Zulässigkeit, den Unständen nach, überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten.

Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen alle entweder durch die Königlichen Zoll- und Steuerbeamten in dem Amte Volkenrode entdeckte, oder sonst zur Kenntnifs der Herzoglichen Behörden gelangende Verletzungen der in der Königlichen Zoll- und Verbrauchssteuer-Ordnung vom 26sten Mai 1818, desgleichen in der Ordnung zum Gesetz wegen Versteurung des inländischen Branntweins, Braumalzes u. s. w. vom 8ten Februar 1819 oder der in den spätern diese Gegenstände betreffenden Gesetzen enthaltenen Vorschriften von Ihren Gerichten, sofern solche, nach allgemeinen Grundsätzen, dazu kompetent sein werden, untersuchen, und nach Vorschrift der erwähnten Gesetze, welche Ihren Gerichten deshalb zur Beachtung zugefertigt und bei den Unterthanen des Herzoglichen Amtes Volkenrode, als publizirt und bekannt vorausgesetzt werden sollen, bestrafen lassen. Die Geldstrafen, auf welche die Herzoglichen Gerichte in solchen Fällen erkennen möchten, fallen dem Herzoglichen Fiskus, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, lediglich anheim.

Dagegen sichern Seine Majestät der König von Preufsen Seiner Herzoglichen Durchlaucht, dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha, für das Amt Volkenrode volle Erwiederung der im gegenwärtigen Artikel gemachten Zugestehungen in ähnlichen Fällen zu.

Art. XIII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages soll bis zum Schlusse des Jahres 1834 währen, und derselbe, falls in diesem Jahre keine Aufkündi-

1829 gung von der einen oder der anderen Seite erfolgt, stillschweigend auf anderweite sechs Jahre verlängert angesehen werden.

Art. XIV. Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zur Vollziehung gebracht werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten, mit Beidrückung ihres Siegels, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 4ten Juli 1829.

Albrecht Friedrich Eichhorn. Ludwig Heinrich v. L'Estocq.

(Gegenwärtiger Vertrag ist zu Berlin den 29sten August und zu Coburg den 12ten August 1829 ratifizirt worden).

23.

Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs, signé le 4 Juillet 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlich Preußischen Staaten* 1829. No. 15. pag. 111).

Seine Majetsät der König von Preußen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, haben in der Absicht, die Hindernisse möglichst zu beseitigen, welche vorzüglich durch örtliche Verhältnisse dem Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Unterthanen entgegenstehen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preußen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath, *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-

Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter Klasse des Grofsherzoglich-Hessischen Haus-Ordens; 1829

und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen Koburg-Gotha, Höchst-Ihren Flugel-Adjudanten und Major, Kammerherrn *Busso von Alvensleben*, Ritter des Königlich-Preufsischen St. Johanniter-Ordens und Inhaber der Herzoglich-Sachsen-Koburgischen Militair-Verdienst-Medaille; und

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath, *Ernst Habermann*;

von welchen Bevollmächtigten, mit Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag verabredet worden ist.

Art. 1. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen Koburg-Gotha, wollen eine Kunststrafse in der Richtung von Langensalza über Gotha, Ohrdruff, Zelle, von hier in einer zweifachen Richtung nach Benshausen und Suhl, von dem letztgenannten Orte über Schleusingen, Hildburghausen, Rodach, Koburg nach Lichtenfels, so weit solche durch Ihre Lande zu führen und nicht bereits vollendet ist, ein jeder kontrahirende Theil auf seinem Gebiete, in einen für Frachtfuhrwerke völlig brauchbaren Zustand herstellen und in solchem auch erhalten lassen.

Art. II. Wegen gleichförmiger Bestimmung der Chaussee-, Wege-, Brücken- und Pflastergelder auf den Strafsen, welche zur Unterhaltung des Verkehrs zwischen den Königlich-Preufsischen und Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen dienen, wird eine besondere Übereinkunft vorbehalten. In Absicht der Höhe des Chausseegeldes wird jetzo schon festgesetzt, dafs es auf keinen Fall die Sätze des Preufsischen Tarifs vom 28sten April 1828 übersteigen soll.

Art. III. Auf der im Art. I. bezeichneten Strafse soll das Chausseegeld nicht erhoben werden:

1. von Pferden und Maulthieren, welche den Hofhaltungen des Königlichen und des Herzoglichen Hauses, ingleichen den landesherrlichen Gestüten gehören;

2. von öffentlichen Beamten, ohne Unterschied, ob es Militair-, Civil-, oder kirchliche Beamten sind,

1829 auf Dienstreisen, wenn sie sich durch Freikarten ihrer vorgesetzten Behörden legitimiren, ingleichen von Offiziers zu Pferde und in Dienst-Uniform;

3. von Transporten, welche unmittelbar für Rechnung des Hofes oder der Regierung der kontrahirenden Theile geschehen.

Art. IV. Damit diese Kunststrafse auch für Handel und Verkehr möglichst frei benutzt werden könne, soll von allen von Langensalza und Lichtenfels, oder umgekehrt von Lichtenfels nach Langensalza durchgehenden Waaren ohne Unterschied, auf der ganzen Strecke von der Preufsisch-Gothaischen bis zur Baierisch-Koburgschen Grenze, vom 1sten Oktober. d. J. ab, keine Durchgangs-Abgabe, unter welchem Namen es auch sei, erhoben werden.

Art. V. Zwischen folgenden Preufsischen Landestheilen, als:

dem Landkreise Erfurt,
dem Kreise Schleusingen,
dem Kreise Ziegenrück

einerseits und sämmtlichen Koburg-Gothaischen Landen andererseits, soll vom 1sten Oktober d. J. ab dergestalt ein freierer gegenseitiger Verkehr bestehen, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jener Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art, überall in Rücksicht auf Eingangs- und Ausgangsabgaben den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einen Binnenzoll, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder unter einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

1. Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mit diesen Waaren, den, in dem Lande eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleiben.

2. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Das freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere, findet nur mit der Einschränkung Statt, dafs dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche

derjenigen gleich kommt, womit die eigenen inländi- 1829
schen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

Art. VI. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anlangt, sollen vom 1sten Oktober d. J. an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, dafs einerseits die Unterthanen der Herzoglichen Lande in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen genieſsen, welche den eigenen Preufsischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen alle die Vortheile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der gedachten Preufsischen Kreise nach Art. 4 und 5. in jenen Landen Anspruch machen können.

Art. VII. Zwischen den östlichen Preufsischen Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zollinie liegen und den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen soll das gegenseitige Verkehr vom 1sten Oktober d. J. an, in folgender Art erleichtert werden:

I. *Freien Eingang* in die östlichen Preufsischen Provinzen sollen haben, sofern es eigene Erzeugnisse der Koburg-Gothaischen Lande sind,

a. in *unbestimmter* Quantität, aufser denjenigen Gegenständen, welche nach der Preufsischen Verordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten Oktober 1827, jetzo keiner Abgabe unterworfen sind,
   1. Farbenerde aller Art (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 4. litt. f.)
   2. Flachs, Werg, Heede (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 8.)
   3. Sämereien und Beeren, mit Ausnahme von Anis und Kümmel,
      a. Oelsaat, als Hanfsaat, Leinsaat und Leindotter oder Döder, Mohnsaamen, Raps oder Rübsaat;
      b. Kleesaat und alle nicht namentlich im Tarif aufgeführten Sämereien (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 9. b. 2 und 3.)

1829 4. Kalk und Gips, gebrannter (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 16).
5. Thönerne Brunnenröhren.

b. In *bestimmter* Quantität für das Jahr:
1. grobe Siebmacherwaaren (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 4.) 100 Zentner.
2. gebleichtes Garn (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 22. b.) 150 Zentner.
3. Waid und Wau (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 5. g.) 600 Zentner.
4. Terpentin, Terpentinöl, Kiehnöl, auch Kiehnrus (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 5. p.) 600 Zentner.
5. Anis (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 9. b. 1.) 50 Z.
6. Grobe Böttcher- und Drechsler-Korbflechter-, Tischler- und alle rohe oder blofs gehobelte Holzwaaren, Wagner-Arbeiten und Maschinen von Holz (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 12. h. Anmerkung) 600 Zentner.
7. kurze grobe Waaren (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 20. a.) 300 Zentner.
8. Zwillich und Drillich (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 22 d.) 150 Zentner.

Wenn der Fall der Einfuhr der vorstehend genannten Waaren auch umgekehrt aus den östlichen Preufsischen Provinzen in die Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Lande vorkommen sollte, so sollen dieselben in gleicher Art, wie oben bestimmt worden ist, frei von Abgaben eingelassen werden.

II. Was den Durchgang betrifft, so sollen Erzeugnisse der Koburg-Gothaischen Lande, welche entweder nach der Verordnung vom 30sten Oktober 1827 dermalen keiner Eingangs-Abgabe unterliegen, jedoch mit Ausnahme von Wolle, rohen Häuten und Lumpen, oder für welche durch die vorangehende Bestimmung des Art. (I) der Eingang frei gegeben ist, auch frei von allen Land- und Wasser-Zöllen auf der Strafse von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden können. Für Waaren, bei welchen der freie Eingang nur auf eine bestimmte Quantität, zugelassen ist, findet die Befreiung von Durchgangs-Abgaben auch nur auf eine gleiche Quantität, wie der freie Eingang, statt.

Ferner wird den Herzoglichen Unterthanen von allen Waaren ohne Unterschied, ausländischen wie in-

ländischen, welche dieselben auf der Elbe über Magde- 1829
burg ausführen oder einführen, der Elbzoll eben so, wie dies dem inländischen Handel zugestanden ist, völligerlassen.

III. Wenn, aufser den unter I. und II. gemachten Zugeständnissen, wegen irgend eines Gegenstandes von einem der kontrahirenden Theile für die Unterthanen eines dritten Staates aufser dem Falle besonderer Handels-Verträge, günstigere Bestimmungen getroffen werden, als im allgemeinen Tarif sich vorfinden, so sollen dieselben auch den Unterthanen des andern kontrahirenden Theils zu Statten kommen. Dagegen wird keiner der kontrahirenden Theile irgend ein Erzeugnifs der Natur oder des Gewerbfleifses aus den Landen des andern kontrahirenden Theils mit einer höheren Abgabe belegen, als in dem allgemeinen Tarif dafür festgesetzt ist.

Art. VIII. Vom 1sten Oktober d. J. an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich Preufsischen und Herzoglich-Koburg-Gothaischen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbtreibenden gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

Art. IX. So weit es bei dem Inhalte der Art. IV.-VIII. für Erleichterung des Grenz-Verkehrs noch eigener Anordnungen bedarf, bleibt diese der besonderen Verabredung der betreffenden Verwaltungs-Behörden, innerhalb der gesetzlich bestehenden Grundsätze, vorbehalten.

Dies gilt auch wegen der Art und Weise der Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, von welchen die Waaren-Sendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die in vorstehenden Artikeln zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen.

Art. X. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle an Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, wollen sich beide kontrahirende Theile gegenseitig unterstützen. Insbesondere wollen Seine

1829 Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, gestatten, dafs die Preufsischen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in das Gothaische verfolgen und sich mit Zuziehung der Ortsobrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung Gothaischer Gefälle den Gothaischen Beamten eine gleiche Befugnifs in dem Preufsischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die beiderseitigen Behörden den für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden Requisitionen unverzüglich nachkommen und auf desfallsigen Antrag die von Unterthanen des einen hohen kontrahirenden Theils gegen die Zollgesetze des andern Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen wären.

Art. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum 31sten Dezember 1834 festgesetzt, und wenn derselbe in den drei Monathen des letzten Jahres von der einen oder der andern Seite nicht aufgekündigt werden sollte, so wird er auf fernere drei Jahre, und sofort stets auf drei Jahre, als verlängert angesehen.

Art. XII. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikationsurkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen.

So geschehen Berlin, den 4ten Juli 1829.

Albrecht Friedr. Eichhorn.
Busso von Alvensleben.
Ernst Habermann.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 29sten August c. und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha am 28sten August c. ratifizirt worden).

24.

Conventions conclues entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach d'une part et la Saxe royale, le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Altenbourg, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la principauté de Reuſs-Plauen et de Reuſs-Géra de l'autre part, concernant les délits forestiers et de chasse; publiées à Weimar le 9 Juillet 1829.

1829

(*Groſsherzoglich S. Weimar-Eisenachsches Regierungsblatt.* No 17. den 24. Juli 1829).

Auf Antrag des getreuen Landtages und mit gnädigster Genehmigung Sr. Königlichen Hoheit des Groſsherzogs, sind zwischen der unterzeichneten Groſsherzoglichen Landesregierung und mehreren Oberbehörden der benachbarten Lande, nämlich:

1. der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden,
2. dem Herzoglich Sächsischen Justizkollegium zu Koburg,
3. dem Herzoglich Sächsischen Justizkollegium zu Gotha,
4. der Herzoglich Sächsischen Landesregierung zu Altenburg,
5. der Fürstlich Schwarzburg'schen Regierung zu Rudolstadt,
6. der Fürstlich Schwarzburg'schen Regierung zu Arnstadt,
7. der Fürstlich Reuſs-Plauischen Regierung zu Greiz, und

1829 8. der Fürstlich Reufs-Plauischen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Regierung zu Gera,

wegen gegenseitiger Stellung der Forstverbrecher vor das Gericht der begangenen That, Konventionen abgeschlossen worden.

Die zwischen der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden und der unterzeichneten Grofsherzoglichen Landesregierung diesfalls getroffene Uebereinkunft lautet folgender Gestalt:

§. 1. Wenn sich der Fall ereignet, dafs ein Königlich Sächsischer Unterthan in dem zum Grofsherzogthume Weimar gehörigen Territorium, oder ein Grofsherzoglich Weimarscher Unterthan im Königlich Sächsischen Gebiete ein Jagdverbrechen, innerhalb oder aufserhalb des Waldes verüben, oder auf unstreitigem Wald-Grunde und Boden, es mag derselbe im landesherrlichen oder Privat-Eigenthume sich befinden, eines Vergehens durch Holzentwendung, Beschädigung der Hölzer, Grasen, Hüthen, Moosscharren und Streureifsen sich schuldig machen sollte, so soll ein solcher, es sey eine Pfändung erfolgt oder nicht, gehalten seyn, sich auf die an ihn ergehende Ladung, in welcher er, nach der bei der vorladenden Behörde geltenden gesetzlichen Vorschrift, mit Einräumung einer blofs vierzehntägigen Frist zu citiren ist, vor dem Amte oder dem Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit er sich des Verbrechens schuldig gemacht hat, zu stellen, und es sollen daselbst die begangenen Jagd- und Waldfrevel sowohl, als die bei Gelegenheit derselben, und uno actu continuo mit diesen begangenen anderen Excesse, z. B. Widersetzlichkeit bei der Pfändung, untersucht und bestraft werden.

§. 2. Damit dergleichen Verbrechen, besonders Holzdeuben, desto leichter entdeckt werden können, so soll den Forstbedienten oder den bestohlenen Eigenthümern nachgelassen bleiben, lediglich auf Anmelden bei den Dorfgerichten, oder wenn der Verbrecher an dem Orte sich befindet, an welchem die Amts- oder Gerichts-Expedition wesentlich ist, und der Beamte oder Justitiar wohnt, auf Anmelden beim Amte oder Gerichtsverwalter, ohne besondere Requisition, jedoch unter Theilnahme wenigstens einer verpflichteten Gerichtsperson, Haussuchung zu thun.

§. 3. Die Insinuation der an den Verbrecher zu 1829
erlassenden Citation, soll ohne besondere Requisition, nur gegen Vorzeigung der schriftlichen offenen Ladung, bei demjenigen Amte oder Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit der Verbrecher wohnt, und auf mündliche Meldung, dafs solche insinuirt werden solle, gestattet, und dieses auf der Citation angemerkt werden. Der stellende Richter des Wohnorts hat von etwa früher vorgekommener Bestrafung des zu Stellenden das Gericht der begangenen That zu benachrichtigen.

§. 4. Was die Bestrafung der Verbrecher betrifft, so sollen zwar die im Königreiche Sachsen sich vergehenden Grofsherzoglich Sächsischen Unterthanen, nach den Königlich Sächsischen Landesgesetzen, und die Königlich Sächsischen Unterthanen, welche im Grofsherzogthume Sachsen Forst- oder Jagdverbrechen begehen, nach den dortigen Gesetzen, in der Regel bestraft werden; es soll jedoch bei einer etwa Statt findenden bedeutenden Verschiedenheit der in beiden Landen auf demselben Vergehen stehenden Strafen, da, wo die härtere Strafe eintritt, ein angemessenes Verzeichnifs zu der gelindern Strafe, welche den Verbrecher bei gleichem Vergehen nach den Gesetzen seines Wohnortes getroffen hätte, beobachtet werden.

§. 5. Nach beendigter Untersuchung wider die Forst- und Jagdverbrecher und sofort nach Eingang der deshalb mit Beifügung des konstituirten Liquid zu erlassenden Requisition, resp. zu Einbringung der Strafe, in sofern solche in Geld besteht, des Ersatzes und der Kosten, soll mit schleunigster Execution verfahren und Strafe, Ersatz und Kostenbetrag an das forum delicti commissi abgegeben werden; die Verbrecher aber, welche mit anderen als Geldstrafen belegt werden, sollen gehalten seyn, zu deren Verbüfsung auf die unmittelbar, jedoch mit Beobachtung der §. 3. vorgeschriebenen Anzeige und Meldung, an sie erlassene Aufforderung des Richters, der die Untersuchung geführt hat, ad forum delicti commissi sich zu stellen.

§. 6. Es soll auch, wenn praevia causae cognitione sich ergiebt, dafs der Verbrecher etwas nicht im Vermögen habe, von dem requirirten Richter ein gewöhnliches Attestat deshalb ertheilt, und in Ansehung

1829 der Einbringung der Kosten von Unvermögenden überhaupt, eine gröfsere Strenge, als gegen die eigenen Unterthanen beobachtet zu werden pflegt, von der requirirenden auswärtigen Behörde nicht verlangt, auch sollen die Obrigkeiten der Forst- und Jagdverbrecher nicht durch Requisitionen um executivische Beitreibung ohne Noth behelliget, und dadurch die Kosten nicht fruchtlos gehäuft werden.

§. 7. Hiernächst soll den beiderseitigen Forstbedienten zur Pflicht gemacht werden, diejenigen Verbrecher, die sie bei Verrichtungen auf ihrem Reviere in dies- oder jenseitigen Waldungen über Begehung von Wald- oder Jagdfreveln betreten dürften, bei dem Richter, unter dessen Jurisdiktion die Waldung gelegen ist, anzuzeigen.

§. 8. Diese Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseitigen Publikation an in Kraft treten, und auf die nächstfolgenden zehen Jahre mit stillschweigender Verlängerung bis zur erfolgenden Aufkündigung, welche sodann jedem der hohen kontrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht, gelten.

Die zwischen unterzeichneter Landesregierung und den oben unter 2 bis 8 aufgeführten Oberbehörden bezüglich auf die Bezirke derselben, zu Stande gekommenen Konventionen stimmen unter einander völlig überein, und sind mit Ausnahme einiger Zusätze und Modifikationen, gleichen Inhalts, wie die vorstehend abgedruckte Uebereinkunft mit der Landesregierung zu Dresden.

Diese Zusätze und Modifikationen sind folgende:

im §. 1. ist, nach den Worten: "und Streureissen", noch eingeschaltet:

"oder auf sonstige Weise, nach Maafsgabe der an dem Orte der begangenen That diesfalls bestehenden Gesetzgebung";

im §. 4 ist am Schlusse beigefügt:

"Uebrigens ist bei Untersuchungen von Forst- und Jagdvergehen möglichst summarisch zu verfahren und nach den, in jedem Lande bestehenden Vorschriften für Rügesachen zu sportuliren, nach den sonst gewöhnlichen Sportel-Normen für Untersuchungssachen aber erst dann zu liquidiren, wenn das vorliegende Vergehen ausnahmsweise mit Zuchthausstrafe zu ahnden ist";

im §. 5. heifst es noch am Schlusse: 1829
"Sobald sich jedoch eine Realcitation nöthig macht, so ist solche nicht anders, als durch die hierzu requirirte ordentliche Obrigkeit vorzunehmen";
im §. 7. fallen die Worte:
"bei dem Richter, unter dessen Jurisdiktion die Waldung gelegen ist,"
aus und es heifst statt dessen:
"bei der betreffenden Behörde".

Auf höchsten Befehl Sr. Königlichen Hoheit, des Grofsherzogs, wird der Inhalt dieser, auf das ganze Grofsherzogthum sich erstreckenden Konventionen zu Jedermanns Nachricht und Nachachtung, insonderheit zur genauen Befolgung von Seiten der Justiz-Unterbehörden, hiermit zur öffentlichen Kunde gebracht.

Weimar, den 9ten Juli 1829.

Grofsherzoglich Sächsische Landesregierung.

VON MÜLLER.

Convention de cartel conclu entre l'Autriche et le grand-duché de Bade le 30 *Juillet* 1829.

(*Grofsherzoglich-Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* 1830. No 4. pag. 21).

Der Unterzeichnete, Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Baden General-Lieutenant und General-Adjutant, aufserordentlicher Gesandte und bevollmächtigter Minister am Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofe, ist von dem Grofsherzoge, seinem allergnädigsten Herrn, ermächtigt, Seiner Durchlaucht dem Herrn Fürsten von Metternich-Winneburg, Seiner Kaiserlich-Königlich-Apostolischen Majestät wirklichen Kämmerer, geheimen Rath, Staats- und Conferenz-Minister, dann Haus-Hof- und Staats-Kanzler, in Folge der zwischen beiden hohen Höfen zur Befestigung der zwischen Ihnen glücklich bestehenden Freundschaftsverhältnisse, und zur Beförde-

1829 rung des Vortheils der respectiven Staaten verabredeten gegenseitigen Auslieferung der Deserteurs, nachfolgende Artikel unter der Bedingung einer ganz gleichmäfsigen Beobachtung von Seiten des Kaiserthums Österreich förmlich zuzugestehen, und hiemit als festgesetzt zu bestätigen, und zwar:

Art. I. Alle Civil- und Militär-Behörden der hohen Kontrahenten, besonders aber die Kommandanten der den Grenzen zunächst befindlichen Militairposten sollen angewiesen werden, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dafs kein Deserteur von den Truppen des einen kontrahirenden Theils die Grenzen der Staaten des andern Theiles überschreiten, noch in selben Schutz und Zuflucht finden könne.

Art. II. Diesem zufolge sollen alle und jede in der Kavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Fuhrwesen oder irgend einem andern Zweige der Truppen des einen kontrahirenden Theiles dienenden Militair-Personen, ingleichen die Fourierschützen der Offiziere, welche das Gebiet des andern kontrahirenden Theiles betreten, oder sich auf demselben befinden würden, ohne mit einem Passe, oder einer militärischen Ordre in guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf der Stelle angehalten werden, und soll deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, oder was man sonst bei ihnen finden möchte, oder sie zur Zeit der Entweichung mit sich genommen und anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnten, auch dann erfolgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigens reklamirt werden sollte.

Wäre ein solcher Deserteur früher von den Truppen eines andern Souverains, oder eines andern Staates, zwischen welchem und einem der jetzt kontrahirenden Theile ein Cartel besteht, entwichen, so ist dieser Deserteur nichtsdestoweniger an diejenigen Truppen zurückzustellen, von welchen er zuletzt entwichen ist. Alles dieses soll gleicher Gestalt in dem Falle Statt finden, wo die Desertion von den Truppen des einen kontrahirenden Theiles zu denen des andern, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befänden, erfolgen sollte.

Art. III. Sollte es ungeachtet aller Vorsichtsmaafsregeln einem Deserteur gelingen, sich in die Staaten eines der hohen Kontrahenten heimlich einzu-

schleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch 1829
Verkleidung, oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt, oder einem Dorfe dieses Staates ansäfsig gemacht hätte, nichtsdestoweniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt, oder durch die Behörden des Staates, aus welchem er entwichen ist, reklamirt wird.

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die Deserteurs von den Truppen des einen Staates, welche geborne Unterthanen des andern sind, in sofern sie nicht früher in demjenigen Staate, aus dessen Diensten sie desertirt, auf gesetzliche Art Staatsbürger geworden wären, indem man sich gegenseitig dahin einverstanden hat, dafs kein Theil verbunden sein soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen des andern Staates gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

Gleichwohl sind alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Armatur- und Equipagenstücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bei den Pferden, nach den Bestimmungen des Art. V. und des allenfallsigen Boten- oder Fuhrlohns bei den Equipage- und Armaturstücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurükzugeben, in deren Ermanglung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werth gleichfalls aus dem bereitesten Vermögen des Deserteurs, in sofern er eines besitzt, zu leisten.

Art. V. Die Verpflegung der Deserteurs von dem Augenblicke ihrer Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, wird täglich auf 4 Kreuzer Konventions-Münze im 20 fl. Fufse, oder 4 $\frac{4}{7}$tel Kreuzer im 24 fl. Fufse und 1 $\frac{3}{4}$tel Pfund Brod österreichischen, oder 2 Pfund Frankfurter Gewichts, die Ration aber auf 6 Pfund Hafer österreichischen, oder 8 Pfund Frankfurter Gewichts, 8 Pfund Heu österreichischen, oder 10 Pfund Frankfurter Gewichts, und 3 Pfund Stroh österreichischen, oder 4 Pfund Frankfurter Gewichts, festgesetzt. Die Vergütung des diesfallsigen Kostenbetrags hat von der übernehmenden Behörde,

1829 bei der Uebergabe der Deserteurs und der Pferde in klingender Silber-Münze, und hinsichtlich der Naturalien mit Inbegriff des Brodes, nach den an dem Orte der Auslieferung laufenden Marktpreisen zu geschehen.

Der Tag der Ergreifung des Deserteurs als Termin, von welchem die Verpflegung zu berechnen kommt, soll durch das von der ergreifenden Behörde aufgenommene Konstitut, welches zugleich das Nationale des ergriffenen Deserteurs möglichst genau enthalten muſs, ausgewiesen werden.

Die von einem Deserteur kontrahirten Schulden können in keinem Falle die Auslieferung verhindern oder verzögern, und kann von deren Bezahlung, oder Vergütung von Seiten des reklamirenden Staates nicht die Rede seyn: wogegen aber den etwaigen Gläubigern eines Deserteurs die Geltendmachung ihrer Forderungen gegen denselben, in soferne er ein Privat-Vermögen besitzt, im gehörigen Rechtswege vorbehalten bleibt.

Art. VI. Demjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt, oder einbringt, wird gegenseitig eine Belohnung im Gelde (Taglia) zugestanden, nämlich für einen Mann zu Fuſs 8 fl. Konventions-Münze nach dem 20 fl. Fuſse, oder 9 fl. 36 kr. nach dem 24 fl. Fuſse, für einen Kavalleristen mit dem Pferde aber 12 fl. im 20fl. Fuſse, oder 14 fl. 24 kr. im 24 fl. Fuſse, wohlverstanden, daſs die Kosten des Bewachens und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Doch soll die Belohnung für die bloſse Anzeige eines Deserteurs nur in dem Falle Statt finden, wenn sie die wirkliche Ergreifung desselben zur Folge gehabt hat; auch, wenn der Deserteur an dem durch die Parthei, von welcher er desertirt ist, angezeigten Orte arretirt, und nicht durch einen Unterthan des andern Staates eingebracht wird, die Belohnung im Gelde (Taglia) nicht Statt finden.

Auſser den Verpflegungskosten und der Taglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, daſs der Deserteur aus Unwissenheit schon bei den Truppen der Regierung, die ihn zurückzustellen hat, in Dienst genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird, so

wie der Deserteur dem Korps, dem er angehört, in 1829
Gemäfsheit des zweiten Artikels zurückgestellt.

Sollten sich über den genäueren Verhalt einer bei der Requisition eines Desertenrs angegebenen Thatsache Zweifel ergeben, so sollen diese keinesweges zum Vorwande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu verweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird von den Militair- und Civil-Behörden ein Protokoll aufgenommen, und dieses sogleich mit dem Deserteur eingeschickt, eine Abschrift davon aber derjenigen Regierung, an welche die Auslieferung zu geschehen hat, mitgetheilt werden; mit der Bestrafung des Deserteurs wird indessen bis zur vollständigen Aufklärung des Zweifels inne gehalten.

Art. VII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, wird hiermit festgesetzt, dafs alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen, und den dortigen Gesetzen gemäfs zu bestrafen seyen.

Hätte ein Deserteur in dem andern Lande ein grobes Verbrechen, z. B. Mord, Raub, oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnifsstrafe steht, so fällt die Auslieferung weg.

Hat derselbe ein minderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung, oder im Gefängnifs gewesen ist, werden keine Unterhaltskosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Auslieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungs-Akten, entweder im Original, oder auszugsweise, und in beglaubigter Abschrift übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sey, oder nicht.

Ein Pferd oder andere Effekten, welche ein solcher Deserteur mitgenommen, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

Art. VIII. Für den Fall einer Auslieferung von Deserteurs, so wie einer zugleich zu bewerkstelligenden Zurückgabe von Effekten und Pferden sollen von Seiten Badens die Oesterreichischen Deserteurs in Bre-

1829 genz und Mainz abgeliefert, die Badischen Deserteurs aber in Konstanz und Mannheim übernommen werden.

Der ausliefernde Kommandant stellt seinerseits dem übernehmenden Kommandanten eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der oben in den Artikeln V. und VI. festgesetzten Kosten und Auslagen aus, wogegen ihm dieser Letztere für den überlieferten Deserteur eine Bescheinigung, welche im Falle der Zurückgabe von Effekten und Pferden auf dieselben auszudehnen ist, übergiebt.

Art. IX. Gleicherweise sollen die Dienstleute der Offiziere des einen Staates, welche nicht wie die im Art. II. benannten Fourierschützen, zum Militair-Etat gehören, oder bei den Regimentern wirklich in den Listen geführt werden, wenn sie nach einem begangenen Verbrechen bei den Truppen des andern Staates Dienste nehmen, oder auf dessen Gebiet entweichen, nebst den etwa mitgenommenen Pferden und Effekten, gegen Vergütung der im Art. V. bestimmten Verpflegungskosten, auf vorgängige Reklamation ausgeliefert werden.

Art. X. Ein jeder Offizier der Truppen des einen Staates, welcher sich beigehen lassen würde, durch List oder Gewalt ein zu dem Militairdienste des andern Staates gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten, oder anzuwerben, oder einen Deserteur wissentlich anzunehmen, und beizubehalten, oder zu seiner Verhehlung beizutragen, und seine Entweichung zu befördern, oder ihn nach weiter rückwärts liegenden Provinzen zu schaffen, soll mit zweimonatlichem Arreste bestraft, und jedes andere Individuum, welches sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, nach seinem Stande zu einer körperlichen oder Geldstrafe verurtheilt werden.

Art. XI. Allen Unterthanen der kontrahirenden Theile soll untersagt werden, den Deserteurs von den gegenseitigen Truppen irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungstücken, Pferde, Waffen oder dergleichen abzukaufen.

Diese Effekten sind überall, wo man sie findet, als gestohlenes Gut wegzunehmen, und dem Regimente oder Korps zurückzustellen, von welchem der Deserteur entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft

hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, 1829
und wenn sie nicht in Natura wieder gefunden werden, so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer Münze zu erstatten, auch wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur gekauft habe, noch aufserdem wegen Uebertretung des Verbotes einer den Gesetzen gemäfsen Strafe zu unterliegen.

Art. XII. Alle, rücksichtlich der Auslieferung der Deserteurs festgesetzten Bestimmungen werden hiermit ausdrücklich auf die flüchtigen Militairpflichtigen ausgedehnt, und, soweit sie auf die Letzteren anwendbar sind, vorkommenden Falls in Vollzug gesetzt. In dieser Beziehung werden die gesicherten Einleitungen getroffen werden, damit

1. die an der Grenze des einen Staates ohne legale Bewilligung und vorschriftsmäfsigen Pafs erscheinenden, nicht zum Militair gehörigen männlichen Unterthanen des andern Staates, ohne weiters zurück in ihr Vaterland gewiesen werden.
2. Sollen die mit legalen Bewilligungen und vorschriftsmäfsigen Pässen in dem Gebiete des andern Staates befindlichen Unterthanen, wenn sie zur Militairdienstleistung in der Linie, Reserve, oder Landwehr die Bestimmung erhalten, auf die vorgängige Reklamirung ihrer vorgesetzten Behörden in ihr Vaterland zurückgeschickt, so wie
3. die Unterthanen des einen Staates, welche sich darüber nicht genügend ausweisen können, dafs sie in ihrem Vaterlande der Militärpflicht nicht mehr unterliegen, zu keiner Art der Militärdienstleistung in dem andern Staate angeworben werden.

Auch versprechen Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog ausdrücklich, allen Ihren Behörden, die es angeht, deshalb die nöthigen Befehle zu ertheilen, den ergangenen Reklamationen in solchen Fällen auf das schleunigste zu entsprechen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche sich eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, so wie auch diejenigen Ihrer Unterthanen, welche die Pafslosen oder Reklamirten bei sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. XIII. Gegenwärtige Uebereinkunft soll für die Zukunft immer von fünf zu fünf Jahren in so lange

1829 fortgesetzt angesehen werden, bis nicht vor jemahligem Ablauf dieser Frist von einem oder dem andern kontrahirenden Theile eine entgegengesetzte Aeufserung erfolgt.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dafs in dem Falle, wenn in der Folge allgemeine Cartels-Vorschriften für sämmtliche Deutsche Bundes-Staaten zu Stande kommen sollten, diese auch statt der gegenwärtigen Uebereinkunft zu gelten haben, und dadurch deren Stipulationen als erloschen zu betrachten seyn werden, es wäre denn, dafs man sich über die Beobachtung einzelner, den allgemeinen Vorschriften nicht widersprechenden Stipulationen nachträglich vereinige.

Art. XIV. Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog werden die in gegenwärtiger Erklärung enthaltenen Punkte förmlich ratificiren, damit diese Ratifikation binnen 8 Wochen vom Tage der Unterzeichnung, oder wo möglich noch früher, gegen jene Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät ausgewechselt werde. Nach erfolgter Ratifikationsauswechslung soll diese Uebereinkunft, damit Niemand sich diesfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne, in den beiderseitigen Staaten auf die gewöhnliche Weise zur öffentlichen Kenntnifs gebracht, und zugleich auch allen Unterthanen, insbesondere aber allen Militär- und Civilbeamten und andern Vorgesetzten befohlen werden, darauf zu halten, dafs dieselbe nach ihrem vollen Umfange und Inhalte vollzogen werde.

Urkund dessen ist gegenwärtige Erklärung von mir dem Grofsherzoglich Badischen General-Lieutenant, aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister eigenhändig unterschrieben, und mit meinem Siegel bekräftigt worden, um gegen eine ganz gleichförmige Erklärung Seiner Durchlaucht des Kaiserlich Königlichen Herrn Haus-, Hof-, und Staats-Kanzlers, Fürsten von Metternich, Namens seines Hofes, ausgewechselt zu werden.

So geschehen Wien den 30ten Juli 1829.

(L. S.) *Freiherr* von Tettenborn.

(Cette convention a été ratifiée et les ratifications ont été échangées le 6 Décembre 1829.)

26.

Traité de paix entre la Russie et Porte Ottomane signé à Andrinople le $\frac{2}{14}$ Septembre 1829.

1829

(*Journal de Francfort* 1829. No. 293).

Au nom du Tout-Puissant.

Sa Majesté Impériale le très-haut et très-puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies et Sa Hautesse le très-haut et très-puissant Empereur des Ottomans, animés d'un égal désir de mettre un terme aux calamités de la guerre et de rétablir sur des bases solides et immuables la paix, l'amitié et la bonne harmonie entre leurs empires, ont résolu d'un commun accord de confier cette oeuvre salutaire aux soins et à la direction de leurs plénipotentiaires respectifs, c'est-à-dire S. M. I. de toutes les Russies au très-illustre et très-excellent comte Diebitsch etc. etc. lequel, en vertu des pleins-pouvoirs suprêmes, dont il est muni, a délégué et nommé comme plénipotentiaire de la part de la cour impériale de Russie, les très-excellens et très-honorables comte Alexis Orloff etc., et comte Frédéric Pahlen, et S. M. l'Empereur des Ottomans, les très-excellens et très-honorables Méhemmed Sadick-Effendi, actuel Grand-Defterdar de la S. Porte Ottomane, et Abdul Kadir-Bey, Cazi Asker d'Anatolie, lesquels s'étant assemblés en la ville d'Andrinople, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. Ier. Toute inimitié et tout différend, qui ont subsisté jusqu'à présent entre les deux empires cesseront à dater de ce jour, tant sur terre que sur mer, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans, leurs héritiers et successeurs au trône, ainsi qu'entre leurs empires. Les deux hautes parties contractantes apporteront une attention particulière à prévenir tout ce qui pourroit faire renaître la mésintelligence entre leurs sujets respectifs. Elles rempliront

1829 scrupuleusement toutes les conditions du présent traité de paix, et veilleront de même à ce qu'il n'y soit contrevenu d'aucune manière directe ou indirecte.

ART. II. S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, voulant donner à S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans un témoignage de la sincérité de ses dispositions amicales, restitue à la S. P. la principauté de Moldavie avec les limites qu'elle avoit avant le commencement de la guerre, à laquelle le présent traité vient de mettre un terme. S. M. I. restitue également la principauté de Valachie, le banat de Crajova sans exception quelconque, la Bulgarie et le pays de Dobridgé depuis le Danube jusqu'à la mer, avec Silistrie, Hirsova, Matchin, Isaktscha, Toultscha, Babadag, Bazardschick, Varna, Pravody et autres villes, bourgs et villages qu'il renferme, toute l'étendue du Balkan depuis Eminé-Bournou jusqu'à Kasar, et tout le pays depuis les Balkans jusqu'à la mer Noire, avec Slimna, Tschamboly, Aida, Karnabat, Missemiria, Okhioly, Burgas, Sizépolis, Kirk-Klissi, la ville d'Andrinople, Lulé-Burgas et enfin toutes les villes, bourgs et villages, et en général tous les endroits que les troupes russes ont occupés en Romélie.

ART. III. Le Pruth continuera à former la limite des deux empires, du point où cette rivière touche le territoire de la Moldavie jusqu'à son confluent avec le Danube. De cet endroit la ligne des frontières suivra le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de St.-Georges, de sorte qu'en laissant toutes les isles formées par les différens bras de ce fleuve en possession de la Russie, la rive droite en restera comme par le passé à la Porte Ottomane. Il est convenu néanmoins que cette rive droite, à partir du point où le bras de St.-Georges se sépare de celui de Souliné, demeurera inhabitée à la distance de deux heures de ce fleuve et qu'il n'y sera formé d'établissement d'aucune espèce, et que de même sur les isles qui resteront en possession de la cour de Russie, à l'exception des quarantaines qui y seront établies, il ne sera permis d'y faire aucun autre établissement, ni fortification. Les bâtimens marchands des deux puissances auront la faculté de naviguer sur le Danube, dans tout son cours, et ceux portant le pavillon Ottoman pourront entrer librement dans les embouchures de Vili et de Souliné, celle

de Saint-Georges demeurera commune aux pavillons 1829
de guerre et marchands des deux puissances contractantes. Mais les vaisseaux de guerre russes ne pourront, en remontant le Danube, dépasser l'endroit de sa jonction avec le Pruth.

ART. IV. La Géorgie, l'Iméritie, la Mingrélie, le Gouriel et plusieurs autres provinces du Caucase se trouvant réunies depuis de longues années et à perpétuité à l'Empire de Russie, et cet Empire ayant en outre par le traité conclu avec la Perse à Touramantchai, le 10 février 1828, acquis les Khanats d'Erivan et de Nakhitchévan, les deux hautes puissances contractantes ont reconnu la nécessité d'établir entre leurs états respectifs, sur toute cette ligne, une frontière bien déterminée et propre à prévenir toute discussion future. Elles ont pris également en considération les moyens propres à opposer des obstacles insurmontables aux incursions et aux brigandages qu'avoient exercés jusqu'ici les peuplades limitrophes, et qui ont si souvent compromis les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux Empires. En conséquence il a été convenu de reconnoître désormais pour frontière entre les états de la cour impériale de Russie et ceux de la Sublime Porte Ottomane en Asie, la ligne qui, en suivant la limite actuelle du Gouriel, depuis la mer Noire, remonte jusqu'à la limite de l'Iméritie et de là dans la direction la plus droite jusqu'au point de réunion des frontières des pachaliks d'Akhaltzik et de Kars avec celles de la Géorgie, laissant de cette manière au Nord et en dedans de cette ligne, la ville d'Akhaltzik et le fort d'Akhalkalaki, à une distance qui ne seroit pas moindre de deux heures. Tous les pays situés au sud et à l'ouest de cette ligne de démarcation vers les pachaliks de Kars et de Trébisonde, avec la majeure partie du pachalik d'Akhaltzik, resteront à perpétuité sous la domination de la Sublime Porte, tandis que ceux qui sont situés au Nord et à l'Est de la dite ligne vers la Géorgie, l'Iméritie et le Gouriel, aussi bien que tout le littoral de la mer Noire, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au port de St.-Nicolas inclusivement, demeureront à perpétuité sous la domination de l'Empire de Russie. En conséquence la cour impériale de Russie rend et restitue à la Sublime Porte le restant du pachalik d'Akhaltzik, la ville et le pachalik de Kars,

1829 la ville et le pachalik de Bayazid, la ville et le pachalik d'Erzerum, ainsi que tous les endroits occupés par les troupes russes, et qui se trouvent hors de la ligne ci-dessus indiquée.

ART. V. Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par suite d'une capitulation, placées sous la suzéraineté de la Sublime Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leurs capitulations, soit par les traités conclus entre les deux Empires, ou par les hatti-chérifs émanés en divers tems. En conséquence elles jouiront du libre exercice de leur culte, d'une sûreté parfaite, d'une administration nationale indépendante et d'une pleine liberté de commerce, les clauses additionnelles aux stipulations antécédentes, jugées nécessaires pour assurer à ces deux provinces la jouissance de leurs droits, sont consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité.

ART. VI. Les circonstances survenues depuis la conclusion de la convention d'Ackerman, n'ayant pas permis à la Sublime Porte de s'occuper immédiatement de la mise à exécution des clauses de l'acte séparé, relatif à la Servie et annexé à l'article V de la dite convention, elle s'engage de la manière la plus solennelle à les remplir sans le moindre délai et avec la plus scrupuleuse exactitude, et à procéder nommément à la restitution immédiate des six districts détachés de la Servie, de manière à assurer pour toujours la tranquillité et le bien-être de cette nation fidèle et soumise. Le Firman revêtu du hatti-chérif qui ordonnera l'exécution des susdites clauses, sera délivré et officiellement communiqué à la cour impériale de Russie, dans le terme d'un mois, à dater de la signature du présent traité de paix.

ART. VII. Les sujets russes jouiront dans toute l'étendue de l'empire ottoman, tant sur terre que sur mer, de la pleine et entière liberté de commerce que leur assurent les traités, conclus antérieurement entre les deux hautes puissances contractantes. Il ne sera porté aucune atteinte à cette liberté de commerce, et elle ne pourra être gênée dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, par une prohibition ou restriction quelconque,

ni par suite d'aucun règlement ou mesure soit d'administration soit de législation intérieure. Les sujets, bâtimens et marchandises russes seront à l'abri de toute violence et de toute chicane: les premiers demeureront sous la juridiction et police exclusive du ministre et des consuls de Russie, les bâtimens russes ne seront jamais soumis à aucune visite de bord quelconque de la part des autorités ottomanes, ni en pleine mer, ni dans aucun des ports ou rades soumis à la domination de la S. Porte, et toute marchandise ou denrée appartenant à un sujet russe, après avoir acquitté les droits de douane réglés par les tarifs, pourra être librement vendue, déposée à terre dans les magasins du propriétaire ou consignataire, ou bien transportée sur un autre bâtiment, de quelque nation que ce puisse être, sans que le sujet russe ait besoin dans ce cas d'en donner avis aux autorités locales et encore moins de leur en demander la permission. Il est expressément convenu que les blés provenant de Russie jouiront de ces mêmes privilèges, et que leur libre transit ne souffrira jamais et sous aucun prétexte la moindre difficulté ou empêchement. La S. Porte s'engage en outre à veiller soigneusement à ce que le commerce et la navigation de la mer Noire en particulier, ne puissent éprouver aucune entrave de quelque nature que ce soit. A cet effet, elle reconnoît et déclare le passage du canal de Constantinople et du détroit des Dardanelles entièrement libre et ouvert aux bâtimens russes sous pavillon marchand, chargés ou sur lest, soit qu'ils viennent de la mer Noire pour entrer dans la Méditerranée, soit que venant de la Méditerranée ils veuillent entrer dans la mer Noire. Ces navires, pourvû qu'ils soient des bâtimens marchands, de quelque grandeur et de quelque portée qu'ils puissent être, ne seront exposés à aucun empêchement, ou vexation quelconque ainsi qu'il a été réglé ci-dessus. Les deux cours s'entendront sur les moyens les plus propres à prévenir tout retard dans la délivrance des expéditions nécessaires. En vertu du même principe le passage du canal de Constantinople et du détroit des Dardanelles est déclaré libre et ouvert à tous les bâtimens marchands des puissances qui se trouvent en état de paix avecla Sublime Porte, soit qu'ils aillent dans les ports russes de 1829

1829 la mer Noire, ou qu'ils en viennent chargés ou sur lest, aux mêmes conditions qui sont stipulées pour les navires sous pavillon russe.

Enfin la Sublime Porte reconnoissant à la cour impériale de Russie le droit de s'assurer des garanties de cette pleine liberté de commerce et de navigation dans la mer Noire, déclare solennellement qu'il n'y sera jamais, et sous aucun prétexte quelconque, apporté de sa part le moindre obstacle. Elle promet surtout de ne jamais se permettre dorénavant d'arrêter ou de retenir les bâtimens chargés ou sur lest, soit russes, soit appartenant à des nations avec lesquelles l'empire ottoman ne seroit pas en état de guerre déclarée, et passant par le canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles pour se rendre de la mer Noire dans la Méditerranée, ou de la Méditerranée dans les ports russes de la mer Noire. Et si, ce qu'à Dieu ne plaise, quelqu'une des stipulations contenues dans le présent article venoit à être enfreinte, sans que les réclamations du ministre de Russie à ce sujet obtinssent une pleine et prompte satisfaction, la Sublime Porte reconnoit d'avance à la cour impériale de Russie, le droit de considérer une pareille infraction comme un acte d'hostilité et d'user immédiatement de représailles envers l'empire ottoman.

Art. VIII. Les arrangemens précédemment stipulés par l'art. VI de la convention d'Ackerman, à l'effet de régler et de liquider les réclamations des sujets et négocians respectifs, relativement à l'indemnité des pertes essuyées à diverses époques de la guerre de 1806, n'ayant pas reçu leur accomplissement, et le commerce russe ayant, depuis la conclusion de la convention précitée d'Ackerman, éprouvé de nouveaux dommages considérables par suite des mesures adoptées touchant la navigation du Bosphore, il est convenu et arrêté que la Porte Ottomane, en réparation de ces dommages et pertes, payera à la cour impériale de Russie, dans le courant de dix-huit mois, à des termes qui seront réglés ultérieurement, la somme d'un million cinq-cent mille ducats d'Hollande, en sorte que l'acquittement de cette somme mettra fin à toute réclamation ou prétention réciproque des deux puissances contractantes du chef des circonstances mentionnées ci-dessus.

ART. IX. La prolongation de la guerre, à laquelle 1829
le présent traité de paix met heureusement fin, ayant occasionné à la cour impériale de Russie des dépenses considérables, la S. P. reconnoit la nécessité de lui en offrir une indemnité convenable. C'est pourquoi, indépendamment de la cession d'une petite portion de territoire en Asie, stipulée dans l'art. IV, que la cour de Russie consent à recevoir à compte de la dite indemnité, la S. P. s'engage à lui payer une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord.

ART. X. La Sublime Porte en déclarant son entière adhésion aux stipulations du traité conclu à Londres le 21 juin (6 juillet) 1827 entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, accède également à l'acte arrêté le 10 (22) mars 1829, d'un commun accord entre ces mêmes puissances, sur la base du dit traité et contenant les arrangemens de détails relatifs à son exécution définitive. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, la Sublime Porte nommera des plénipotentiaires pour convenir avec ceux de la cour impériale de Russie et des cours d'Angleterre et de France, de la mise à exécution des dites stipulations et arrangemens.

ART. XI. Immédiatement après la signature du présent traité de paix entre les deux empires et l'échange des ratifications des deux souverains, la Sublime Porte prendra les mesures nécessaires pour la prompte et scrupuleuse exécution des stipulations qu'il renferme, et nommément des articles III et IV, relatifs aux limites qui doivent séparer les deux empires, tant en Europe qu'en Asie, des articles V et VI concernant les principautés de Moldavie et de Valachie, ainsi que la Servie, et du moment où ces différens articles pourront être considérés comme ayant été exécutés, la cour impériale de Russie procédera à l'évacuation du territoire de l'empire ottoman, conformément aux bases établies par un acte séparé, qui fait partie intégrante du présent traité de paix. Jusqu'à l'entière évacuation des pays occupés, l'administration et l'ordre de choses qui y sont établis actuellement, sous l'influence de la cour impériale de Russie, seront maintenues et la Sublime Porte Ottomane ne pourra y intervenir d'aucune manière.

1829 ART. XII. Aussitôt après la signature du présent traité de paix, il sera donné des ordres aux commandans des troupes respectives, tant sur terre que sur mer, pour faire cesser les hostilités. Celles qui auront été commises après la signature du présent traité seront considérées comme non avenues, et n'apporteront aucun changement aux stipulations qu'il renferme. De même tout ce qui dans cet intervalle aura été conquis par les troupes de l'une ou de l'autre des hautes puissances contractantes, sera restitué sans le moindre délai.

ART. XIII. Les hautes puissances contractantes, en rétablissant entre elles les rapports d'une amitié sincère, accordent un pardon général et une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets, de quelque condition qu'ils puissent être, qui pendant le cours de la guerre heureusement terminée aujourd'hui auroient pris part aux opérations militaires, ou manifesté soit par leur conduite, soit par leurs opinions, leur attachement à l'une ou l'autre des deux puissances contractantes.

En conséquence, aucun de ces individus ne sera inquiété ou poursuivi, ni pour sa personne, ni dans ses biens à cause de sa conduite passée, et chacune d'eux recouvrant les propriétés qu'il possédoit auparavant, en aura la paisible jouissance sous la protection des lois, ou bien sera libre de s'en défaire dans l'espace de 18 mois pour se transporter avec sa famille et ses biens meubles dans tels pays qu'il lui plaira de choisir, sans essuyer de vexations ni d'entraves quelconques.

Il sera en outre accordé aux sujets respectifs établis dans les pays restitués à la Sublime Porte ou cédés à la cour impériale de Russie, le même terme de dix-huit mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité de paix, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant, soit depuis la guerre, et se retirer avec leurs capitaux et leurs biens meubles des états de l'une des puissances contractantes dans ceux de l'autre et réciproquement.

ART. XIV. Tous les prisonniers de guerre, de quelque nation, condition et sexe qu'ils soient, qui se trouvent dans les deux empires, doivent aussitôt après

l'échange des ratifications du présent traité de paix, 1829
être délivrés et rendus sans la moindre rançon ou paiement. Sont exceptés les chrétiens qui ont embrassé de leur plein gré la religion mahométane, dans les états de la Sublime Porte et les mahométans, qui également de leur plein gré ont embrassé la religion chrétienne dans les états de l'empire de Russie.

On en agira de même à l'égard des sujets russes qui, après la signature du présent traité de paix, seroient d'une manière quelconque tombés en captivité et se trouveroient dans les états de la Sublime Porte. La cour impériale de Russie promet de son côté d'en user de la même manière, envers les sujets de la Sublime Porte.

Il ne sera point exigé de remboursement des sommes qui ont été employées par les deux hautes parties contractantes à l'entretien des prisonniers. Chacune d'elles les pourvoira de tout ce qui leur sera nécessaire pour leur voyage jusqu'à la frontière où ils seront échangés par des commissaires nommés de part et d'autre.

ART. XV. Tous les traités, conventions et stipulations arrêtés et conclus à différentes époques entre la cour impériale de Russie et la Sublime Porte Ottomane, sauf les articles auxquels il a été dérogé par le présent traité de paix, sont confirmés dans toute leur force et valeur, et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

ART. XVI. Le présent traité de paix sera ratifié par les deux hautes cours contractantes, et l'échange des ratifications entre les plénipotentiaires respectifs aura lieu dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se pourra.

Le présent instrument de paix, contenant seize articles et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives dans le terme stipulé, a été en vertu de nos pleins pouvoirs, signé et scellé par nous et échangé contre un autre pareil, signé par les plénipotentiaires susmentionnés de la Sublime Porte Ottomane et muni de leurs sceaux.

Fait à Andrinople, le 2 septembre 1829.

(Signés à l'original remis aux plénipotentiaires turcs,)

Le Comte ALEXIS ORLOFF.

Le Comte F. DE PAHLEN.

27.

1829 *Traité séparé entre la Russie et la Porte relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Andrinople le $\frac{2}{14}$ Septembre* 1829.

(*Journal de Francfort* 1829 No. 295).

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Les deux hautes puissances contractantes, en confirmant tout ce qui a été stipulé par l'acte séparé de la convention d'Ackerman, relativement au mode d'élection des Hospodars de Moldavie et de Valachie, ont reconnu la nécessité de donner à l'administration de ces provinces une base plus stable et plus conforme aux véritables intérêts des deux pays. A cet, il a effet été convenu et réglé définitivement que la durée du gouvernement des Hospodars ne seroit plus bornée à sept ans, comme par le passé, mais qu'ils seroient dorénavant investis de cette dignité *à vie*, sauf les cas d'abdication volontaire ou de destitution pour cause de délits, prévus par le dit acte séparé.

Les Hospodars régleront librement toutes les affaires intérieures de leurs provinces en consultant leurs Divans respectifs, sans pouvoir porter néanmoins aucune atteinte aux droits garantis aux deux pays par les hatti-schérifs, et ne seront troublés dans leur administration intérieure par aucun ordre contraire à ces droits.

La Sublime Porte promet et s'engage de veiller scrupuleusement à ce que les privilèges accordés à la Moldavie et à la Valachie ne soient d'aucune manière enfreints par ses commandans limitrophes, de ne souffrir aucune ingérence de leur part dans les affaires des deux provinces et d'empêcher toute incursion des riverains de la rive droite du Danube sur le territoire Valaque ou Moldave. Seront considérées comme faisant partie intégrante de ce territoire, toutes les isles attenantes à la rive gauche du Danube, et le chenal (*Thalweg*) de ce fleuve formera la limite des deux

principautés, depuis son entrée dans les états otto- 1829
mans jusqu'à son confluent avec le Pruth.

Pour mieux assurer l'inviolabilité du territoire Moldave et Valaque, la S. P. s'engage à ne conserver aucun point fortifié, à ne tolérer aucun établissement quelconque de ses sujets Musulmans sur la rive gauche du Danube. En conséquence, il est invariablement arrêté, que sur toute cette rive dans la grande et petite Valachie comme aussi en Moldavie, aucun Mahométan ne pourra jamais avoir son domicile et que l'on y admettra les seuls marchands, munis de firmans, qui viendront acheter pour leur propre compte dans les principautés les denrées nécessaires pour la consommation de Constantinople, ou d'autres objets.

Les villes turques situées sur la rive gauche du Danube seront, ainsi que leurs territoires (*rajahs*), restituées à la Valachie pour être désormais réunies à cette principauté, et les fortifications existantes auparavant sur cette rive ne pourront jamais être rétablies. Les Musulmans qui possèdent des biens-fonds non usurpés sur des particuliers, soit dans ces mêmes villes, soit sur tout autre point de la rive gauche du Danube, seront tenus de les vendre aux indigènes dans l'espace de dix-huit mois.

Le gouvernement des deux principautés jouissant de tous les privilèges d'une administration intérieure indépendente, pourra librement établir des cordons sanitaires et des quarantaines le long du Danube et ailleurs dans le pays, où il en sera besoin, sans que les étrangers qui y arrivent, tant Musulmans que Chrétiens, puissent se dispenser de l'exacte observation des règlemens sanitaires. Pour le service des quarantaines, aussi bien que pour veiller à la sûreté des frontières, au maintien du bon ordre dans les villes et campagnes et à l'exécution des lois et règlemens, le gouvernement de chaque principauté pourra entretenir un nombre de gardes armés, strictement nécessaire pour ces diverses fonctions. Le nombre et l'entretien de cette milice seront réglés par les Hospodars de concert avec leurs Divans respectifs, en se basant sur les anciens exemples.

La S. P. animée du désir sincère de procurer aux deux principautés tout le bien-être dont elles peuvent jouir, et informée des abus et des vexations qui s'y

1829 commettent à l'occasion des diverses fournitures exigées pour la consommation de Constantinople, l'approvisionnement des forteresses situées sur le Danube et les besoins de l'arsenal, leur fait un abandon plein et entier de son droit à cet égard. En conséquence, la Valachie et la Moldavie seront pour toujours dispensées de fournir les grains et autres denrées, les moutons et les bois de construction qu'elles étoient tenues de livrer précédemment.

Il ne sera de même requis de ces provinces en aucun cas, des ouvriers pour les travaux des forteresses, ni aucune autre corvée de quelque nature que ce soit. Mais afin de dédommager le trésor impérial des pertes que cet abandon total de ses droits pourroit lui faire éprouver, indépendamment du tribut annuel que les deux principautés doivent payer à la S. P. sous les dénominations de Karatsch, de Idiyé et de Bekiabyé (selon la teneur des hatti-schérifs de 1802), la Moldavie et la Valachie paieront chacune annuellement à la S. P., par forme de compensation une somme d'argent dont la quotité sera déterminée ultérieurement d'un commun accord. En outre à chaque renouvellement des hospodars, par le décès, l'abdication ou la destitution légale des titulaires, la principauté où le cas viendroit à écheoir, sera tenue de payer à la S. P. une somme équivalente au tribut annuel de la province établi par les hatti-scherifs. Ces sommes exceptées, il ne sera jamais exigé du pays ni des hospodars aucun autre tribut, redevance ou cadeau, sous quelque prétexte que ce puisse être.

En vertu de l'abolissement des fournitures ci-dessus spécifiées, les habitans des principautés jouiront de la pleine liberté de commeree pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie (stipulées par l'acte séparé de la convention d'Ackerman) sans aucunes restrictions, hormis celles que les hospodars, de concert avec leurs divans respectifs, jugeront indispensable d'établir afin d'assurer l'approvisionnement du pays. Ils pourront naviguer librement sur le Danube avec leurs propres bâtimens, munis de passeports de leur gouvernement, et aller commercer dans les autres villes ou ports de la S. P., sans être molestés par les percepteurs du Karatsch, ni exposés à aucune autre vexation.

De plus la S. P., considérant toutes les calamités que la Moldavie et la Valachie ont eu à supporter, et mue par un sentiment d'humanité tout particulier, consent à exempter les habitans de ces provinces, pour l'espace de deux ans, à compter du jour où les principautés auront été entièrement évacuées par les troupes russes, du paiement des impôts annuels versés dans son trésor. 1829

Enfin la S. P. désirant assurer de toutes les manières le bien-être futur des deux principautés, s'engage solennement à confirmer les règlemens administratifs, qui, durant l'occupation de ces deux provinces par les armées de la cour impériale, ont été faits d'après le voeu exprimé par les assemblées des plus notables habitans du pays, et qui devront à l'avenir servir de bases pour régime intérieur des deux provinces, en tant bien entendu que les dits règlemens ne porteroient aucune atteinte aux droits de souveraineté de la S. P.

C'est pourquoi, nous soussignés plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, de concert avec les plénipotentiaires de la S. P. ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article V du traité de paix conclu à Andrinople entre nous et les plénipotentiaires ottomans. En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la S. P.

Fait à Andrinople, le 2 (14) septembre 1829.

(*Signés à l'original remis aux plénipotentiaires turcs,*)

Le Comte Alexis Orloff.
Le Comte F. de Pahlen.

Confirmé à l'original par le comte Diebitsch Zabalkansky, général en chef de la 2e armée.

28.

1829 ***Convention entre la Hesse électorale et le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim, publiée à Cassel le 25 Septembre 1829.***

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* 1829. No. VII. p. 69. *Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau* 1829. No. II. pag. 69.)

Nachdem Seine Königliche Hoheit der Kurfürst und Seine Durchlaucht der Herzog von Nassau geruhet haben, den Einwohnern des Amtes Dorheim und des Amtes Reichelsheim gegenseitig vorerst bis zum Schlusse des Jahres 1834 gewisse Erleichterungen des Verkehrs zu Theil werden zu lassen; so werden die deshalbigen Verabredungen hierdurch zur öffentlichen Kunde gebracht, wie folgt:

1. Die beiderseitigen Regierungen gestatten in besagten beiden Aemtern den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art, welche entweder zum Verbrauch eines Amts durch das andere eingeführt, oder aus einem derselben durch das andere in das Ausland ausgeführt werden.
2. Zwischen den genannten beiden Aemtern findet ein freier Verkehr in der Art Statt, dafs Gegenstände und Waaren jeder Art, in so weit deren Vertrieb gesetzlich frei ist, aus einem Amt in das andere ungehindert übergehen und irgend Lizent- oder Zoll-Abgaben davon nicht erhoben werden. Die etwa nöthig scheinenden näheren Bestimmungen wegen der Legitimazion und der Ursprungs-Bescheinigungen bei dem Uebergange der Waaren aus einem Amte in das andere bleiben den beiderseitigen vollziehenden Behörden überlassen, welche sich darüber benehmen werden.
3. Die gegenseitig ertheilte Zusicherung der lizent- und zollfreien Einführung der Gegenstände und

Waaren aller Art erstreckt sich nicht auf die in beiden Aemtern gesetzlich bestehenden Verbrauchsteuern. Vielmehr sind alle Gegenstände, welche aus einem Amte in das andere zur Konsumzion übergehen, denjenigen Abgaben und Kontrolen unterworfen, welche für die Unterthanen des Gebiets, wohin die Einfuhr erfolgt, und für deren Erzeugnisse gesetzlich vorgeschrieben sind. 1829

Cassel am 25sten September 1829.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

Witzleben. Schminke. Meyer. Riess.

Vt. Eggena.

29.

Convention de commerce entre l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême, signée à Cassel le 11 *Octobre* 1829.

(*Oldenburgische Anzeigen* 1830. No. 83.)

Nachdem die unterzeichneten Bevollmächtigten der durch den Casseler Haupt-Vertrag vom 24. September 1828. zur Beförderung eines möglichst freien Verkehrs und ausgebreiteten Handels im Sinne des Artikels XIX. der deutschen Bundes-Akte vereinigten Staaten zufolge der im 3ten Artikel desselben enthal-

1829 tenen Bestimmung zusammengetreten sind, so haben dieselben zunächst sowohl die zur Erreichung der gedachten Absicht ihrer Vereinigung führenden Maſsregeln, als auch die geeignetsten Mittel und Wege, um Unterhandlungen und Verträge zu gleichem Zwecke mit andern zum Verein nicht gehörenden Staaten einzuleiten, in Berathung gezogen und dem gemäſs mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer höchsten und hohen Kommittenten zuvörderst über die nachfolgenden dahin gehörigen Bestimmungen Vereinbarung getroffen.

Art. I. Die gedachten Vereinsstaaten erklären gemeinsam ihre Bereitwilligkeit, sich mit andern deutschen Staaten über gewisse gegenseitige Erleichterungen des Handels und Verkehrs, namentlich auch über Sicherstellung des Transits freundlich zu verständigen, und haben daher beschlossen, zur Vereinfachung der dazu erforderlichen Verhandlungen solche eintretenden Falles durch gemeinschaftliche Bevollmächtigte und in Gemäſsheit zu treffender näherer Vereinbarung betreiben zu lassen.

Art. II. Zur Beförderung des gemeinsamen Zweckes, insonderheit um mit andern Staaten und Staaten-Vereinen Handels-Verträge auf längere Zeit schlieſsen zu können, sind die kontrahirenden Staaten übereingekommen, den Vertrag vom 24 September 1828 vorläufig bis zum Ende des Jahrs 1841 unter sich zu verlängern, welche Zeitfrist auch für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft festgesetzt ist.

Art. III. Um jede Ungewiſsheit über die Benutzung derjenigen das Gebiet der kontrahirenden Staaten durchziehenden Straſsen, auf welchen das Recht zu anderweiter Regulirung und Bestimmung der Durchgangs-Abgaben in Gemäſsheit des Casseler Hauptvertrags den betheiligten Regierungen vorbehalten ist, so wie jede Besorgniſs einer einseitig zum speciellen Vortheil oder Nachtheil des einen oder andern dieser Staaten gereichenden Ausübung solcher Befugniſse für die Folge zu entfernen, und vielmehr durch gemeinschaftliche Regulirung der hierbei in Betracht kommenden Interessen das Vertrauen unter den Vereinsstaaten immer mehr zu befestigen, sind diejenigen derselben, welche sich im ausschlieſslichen oder ge-

Digitized by Google

meinsamen Besitze von konkurrirenden, das Ausland 1829
mit dem Auslande verbindenden Handelsstrafsen befinden, im Einverständnifse mit sämmtlichen übrigen kontrahirenden Vereinsstaaten übereingekommen:

a. die Durchgangs-Abgaben auf gewissen genau bezeichneten Strafsen künftighin nicht anders, als nach gemeinschaftlicher Rücksprache unter den betreffenden, bei den mit einander konkurrirenden Strafsen unmittelbar betheiligten Staaten zu bestimmen, und

b. hierbei in der Weise zu verfahren, dafs entweder unter Aufhebung oder unter Beibehaltung der bisherigen Transito-Abgaben auf allen solchen mit einander konkurrirenden Strafsen ein gleichmäfsiger Durchgangszoll durch Stimmen-Mehrheit oder nach einem sonstigen, unter den betreffenden Staaten selbst zu vereinbarenden Verhältnifse festgesetzt und nach gemeinschaftlich verabredeten Grundsätzen erhoben werde.

Art. IV. Zur Beförderung des Handels und Verkehrs unter den Vereinsstaaten selbst sichern sich diejenigen derselben, welche ein System zur Erhebung von Eingangs-Abgaben entweder bereits eingeführt haben oder noch einführen und dadurch in den Stand gesetzt werden, das Reciprocum zu gewähren, in sofern nicht eine gröfsere Freiheit des Handels und Verkehrs unter ihnen schon besteht, eine in der Folge möglichst zu erhöhende Erleichterung von 25 Procent Nachlafs an den jedesmaligen tarifmäfsigen Eingangs-Abgabensätzen für die wichtigsten eigenen Erzeugnifse der Natur, des Gewerbfleifses und der Kunst gegenseitig zu. Die nähere Vereinbarung über diejenigen Erzeugnisse, welche diese gegenseitige Erleichterung geniefsen sollen, so wie über die Festsetzung der erforderlichen Kontrole-Mafsregeln soll sofort bewirkt werden.

Wenn jedoch diese in den andern Staat übergehenden Erzeugnifse in so geringen Quantitäten versendet werden, dafs die tarifmäfsige Eingangs-Abgabe von der ganzen aus einem Artikel oder mehrern bestehenden Sendung überhaupt den Betrag von Drei Thalern nicht erreicht, soll die volle tarifmäfsige Abgabe davon entrichtet werden.

1829 Art. V. In Ansehung der im Artikel IV. erwähnten eigenen Erzeugnisse derjenigen der kontrahirenden Staaten, welche

a. entweder dem Handelsbedürfnisse der übrigen Vereinsländer auf eine sonstige Weise entsprechen, indem sie die gedachten Erzeugnisse derselben gar nicht oder nur mit unbedeutenden Eingangs-Abgaben belasten, und ihnen dadurch, so wie durch eine im Allgemeinen gleiche Behandlung des Verkehrs auf ihren Handelsplätzen den Vortheil eines den Absatz solcher Erzeugnisse in das Ausland befördernden grofsen Markts gewähren, oder aber

b. durch besondere Verträge oder sonstige Verhältnisse an der Einführung eines Eingangs-Steuer-Systems und dadurch an der vollständigen Gewährung des Reciprocum behindert sind, sollen für selbige gleichwohl ähnliche Erleichterungen, wie solche im vorhergehenden Artikel stipulirt worden, und zwar im Wege besonderer Uebereinkunft und nach Mafsgabe desfallsiger, sofort näher zu verabredender Modalitäten ausgemittelt und eingeräumt werden.

Die in den Artikeln IV. und V. zugesicherten Erleichterungen sollen im Laufe der drei ersten Monate des Jahres 1830 ihren Anfang nehmen.

Art. VI. Die kontrahirenden Staaten behalten sich das Recht vor, ähnliche Erleichterungen, wie solche nach den Artikeln IV und V. unter den Vereinsstaaten selbst Statt finden werden, im Wege des Vertrages auch andern nicht zum Verein gehörenden Staaten zu bewilligen.

Gleichergestalt bleibt es denjenigen derselben, welche ein Eingangs-Abgaben-System eingerichtet haben, oder einzuführen beabsichtigen, überlassen, sich wegen Annahme gleicher Normen und Abgabensätze, so wie wegen der in diesem Falle wünschenswerthen Verbindung zu einem und demselben Bezirke unter gemeinschaftlicher Verwaltung und gegenseitiger Aufhebung der Steuer- und Zolllinien mit einander zu vereinbaren.

Art. VII. Die gegenwärtige in einer Original-Urkunde ausgefertigte Uebereinkunft soll sofort zur höchsten und hohen Genehmigung eingesendet und die Auswechslung der Ratifikationen spätestens binnen 6 Wochen zu Cassel bewirkt werden.

Urkundlich ist diese Uebereinkunft von den Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden. 1829

So geschehen Cassel am eilften Oktober Eintausend Achthundert Neun und Zwanzig.

August Ludwig Otto *Freiherr* von Grote, *für das Königreich Hannover.*

Carl Friedrich von Kopp.

Friedrich Meisterlin, *für Kurhessen.*

Hans Georg von Carlowitz, *für das Königreich Sachsen.*

Carl Friedrich Ferdinand Suden, *für das Grofsherzogthum Oldenburg.*

Carl Friedrich Anton von Conta, *für das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach.*

August von Roentgen, *für das Herzogthum Nassau.*

August Philipp Christian Theodor von Amsberg, *für das Herzogthum Braunschweig Lüneburg.*

Johann Smidt, *für die freie Hansestadt Bremen.*

30.

Ordonnance de S. A. R. le Grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida solersque" et: "Ad dominici gregis custodiam", datée du 12 Octobre 1829.

Ludewig, von Gottes Gnaden Grofsherzog von Hessen und bei Rhein etc. etc.

Da die päbstliche Bulle vom 16 August 1821, welche mit den Worten „Provida solersque" und diejenige vom 11 April 1827, welche mit den Worten "Ad dominici gregis custodiam" beginnt, in so weit solche die Bildung der oberrheinischen Kirchenprovinz, die Begränzung, Ausstattung und Einrichtung der

1829 dazu gehörigen fünf Bisthümer mit ihren Domkapiteln, so wie die Besetzung des erzbischöflichen und der bischöflichen Stühle und der domstiftischen Präbenden, zum Gegenstande haben, von Uns angenommen werden und Unsere Landesherrliche Staatsgenehmigung erhalten, ohne dafs jedoch aus denselben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet, oder begründet werden kann, was Unseren Hoheitsrechten schaden, oder ihnen Eintrag thun könnte, oder den Landesgesetzen und Regierungs-Verordnungen, den erzbischöflichen und bischöflichen Rechten, oder den Rechten der evangelischen Konfession und Kirche entgegen wäre, so wird solches hiermit, unter dem Vorbehalte, dafs wegen der Vollziehung weitere Anordnungen werden getroffen werden, zur Nachachtung bekannt gemacht. etc.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und des beigedrückten Staatssiegels.

Darmstadt am 12ten Oktober 1829.

LUDEWIG.

DU THIL.

31.

Convention définitive entre la Prusse et la France conclue à Sarrebruck le 23 *Octobre* 1829, *pour régler les limites des deux états respectifs, conformément aux stipulations des traités de Paris du* 30 *Mai* 1814 *et du* 20 *Novembre* 1815, *et ensuite de la déclaration signée à Paris, le* 11 *Juin* 1827.

(*Le Moniteur universel* 1829 No. 310. *Gesetzsammlung für die Preufsischen Staaten* 1830 No. 6. pag. 26).

Les commissaires nommés en vertu du paragraphe 6 de l'art. 1er du traité de Paris, du 20 Novembre 1815, savoir: De la part de S. M. le Roi de Prusse, le Sieur *Henri Delius*, président en chef du conseil

de régence de Cologne, chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse, troisième classe, et de la part de S. M. le roi de France et de Navarre: le Sieur *Etienne-Nicolas Rousseau*, colonel au corps royal des ingénieurs-géographes, officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal et miltaire de St. Louis, chevalier de l'ordre militaire de Guillaume des Pays-Bas, et de l'ordre du mérite civil de la couronne de Bavière; 1829

Après s'être respectivement et en due forme communiqué leurs pleins-pouvoirs, après avoir reconnu que la déclaration signée et échangée le 11 juin 1827, par laquelle leurs gouvernemens respectifs sont convenus de terminer le différend, qui s'étoit élevé relativement au district de la Leyen, avoit reçu son exécution en ce qui concerne l'exécution de l'article III de cette déclaration: après avoir aussi reconnu que le procès-verbal dressé à Sarrebruck le 20 février 1821 par leurs délégués, dans le but de fixer la position géométrique des endroits ayant banlieue, par rapport à la ligne, qui en exécution du traité du 20 Novembre 1815 doit être tirée de Perle à Houve, devoit servir de base pour régler le tracé de la limite le long de cette ligne, les commissaires adoptant les arrangemens et projets d'échanges arrêtés par les mêmes délégués et insérés à la suite dudit procès-verbal, sont convenus des articles suivans:

Art. I. La limite entre les deux états commencera au milieu du cours d'eau de la Moselle, sur le thalweg de cette rivière, au point qui sert de contact entre le royaume de France, celui de Prusse et le grand-duché de Luxembourg, sous la souveraineté du roi des Pays-Bas; point situé vis-à-vis de celui (sur la rive droite de la même rivière) sur la ligne formant la séparation des banlieues des villages d'Apach (France) et de Perle (Prusse); elle suivra de là la ligne qui désormais formera la démarcation entre les territoires de toutes les communes situées de part et d'autre, le long de la frontière, jusqu' au point où, entre Guidingen et Sarre-Bubingen, l'une et l'autre à la Prusse, elle atteint la rivière de la Sarre, dont le thalweg ou fil d'eau servira de limite dans cette partie de son cours, jusqu'au confluent de cette rivière avec la Blièse, sous Sarreguemines, pour remon-

1829 ter ensuite le thalweg de cette dernière et arriver au point de séparation près d'Urichsmuhl, entre le territoire de la commune prussienne de Bliès-Ransbach, celui de la commune bavaroise de Bliès-Mengen et Bliés-Bolgen, avec celui de la commune française de Bliés-Schweyen, et qui forme en même tems contact entre la France, la Prusse et la Bavière rhénane. Le tout ainsi que cela se trouve déterminé et marqué au plan général annexé à la présente convention, et que cela est indiqué par un double liséré, (bleu du côté de la Prusse et rouge du côté de la France) sur ce plan, lequel a été arrêté et signé par MM. les commissaires et leurs délégués, et les ingénieurs qui ont été chargés du levé.

Par suite de cette détermination des limites entre les deux royaumes, l'article III. de la déclaration du 11 juillet 1827, se trouvant exécuté, la France a reçu de la Prusse les villages et territoires en dépendant de Flatten, Gongelfangen, Merten et Bibling, en compensation des prétentions que la première puissance avoit formées sur le district de la Leyen, d'après le sens littéral du traité du 20 Novembre 1815, auxquelles elle renonce formellement, ainsi que le porte la déclaration du 11 Juin ci-dessus citée. Pour établir d'une manière sûre et stable l'état de possession de chaque royaume, ainsi que le prescrit la détermination du tracé des limites entre les deux états, il a été reconnu et convenu que d'une part la Prusse remettroit à la France,

1° le village et le territoire de Manderen;

2° le hameau de Scheurwald avec la partie de son territoire située au sud du chemin, qui sortant du bois de Saint-Martin, au point qui sépare la commune de Manderen (France) de celle de Bustroff (Prusse) et passe près et au nord de la petite maison dite le *Château*, jusqu'au point où il joint le chemin de Luxembourg à Sarrelouis, qui forme ensuite la limite entre les deux états, jusqu'à la croix dite *Kolles-Kreutz*

3° le hameau de Remelsdorf et son territoire;

4° la partie d'Ihn ou Lognon:

5° le hameau de Heyning et son territoire;

6° la partie du territoire de Leyding: Ces trois derniers endroits et lieux, en tant qu'ils se trouvent

au Sud-Est du chemin qui conduit de Guerstting à 1829
Schreckling;

7° le village et le territoire de Schreckling;

8° le village et le territoire de Willing.

Et que d'une autre part, la France feroit remise à la Prusse:

1° Des petites portions du territoire de Launsdorf, au Nord du chemin de Luxemburg et de Sarrelouis;

2° du petit pays, appelé *Molwingergrund*, de la commune de Waldwise, situé au nord-est de cette commune, et placé au-delà des bois de Kirschhof et de Wieserwald;

3° de la petite portion du territoire de Heining, située au Nord-Est du chemin qui va de Guerstting à Schreckling,

4° du moulin de Gersweiler avec ses dépendances, situé sur la rive droite de la Blies, en conservant aux habitans du village Gersweiler la faculté d'y faire moudre leurs grains comme par le passé.

La Prusse en outre, continuera de posséder le hameau et le territoire de Diesdorf, ancienne dépendance de Schwerdorf, ainsi que le Warentwald (forêt de Warent), et la ferme de Warenthoff, enclavée dans ces bois, de manière que la lisière du bois fera la frontière. Pour ne rien laisser d'incertain, il sera annexé à cette convention définitive un état de tous les territoires qui toucheront de chaque côté la nouvelle ligne entre les deux royaumes. Cet état sera signé par les commissaires, après qu'il aura été reconnu conforme au plan général de cette limite.

A cet effet, et aussitôt après l'approbation de la présente convention, MM. les délégués des commissaires, savoir, de la part du commissaire de Sa Majesté Prussienne: le sieur *Guillaume Henry Dern*, conseiller provincial, et chevalier de l'aigle rouge de Prusse, de troisième classe, et de la part du commissaire de Sa Majesté Très-Chrétienne: le Sieur *Gaspard René Riollay*, chef de bataillon au corps royal du génie, chevalier de l'ordre royal et militaire de St. Louis et de l'ordre royal de la légion d'honneur; feront, dans le plus bref délai, établir des poteaux par les soins des ingénieurs attachés à la commission sur tous les points principaux et les plus remarquables, afin que la nouvelle limite puisse être

1829 connue sur tous les points, où elle reçoit des modifications; ils procéderont ensuite, étant assistés des agens de l'autorité civile des deux gouvernemens, aux remises et prises de possession des territoires et portions de territoire échus ou échéant en partage à chaque état, ainsi que cela a été stipulé et indiqué ci-dessus.

Ces remises et prises de possession seront constatées par des procès-verbaux faits en autant d'expéditions qu'il y aura de parties intéressées à les connoître et dont une de ces expéditions sera jointe à la présente convention pour y rester annexée, afin de montrer qu'à cet égard elle a reçu son exécution. MM. les délégués des commissaires, après cette opération, procéderont aussi à l'abornement de la frontière et à la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué article XVII.

Art. II. Il est entendu que les deux états doivent entrer en possession des territoires cédés de part et d'autre, ainsi que cela a été spécifié à l'art. Ier, sans pouvoir prétendre jusqu'au Ier janvier 1830 exclusivement, à aucune indemnité pécuniaire à raison de leur occupation antérieure, tant pour ce qui concerne la perception des impôts que pour les revenus des propriétés royales et domaniales.

Il est entendu aussi que chaque état jouira sur les territoires ou portions de territoire cédés de part et d'autre, de tous les droits de souveraineté et de propriétés royales et domaniales, sans préjudice pourtant des droits que chaque commune des deux royaumes peut faire valoir, lesquels droits seront constatés lors de l'abornement de la frontière et de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué ci-après, Art. XI, sauf la faculté des intéressés de recourir aux tribunaux ordinaires de chaque pays pour provoquer la décision des contestations qui pourroient survenir entre eux.

Art. III. Sur toutes les portions de frontière où le territoire des deux royaumes sera séparé par des rivières et ruisseaux, et notamment sur la Sarre et la Blies, le thalweg ou milieu des eaux desdites rivières et ruisseaux, formera la limite entre les deux états; l'on ne pourra faire aucune construction ou bâtisse quelconque qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que les constructions n'aient un but d'u-

tilité commun aux deux états, et ne soient consenties par eux d'un commun accord. A l'égard des constructions riveraines et des ponts et passages, on s'en tiendra aux observances actuelles, aussi bien que pour la libre navigation de la Sarre, en tant qu'elle pourra être praticable dans son cours depuis Sarreguemines jusqu'à Guidingen. 1829

Art. IV. Il est entendu que sur toutes les parties de frontières où des chemins servent à indiquer la limite, ces chemins ou toutes celles de leurs parties qui suivront cette frontière, seront mitoyens, c'est-à-dire, communs aux deux états, sans que, pour cela, il soit attenté en rien aux droits de propriété des particuliers, à qui ces chemins pourroient appartenir.

Aucun des deux états ne pourra exercer sur ces chemins ou portions de chemins d'acte de souveraineté, si ce n'est ceux nécessaires pour prévenir ou arrêter les délits ou crimes qui nuiroient à la liberté et à la sûreté du passage.

En tant que propriété foncière, ces chemins ou portions de chemins seront soumis, pour ce qui concerne les impôts, à l'état sur lequel réside le propriétaire.

Art. V. A l'avenir et dans l'intérêt des deux états, aucun édifice, bâtiment ou habitation quelconque ne pourra être élevé le long de la frontière, qu'autant que ces constructions seront établies à dix mètres ou trente pieds de Prusse, de la ligne qui forme la limite.

Toutefois lorsqu'un chemin ou ruisseau formera la limite, cette distance sera réduite à cinq mètres ou quinze pieds de Prusse, à partir du bord le plus voisin.

Art. VI. Si par l'effet des cessions réciproques contenues dans la présente convention de limites, quelques propriétés se trouvoient morcelées, les propriétaires ou fermiers de celles-ci jouiront de la faculté d'y transporter les engrais et amendemens nécessaires, et d'en importer librement, en exemption de tous droits et sans qu'il y soit mis obstacle, les récoltes de quelque nature qu'elles soient, provenant de ces propriétés morcelées. Cependant, les propriétaires seront tenus de déclarer, une fois pour toutes, s'ils veulent jouir de la faculté qui leur est accordée par le

1829 présent article, d'importer leur récolte, laquelle ils ne pourront introduire en tout état de chose, que brute et telle que le terrain sur lequel elle aura cru l'aura produite.

Il sera donné avis de cette disposition aux communes limitrophes lors de l'abornement de la frontière et de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, et il leur sera accordé un délai de trois mois pour faire et recevoir les déclarations à dater du jour où lesdits procès-verbaux de délimitation seront portés à la connoissance de chaque commune délimitée.

Art. VII. Pareille faculté sera accordée pour retirer le produit brut des récoltes aux propriétaires des deux états qui se trouveroient possesseurs des terres dans l'autre, si celles-ci se trouvent placées à la distance qui ne dépassera pas cinq kilométres ou douze cents perches de Prusse, de la ligne formant la limite entre les deux royaumes.

Ils auront toutefois à se conformer aux lois et règlemens des douanes de chaque pays, pour ce qui concerne le transit des récoltes et denrées et ils seront tenus, une fois pour toutes, à une déclaration pareille à celle dont il a été fait mention dans l'article précédent et dans le délai qui y est indiqué.

Art. VIII. Les biens, les droits réels, les rentes et capitaux qui peuvent appartenir aux communes et établissemens publics de l'un des deux états dans le territoire de l'autre, sont maintenus et conservés. Ils sont regardés comme propriété privée, dont l'administration est réservée aux dits établissemens ou communes, en se conformant aux lois communales de leurs gouvernemens respectifs.

Art. IX. Lorsque des endroits réunis jusqu'à ce jour sous l'administration d'une même mairie, seront divisés, ils auront l'obligation de solder les fraix de l'administration communale jusqu'au 1 Janvier 1830, soit que la prise de possessi on ait eu lieu par suite d'arrangemens antérieurs soit qu'elle se fasse en vertu de la présente convention. Lorsque le décompte sera établi, l'excédant de la caisse, les biens communaux et les dettes seront répartis proportionnellement. Pour établir cette proportion, on prendra pour base le montant de la contribution foncière.

Art. X. Quant aux villages, hameaux, fermes et portions de territoires limitrophes, dont l'état de

possession changera afin d'accomplir les stipulations 1829
de la présente convention, conformément à l'art. IX. du traité du 20 Novembre 1815, il est expressément déclaré que la possession sous laquelle ils se sont trouvés jusqu'ici, est réputée légale et que par conséquent, tout acte administratif et judiciaire, émané des autorités compétentes sera respecté.

Les transactions, contrats de bail et de vente, concessions et aliénations quelconques sur des objets tant domaniaux que communaux, seront maintenus dans leur validité, et cela, sans qu'il puisse y être question de liquidation ou équivalent entre les deux gouvernemens.

ART. XI. L'intention des gouvernemens des deux états étant, que les communes limitrophes puissent jouir, sans aucun trouble ni empêchement, de tous les droits, dont elles sont légalement en possession, soit qu'ils soient fondés sur des titres, ou qu'à défaut de titres, il y ait possession immémoriale et non-interrompue jusqu'à présent; ces droits seront constatés par les délégués des commissaires, et si leur validité, d'accord avec les parties intéressées, est reconnue par l'examen contradictoire qui en sera fait par lesdits délégués en leur présence, ils seront spécifiés dans les procès-verbaux de délimitation, en conservant toutefois aux intéressés la même faculté de recourir, s'il y a lieu, aux tribunaux, dont il a été parlé dans l'art. II. La mention qui en sera faite dans ces procès-verbaux de délimitation produira le même effet que si l'insertion en avoit été textuellement faite dans la présente convention.

ART. XII. Jusqu'à l'expiration des baux existans pour la pêche de la Sarre et de la Blies, le revenu sera partagé entre les deux gouvernemens. A partir de l'expiration de ces baux, la pêche dans la Sarre, depuis Guidingen jusqu'à moitié chemin de Sarreguemines, appartiendra à la Prusse, et l'autre moitié à la France.

Depuis le triple confin jusqu'à moitié chemin du confluent dans la Sarre, la pêche dans la Blies appartiendra à la Prusse, et l'autre moitié appartiendra à la France, auxquels points de séparation il sera planté des bornes d'une forme particulière qui indiqueront les limites de la pêche.

1829 Quant aux revenus des passages sur ces deux rivières, ils seront réglés par MM. les délégués, après avoir pris connoissance du produit annuel de ces passages.

Art. XIII. Les délégués sont autorisés à accorder, pour l'utilité des communes limitrophes, les concessions du passage qu'ils jugeront nécessaires tant pour ce qui regarde les exploitations rurales, que pour ce qui a rapport à l'extraction et au transport hors des forêts des bois coupés et abattus, ou même pour faciliter les communications d'une commune à l'autre, lorsque ces communications seront reconnues utiles et qu'elles se trouveront compensées par des avantages réciproques. Pour tous ces cas, il sera stipulé, dans les procès-verbaux de délimitation, que l'habitant prussien ou françois, usant des passages accordés, ne pourra pas dévier de son chemin ni s'y arrêter pour pouvoir charger et décharger, sous peine d'encourir confiscation de marchandises et de se voir infliger les punitions et amendes voulus par les règlemens des douanes et les lois du royaume qu'il traverse, à moins qu'il n'ait fait à son entrée une déclaration des objets transportés et pour lors il demeurera soumis aux lois et ordonnances des douanes en tout ce qui concerne l'entrée et la sortie des marchandises dans le royaume qu'il traverse. Dans le cas de simple passage, aucune déclaration ne pourra être exigée, et il ne sera fait aucune opposition pour user de la faculté accordée pour passer. Il est bien entendu que la liberté de passage dont il est ici question, ne s'étendra en aucune manière aux militaires armés ni aux équipages de guerre d'aucune espèce.

Art. XIV. La remise de tous actes, titres et documens relatifs aux territoires cédés de part et d'autre, s'effectuera au moment de la rédaction des procès-verbaux de délimitation par les soins de MM. les délégués des commissaires qui feront à cette époque le partage des papiers, titres et autres documens que chacune des communes intéressées devra posséder.

Art. XV. Il est accordé un délai de trois ans, à dater du jour où il sera donné connoissance à chaque commune du procès-verbal de la délimitation, à tous les habitans des pays cédés de part et d'autre, pour, s'ils le jugent convenable, pendant cet intervalle

de tems, disposer de leurs propriétés, comme ils 1829
l'entendront, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

ART. XVI. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention, et après que les remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre auront été effectuées, les militaires qui pourroient se trouver faire partie des familles dont les habitations ont été cédées, seront réciproquement rendus.

ART. XVII. Aussitôt après qu'il aura été procédé, par les soins des délégués des commissaires, ainsi que cela a été dit à l'article I, aux actes de remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre, les mêmes délégués s'occuperont, sans délai, de la rédaction des procès-verbaux de limitation, commune par commune, après avoir préalablement fait procéder à l'abornement de la frontière sur toute son étendue.

Les procès-verbaux de délimitation seront accompagnés de plans figuratifs de la frontière, qui seront signés par lesdits délégués et par les ingénieurs et géomètres qui assisteront à l'opération, ainsi que par les maires et bourguemestres des communes intéressées. Ils relateront, ainsi que le porte l'art. XI, tous les droits dont les communes et leurs habitans sont en possession, et qu'ils ont à exercer sur les communes limitrophes, quelle que soit la nature de ces droits.

Pour cette opération MM. les délégués suivront exactement les instructions qui leur seront données à cet effet par MM. les commissaires.

La réunion de tous ces procès-verbaux de délimitation, dont il sera remis, par les soins desdits délégués, une expédition à chacun des maires et bourguemestres des communes que cela concerne, et seconde expédition sera déposée aux archives de la régence royale de Trèves (pour la Prusse) et aux archives du département de la Moselle (pour la France), formera suite à la présente convention et montrera qu'elle a eu son entière exécution; et, à cet effet, deux autres expéditions originales desdits procès-verbaux de délimitation, ainsi que des plans de limites qui les accompagnent, seront jointes à la présente

1829 convention, pour qu'une d'elles soit échangée au moment où les commissaires vérifieront et approuveront les travaux de leurs délégués, et dans le but de faire posséder aux archives de chaque gouvernement, outre le mode de rédaction qu'il a du suivre, le mode de rédaction suivi par l'autre.

Lesdits procès-verbaux, vérifiés et approuvés par MM. les commissaires, auront même force et valeur, que si leur contenu étoit textuellement inséré dans la présente convention.

ART. XVIII. Lors de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, si les délégués reconnoissoient utile de changer quelque portion de terrain, soit afin de redresser la ligne de limite, soit pour faciliter les communications de village à village, ils sont autorisés à proposer ces échanges à leurs commissaires respectifs, toujours aveo réciprocité d'avantage et égalité de superficie et de valeur, autant que possible.

ART. XIX. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les commissaires susdénommés ont signé la présente.

Fait à Sarrebruck, le 23 Octobre 1829.

HENRI DELIUS,

Commissaire de Sa Majesté le roi de Prusse.

ROUSSEAU,

Commissaire de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Etat et noms des villages, hameaux ou dépendances, dont les territoires toucheront la nouvelle limite fixée par la convention définitive du 23 Octobre 1829, entre la Prusse et la France.

Du côté de la Prusse.
Perl et Ober Perl.
Pellingen.
Bourg.
Efft.
Buschdorf.
Scheuerwald, partie Nord de son territoire.
Wehingen.
Wellingen.

Biedingen et la portion cédée de Waldwise. 1829
Silwingen.
Bieringen.
Oberesch.
Diesdorf.
Fuhrweiler.
Groshemmersdorf.
Koerperich-Hemmersdorf.
Nied-Altdorf.
Ihn ou Lognon et la partie Nord de son territoire.
La petite portion cédée d'Heining.
Leiding et la partie Nord de son territoire.
Bedersdorf.
Ittersdorf.
Berus et Saint-Oraine.
Ueberherrn.
La ferme de Warent et le Warentwald.
Les bois triages de Lauterbach.
Lauterbach.
Carlsbrunn.
Saint-Nicolas.
Nassweiler.
Emersweiler et le moulin de Guersbach.
Grand ou Grosrosseln.
Ludweiler.
Geislautern.
Fürstenhausen.
Clarenthal.
Krughütte.
Ziegelhoff.
Gersweiler.
La ville et le territoire de Sarrebruck.
Saint-Arneval.
Guidingen.
Sarre-Bubingen.
Kleinblittersdorf, Auersmachern, Roelchingen, Hansweiler, La ferme de Winterling } ci-devant district de la Leyen.
Le moulin de Gersweiler.
Ransbach.
Le moulin Ulrichsmühle (dernier).

1829 Du côté de la France.

Appach, annexe de Kirsch-lès-Sierck.
Merschweiler, avec ses annexes de Belmacher, Kinzing et Nauendorf.
Manderen.
Tinting et Mensberg.
Scheuerwald et la partie Sud de son territoire.
Ritzing, annexe de Launsdorf.
Launsdorf.
Flatten, annexe de Launsdorf.
Gongelfangen, annexe de Waldwise.
Waldwise.
Zeurange, annexe de Grindorf.
Bourg-Esch, annexe de Schwerdorf.
Cottendorf, *idem.*
Otzweiler, *idem.*
Schwerdorf.
Neunkirchen, annexe de Schwerdorf.
Remelsdorf.
Niedwelling et Gerstling.
La portion cédée d'Ihn ou Lognon.
Heining.
La portion cédée de Leiding.
Schreckling.
Willing.
Berweiler.
Merten et Biblingen.
La Houve et la ferme de Wendelhof
La Croix
Wilhelmsbronn
} Creutzwald.
L'hôpital de Carling.
Freimingen et Sainte-Fontaine.
Merlebach.
Cocheren et Ditschweiler.
Rosbruck.
Morsbach et Guersbach.
Forbach, côté à l'Ouest.
Petite Roselle et vieille Verrerie.
Forbach, avec Schveneck.
La verrerie Sophie, la ferme de Styring et dépendances.
Spicheren.
Altzing et Zinzing.

Grosbliedersdorf et le moulin de Simbach. 1829
Welferding.
Sarreguemines.
Neunkirchen.
Blies-Guerschweiler.
Blies-Schweien (dernier).

Cet état des villages, hameaux et territoires qui touchent de chaque côté la ligne des limites entre la Prusse et la France, étant conforme aux noms écrits sur le plan général, sera annexé et fera suite à la convention définitive signée à Sarrebruck, aujourdhui 23 Octobre 1829.

HENRI DELIUS,
Commissaire de Sa Majesté le Roi de Prusse.

ROUSSEAU,
Commissaire de Sa Majesté Très-Chrétienne.

(La présente convention définitive de limites a été ratifiée par Sa Majesté Prussienne, le 14 Novembre 1829, et par Sa Majesté Très-Chrétienne, le 15 du même mois. Les ratifications ont été échangées à Metz, le 2 Décembre 1829, entre le délégué du commissaire prussien et le commissaire françois.)

32.

Déclaration du ministère Prussien du 30 *Octobre* 1829 *concernant un arrangement pris avec la Hesse électorale pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1829 No. 17. pag. 127.)

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

1829 nachdem von der Kurfürstlich-Hessischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs durch die den Büchernachdruck betreffende Kurfürstliche Verordnung vom 16ten Mai d. J. unter den darin enthaltenen näheren Bestimmungen auch denjenigen Schriftstellern und Verlegern, welche in den nicht zum Deutschen Bunde gehörenden Provinzen der Preufsischen Monarchie Druckschriften erscheinen lassen, Schutz gegen den Nachdruck dieser Schriften in Kurhessen gewährt sei und die Kurfürstliche Regierung sich daher in der Lage befinde, in ihrem Gebiete sämmtliche Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie gegen jeden Eingriff in ihr literärisches Eigenthum sichern zu können, ohne dafs dieselben wegen Erlangung eines desfallsigen Privilegiums Mühe und Kosten aufzuwenden haben, dafs das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger in dem Kurfürstenthum Hessen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen Letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten unverzüglich Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 30sten Oktober 1829.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827 No. 17. Seite 123.) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 30sten Oktober 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten

v. Schönberg.

33.

Traité entre la Prusse et les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf, concernant leur accession au système des douanes prussiennes, signé le 9 Décembre 1829.

1829

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830 No. 13. pag. 105.)

Zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preufsen und Ihren Durchlauchten den Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf ist zur Erleichterung des Verkehrs der beiderseitigen Unterthanen durch die unterzeichneten Bevollmächtigten nachstehende Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen worden.

Art. I. Ihre Durchlauchten die Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf erklären Sich bereit, mit Ihren Landen dem Zollverbande der östlichen Preufsischen Provinzen oder dem Bairisch-Würtembergischen Zollvereine beizutreten, wie es dem gemeinsamen Interesse der betheiligten Staaten am angemessensten befunden werden wird.

Diese Zollvereinigung soll nach vorhergegangener näherer Vereinbarung über die Bedingungen und Modalitäten sowohl in Absicht der Theilnahme an den Zolleinkünften, als auch der Einrichtung der Zollverwaltung in Ausführung gebracht werden, sobald derselben die früher von Ihren Fürstlichen Durchlauchten mit andern Staaten in Beziehung auf Zoll- und Handelsverhältnisse getroffenen Verordnungen nicht mehr entgegenstehen.

Bis dahin, spätestens bis zum 1sten Januar 1835, ist man über nachstehende gegenseitige Erleichterungen des Verkehrs und Gewerbbetriebes übereingekommen:

1829 Art. II. Zwischen folgenden Preufsischen Landestheilen, als

a. dem Landkreise Erfurt,
b. dem Kreise Schleusingen,
c. dem Kreise Ziegenrück

einerseits und den Landen Ihrer Durchlauchten der Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf andererseits, soll vom 1sten März künftigen Jahres an dergestalt ein freier gegenseitiger Verkehr bestehen, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jener Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art überall den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einem Binnenzolle, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

a. Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mit diesen Gegenständen den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;

b. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Der freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere, findet nur mit der Einschränkung Statt, dafs dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

Art. III. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den gedachten Fürstlich-Reufsischen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anbelangt, sollen vom 1sten März künftigen Jahres an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, dafs einerseits die Fürstlichen Unterthanen in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen geniefsen, welche den eigenen Preussischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andrerseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Fürstlich-Reufsischen Landen alle die Vor-

theile und Begünstigungen zu Statten kommen, wor- 1829
auf die Einwohner der gedachten Kreise nach Artikel II. in den Fürstlich-Reufsischen Landen Anspruch machen können.

Art. IV. Vom 1sten März k. Jahres an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich-Preufsischen und Fürstlich-Reufsischen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgaben entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbsleuten gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

Art. V. Die Art und Weise der Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, von welchen die Waarensendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen, bleibt besonderer Verabredung vorbehalten.

Art. VI. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle wollen sich beide kontrahirende Theile gegenseitig unterstützen. Daher wollen auch Ihre Durchlauchten die Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf gestatten, dafs die Preufsischen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in das Fürstliche Gebiet verfolgen, und sich mit Zuziehung der Orts-Obrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung der Fürstlich-Reufsischen Gefälle den Fürstlichen Beamten eine gleiche Befugnifs in dem Preufsischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die Behörden den für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden Requisitionen gegenseitig unverzüglich nachkommen, und auf desfallsigen Antrag die von Unterthanen des einen Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen worden wären.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich zur Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen in Berlin bewirkt werden.

1829 Zu Urkund dessen ist dieselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Berlin den 9ten Dezember 1829.

Albrecht Friedrich Eichhorn, *Königl. Preufs. Geh. Legationsrath.*	Gustav Adolph von Strauch, *Fürstl. Reufsischer Kanzler, Regierungs- und Konsistorial-Präsident.*

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 7ten April 1830 und von Ihren Durchlauchten den Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf resp. am 5ten und 8ten März 1830, ratifizirt worden).

34.

Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part, publiée à Stouttgart le 26 Décembre 1829.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1829 No. 62. pag. 593. fgd.)

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg. Nachdem Wir bei dem Abschlusse des Vertrags vom 27sten Mai 1829 über Feststellung der beiderseitigen Handels-Verhältnisse zwischen dem Würtembergisch-Baierischen und dem Preufsisch-Hessischen Zoll-Vereine Uns vorbehalten haben, weitere Uebereinkunft in Beziehung auf den Vollzug des Vertrags überhaupt, und einzelner Bestimmungen insbesondere zu treffen, und nachdem nunmehro die erforderlichen

Verhandlungen hierüber Statt gefunden haben, so 1829
verordnen Wir hiedurch, dafs die — gegenwärtiger Verordnung angehängten Bestimmungen, welche zunächst auf den Vollzug des Vertrags Beziehung haben, zur Nachachtung für Unsere sämmtlichen Behörden und Unterthanen öffentlich bekannt gemacht werden.

Stuttgart den 26. Dezember 1829.

WILHELM.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten
BEROLDINGEN.

Auf Befehl des Königs:
Der Staats-Secretair
VELLNAGEL.

Der Finanz-Minister
VARNBÜLER.

Haupt-Beilage.

Bestimmungen zum Vollzug des Vertrags vom 27sten Mai 1829 über Feststellung der gegenseitigen Handels-Verhältnifse zwischen dem Würtembergisch-Baierischen und Preufsisch-Hessischen Zoll-Vereine.

§. 1. Vom 1ten Januar 1830 an können, bis auf die im Artikel II des Vertrags vom 27sten Mai 1829 bestimmten Ausnahmen, alle inländischen Erzeugnifse der Natur, des Gewerbsfleifses und der Kunst aus dem Königreich Preufsen und dem Grofsherzogthum Hessen in die Staaten des Würtembergisch-Baierischen Zoll-Vereins, und ebenso aus diesen Staaten in das Königreich Preufsen und in das Grofsherzogthum Hessen frei von den auf dem Eingange, und, mit Ausnahme von Holz, Getreide und Mehl, welches aus Würtemberg und Baiern ausgeht, auch frei von den auf dem Ausgange ruhenden Abgaben, unter Beobachtung der hiernach vorgeschriebenen Förmlichkeiten, sowohl eingeführt und zum Verbrauche in den Verkehr gebracht, als nach dem Auslande durchgeführt werden.

Nur in Ansehung der aus Preufsen und Hessen nach Würtemberg und Baiern gehenden Wolle ist die Befreiung vom Ausgangszoll an die Führung des Nachweises gebunden, dafs diese Gegenstände von Fabrikanten des andern Vereinsgebiets für ihr Gewerbe angekauft worden sind.

1829 §. 2. Die Abgaben, welche bei dem Uebergange der im Artikel 2 I. c bis e und II. a bis auf f. des Vertrags genannten Ausnahme-Gegenstände aus einem der Vereins-Gebiete in das andere, um darin zu bleiben, an der Grenze noch ferner erhoben werden, sind folgende:

I. Von Bier, Branntwein, Liqueur, Essig und geschrotetem Malz.

A) Beim Eingang in das Würtembergisch-Baierische Vereins-Gebiet, mit Ausschlufs des Baierischen Rhein-Kreises:

1. von Bier, für den Baierischen Eimer 1 fl. — kr.
2. von Branntwein und Liqueuren, für den Baierischen Eimer 3 fl. 20 kr.
3. von Essig, für den Baierischen Eimer 30 kr.
4. von geschrotetem Malze, für den Baierischen Mezen. 50 kr.

In den Baierischen Rheinkreis gehen diese Gegenstände 1 bis 4 zur Zeit frei ein.

B) Beim Eingang in das Königreich Preufsen:

1. von Bier und Essig, für den Preufsischen Zentner $7\frac{1}{2}$ Silbergroschen.
2. von Branntwein, für den Zentner 2 Rthlr. Bei gröfserer Stärke als 50 Grad nach dem Alkoholometer von Tralles werden für $2\frac{1}{2}$ Grad an Alkohol-Gehalt jedesmal 3 Silbergroschen mehr erhoben.
3. von versetzten Branntweinen und Liqueuren, für den Zentner 2 Rthlr. ohne Unterschied der Stärke.

Die Zahlung geschieht ganz in Silbergeld.

C) Beim Eingang in das Grofsherzogthum Hessen:

1. von Bier, als Surrogat für die Fabrikations-Gebühr, eine Abgabe von 40 kr. für die Hessische Ohm, welche bei dem Uebergange über die Grenze von dem vertragsmäfsig zur Eingangs-Abfertigung ermächtigten Grenz-Zoll-Amte erhoben wird;
2. von Branntwein und Obst-Wein (Obst-Most) findet bei dem Eingang die Erhebung einer Abgabe nicht Statt; es wird aber auf den Grund von Abfuhr-Scheinen, welche das zur Eingangs-Abfertigung ermächtigte Grenz-Zoll-Amt ertheilt, bei der Einlage, die gesetzliche Trank-Steuer
   a. von Branntwein mit 5 fl. 20 kr. pr. Ohm,
   b. von Obst-Most mit 2 fl. pr. Ohm erhoben.

II. Von inländischem Tabak, Wein und Most, 1829
Zucker und Syrup, baumwollenen, seidenen und wollenen Waaren, Leder und Leder-Waaren, Kupfer- und Messing-Waaren, geschmiedetem Eisen und groben Eisen-Waaren.

A) Beim Eingang in das Würtembergisch-Baierische Vereins-Gebiet:
der Betrag des in diesem Falle zu entrichtenden ermäfsigten Eingangs-Zolls ist in dem beigefügten Verzeichnisse (Beilage A) enthalten.

B) Beim Eingang in das Königreich Preufsen:
die in diesem Falle zu zahlenden ermäfsigten Eingangs-Abgaben weiset das anliegende Verzeichnifs (Beil. Lit. B. 1) nach.

C) Bei dem Eingange in das Grofsherzogthum Hessen:
die in dem angeschlossenen Verzeichnisse (Lit. B. 2) enthaltenen Gebühren.

Die in den Verzeichnissen A und B, 1 und 2 bemerkten Abgabensätze gelten für das Jahr 1830; späterhin eintretende Veränderungen sollen seiner Zeit besonders bekannt gemacht werden.

§. 3. Zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird das Verhältnifs zwischen den Würtembergischen, Baierischen, Preufsischen und Hessischen Maafsen und Gewichten durch die Anlage C zur öffentlichen Kunde gebracht.

§. 4. Der Aus- und Eingang aller, aus einem Vereins-Gebiet in das andere übergehenden Gegenstände, mit Ausnahme derjenigen, welche nach den allgemeinen Tarifen beider Zoll-Vereine überhaupt aus dem Auslande frei eingeführt werden dürfen, ist an die Einhaltung bestimmter Strafsen und Aemter gebunden.

Diese Aemter sind

A) in Würtemberg:
a. das Ober-Zoll- und Hall-Amt Heilbronn,
b. das Zoll-Amt Knittlingen;

B. in Baiern:
a. das Ober-Zoll-Amt Hof,
b. — — — Kronach,
c. — — — Lichtenfels,
d. — — — Königshofen,
e. — — — Melrichstadt,

1829 f. das Ober-Zoll-Amt Aschaffenburg,
g. — — — Frankenthal,
h. — — — Kirchheim-Boland,
i. — — — St. Ingbert, und
k. das Zoll-Amt Hochstetten;

C) in Preufsen:
1. in den östlichen Provinzen:
a. das Haupt-Zoll-Amt Langensalza,
b. das Haupt-Zoll-Amt Zeitz.
2. in den westlichen Provinzen:
a. das Haupt-Zoll-Amt Saarbrücken,
b. das Haupt-Steuer-Amt Kreuznach;

D) im Grofsherzogthum Hessen:
a. das Haupt-Zoll-Amt Heppenheim,
b. — — — Worms,
c. das Neben-Zoll-Amt I. Hirschhorn,
d. — — — I. Alzey,
e. — — — I. Seligenstadt.

§. 5. Wegen der bei Waaren-Versendungen aus einem Vereins-Gebiete in das andere beizubringenden Beweise über die inländische Abstammung der Waaren und wegen der sonst von den Versendern und Waarenführern zu beobachtenden Förmlichkeiten, wird auf den Inhalt des beiliegenden Reglements (Anlage D) verwiesen.

§. 6. Vom 1ten Januar 1830 an wird die Königl. Preufsische Regierung von allen ausländischen Waaren, welche auf der Weser und Elbe mit der Bestimmung zum Eingang nach Würtemberg und Baiern über Münden und Magdeburg bezogen werden, den Weser- und Elbe-Zoll nicht erheben lassen, wogegen der Land-Transit-Zoll vorbehalten bleibt.

Beilage A.

Verzeichniſs

der Zollsätze von denjenigen Preuſsisch-Hessischen Erzeugnissen und Fabrikaten, welche nach Artikel 2. I. d. e. und II. des Vertrags vom 27. Mai 1829. bei dem Eingange in das Würtembergisch-Baierische Vereins-Gebiet keine völlige Abgaben-Freiheit, sondern nur eine Zoll-Erleichterung genieſsen.

Des Würtembergisch-Baierischen Zoll Vereins-Tarifs		Benennung der Gegenstände.	Maſsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls.	
Nro.	Lit.			fl.	kr.
		1. Taback:			
440	a.	a. Blätter und Geitz, ungeschnitten, ungebeitzt, ungesponnen, auch Rippen und Stängel	Brutto-Ctr.	2	—
—	b.	b. Tabacks-Fabrikate aller Art und ohne Unterschied, auch Karotten und Taback-Mehl	—	10	—
478	a. u. c.	2. Weine und Most, alle rothe und weiſse . . .	—	4	—
499	a.	3. Zucker, Brode- oder Hut-Kandis-Bruch- oder Lumpen- und weiſser gestoſsener Zucker aus Preuſsischen und Hessischen Siedereien mit gewöhnlicher Verpackung in Kisten und Fässern	—	9	52
	b.	dergleichen, nicht in Fässern oder Kisten verpackt .	—	12	—
438	—	4. Syrup, aus Preuſsischen und Hessischen Siedereien.	—	4	—

Anmerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4 vertragsmäſsig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen wird das Nähere noch nachträglich bekannt gemacht werden.

		5. Baumwollene Tücher und Waaren:			
38	d 1.	a. rohe, ungebleichte, ungemusterte und ohne Desseins	Netto-Ctr.	15	—

Des Würtembergisch-Baierischen Zoll-Vereins-Tarifs. Nr.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Mafsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls. fl.	kr.
38	d. 2.	b. alle weifsen, glatten Hamans, Mousselins etc. .	Netto-Ctr.	45	—
—	d. 3.	c. baumwollene Waaren, brochirte, festonirte, gestickte, gefärbte, gedruckte, gestreifte, mit Ausnahme der mit Leinen vermengten .	—	45	—
—	d. 4.	d. alle gestrickten	—	45	—
		6. Seidene Waaren:			
408	e. 1.	a. mit Gold und Silber vermengt	Brutto-Pf.	—	45
—	e. 2.	b. unvermengt oder mit Baumwolle vermengt . .	Brutto-Ctr.	45	—
		c. Spitzen, seidene . .	Br.-Pf.	—	45
473	—	7. Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thier-Haaren, mit Leinen gemischt, und mit Ausnahme der Hutmacher-Arbeit (gefilzter)			
456	—	a. Tücher von Wolle, alle Ganz- und Halbtücher auch Azors, Biber, Molton, etc., einschlüssig der Enden und Leisten . . .	Netto-Ctr.	45	—
489	f.	b. Tuch- und Wollen-Waaren, alle mit andern Stoffen vermengte und unvermengte	—	45	—
		8. Leder- und Leder-Waaren:			
254	a.	a. alles Roth- und Weifsgerber-Leder, ganz oder nur lohroth gearbeitete Häute	Brutto-Ctr.	11	15
—	b.	b. Corduan-, Saffian-, auch Brüssler-, dann alles gefärbte und lakirte Leder	—	15	—

Des Würtemb.-Baierischen Zoll-Vereins-Tarifs. Nro.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Maßstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls. fl.	kr.
254	d.	c. Waaren, nicht eigens belegte	Brutto-Ctr.	22	30
351	—	d. Riemer-Arbeiten . .	—	15	—
371	—	e. Sattler-Arbeiten, alle .	—	15	—
170	a. 2.	f. Wagen, zum Stadt-Dienste, Chaisen, Kaleschen, neue	Stück.	37	30
443	—	g. Taschner-Arbeiten . .	Br.-Ctr.	22	30
360	—	h. Säckler-Arbeiten, mit Ausschluss der Fabrikate von Wachstuch und Wachstaffent	—	22	30
320	—	i. Pergament	—	11	15
214	—	k. Juchten	—	7	30
		l. Schumacher-Arbeiten:			
399	a.	1. von gemeinem Leder und Tuchenden	—	15	—
—	b.	2. von feinem, gegerbten Leder, Corduan, Saffian, Taffent etc.	—	30	—
		9. Kupfer- und Messing-Waaren:			
247	d.	a. verarbeitetes Kupfer, d. h. alle verzinnte und unverzinnte Kupferschmiede-Arbeiten	—	11	15
282	c.	b. Messing-Waaren, alle nicht vergoldete und versilberte	—	11	15
		c. Glockengiefser-Arbeiten:			
183	a.	1. im Grofsen, mit Ausnahme der Feuerspritzen	—	7	30
—	b.	2. im Kleinen, als Gegenstände des Kramhandels	—	11	15
		Ausnahmen: Ausgenommen sind alle diejenigen Artikel, welche nach dem Preufsisch-Hessischen Tarif zu den kur-			

Des Würtembergisch-Baierischen Zoll-Vereins Tarifs		Benennung der Gegenstände.	Mafsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolles	
Nro.	Lit.			fl.	kr.
		zen Waaren gerechnet werden.			
		10. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen-Waaren:			
123	c.	a. geschmiedetes, gestrecktes, mithin alle Schien- und Stab-Knoppern- Zain- und Nagelschmied-Eisen . .	Br. Ctr.	2	30
		Ausnahme: in Rheinbaiern auf der Linie von Breitenbach bis Expositur St. Ingbert		f r e i	
123	e.	b. alle schwarze und weifse Eisenbleche, unverarbeitet	Br. Ctr.	2	30
—	g.	c. Draht von Eisen . .	—	5	—
		d. Fabrikate, alle gemeine:			
—	i. 1.	1. Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, auch Sensen, Sicheln, Ketten . . .	—	5	—
—	i. 2.	2. Feilenhauer- und Waffenschmied-Arbeiten, als Aexte, Hämmer, Klingen, Pfannen, Sägblätter u. s. w., zum Betrieb der Landwirthschaft	—	5	37½
		e. Gufswaaren:			
—	l. 1.	1. in Kesseln, Oefen, Platten, Gewichten . . .	—	2	30
—	l. 2.	2. feinere, geschliffene Gufswaaren, mit Ausnahme der feinern Werkzeuge . .	—	5	37½
387	—	f. Schlosser-Arbeiten, mit Ausnahme der feineren .	—	11	15
424	—	g. Sporer-Arbeiten, mit Ausnahme der feineren . .	—	11	15
		h. Stahl			
427	a.	1. roher unverarbeiteter	—	2	30
		Ausnahme: in Rheinbaiern auf der Linie von Breiten-			

Des Würtembergisch-Baierischen Zoll-Vereins-Tarifs. Nro.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Mafsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolles. fl.	kr.
		bach bis Expositur St. Ingbert	frei.		
—	b. 1.	2. verarbeitet, Stahlwaaren, gemeine	—	11	15
—	c.	3. Draht von Stahl . .	—	5	—

Neben dem Zoll wird der Zoll-Beischlag erhoben, der nach Mafsgabe der moderirten Zollsätze berechnet wird.

Aufser den vorstehenden zur Anwendung kommenden Zollsätzen und dem Zoll-Beischlage wird von jedem Gulden des nach diesen Sätzen zu entrichtenden Zoll-Betrags, desgleichen von jedem Gulden des zu bezahlenden Weggeldes, eine Stempel-Gebühr von 2 kr., und wenn jene Beträge unter 1 fl. bleiben, von 1 kr. erhoben.

Beilage B. 1.

Verzeichnifs

der Eingangs-Abgaben von denjenigen Würtembergisch-Baierischen Erzeugnissen und Fabrikaten, welche nach Artikel 2. I. d. e und II. des Vertrags vom 27. Mai d. J. beim Eingange in den Preufsisch-Hessischen Zoll-Verband keine völlige Abgaben-Freiheit, sondern nur eine Ermäfsigung der Eingangs-Abgabe genieſsen, wenn solche in Preufsen und Hessen eingehen.

Der Erhebungs-Rolle vom 30 Okt 1827. Nr.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preufsisch)	Abgaben-Satz beim Eingange. Rthlr.	s. Gr.
		1. Taback:			
25	w. 1.	a. Tabacks-Blätter (unbearbeitete) und Stängel . . .	1 Ctr.	1	18
—	w. 2.	b. Tabacks-Fabrikate, als: Rauchtaback in Rollen oder geschnitten, Cigarren, Schnupftaback in Carotten oder Stangen und gerieben, auch Tabacks-Mehl . . .	—	5	—

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827 Nr.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preufsisch)	Abgaben-Satz beim Eingange. Rthlr.	s.	Gr.
25	f.	2. Wein und Most	1 Ctr.	3		6
25	y. i.	3. Zucker, Brod- oder Hut-Candis- Bruch- oder Lumpen- und weifser gestofsener Zucker aus Würtembergischen und Baierischen Siedereien	—	8		—
25	v.	4. Syrup, aus Würtembergischen und Baierischen Siedereien	—	3		6
		Anmerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4. vertragsmäfsig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen, wird das Nähere noch nachträglich bekannt gemacht werden.				
2	c.	5. Baumwollen-Waaren, Stuhl- und gestrickte, auch baumwollene Posamentir-Waaren	—	37		15
		6. Seiden-Waaren:				
31	c.	a. seidene Stuhl- und Strumpf-Waaren, Blonden, Borten, Chenille, Krepinen, Franzen und Schnüre, auch Gold und Silber-Stoffe .	—	75		—
	d.	b. halbseidene Waaren, nämlich Waaren aus Floret-Seide (Bourre de soie) aus Seide und Floret-Seide; aus Seide (oder Floret-Seide) und Baumwolle; desgleichen Gespinnste und Tressen aus Seide oder Floret-Seide	—	37		15
		7. Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thier-Haaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacher-Arbeit (gefilzter)				
41	c.	a. wollene Stuhl- und Strumpf-Waaren, des-				

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827 Nr.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preufsisch)	Abgaben-Satz beim Eingange. Rthlr.	s. Gr.
		gleichen Borten, Chenille, Franzen, Schnüre, ferner dergleichen Waaren aus andern Thier-Haaren, wie auch halbwollene Waaren obiger Art aus Wolle oder andern Thier-Haaren, mit Baumwolle, Leinen, Seide, Floret-Seide, theilweise oder mit allen diesen Stoffen gemischt	1 Ctr.	22	15
41	e.	b. Flanelle und Moltons weifse oder weifse mit Streifen, (rein von Wolle gewebte), grobe Friefs-Decken, Tuch-Leisten, Warp oder Bauerzeug aus Wolle und Leinen	—	7	15
		8. Leder und Leder-Waaren:			
21	a.	a. gelohetes Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattler-Leder, Stiefelschäfte, desgleichen Juchten . .	—	4	15
—	b.	b. sämischgahres, weifsgahres Leder, Erlanger-, Brüfsler- und Dänisches Handschuh-Leder, auch Korduan, Marokin, Saffian, Pergament	—	6	—
		Ausnahme: Halbgahre Ziegenfelle für inländische Saffian Fabrikanten werden unter Kontrole für die allgemeine Eingangs-Abgabe eingelassen.			
—	c.	c. grobe Schuhmacher- und Sattler-Waaren, Blasebälge, auch Wagen, woran			

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1837. Nr.	Lit	Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preufsisch)	Abgaben-Satz beim Eingange. Rthlr.	s. Gr.
		Leder- oder Polster-Arbeiten	1 Ctr.	7	15
21	d.	d. feine Leder-Waaren von Korduan, Saffian, Marokin, Erlanger-, Brüfsler- und Dänischem Leder, von sämisch- und weifsgahrem Leder und Pergament, Sattel- und Reitzeuge und Geschirre mit Schnallen und Ringen, ganz oder theilweise von feinen Metallen und Metallgemischen, Handschuhe von Leder und feine Schuhe aller Art . .	—	15	—
19	c.	9. Kupfer- und Messing-Waaren: Kessel, Pfannen und dergleichen, auch alle sonstigen Waaren aus Kupfer und Messing, mit Ausschlufs derjenigen Artikel, welche zu den kurzen Waaren gerechnet werden . . .	—	7	15
		10. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen-Waaren:			
6	c.	a. geschmiedetes Eisen, als: Stab- oder Stangen- Reife- Schlösser- Reck- Kneip- Band- Zain- Kraus- Bolzen- Wellen-Eisen, desgleichen Rohstahl, Gufs- und raffinirter Stahl .	—	—	$22\frac{1}{2}$
		Ausnahmen: 1. Links der Elbe, landwärts eingehend, auf der Linie von der Elbe bis Heiligenstadt und in den westlichen Provinzen von Warburg bis Sobernheim			

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827. Nr.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preufsisch)	Abgaben-Satz beim Eingange. Rthlr.	s. Gr.
		wird nur die allgemeine Eingangs-Abgabe erhoben.			
		2. In den westlichen Provinzen, von Sobernheim bis Rentrisch, frei.			
—	d.	b. Eisenblech aller Art, desgleichen Eisendraht, Stahldraht und Anker . .	1 Ctr.	2	$7\frac{1}{2}$
		c. Eisen-Waaren:			
	e. 1.	1. grobe Gufswaaren, in Oefen, Platten, Gittern etc.	—	—	$22\frac{1}{2}$
	e. 2.	2. grobe, die aus geschmiedetem Eisen, Eisenblech, Stahl und Eisendraht gefertigt sind, als: Aexte, Degen-Klingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hespen, Holzschrauben, Kaffeetrommeln und Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen, Nägel, Pfannen, Platteisen, Schaufeln, Schlösser, grobe Schnallen und Ringe (ohne Politur), Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuchmacher- und Schneider-Scheeren, grobe Waagebalken, Zangen etc. .	—	4	15

Für Tara wird der in der Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827 bei den betreffenden, vorstehend in der ersten Spalte bezeichneten, Positionen ausgeworfene Satz vom Zentner Brutto-Gewicht, vergütet.

Uebrigens verbleibt es auch bei den vorstehend aufgeführten Erzeugnissen und Fabrikaten bei der allgemeinen Bestimmung der Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827, Abtheilung V., No. 8, dafs die Zahlung der Eingangs-Abgabe, wenn fünf Thaler und mehr in einer Post zu zahlen sind, halb in Gold (den Friedrichsd'or zu 5 Rthlr. gerechnet), halb in Silbergeld entrichtet werden mufs, mit der Mafsgabe jedoch, dafs Zwischensummen unter fünf Thaler nicht zur Berechnung des Gold-Antheils gezogen werden.

Beilage B. 2.

Verzeichnifs

der Sätze, nach welchen bei den Grofsherzoglich-Hessischen Grenz-Zoll-Aemtern die Eingangs-Abgaben von denjenigen Würtembergisch-Baierischen Erzeugnissen und Fabrikaten zu erheben sind, welche nach Art. 2. I. d. e. und II. des Vertrags vom 27. Mai d. J. bei dem Eingange in den Preufsisch-Hessischen Zoll-Verband keine völlige Abgaben-Freiheit, sondern nur Ermäfsigung der Eingangs-Abgaben genieſsen.

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828.		Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.			Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld.		
				Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang.		Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang.	
Nr	Lit.				fl.	kr.		Rthl	s. Gr.
		1	Taback:						
25	w. 1.		a. Tabacks-Blätter, unverarbeitete und Steugel	1 Ctr.	2	42½	1 Ctr.	1	18
—	w. 2.		b. Tabacks-Fabrikate, als: Rauchtaback in Rollen oder geschnitten, Cigarren, Schnupftaback in Carotten oder Staugen und gerieben, auch Tabacksmehl	—	8	30	—	5	—
25	f.	2	Wein und Most . . .	—	5	25	—	3	6
25	y. 1.	3	Zucker, Brodt-, oder Hut-, Candis- Bruch- oder Lumpen- und weifser gestofsener Zucker aus Würtembergischen u. Baierischen Siedereien . .	—	13	32½	—	8	—
25	y.	4	Syrup	—	5	25	—	3	6

Anmerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4 vertragsmäfsig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen wird das Nähere nachträglich bekannt gemacht werden.

2	c.	5	Baumwollen-Waaren, Stuhl- und gestrickte, auch baumwollene Posamentier-Waaren	—	63	45	—	37	15
		6	Seiden-Waaren:						
31	c.		a. seidene Stuhl- und Strumpf-Waaren, Blonden, Borten, Che-						

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828. Nr	Lit.	Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang Rthl.	s Gr.	Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang. Rthl.	s. Gr.
			nille, Crepinen, Franzen u. Schnüre, auch Gold- und Silber-Stoffe . . . . . (Seiden-Waaren.)	1 Ctr.	127	30	1 Ctr.	75	—
	d.		b. halbseidene Waaren, nämlich Waaren aus Floret-Seide (bourre de soie) aus Seide und Floret-Seide, aus Seide (oder Floret-Seide) und Baumwolle; desgl. Gespinnste u. Tressen aus Seide oder Floret-Seide	—	63	45	—	37	15
		7	Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thierhaaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacher-Arbeit (gefilzter)						
	41	c.	a. Wollene Stuhl- u. Strumpf-Waaren, desgl. Borten, Chenille, Franzen, Schnüre; ferner dergleichen Waaren aus andern Thierhaaren, wie auch halbwollene Waaren obiger Art aus Wolle oder andern Thierhaaren mit Baumwolle, Leinen, Seide, Floret-Seide, theilweise oder mit allen diesen Stoffen gemischt	—	38	20	—	22	15
		e.	b. Flanelle und Moltons (weifse oder weifse mit Streifen, rein von Wolle ge-						

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828.		Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.			Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld.		
				Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang		Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang	
Nr.	Lit.				Rthl.	s. Gr.		Rthl.	s. Gr.
			webte) grobe Friefsdecken, Tuchleisten, Warp oder Bauerzeug aus Wolle und Leinen	1 Ctr.	12	42½	1 Ctr.	7	15
		8	Leder und Leder-Waaren:						
21	a.		a. gelohetes Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattlerleder, Stiefelschäfte, desgl. Juchten . . .	—	7	42½	—	4	15
	b.		b. sämischgahres, weifsgahres Leder, Erlanger, Brüfsler, u. Dänisches Handschuhleder, auch Corduan, Marokin, Saffian, Pergament	—	10	12½	—	6	—
			Ausnahme: Halbgahre Ziegenfelle für inländische Saffian-Fabrikanten werden, unter Kontrole, für die allgemeine Eingangs-Abgabe eingelassen.						
	c.		c. Grobe Schuhmacher- und Sattler-Waaren, Blasebälge, auch Wagen, woran Leder- oder Polster-Arbeiten . . .	—	12	42½	—	7	15
	d.		d. Feine Leder-Waaren von Korduan, Saffian, Marokin, Erlanger- Brüfsler- und Dänischem Leder, von sämisch und weifsgahrem Leder und Pergament, Sattel- und Reit-Zeuge, und Geschirre mit Schnallen und Ringen, ganz oder theilweise von feinen Me-						

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828. Nr	Lit.	Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang. fl.	kr.	Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang. Rthl.	s Gr.
			tallen und Metall-Gemischen, Handschuhe von Leder und feine Schuhe aller Art . . .	1 Ctr.	25	31½	1 Ctr.	15	—
		9	Kupfer- und Messing-Waaren:						
19	c.		Kessel, Pfannen und dergleichen, auch alle sonstigen Waaren aus Kupfer und Messing, mit Ausschlufs derjenigen Artikel, welche zu den kurzen Waaren gerechnet werden .	—	12	42½	—	7	15
		10	Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen-Waaren:						
Allgemeiner Ansatz			a. Geschmiedetes, als Stab- oder Stangen- Reifen- Schlösser- Reck- Kneip- Band- Zain- Kraus- Bolzen- Wellen-Eisen, desgl. Rohstahl, Gufs- und raffinirter Stahl .	—	—	37½	—	—	11¼
6	b.		b. Eisenblech aller Art, desgleich. Eisendraht, Stahldraht und Anker	—	3	51¼	—	2	7½
			c. Eisen-Waaren:						
	c. 1.		1. grobe Gufswaaren in Oefen, Platten, Gittern etc. . .	—	1	15	—	—	22½
			2. grobe, die aus geschmiedetem Eisen, Eisenblech, Stahl- und Eisendraht gefertigt sind, als: Aexte, Degen-Klingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hespen, Holzschrauben, Kaf-						

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828. Nr	Lit.	Ordn. Nummer	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang fl.	kr.	Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang Rthl.	s.Gr.
			feetrommeln u. Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen Nägel, Pfannen, Plattеisen, Schaufeln, Schlösser, grobe Schnallen und Ringe (ohne Politur) Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuchmacher- u. Schneider-Scheeren, grobe Waagebalken, Zangen etc. . . .	1 Ctr.	7	42½	1 Ctr.	4	15

Für Tara wird der im Zoll-Tarif vom 23sten Juni 1828 (Anlage A zur Zoll-Ordnung) bei den betreffenden, vorstehend in der ersten Spalte bezeichneten, Positionen ausgeworfene Satz vom Zentner Brutto-Gewicht vergütet.

Uebrigens verbleibt es auch bei den vorstehend aufgeführten Erzeugnissen und Fabrikaten bei der allgemeinen Bestimmung des Zoll-Tarifs von 23sten Juni 1828, Abtheilung V. No. 11., dafs die Zahlung der Eingangs-Abgabe, wenn 8 fl. 45 kr. (oder 5 Rthlr. Preufsisch) und mehr in einem Posten zu zahlen sind, halb in Gold, den Friedrichsd'or zu 8 fl. 45 kr. (5 Rthlr. Preufsisch) gerechnet, und halb in Silbergeld entrichtet werden mufs, mit der Mafsgabe jedoch, dafs Zwischensummen unter 8 fl. 45 kr. (5 Thlr. Preufsisch) bei Bestimmung des Gold-Antheils nicht in Berechnung gezogen werden.

Die Beilage C. enthaltend „die Vergleichung der Würtembergischen, Altbaierischen, Preufsischen und Grofsherzoglich-Hessischen Fufs-, Holz-, Ellen-, Flüssigkeits- und Getreide-Mafse und Gewichte wird in Bälde nachfolgen.

Vergleichung

der Würtembergischen, Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Grofsherzoglich Hessischen

Fufs-Mafse.

Ein Würtembergischer Fufs ist gleich . . . . . 127,000 Pariser Linien.
Ein Altbaierischer Fufs ist gleich . . . . . 129,38 — —
Eine Rheinbaierische Metre zu 3 neuen Franz. Fufs 443,2959 — —
Ein Preufsischer Fufs . . . . . 139,13 — —
Ein Grofsherzogl. Hessischer Fufs ist gleich. . . . 110,824. — —

Würtembergisch.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Altbaierisch. Zum Gebrauch. Fufs.	Zoll.	Linien.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Rheinbaierisch. Zum Gebrauch. Metre.	Fufs.	Zoll.	Linien.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Preufsisch. Zum Gebrauch. Fufs.	Zoll.	Linien.	Grofsherzogl Hessisch. Zur Berechnung.	Grofsherzogl Hessisch. Zum Gebrauch. Fufs.	Zoll.	Linien.
1 Fufs =	0,9816	—	11	9,35	0,2864	—	—	10	3,76	0,9128	—	10	11,44	1,1459	1	1	9,01
25 — =		24	6	5,77		7	—	5	10,09		22	9	10,13		28	7	9,46
50 — =		49	—	11,55		14	—	11	8,19		45	7	8,27		57	3	6,92
75 — =		73	7	5,32		21	1	5	6,28		68	5	6,40		85	11	4,38
100 — =	98,1604	98	1	11,10	28,6490	28	1	11	4,38	91,2815	91	3	4,54	114,5961	114	7	1,84

Altbaierisch.	Würtembergisch.				Rheinbaierisch.					Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
1 Fufs =	1,0187	1	—	2,69	0,2918	—	—	10	6,08	0,9299	—	11	1,90	1,1674	1	2	0,11
25 — =		25	5	7,46		7	—	10	8,08		23	2	11,71		29	2	2,77
50 — =		50	11	2,92		14	1	9	4,15		46	5	11,43		58	4	5,54
75 — =		76	4	10,39		21	2	8	0,23		69	8	11,15		87	6	8,31
100 — =	101,8740	101	10	5,85	29,1859	29	—	6	8,31	92,9921	92	11	10,87	116,7436	116	8	11,08

Rheinbaierisch.	Württembergisch. Zur Berechnung.	Württembergisch. Zum Gebrauch. Fufs.	Zoll.	Linien.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Altbaierisch. Zum Gebrauch. Fufs.	Zoll.	Linien.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Preufsisch. Zum Gebrauch. Fufs.	Zoll.	Linien.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Grofsherzogl. Hessisch. Zum Gebrauch. Fufs.	Zoll.	Linien.
1 Fufs =	1,1635	1	1	11,54	1,1421	1	1	8,46	1,0620	1	—	8,93	1.3333	1	4	0,00
2 — =		2	3	11,08		2	3	4,92		2	1	5.87		2	8	0,00
1 Metre =	3,4905	3	5	10.63	3,4263	3	5	1,38	3·1861	3	2	2,81	4,0000	4	—	0,00
25 — =		87	3	1,87		85	7	10·71		79	7	10.31		100	—	0,00
50 — =		174	6	3.73		171	3	9.42		159	3	8,63		200	—	0,00
75 — =		261	9	5,60		256	11	8.14		238	11	6,94		300	—	0,00
100 — =	349.0518	349	—	7.47	342.6309	342	7	6 85	318.6199	318	7	5.26	400.0000	400	—	0·00

Preufsisch.	Württembergisch.				Altbaierisch.				Rheinbaierisch.					Grofsherzogl. Hessisch.		
									Metre.	Fufs.	Zoll.	Linien.				
1 Fufs =	1,0955	1	1	1.75	1.0753	1	—	10,85	0,3138	—	11	3.58	1,2554	1	3	0,77
25 — =		27	4	7.84		26	10	7,29		7	2	6	5 61	31	4	7.49
50 — =		51	9	3·68		53	9	2,58		15	2	—	11.23	62	9	2,98
75 — =		82	1	11.53		80	7	9.87		23	1	7	4.85	91	1	10.47
100 — =	109,5511	109	6	7 37	107.5359	107	6	5.17	31.3853	31	1	1	10.47	125.5413	125	6	5.96

Grofsh. Hess.	Württembergisch.				Altbaierisch.				Rheinbaierisch.					Preufsisch.		
										Metre.	Fufs.	Zoll.	Linien.			
1 Fufs =	0,8726	—	10	5.65	0,8565	—	10	3,31	0,2500	—	—	9	0.00	0,7965	—	9	6,70
25 — =		21	9	9.46		21	4	11.67		6	1	9	0.00		19	10	11.57
50 — =		43	7	6.93		42	9	11.35		12	1	6	0.00		39	9	11.15
75 — =		65	5	4.40		64	2	11.03		18	2	3	0.00		59	8	10.73
100 — =	87.2629	87	3	1.87	85.6577	85	7	10.71	25.0000	25	—	—	0.00	79.6519	79	7	10.31

Vergleichung

der Würtembergischen, Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Grofsherzogl. Hessischen

Holz-Maafse.

Eine Würtembergische Klafter enthält . . . . 144 Würtembergische Cubik-Fufs.
Eine Altbaierische — — . . . . . 126 Altbaierische — —
Eine Rheinbaierische — — . . . . . 144 Altbaierische — —
Eine Preufsische — — . . . . . 108 Preufsische — —
Eine Grofsherzogl. Hessische Stecken enthält . . 100 Grofsh. Hessische — —

Würtembergisch.	Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Klafter.	8tel.	16tel.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Klafter.	8tel.	16tel.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Klafter.	8tel.	16tel.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Stecken.	8tel.	16tel.
1 Klftr. =	1,1218	1	—	1,94	0,9816	—	7	1,70	1,2170	1	1	1,47	1,6501	1	5	0,40
25 — =		28	—	0,73		24	4	0,64		30	3	0,83		41	2	0,07
50 — =		56	—	1,46		49	—	1,28		60	6	1,66		82	4	0,14
75 — =		84	1	0,20		73	4	1,92		91	2	0,49		123	6	0,22
100 — =	112,1833	112	1	0,93	98,1604	98	1	0,56	121,7087	121	5	1,33	165,0183	165	—	0,29

Altbaierisch.	Württembergisch.			Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
1 Klftr. =	0,8913	—	7	0,26	0,8750	—	7	0,00	1,0849	1	—	1,35	1,4709	1	3	1,53
25 — =		22	2	0,56		21	7	0,00		27	—	1,96		36	6	0,38
50 — =		44	4	1,11		43	6	0,00		54	1	1,92		73	4	0,77
75 — =		66	6	1,67		65	5	0,00		81	2	1,89		110	2	1,16
100 — =	89,1397	89	1	0,23	87,5000	87	4	0,00	108,4908	108	3	1,85	147,0969	147	—	1,55

Rheinbaierisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Klafter.	8tel.	16tel.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Klafter.	8tel.	16tel.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Klafter.	8tel.	16tel.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Stecken.	8tel.	16tel.
1 Kltr. =	1,0187	1	—	0,29	1,1428	1	1	0,28	1,2398	1	1	1,83	1,6811	1	5	0,89
25 — =		25	3	1,49		28	4	1,14		30	7	1,96		42	—	0,44
50 — =		50	7	0,99		57	1	0,28		61	7	1,91		84	—	0,88
75 — =		76	3	0,48		85	5	1,43		92	7	1,87		126	—	1,33
100 — =	101,8740	101	6	1,98	114,2857	114	2	0,57	123,9894	123	7	1,83	168,1107	168	—	1,77

Preufsisch.	Würtembergisch.				Altbaierisch				Rheinbaierisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
1 Kltr. =	0,8216	—	6	1,14	0,9217	—	7	0,74	0,8065	—	6	0,90	1,3558	1	2	1,69
25 — =		20	4	0,65		23	—	0,69		20	1	0,61		33	7	0,33
50 — =		41	—	1,30		46	—	1,38		44	2	1,21		67	6	0,67
75 — =		61	4	1,96		69	1	0,08		60	3	1,82		101	5	1,01
100 — =	82,1688	82	1	0,61	92,1736	92	1	0,77	80,6519	80	5	0,43	135,5846	135	4	1,35

Grofsh. Hess.	Würtembergisch.				Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.			
														Klafter.		
1 Stecken =	0,6059	—	4	1,69	0,6798	—	5	0,87	0,5948	—	4	1,51	0,7375	—	5	1,80
25 — =		15	1	0,39		16	7	1,92		14	6	1,93		18	3	1,01
50 — =		30	2	0,79		33	7	1,85		29	5	1,87		36	7	0,03
75 — =		45	3	1,19		50	7	1,78		44	4	1,81		55	2	1,05
100 — =	60,5992	60	4	1,58	67,9823	67	7	1,71	59,4835	59	3	1,75	73,7545	73	6	0,07

Vergleichung

der Würtembergischen, Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Grofsherzogl. Hessischen

Ellen - Mafse.

Eine Würtembergische Elle ist gleich . . . . . 272,288 Pariser Linien.
Eine Altbaierische — — — . . . . . 369,27 — —
Eine Rheinbaierische Aune — — . . . . . 531,95512 — —
Eine Preufsische Elle — — . . . . . 295,65 — —
Eine Hessische — — — . . . . . 265,98 — —

Würtembergisch.	Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch		
		Elle.	8tel.	16tel.		Aune.	8tel.	16tel.		Elle.	8tel.	16tel.		Elle.	8tel.	16tel.
1 Elle =	0,7373	—	5	1,78	0,5118	—	4	0,18	0,9209	—	7	0,73	1,0237	1	—	0,37
25 — =		18	3	0,94		12	6	0,74		23	—	0,39		25	4	1,48
50 — =		36	6	1,89		25	4	1,49		46	—	0,78		51	1	0,97
75 — =		55	2	0,84		38	3	0,23		69	—	1,17		76	6	0,45
100 — =	73,7368	73	5	1,78	51,1862	51	1	0,98	92,0980	92	—	1,56	102,3716	102	2	1,94

Altbaierisch.	Würtembergisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
1 Elle =	1,3561	1	2	1,69	0,6941	—	5	1,10	1,2490	1	1	1,98	1,3883	1	3	0,21
25 — =		33	7	0,46		17	2	1,67		31	1	1,60		34	5	1,33
50 — =		67	6	0,93		34	5	1,34		62	3	1,20		69	3	0,66
75 — =		101	5	1,40		52	—	1,01		93	5	0,81		104	1	0,00
100 — =	135,6174	135	4	1,87	69,4176	69	3	0,68	124,9010	124	7	0,41	138,8337	138	6	1,33

Rheinbaierisch.	Württembergisch.				Altbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch		
		Elle.	8tel.	16tel.		Elle.	8tel.	16tel.		Elle.	8tel.	16tel.		Elle.	8tel.	16tel.
1 Aune =	1,9536	1	7	1·25	1,4405	1	3	1,04	1,7992	1	6	0,78	2,0000	2	—	0,00
25 — =		48	6	1·46		36	—	0,22		44	7	1,71		50	—	0,00
50 — =		97	5	0,91		72	—	0·44		89	7	1·41		100	—	0,00
75 — =		146	4	0,37		108	—	0·67		134	7	1,12		150	—	0,00
100 — =	195·3648	195	2	1·83	144·0558	144	—	0·89	179·9273	179	7	0·83	200·0000	200	—	0·00

Preufsisch.	Württembergisch.				Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
										Aune.						
1 Elle =	1,0857	1	—	1·37	0,8006	—	6	0·81	0,5557	—	4	0·89	1,1115	1	—	1,78
25 Ellen =		27	1	0·31		20	—	0,25		13	7	0,31		27	6	0,61
50 — =		54	2	0,63		40	—	0 50		27	6	0·62		55	4	1,23
75 — =		81	3	0,95		60	—	0,76		41	5	0,93		83	2	1,85
100 — =	108·5798	108	4	1·27	80,0633	80	—	1·01	55,5779	55	4	1,24	111·1519	111	1	0·47

Grofs Hess	Württembergisch.				Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.			
1 Elle =	0,9768	—	7	1·62	0,7202	—	5	1·52	0,5000	—	4	0·00	0·8996	—	7	0,39
25 Ellen =		24	3	0,73		18	—	0,11		12	4	0·00		22	3	1·85
50 — =		48	6	1·46		36	—	0·22		25	—	0,00		44	7	1,71
75 — =		73	2	0·20		54	—	0 34		37	4	0·00		67	3	1,57
100 — =	97,6833	97	5	0,93	72,0285	72	—	0,45	50,0000	50	—	0,00	89,9644	89	7	1·43

Vergleichung

der Würtemb., Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Gr. Hessischen

Flüssigkeits-Maafse.

Eine Würtembergische Helleich-Maafs ist gleich . . . 92,6099 Pariser Cubikzollen.
Eine Altbaierische Maafs — — . . . . 53,8923 — —
Eine Rheinbaierische Litre — — . . . . 50,4124 — —
Eine Preufsische Quart — — . . . . 57,723 — —
Eine Hessische grofse Maafs — — . . . . 100,825 — —
Ein Würtembergischer Eimer enthält — — . . . . 16 Imi, 160 Maafs, 640 Schoppen.
Ein Altbaierischer Eimer — . . . . . 64 Maafs. 256 Quart.
Ein Rheinbaierischer Hectolitre — . . . . . 10 Decalitres, 100 Litres.
Ein Preufsischer Eimer — . . . . . 60 Quart, 120 Oesel.
Eine Hessische Ohm — . . . . . 80 Maafs, 320 Quart.

Würtembergisch.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Altbaierisch. Zum Gebrauch Eimer.	Maafs.	Quart.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Hecto-	Deca.	Litre.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Eimer.	Quart.	Oesel.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Ohm.	Maafs.	Quart.
	Maafs.				Litre.				Quart.				Maafs.			
1 Maafs =	1,7184	—	1	2,87	1,8370	—	—	1,83	1,6043	—	1	1,20	0,9185	—	—	3,67
5 — =		—	8	2,36		—		9,18		—	8	0,04		—	4	2,37
1 Imi =		—	17	0,73		—	1	8,37		—	16	0,08		—	9	0,74
10 — =		2	43	3,37		1	8	3,70		2	40	0,87		1	11	3,40
15 — =		4	1	3,05		2	7	5,55		4	—	1,30		1	57	3,10
	Eimer.				Hectolitre				Eimer.				Ohm.			
1 Eimer =	4,2960	4	18	3,79	2,9392		9	3,92	4,2783	4	16	1,40	1,8370	1	66	3,85
25 — =		107	25	2,80		73	4	8,18		106	57	1,07		45	74	0,33
50 — =		214	51	1,16		146	9	6,36		213	55	0,15		91	68	0,67
75 — =		322	13	0,41		220	4	4,54		320	52	1,23		137	62	1,01
100 — =	429,6063	429	38	3,99	293,9279	293	9	2,79	427,8350	427	50	0,24	183,7049	183	56	4,35

Altbaierisch.

	Württembergisch. Zur Berechnung.	Württembergisch. Zum Gebrauch				Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Rheinbaierisch. Zum Gebrauch			Preufsisch. Zur Berechnung.	Preufsisch. Zum Gebrauch			Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Grofsherzogl. Hessisch. Zum Gebrauch		
	Helleich-Maafs.	Eimer.	Imi.	Maafs.	Schopp.	Litre.	Hecto-	Deca-	Litre.	Quart.	Eimer.	Quart.	Oesel.	Maafs.	Ohm.	Maafs.	Quart.
1 Maafs =	0,5819	—	—	—	2,32	1,0690	—	—	1,06	0,9336	—	—	1·86	0,5345	—	—	2·13
25 — =		—	1	4	2,19		—	2	6,72		—	23	0,68		—	13	1,45
50 — =		—	2	9	0,38		—	5	3,45		—	46	1,36		—	26	2,90
	Eimer.					Hectolitre				Eimer.				Ohm.			
1 Eimer =	0,2327	—	3	7	0,97	1,6841	—	6	8,41	0,9958	—	59	1·50	0,4276	—	34	0 83
25 — =		5	13	1	0.33		17	1	0,44		24	53	1,63		10	55	0·88
50 — =		11	10	2	0,67		31	2	0,89		49	47	1.27		21	30	1·76
75 — =		17	7	3	1.01		51	3	1,33		74	41	0.91		32	5	2,65
100 — =	23.2771	23	4	4	1.35	68,4178	68	4	1,78	99.5878	99	35	0.54	42,7610	42	60	3 53

Rheinbaierisch.

	Württembergisch.					Altbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
							Eimer.	Maafs.	Quart.								
	Maafs.					Maafs.				Quart.				Maafs.			
1 Litre =	0,5443	—	—	—	2·17	0,9354	—	—	3,74	0,8733	—	—	1,74	0,5000	—	—	00
1 Decal. =		—	—	5	1,77		—	9	1,41		—	8	1,46		—	5	0.00
5 — =		—	2	7	0,87		—	46	3,08		—	43	1,33		—	25	0,00
	Eimer.					Eimer.				Eimer.				Ohm.			
1 Hectol. =	0,3402	—	5	4	1,74	1,4616	1	29	2,17	1,4555	1	27	0,67	0,6250	—	50	0.00
25 — =		8	8	—	3,52		36	34	2,28		36	23	0,75		15	50	0,00
50 — =		17	—	1	3,04		73	5	0.57		72	46	1,50		31	20	0,00
75 — =		25	8	2	2,57		109	39	2,86		109	10	0,25		46	70	0,00
100 — =	34·0220	34	—	3	2,09	146,1607	146	10	1,15	145,5583	145	33	1·00	62,5000	62	40	0,00

Preufsisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Eimer.	Imi.	Maafs.	Schopp.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Eimer.	Maafs.	Quart.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Hecto.	Deca.	Litre.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Ohm.	Maafs.	Quart.
	Maafs.					Maafs.				Litre.				Maafs.			
1 Quart =	0,6232	—	—	—	2,49	1,0710	—	1	0,28	1,1450	—	—	1,14	0,5720	—	—	2,29
25 — =		—	1	5	2,32		—	26	3,10		—	2	8,62		—	14	1,25
50 — =		—	3	1	0,65		—	53	2,21		—	5	7,25		—	28	2,50
	Eimer.					Eimer.				Hectolitre.				Ohm.			
1 Eimer =	0,2337	—	3	7	1,59	1,0041	1	—	1,25	0,6870	—	6	8,70	0,4293	—	34	1,40
25 — =		5	13	4	3,75		25	6	2,48		17	1	7,52		10	58	3,04
50 — =		11	10	9	3,50		50	13	0,96		34	3	5,04		21	37	2,08
75 — =		17	8	4	3,25		75	19	3,45		51	5	2,57		32	16	1,12
100 — =	23,3734	23	5	9	3,00	100,4138	100	26	1,93	68,7009	68	7	0,09	42,9380	42	75	0,16

Grofsh. Hess.	Würtembergisch.					Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.			
	Maafs.					Maafs.				Litre.				Quart.	Eimer.	Quart.	Oesel.
1 Maafs =	1,0888	—	—	1	0,35	1,8707	—	1	3,48	2,0000	—	—	2,00	1,7467	—	1	1,49
25 — =		—	2	7	0,87		—	46	3,08		—	5	0,00		—	43	1,33
50 — =		—	5	4	1,74		1	29	2,17		1	—	0,00		1	27	0,67
	Eimer.					Eimer.				Hectolitre				Eimer.			
1 Ohm =	0,5443	—	8	7	0,38	2,3385	2	21	2,67	1,6000	1	6	0,00	2,3289	2	19	1,47
25 — =		13	9	7	1,65		58	29	2,88		40	—	0,00		58	13	0,81
50 — =		27	3	4	3,30		116	59	1,77		80	—	0,00		116	26	1,63
75 — =		40	13	2	0,95		175	25	0,66		120	—	0,00		174	40	0,45
100 — =	54,4353	54	6	9	2,60	233,8576	233	54	3,55	160,0000	160	—	0,00	232,8938	232	53	1,26

Vergleichung

der Würtembergisch, Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Gr. Hessischen

Getreide-Maafse.

Ein Würtembergisches Simri ist gleich . . . . 1116,8 Pariser Cubik-Zoll.
— Altbaierischer Metzen — — . . . . . 1868,2664 — — —
— Rheinbaierischer Viernsel — — . . . . . 1250,31 — — —
— Preufsisches Viersel — — . . . . . 692,694 — — —
— Hessischer Aichsimer — — . . . . . 1613,25 — — —
— Würtembergischer Scheffel enthält . . . . 8 Simri, 32 Vierling, 256 Ecklen.
— Altbaierischer Scheffel — . . . . 6 Metzen, 24 Vierling, 96 Sechszehntel.
— Rheinbaierischer Hectolitre — . . . . 4 Viernsel, 8 Simer, 32 Vierling.
— Preufsischer Scheffel — . . . . 4 Vierling, 16 Metzen, 64 Mäfsel.
— Hessisches Malter — . . . . 4 Simer, 16 Kumpf, 64 Geschcid.

Würtembergisch.	Altbaierisch.					Rheinbaierisch.					Preufsisch.					Grofsherzogl. Hessisch.				
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.				Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.				Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.				Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.			
		Schfl.	Mtz.	Viersl.	16tel.		Hect.	V.	S.	Vrl.		Schfl.	V.	Mtz.	Mäfsl.		Malter.	S.	K.	Gschd.
	Metzen.					Viernsel.					Viertel					Simer.				
1 Simri =	0,5977	—	—	2	1,56	0,8861	—	—	1	3,08	1,6122	—	1	2	1,79	0,6922	—	—	2	3,07
2 — =		—	1	—	3,12		—	1	1	2,18		—	3	—	3,59		—	1	1	2,15
4 — =		—	2	1	2,25		—	3	1	3,35		1	2	1	3,18			2	3	0,30
6 — =		—	3	2	1,38		1	—	—	2,53		2	1	2	2,77		1	—	—	2,45
	Scheffel.					Hectolitre					Scheffel.					Malter.				
1 Schfl. =	0,7970	—	4	3	0,51	1,7722	1	3	—	0,71	3,2245	3	—	3	2,37	1,3845	1	1	2	0,61
25 — =		19	5	2	0,87		44	1	—	1,81		80	2	1	3,29		39	2	1	3,25
50 — =		39	5	—	1,74		88	2	—	3,61		161	—	3	2,58		69	—	3	2,50
75 — =		59	4	2	2,62		132	3	1	1,42		241	3	1	1,87		103	3	1	1,76
100 — =	79,7031	79	4	—	3,49	177,2261	177	—	1	3,23	322,4558	322	1	3	1,17	138,4534	138	1	3	1,01

Altbaierisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Schfl.	S.	Vrl.	Eckl.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Hect.	V.	S.	Vrl.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. hfl.	V.	Mtz.	Mafsl	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Malter.	S.	K.	Gschd.
	Simri.					Viertel					Viertl.					Aichsimer				
1 Metz. =	1,6728	—	1	2	5,53	1,4823	—	1	—	3,85	2,6971	—	2	2	3,15	1,1580	—	1	—	2,52
2 — =		—	3	1	3,06		—	2	1	3,71		1	1	1	2,30		—	2	1	1,05
4 — =		—	6	2	6,12		1	1	1	3,43		2	2	3	0,61		1	—	2	2,11
	Scheffel.					Hectolitre					Scheffel.					Malter.				
1 Schfl. =	1,2546	1	2	—	1,19	2,2235	2	—	1	3,15	4,0457	4	—	—	2,92	1,7371	1	2	3	3,17
25 — =		31	2	3	5,79		55	2	—	2,86		101	—	2	1,13		45	1	2	3,38
50 — =		62	5	3	3,59		111	—	1	1,73		202	1	—	2,27		86	3	1	2,76
75 — =		94	—	3	1,39		166	3	—	0,59		303	1	2	3,41		130	1	—	2,14
100 — =	125,4655	125	3	2	7,19	222,3578	222	1	—	3,45	404,5711	404	2	1	0,55	173,7114	173	2	3	1,53

Rheinbaier.	Würtembergisch.					Altbaierisch.					Preufsisch					Grofsherzogl. Hessisch.				
	Simri.					Metzen.	Schfl.	Mtz.	Vrl.	16tel.	Viertel					Simer.				
1 Vierns. =	1,1285	—	1	—	4,11	0,6745	—	—	2	2,79	1,8194	—	1	3	1,11	0,7812	—	—	3	0,49
2 — =		—	2	1	0,22		—	1	1	1,58		—	3	2	2,22		—	1	2	0,99
3 — =		—	3	1	4,33		—	1	—	0,38		1	1	1	3,33		—	2	1	1,49
	Scheffel.					Scheffel.					Scheffel.					Malter.				
1 Hect. =	0,5642	—	4	2	0,44	0,4497	—	2	2	3,17	1,8194	1	3	1	0,44	0,7812	—	3	—	1,99
25 — =		14	—	3	3,20		11	1	1	3,34		45	1	3	3,13		19	2	—	1,96
50 — =		28	1	2	6,40		22	2	3	2,68		90	3	3	2,27		39	—	—	3,91
75 — =		43	2	2	1,16		33	4	1	2,02		136	1	3	1,40		58	2	1	1,87
100 — =	56,4250	56	3	1	4,84	44,9725	44	5	3	1,36	181,9459	181	3	3	0,54	78,1224	78	—	1	3,83

Preufsisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Schfl.	Sri.	Vrl.	Eckl.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Schfl.	Mtz.	Vrl.	16tel.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Hect.	V.	S.	Vrlg.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Mltr.	S.	K.	Gschd.
	Simri.					Metzen.					Viernsel.					Simer.				
1 Vrtl. =	0,6202	—	—	2	3,84	0,3707	—	—	1	1,93	0,5496	—	—	1	0.39	0,4293	—	—	1	2,86
2 — =		—	1	—	7,69		—	—	2	3,86		—	1	—	0,79		—	—	3	1,73
3 — =		—	1	3	3,54		—	1	—	1,79		—	1	1	1,18		—	1	1	0,60
	Scheffel.					Scheffel.					Hectolitre					Malter.				
1 Schfl. =	0,3104	—	2	1	7,39	0,2471	—	1	1	3,72	0,5496	—	2	—	1,58	0,4293	—	1	2	3,47
25 — =		7	6	—	0,76		6	1	—	1,22		13	2	1	3,69		10	2	3	2,99
50 — =		15	4	—	1,53		12	2	—	2,44		27	1	1	3,38		21	1	3	1,98
75 — =		23	2	—	2,30		18	3	—	3,66		41	—	1	3,07		32	—	3	0,98
100 — =	31,0119	31	—	—	3,07	24,7175	24	4	1	0,88	54,9613	54	3	1	2,76	42,9371	42	3	2	3,97

Grofsh. Hess.	Würtembergisch.					Altbaierisch.					Rheinbaierisch.					Preufsisch.				
										S.							schfl.	V.	Mtz.	Mäfsl.
	Simri.					Metzen.					Viernsel.					Viertel.				
1 Simer =	1,4445	—	1	1	6,22	0,8635	—	—	3	1,81	1,2800	—	1	—	2,24	2,3288	—	2	1	1,26
2 — =		—	2	3	4,44		—	1	2	3,63		1	2	1	0,48		1	—	2	2,52
3 — =		—	4	1	2,67		—	2	2	1,44		—	3	—	2,72		1	2	3	3,78
	Scheffel.*					Scheffel.					Hectolitre					Scheffel.				
1 Mltr. =	0,7222	—	5	3	0,89	0,5756	—	3	1	3,26	1,2800	1	1	—	0,96	2,3289	2	1	1	1,05
25 — =		18	—	1	6,49		14	2	1	1,60		32	—	—	0,00		58	—	3	2,37
50 — =		36	—	3	4,98		28	4	2	3,20		64	—	—	0,00		116	1	3	0,74
75 — =		54	1	1	3,47		43	1	—	0,80		96	—	—	0,00		174	2	2	3,12
100 — =	72,2264	72	1	3	1,97	57,5667	57	3	1	2,40	128,0000	128	—	—	0,00	232,8981	232	3	2	1,49

Vergleichung

der *Würtembergischen*, *Altbaierischen*, *Rheinbaierischen*, *Preufsischen u. Grh. Hessischen* Gewichte.

Ein Würtembergisches Pfund ist gleich . . . . . 467,7 Französischen Grammen.
— Altbaierisches Pfund — — . . . . . 560 — —
— Rheinbaierischer Kilogramm ist gleich . . . . . 1000,00 — —
— Preufsisches Pfund ist gleich . . . . . 467,41 — —
— Hessisches Pfund — — . . . . . 5000,00 — —
— Würtembergischer Centner enthält . . 104 Pfund, 3328 Loth, 13312 Quentchen, 53,248 Richtpfennige.
— Altbaierischer Centner — . . 100 — 3200 — 12,800 — 51,200 —
— Rheinbaierischer Quintal — . . 100 Kilogr. 1000 Hecto- 10,000 Deca- 100,000 Grammen.
— Preufsischer Centner — . . 110 Pfund, 3520 Loth, 14,080 Quentchen, 56,320 Richtpfennige.
— Hessischer Centner — . . 100 — 3200 — 12,800 — 51,200 —

Würtembergisch.	Altbaierisch.						Rheinbaierisch.					Preufsisch.						Grofsherzogl. Hessisch.					
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.					Zur Berechnung.	Zum Gebrauch				Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.					Zor Berechnung.	Zum Gebrauch.				
		Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.		Kil.	Hect.	Dec.	Gramm.		Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R.Pf.		Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R.Pf.
	Pfund.,						Kilogr.					Pfund.						Pfund.					
1 Pfd. =	0,8351	—	—	26	2	3.61	0,4677	—	4	6	7,70	1,0006	—	1	—	—	0,31	0,9354	—	—	29	3	2,92
25 — =		—	20	28	—	2.28		11	6	9	2,50		—	25	—	1	3,94		—	23	12	1	1.12
50 — =		—	41	24	1	0.57		23	3	8	5,00		—	50	—	3	3.88		—	46	24	2	2,24
75 — =		—	62	20	1	2.85		35	—	7	7.50		—	75	1	1	3,82		—	70	4	3	3 36
100 — =	83.5178	—	83	16	2	1.14	46,7770	46	7	7	0.00	100,0620	—	100	1	3	.376	93.5400	—	93	17	1	0.48
	Centner						Quintal					Centner.						Centner.					
1 Ctr. =	0,8685	—	86	27	1	3.58	0.4864	48	6	4	0,80	0.9460	—	104	2	—	1.03	0,9728	—	97	9	—	0.17
25 — =		21	73	14	3	1,71		12,16	—	2	0,00		23	71	19	2	1.93		24	32	1	1	0,48
50 — =		43	42	29	2	3.42		24,32	—	4	0,00		47	33	7	—	3.86		48	64	2	2	0,96
75 — =		65	12	12	2	1.14		36,48	—	6	0.00		70	104	26	3	1,79		72	96	3	3	1,44
100 — =	86,8585	86	85	27	1	2,85	48.6408	48.64	—	8	0.00	94.6041	94	66	14	1	3,72	97,2816	97	28	5	—	1,92

Alt-baierisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Kilog.	Hect.	Dec.	Gramm.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.
	Pfund.						Kilogr.					Pfund.						Pfund.					
1 Pfd. =	1,1973	—	1	6	1	1,04	0,5600	—	5	6	0,00	1,1980	—	1	6	1	1,42	1,1200	—	1	3	3	1,44
25 — =		—	29	29	3	2,06		14	—	—	0,00		—	29	30	1	3,57		—	28	—	—	0,00
50 — =		—	59	27	3	0,12		28	—	—	0,00		—	59	28	3	3,14		—	56	—	—	0,00
75 — =		—	89	25	2	2,19		42	—	—	0,00		—	89	27	1	2,71		—	84	—	—	0,00
	Centner.						Quintal.					Centner.						Centner.					
1 Ctr. =	1,1512	1	15	23	2	0,25	0,5600	56	—	—	0,00	1,0891	1	9	25	3	2,29	1,1200	1	12	—	—	0,00
25 — =		28	81	11	3	2,37		14,00	—	—	0,00		27	25	7	1	1,26		28	—	—	—	0,00
50 — =		57	58	23	3	0,74		28,00	—	—	0,00		54	50	14	2	2,52		56	—	—	—	0,00
75 — =		86	36	3	2	3,11		42,00	—	—	0,00		81	75	21	3	3,78		84	—	—	—	0,00
100 — =	115,1296	115	13	15	2	1,48	56,0000	56,00	—	—	0,00	108,9174	108	100	29	1	1,04	112,0000	112	—	—	—	0,00

Rheinbr.	Würtembergisch.						Altbaierisch.						Preufsisch.						Grofsherzogl. Hessisch.					
	Pfund.						Pfund.	Ctr.	Pf.	Lth.	Q.	R. Pf.	Pfund.						Pfund.					
1 Kil. =	2,1381	—	2	4	1	2,71	1,7857	—	1	25	—	2,28	2,1394	—	2	4	1	3,39	2,0000	—	2	—	—	0,00
10 — =		—	21	12	—	3,18		—	17	27	1	2,85		—	21	12	2	1,98		—	20	—	—	0,00
50 — =		1	2	28	3	3,94		—	89	9	—	2,28		—	106	31	—	1,90		1	—	—	—	0,00
	Centner.						Centner.						Centner.						Centner.					
100 — =	2,0558	2	5	25	3	3,88	1,7857	1	78	18	1	0,57	1,9449	1	103	30	—	3,80	2,0000	2	—	—	—	0,00
(1Quint.)																								
25,00 =		51	41	9	3	10,9		44	64	9	—	2,31		48	68	19	3	3,11		50	—	—	—	0,00
50,00 =		102	82	19	2	2,18		89	28	18	1	0,61		97	27	7	3	2,22		100	—	—	—	0,00
75,00 =		154	19	29	1	3,27		133	92	27	1	2,92		145	95	27	3	1,33		150	—	—	—	0,00
100,00 =	205,5887	205	61	7	1	0,36	178,5714	178	57	4	2	1,23	194,4953	194	54	15	3	0,44	200,0000	200	—	—	—	0,00
(100 Q.)																								

Preussisch.	Württembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth	Q.	R. Pf.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung	Zum Gebrauch. Kil.	Hect.	Deca.	Gramm	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.
	Pfund.						Pfund.						Kilogr.					Pfund.					
1 Pfd. =	0,9993	—	1	31	3	3·68	0,8346	—	—	26	2	3·34	0,4674	—	4	6	7·41	0,9318	1	—	29	3	2,62
25 — =		—	24	31	2	0·06		—	20	27	2	3,65		11	6	8	5·25		—	23	11	3	1,69
50 — =		—	49	31	—	0,12		—	41	23	1	3.31		23	3	7	0·50		—	46	23	2	3.39
75 — =		—	74	30	2	0·18		—	62	19	—	2,97		35	—	5	5·75		—	70	3	2	1·08
100 — =	99,9379	—	99	30	—	0,25	83,4660	—	83	14	3	2,62	46,7410	46	7	4	1·03	93·4820	—	93	15	1	2,78
	Centner.						Centner.						Quintal.										
1 Ctr. =	1,0570	1	5	29	3	1,07	0,9181	—	91	26	—	0.09	0,5141	51	4	1	5.10	1,0283	1	2	26	2	1.06
25 — =		26	44	9	1	2·96		22	95	10	—	2,28		12·85	3	7	7·50		25	70	24	—	2·56
50 — =		52	78	88	3	1.92		45	90	20	1	0.57		25,70	7	5	5.00		51	41	16	1	1·12
75 — =		79	28	28	1	0·88		68	85	30	1	2·85		38·56	1	3	2,50		77	12	8	1	3,68
100 — =	105,7036	105	73	5	2	3,84	91,8129	91	81	8	2	1·14	51,4151	51·41	5	1	0,00	102,8302	102	83	—	2	2,24

Gr. Hess.	Württembergisch.						Altbaierisch.						Rheinbaierisch.					Preufsisch.					
	Pfund.						Pfund						Kilogr.					Pfund.					
1 Pfd. =		—	1	2	—	3.35	0,8928	—	—	28	2	1,14	0,5000	—	5	—	0,00	1,0697	—	1	2	—	3,69
25 — =		—	26	23	—	3,98		—	22	10	1	0·57		12	5	—	0,00		—	26	23	3	0,47
50 — =		—	53	14	1	3.97		—	44	20	2	1·14		25	—	—	0,00		—	53	15	2	0,95
75 — =		—	80	5	2	3,95		—	66	30	3	1,71		37	5	—	0.00		—	80	7	1	1·42
	Centner.						Centner.						Quintal.					Centner.					
1 Ctr. =	1,0279	1	2	28	3	3,94	0,8928	—	89	9	—	2,28	0,5000	50	—	—	0,00	0,9724	—	106	31	—	1·90
25 — =		25	72	20	3	2,65		22	32	4	2	1·14		12,50	—	—	0·00		24	34	9	3	3.55
50 — =		51	41	9	3	1,09		44	64	9	—	2·28		25.00	—	—	0.00		48	68	19	3	3·11
75 — =		77	9	30	2	3,63		66	96	13	2	3.42		37·50	—	—	0·00		72	102	29	3	2,66
100 — =	102,7913	102	82	19	2	2,18	89,2857	89	28	18	1	0·57	50,0000	50,00	—	—	0·00	97·2476	97	27	7	3	2,22

1829 **Beilage D.**

Reglement

über das Verfahren bei Versendung inländischer Erzeugnisse und Fabrikate aus einem Vereins-Gebiete in das andere.

§. 1. Bei Versendungen inländischer Erzeugnisse und Fabrikate aus einem Vereins-Gebiete in das andere, bei welchen der vertragsmäfsige freie oder erleichterte Eingang in Anspruch genommen wird, mufs der inländische Ursprung nachgewiesen werden.

§. 2. Geschehen dergleichen Versendungen durch die zweite Hand, so mufs sich der Versender über den inländischen Ursprung der Gegenstände durch beglaubigte Bescheinigungen des Produzenten oder Fabrikanten, durch Vorlegung seiner Bücher oder andere Beweise, überhaupt durch die zur Ausfertigung der Ursprungs- und Versendungs-Certifikate erforderlichen Belege, gegen die mit dieser Ausfertigung beauftragten Behörden genügend ausweisen.

§. 3. Soll demnach eine Versendung erfolgen, so legt der Versender der zuständigen Behörde des Absendungs-Ortes, oder der diesem Ort zunächst gelegenen, eine nach dem beiliegenden Muster No. I. zum Ursprungs-Zeugnifs schriftlich abgefafste Anmeldung vor.

Diese Anmeldung mufs enthalten:

a. die Gattung und Menge der Gegenstände nach dem Mafsstabe, welchen der Tarif des Landes, aus welchem die Versendung erfolgt, angiebt, die Menge nach dem Brutto- und Netto-Gewicht in Buchstaben ausgedrückt.

Kann wegen mangelnder Waage-Geräthschaften bei Gegenständen, die dem Mafsstab des Tarifs zu Folge, nach dem Gewichte anzugeben sind, das Gewicht nicht angegeben werden, so genügt statt dieser Angabe die Anmeldung des Gegenstandes nach den landesüblichen und gewerblichen Mafsstäben, z. B. Ohm, Eimer, Quart, Stück und Ellenzahl, Schock, Zahl und dergleichen;

b. Die Zahl der Kolli und deren Zeichen und Nummern; 1829

c. die Art der Waare und zwar nicht nur die Bezeichnung der Tarif-Kategorie, wozu sie gehört, sondern auch die besondere Eigenthümlichkeit ihrer speciellen Unterscheidungs-Merkmale, z. B. bei Zeuchen die im gewerblichen Verkehr übliche Benennung derselben mit Rücksicht auf die Stoffe, aus denen sie bestehen; ferner, ob sie weifs oder farbig und von welcher Farbe, glatt oder gestreift, oder auf andere Weise gemustert sind etc.; ferner die etwaige Bezeichnung der Waare durch die Fabrik-Siegel oder durch andere Merkmale.

Von Siegeln und Stempeln ist auf der Anmeldung ein Abdruck zu machen.

d. Bei Versendungen von Produzenten und Fabrikanten die Versicherung an Eides Statt, dafs die zu versendenden Gegenstände ihr eigenes Produkt oder Fabrikat sind, bei Versendungen aus der zweiten Hand aber von Seite des Versenders gleichfalls an Eidesstatt die Versicherung der Identität der Waaren mit jenen, welche in den nach §. 2 beizubringenden Beweisen über ihre inländische Abstammung bezeichnet sind;

e. das vertragsmäfsige Zoll-Amt des Ausgangs und das Zoll-Amt des Wieder-Eingangs in den andern Vereins-Staat;

f. den Namen des Waarenführers, die Frist für den Transport bis zum Ausgangs-Amte und den Stand, Namen und Wohnort des Empfängers; endlich

g. den Ort der Absendung und den Namen und Stand des Versenders.

§. 4. Zuständige Behörden sind:

A) Im Würtembergisch-Baierischen Vereins-Gebiete:

a. in Würtemberg,
die Ober-Zoll- und Hall-Aemter, so wie die Zoll-Aemter, und in jenen Orten, wo solche nicht bestehen, die Ober-Aemter des Bezirks;

b. in Baiern,
die Zoll- und Hall-Aemter; in jenen Orten, wo dergleichen nicht bestehen, in den sieben ältern

1829 Kreisen: die Distrikts-Polizei-Behörden, nämlich Land-Gerichte, Herrschafts-Gerichte und Magistrate, welche den Kreis-Regierungen unmittelbar untergeordnet sind, und im Rheinkreise: die Bürgermeister und deren Adjunkten.

B) Im Preufsisch-Hessischen Vereins-Gebiete:

a. in Preufsen,

sämmtliche Zoll- und Steuer-Stellen;

b. in Hessen,

aufser sämmtlichen Zoll-Aemtern, in den Provinzen Starkenburg und Ober-Hessen die Landräthe, und in Rhein-Hessen die besonders dazu zu beauftragenden Bürgermeister.

§. 5. Die zuständige Behörde prüft die Richtigkeit der Anmeldung, und zwar bei Produzenten und Fabrikanten nach der ihr beiwohnenden Kenntnifs von dem Stande und Gewerbe des Versenders, von der Beschaffenheit seiner Erzeugnifse, und von dem Umfange und Betriebe der Produktion und Fabrikation desselben mit sorgfältiger Benützung aller ihr aus ihrem Amts-Verhältnifs zu Gebote stehenden Hülfs-Mittel; bei Versendungen aus der zweiten Hand aber, nach den über den Ursprung der Gegenstände beizubringenden Beweisen.

Entstehen bei der Prüfung Zweifel über die Glaubwürdigkeit der beigebrachten Bescheinigungen, oder in Bezug auf Identität und Ursprung der Waaren, so sind, um dieselben zu heben, drei Sachverständige beizuziehen, von deren Urtheil die Entscheidung abhängt. Bis diese erfolgt ist, unterbleibt die Absendung.

Findet dieselbe bei Prüfung der Anmeldung nichts zu erinnern, so fertigt sie die Bescheinigung nach dem Muster I. B) 1. auf dem Ursprungs-Zeugnifs aus, und mit derselben erfolgt der Transport der Gegenstände zum bestimmten Ausgangs-Amte.

§. 6. Der Waarenführer übergiebt dem Ausgangs-Amte das bescheinigte Certifikat, das Amt revidirt nach demselben die Waare, bescheinigt, wenn sich dabei nichts zu erinnern findet, den Revisions-Erfund, unter Anwendung der tarifsmäfsigen Benennung,

falls die Anmeldung auf dem Certifikat solche nicht 1829
schon übereinstimmend mit dem Revisions-Erfund enthält; bestimmt darauf die Dauer seiner Gültigkeit für das vertragsmäfsige Eingangs-Amt nach Mafsgabe der Entfernung zwischen beiden Orten, der Beschaffenheit der Ladung, der Transport-Mittel und des Weges, und mit Rücksicht auf Jahres-Zeit, Witterung und andere auf den Transport etwa einwirkende Ursachen; setzt die Gegenstände, so weit sie verschlufsfähig sind, unter Verschlufs, oder beschreibt dieselben andernfalls speziell auf dem Certifikat, bescheinigt die erfolgte Ausfuhr nach dabei genommener Ueberzeugung auf demselben, giebt das solchergestalt bescheinigte Certifikat, nach dessen Eintrag in ein nach dem anliegenden Muster No. II. zu führendes Certifikat-Register, dem Waarenführer zum weitern Ausweis bei dem Eingangs-Amte zurück.

§. 7. Hat eine zu den in Rede stehenden Abfertigungen befugte, und mit Verschlufs-Mitteln versehene Behörde (ein Ober-Zoll-, Hall- oder Zoll Amt) am Versendungs-Ort, oder in der Nähe desselben ihren Sitz, so kann mit der Prüfung der Anmeldung zugleich die spezielle Revision der Gegenstände verbunden, und solche auf dem Certifikat nach dem Muster I. B) 2. bescheinigt werden.

Gegenstände, die nicht verschlufsfähig sind, werden auf dem Certifikat nach Gattung, Art und Menge speziell bezeichnet, verschlufsfähige aber kolliweise unter sichern Verschlufs genommen.

Beim Ausgangs-Amte bedarf es dann nur der Rekognition des Verschlusses, und wenn dabei nichts zu erinnern ist, können die verschlossenen Gegenstände dort, ohne nochmalige Special-Revision, gegen Bescheinigung des Ausgangs auf dem Certifikat zum Wieder-Eingang in das andere Vereins-Gebiet über das bestimmte vertragsmäfsige Eingangs-Amt, wie im vorhergehenden §. vorgeschrieben, abgeschickt werden.

Der zur Sicherung angelegte Verschlufs kann demnach gegenseitig erst von derjenigen Behörde, von welcher die letzte definitive Behandlung vorzunehmen ist, abgenommen werden.

1829 §. 8. Beim Eingangs-Amte werden die Gegenstände angemeldet, das Certifikat wird abgegeben; jene werden, so weit sie zum Verbleiben im Lande bestimmt sind, nach diesem revidirt und nach richtigem Befund gegen Erlegung der vertragsmäfsigen Abgaben, so weit dergleichen vorbehalten sind, in freien Verkehr gesetzt.

Sind dergleichen Gegenstände aber zur Durchfuhr bestimmt, so findet, Fälle eines begründeten Verdachts ausgenommen, eine Revision mittelst Eröffnung der Kolli in der Regel nicht Statt, sondern die Waaren werden unter den nämlichen Verschlufs, mit welchem sie angelangt sind, insofern derselbe unverletzt und völlig sichernd befunden wird, mit Begleit-Scheinen (Zoll-Pässen) auf dasjenige Zoll- oder Hall-Amt abgefertigt, an dessen Einhaltung der Durchgang geknüpft ist.

Die Gegenstände werden in das Certifikat-Register (§. 6.) eingetragen, und die Eintragung wird mit dem Certifikat belegt.

Der Verkehr mit inländischen Erzeugnissen und Fabrikaten zwischen den Vereins-Staaten durch die fahrenden Posten, ist ebenfalls an Begleitung durch die vorgeschriebenen Certifikate gebunden, ohne jedoch die vertragsmäfsigen Eingangs-Punkte einhalten zu müssen.

§. 10. Die Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, und was darauf Bezug hat, soll, mit alleiniger Ausnahme der im §. 5. vorgeschriebenen Beiziehung dreier Sachverständigen, welche in diesem Falle auf die landesüblichen Tag-Gelder oder Gebühren Anspruch haben, ohne Entrichtung von Taxen und Sporteln Statt finden.

Zur Beilage D. 1829

No. I.

Ursprungs- und Versendungs-Certifikat.

A) Anmeldung

nachfolgender inländischer Gegenstände,
(etc. etc. etc.)

welche Endes Unterzeichneter von hier mit (Fuhrmann N. N.) binnen (2) Tagen über das (Königl. Ober-Zoll- und Hall-) Amt zu (Heilbronn) auszuführen beabsichtigt, um sie über das (Grofsherzogl.-Hessische Zoll-) Amt zu (N.N.) an den (Kaufmann N.N.) zu (. . . . . .) einzuführen.

Die Richtigkeit dieser Anmeldung, und dafs die vorstehend aufgeführten Gegenstände (mein eigenes inländisches Fabrikat [Erzeugnifs]
oder: inländisches Erzeugnifs [oder Fabrikat] des Fabrikanten N.N. zu N.N. nach den beigebrachten beglaubigten Bescheinigungen sind)
versichere ich hiedurch an Eides Statt

(. . . . . .) den (8. Januar) 18(30.)

(N.N. Fabrikant.)

B) Ursprungs-Certifikat.

1. Der inländische Ursprung vorstehend angemeldeter Gegenstände wird hiedurch nach gewissenhafter Prüfung der Anmeldung pflichtmäfsig bescheint.

. . . . . den (8. Januar 1830.)

[(L. S.) Königl. Würtemb. Oberamt.]

(oder)

2. Vorstehend angemeldete Gegenstände, deren inländischer Ursprung nach gewissenhafter Prüfung pflichtmäfsig bescheint wird, sind hier revidirt und (beispielsweise werden hier folgende Bemerkungen beigefügt:

a. mit der Anmeldung übereinstimmend befunden;

1829 b. obige Anmeldung wird in Betreff der Menge und Art der Gegenstände noch über folgende Posten, wie folgt, näher erklärt:

c. die Gegenstände gehen {unter / ohne} Verschluſs, und derselbe ist, wie folgt, angelegt,)

(. . . . . den 8. Januar 1830.)

[(L. S.) . . , ... Amt N.N.)

(Nachrichtlich:
das Certifikat
No. 1. wird ausgestellt, wenn das Oberamt des Bezirks dasselbe ausfertigt (§. 5);
No. 2. wenn eine Zoll-Behörde die Ausfertigung besorgt, welche zugleich die Revision vornimmt (§. 7)].

C. Certifikat des Ausgangs-Amtes.

Nummer des Certifikats-Registers (-87.-)

Den richtigen Ausgang oben verzeichneter Gegenstände bescheinigt das unterzeichnete (Ober-Zoll- und Hall-) Amt mit folgenden Bemerkungen: (beispielsweise werden hier folgende Bemerkungen angeführt:

a. die Gegenstände sind hier unter richtigen Verschluſs des . . . . . eingetroffen;

b. die Gegenstände sind hier revidirt, und mit der Anmeldung und dem Ursprungs-Certifikat übereinstimmend befunden worden;
oder auch

c. auf den Grund der Revision wird die Anmeldung in Betreff der Menge und Art der Gegenstände noch über nachstehende Posten, wie folgt, näher erklärt:
etc. etc. etc.

d. die Gegenstände gehen 1829 {unter / ohne} Verschluſs und derselbe ist vom ..... Amte ..... wie folgt, angelegt:
etc. etc. etc.)
Dieses Ausgangs-Certifikat ist nur in sofern gültig, als die darin bezeichneten Gegenstände mit demselben bis zum (20.) (Januar) 18(30) bei dem (Groſsherzogl. Hessischen .... Zoll-) Amte zu ..... eintreffen.

(Heilbronn) den (10.) (Januar) 18(30.)

(L. S.) Königl. Würtemberg. Ober-Zoll- und Hall-) Amt (N. N.)

D) Eingangs-Bescheinigung.

Die oben verzeichneten Gegenstände sind den (20. Januar) 18(30) hier eingegangen, bei der Revision richtig befunden, und in dem Certifikat-Register unter Nummer (96) eingetragen.

..... den (21.) (Januar) 18(30.)

(Groſsherzogl. Hessisches ..... Zoll-) Amt
(N. N.)

Zur Beilage D.
Nr. II.

C e r t i f i c a t.

über den vertragsmäfsig erleichterten Verkehr
für das
geführt vom

Ueber-

Datum der Abfertigung.	Ord. nungs-Nummer.	Namen des Waarenführers.	Namen und Wohnorte des Versenders und Empfängers.	Verzeichnifs der Gegenstände nach den Maafsstäben des Tarifs beim Gewicht nach Brutto- und Netto-Gewicht, Zahl der Colli und deren Zeichen und Nummern.
1.	2.	3.	4.	5.

R e g i s t e r *).

mit inländischen Gegenständen zwischen . . . . .

J a h r 1 8 —

Amte zu

haupt.		Ausgehende Gegenstände.		Eingehende Gegenstände.				
Gestattete Transportfrist.	Bemerkungen über den Beschluss.	Bezeichnung des Eingangs-Amtes.	Bemerkungen wegen Sicherheits-Bestellung.	des mitgekommenen Ursprungs-Certificats.			Der Depositenschein ist bescheinigt zurückgekommen an:	Bemerkungen.
				Nummer.	Datum.	Ausstellungsamt.		
6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.

Für die Richtigkeit sämmtlicher Beilagen:

Der Canzlei-Director des K. Finanz-Ministerium.

SCHMIDLIN.

*) Dieses Register wird nach Jahres-Abschnitten geführt, aber vierteljährig abgeschlossen.

35.

1829 *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave souverain de Hesse concernant l'accession de ce dernier par rapport au baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne, signé le* 31 *Décembre* 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830. No. 7. pag. 49.)

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen, haben in der Absicht, die wechselseitigen Vortheile eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preufsen und andern deutschen Staaten abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf das Verhältnifs des Landgräflich-Hessischen Ober-Amts Meisenheim, sowohl zu den Provinzen der Preufsischen Monarchie, als auch in dessen Folge zu den damit durch Zollvereine und Handelsverträge verbundenen deutschen Staaten auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen, und hierzu als Bevollmächtigte ernannt,

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande etc.;

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen:

Höchst-Ihren dirigirenden wirklichen Geheimen Rath und Präsidenten aller Landes-Kollegien, *Carl Friedrich Ibell*, des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse Ritter und des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens Kommandeur,

von welchen, nach gepflogener Unterhandlung, mit 1829
Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Vom ersten Januar künftigen Jahres an, wollen Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, mit Ihrem Ober-Amte Meisenheim dem Verbande der westlichen Preufsischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme beitreten, wie solches in den gedachten Preufsischen Provinzen durch das Gesetz vom 26sten Mai 1818 und die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt worden ist, oder künftig noch durch gesetzliche Deklarationen weiter bestimmt werden wird.

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf werden zugleich in Ansehung des Salz-Verkaufs und der Abgaben von der Fabrikation des Branntweins und vom Braumalze, so wie auch von inländischem Taback und Wein, in Uebereinstimmung mit den desfalls in den westlichen Preufsischen Provinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügungen ergehen lassen, als erforderlich sind, um auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleichstellung zwischen diesen Provinzen und dem Ober-Amte Meisenheim in Ansehung des inneren Verkehrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der Preufsischen Monarchie, desgleichen zum Auslande eintreten zu lassen.

Art. II. Die Art und Weise der Verkündigung der diesfälligen Gesetze in dem Ober-Amte Meisenheim, die mit derselben übereinstimmende Einrichtung der Verwaltung, insbesondere die Bildung des zu bewachenden Grenzbezirks gegen das Ausland, die Bestimmung und Errichtung eines Neben-Zoll-Amtes bei der Stadt Meisenheim, die Einführung der Königlich-Preufsischer Seits zu übernehmenden Salz-Regie und die Anordnungen wegen Erhebung der Abgaben von Branntwein, Bier, Essig, Wein und Taback, sollen in gegenseitigem Einvernehmen, mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behuf zu ernennenden Kommissarien, festgesetzt und in Ausführung gebracht werden.

Art. III. Die Zoll- und Steuer-Beamten im Ober-Amte Meisenheim, namentlich die Einnehmer

1829 und Grenzaufseher, sollen von dem Königlich-Preufsischen Provinzial-Steuerdirektor in Kölln ernannt, für beide Landesherrn vor dem Justiz-Ober-Amte Meisenheim, verpflichtet und mit Anstellungs-Zeugnissen versehen werden.

Bei seinen Ernennungen wird der Provinzial-Steuer-Direktor besonders auf solche Subjekte Rücksicht nehmen, welche ihm von der Landgräflichen Regierung nahmhaft gemacht und bei der von ihm veranlafsten Prüfung tüchtig befunden worden sind.

Die auf diese Weise angestellten Beamten werden gleich den ausschliefslich Preufsischen Beamten derselben Kathegorie besoldet, die Grenzaufseher auch uniformirt und bewaffnet.

Die Beamten beziehen ihren Gehalt aus den Preufsischen Kassen, und stehen in allen Dienstangelegenheiten, insbesondere auch in Absicht der ganzen Dienstdisziplin unter den Preufsischen Ober-Beamten, welche die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes besorgen.

In allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenannten gemeinen Vergehen, ingleichen bei Dienstvergehen, wegen welcher gegen ausschliefslich Preufsische Beamte derselben Kathegorie eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig sein würde, sind die Zoll- und Steuer-Beamten im Ober-Amte Meisenheim den Landgräflichen Gerichten unterworfen. Doch steht auch im Fall solcher gesetzlichen Untersuchungen dem Preufsischen Provinzial-Steuerdirektor das Recht zu, jene Zoll- und Steuer-Beamten vom Amte zu suspendiren.

Art. IV. Die von den Landgräflichen Unterthanen in dem Ober-Amte Meisenheim verübten Zoll- und Steuer-Vergehen sollen, insofern gegen die nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte Entscheidung des Haupt-Zollamtes oder der betreffenden Steuer-Behörde auf förmliches gerichtliches Verfahren provozirt wird, von dem Landgräflichen Justiz-Ober-Amte zu Meisenheim zur Untersuchung und Strafe gezogen werden.

In Absicht der gegen die Erkenntnisse dieser Gerichtsstelle zulässigen Rechtsmittel ist man vorläufig übereingekommen, dafs die Verhandlung derselben bei der Landgräflichen Landes-Regierung 1ster De-

putation zu Homburg, als der angeordneten, dermalen bestehenden Appellations-Instanz des Ober-Amts Meisenheim, Statt finden soll. 1829

Art. V. Die Königlich-Preufsische Regierung verspricht dasjenige Einkommen von Zollgefällen und andern Erträgnissen, welches durch die in vorstehender Art zu bewirkende Vereinigung des Ober-Amtes Meisenheim mit den westlichen Preufsischen Provinzen zu einem Systeme der Zölle, ingleichen der vom Salze und von den in diesem Vertrage bestimmten inländischen Erzeugnissen zu erhebenden Abgaben den Preufsischen Kassen zufliefsen wird, den Landgräflich-Hessischen Kassen überweisen zu lassen und zwar dergestalt, dafs von denjenigen in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Ober-Amte Meisenheim einkommenden Gefällen, bei welchen die Landgräfliche Regierung, wegen der aus ihrem Beitritt erfolgenden Vermehrung der bisherigen Einnahme der Preufsischen Kassen auf einen Mitgenufs Anspruch machen kann, der Antheil derselben nach dem Verhältnifs der Seelenzahl des Ober-Amtes zu der der Preufsischen Provinzen und der andern in Absicht dergleichen Gefälle zu einem Verbande mit denselben gehörigen souverainen Besitzungen Deutscher Bundesstaaten berechnet und baar gewährt werden wird.

Art. VI. Von allen für Seine Durchlaucht den souverainen Landgrafen und Höchst-Dero Hofhaltung mit Landgräflichen Hofmarschalls-Attesten über das gemeinschaftliche Neben-Zoll-Amt eingehende Waaren, werden die Gefälle nicht beim Eingange erhoben, sondern blos notirt und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht an dem Sammteinkommen in baarem Gelde angerechnet werden.

Art. VII. Alle in Folge überwiesener Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Ober-Amte Meisenheim angefallene Geldstrafen und Konfiskate verbleiben, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, dem landgräflichen Fiskus und bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftlichen Einnahmen. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die von den Landgräflichen Gerichten verurtheilten Personen, ist Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht überlas-

1829 sen. Der Straf-Erlafs kann jedoch nicht auf den Denunzianten-Antheil ausgedehnt werden.

Art. VIII. Von dem Tage der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft an, findet gegenseitig ein völlig freier Verkehr zwischen dem Ober-Amte Meisenheim und den westlichen Preufsischen Provinzen Statt, mit folgenden Ausnahmen:

A. In den Preufsischen Städten, wo Mahl- und Schlacht-Steuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist diese Abgabe auch von den aus Meisenheim eingebrachten Gegenständen, wie von den gleichartigen Preufsischen Erzeugnissen zu entrichten.

B. Den Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt oder Gemeine beim Einbringen in dieselbe erhoben werden, unterliegen auch Gegenstände derselben Art, welche aus dem Ober-Amt Meisenheim in eine zu jener Erhebung befugte Preufsische Gemeine und umgekehrt aus den westlichen Provinzen in eine gleichmäfsig befugte Gemeine des Ober-Amts Meisenheim eingeführt werden.

Art. IX. Die für Landgräfliche Unterthanen des Ober-Amts Meisenheim mit der Post ankommenden Waaren, sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. X. Was hier oben (Art. VIII.) in Absicht der völligen Freiheit des gegenseitigen Verkehrs im Allgemeinen festgesetzt worden, findet insbesondere auch seine Anwendung auf Handels- und Gewerbsleute, welche in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, Märkte des Handels wegen besuchen, oder Arbeit suchen, dergestalt dafs dieselben keine Abgaben zu entrichten haben, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen in derselben Art unterworfen sind.

Art. XI. In Absicht des Verkehrs und Gewerbbetriebes zwischen dem Ober-Amte Meisenheim und den östlichen Preufsischen Provinzen kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Amte Meisenheim in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Natur-Produkte und Fabrikate, völlig dieselben Grundsätze

in Anwendung, welche zwischen diesen und den west- 1829
lichen Preufsischen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Unterthanen der westlichen Preufsischen Provinzen, rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbbetriebes, wird den Einwohnern des Ober-Amts Meisenheim gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preufsischen Monarchie durch Zoll- oder Handelsverträge verbundenen Deutschen Bundesstaaten zu Statten kommen, insbesondere in allen Beziehungen zu dem Grofsherzogthum Hessen, zu den Königreichen Baiern und Würtemberg, in Gemäfsheit der zwischen Preufsen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handels-Verträge.

Art. XII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum letzten Dezember 1835 festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite, so wird derselbe als stillschweigend bis zum Ende des Jahres 1840 verlängert angenommen.

Art. XIII. Vom 1sten Januar 1835 an soll das Landgräfliche Amt Homburg mit dem Zollverbande, welcher zwischen den westlichen Preufsischen Provinzen und dem Grofsherzogthum Hessen besteht, in der Art vereinigt werden, dafs das gedachte Amt in Absicht der Einrichtung und Verwaltung des Zollwesens in das Verhältnifs zu dem Grofsherzogthum Hessen treten wird, über welches man dermalen in Absicht des Ober-Amts Meisenheim zu den westlichen Preufsischen Provinzen übereingekommen ist.

Die näheren Bestimmungen jener Vereinigung sollen in gegenseitigem Einvernehmen zwischen den Grofsherzoglichen und Landgräflichen Hessischen Staats-Regierungen durch die dazu von beiden Seiten zu ernennenden Kommissarien unter Theilnahme und Mitwirkung eines Königlich-Preufsischen Kommissarii bei den hierüber zu pflegenden Verhandlungen, zeitig genug vor dem Eintreten des erwähnten Termins im Laufe des Jahres 1834 festgesetzt werden.

Sollten jedoch die Verpflichtungen, welche die Landgräflich-Hessische Regierung in Folge des Casseler Traktates vom 24sten September 1828 für das Amt Homburg übernommen hat, aus irgend einem Grunde oder Veranlassung noch vor dem ersten Ja-

1829 nuar 1835 aufhören für dieselbe verbindlich zu sein, so wird von diesem früher eintretenden Zeitpunkte an die Vereinigung des Amtes Homburg mit dem Preufsich-Hessischen Zoll-Verbande auf die hier übereingekommene Weise Statt finden.

Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten mit Beidrückung ihres Siegels, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 31sten Dezember 1829.

Albrecht Friedrich Eichhorn. Carl Friedrich Ibell.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige von Preufsen unterm 2ten März d. J. und von Seiner Durchlaucht dem souverainen Landgrafen von Hessen unterm 9ten Januar d. J. ratifizirt und die diesfälligen Urkunden sind am 31sten März d. J. zu Fr kfurt am Main gegenseitig ausgewechselt worden.)

36.

Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bade, concernant l'exécution reciproque des jugemens rendus dans les deux états, signée le $\frac{19\ Mars}{24\ Avril}$ 1829.

(*Auszug aus dem Grofsherzoglich Hessischen Regierungsblatt*, No. 72. vom 2. Dezember 1830.)

Nach einer im Jahre 1813 zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Grofsherzogthum Baden getroffenen Uebereinkunft, soll den in einem dieser Staaten erlassenen Urtheilen im anderen Staate alle jene Vollziehbarkeit zustehen, welche den eigenen inländi-

schen Urtheilen zusteht, so, dafs keine Einreden im 1829
Executionsverfahren (sive processu executionis) dagegen angenommen werden sollen, als jene, welche auch gegen inländische Urtheile nach den Landesgesetzen Statt finden.

Da nun neuerdings, namentlich in Berücksichtigung des §. 15. der allerhöchsten Verordnung vom 21ten Juni 1817, Zweifel darüber enstanden sind, ob und inwiefern diese Uebereinkunft gegenwärtig auch auf Rheinhessen zu beziehen sey, so ist die Anwendbarkeit derselben auf Rheinhessen durch eine nachträgliche Uebereinkunft zwischen beiden Staaten vom 19ten März und 24ten April 1829 ausdrücklich festgesetzt und bestätigt, und es ist dadurch insbesondere bestimmt worden:

„dafs die betreffenden Urtheile Grofsherzoglich-Badischer Gerichte, auf amtliches Ersuchen derselben, von dem Staatsprocurator am Kreisgerichte zu Mainz diesem Gerichte, nachdem sie vorher gestempelt und einregistrirt worden, vorgelegt und durch dasselbe, ohne Zulassung weiterer Discussionen und ohne Ladung der Gegenparthei, für vollziehbar erklärt werden, sofort im Vollzug keinerlei Formalitäten und Kosten unterworfen seyn sollen, als welchen die Urtheile Rheinhessischer Gerichte selbst unterworfen sind, so, dafs es nur noch der Aufforderung der Vollziehungsbeamten bedarf, um den wirklichen Vollzug eines für executorisch erklärten Badischen Urtheils zu bewirken, in sofern nicht gesetzliche Einreden vorhanden sind wegen deren gegen die Execution selbst Opposition gebildet wird."

Dieses wird, unter Beziehung auf den Art. 2123. des in Rheinhessen geltenden Civilgesetzbuchs und auf den Art. 546. der Civilprozefsordnung, zur Wissenschaft und Nachachtung aller deren die es angeht, hiermit förmlich bekannt gemacht.

Darmstadt am 17ten November 1830.

Grofsherzoglich Hessiches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

VON YICOUR.

37.

1830 *Convention entre la Prusse et la Hesse grand ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives, publiée à Darmstadt le 7 Janvier* 1830.

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsblatt.* 1830. No. 3.)

Nach dem Art. XII. des unterm 27. Mai 1829 zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und Königreich Preufsen einerseits und den Königreichen Baiern und Würtemberg andererseits abgeschlossenen Vertrags, soll der kleine Grenzverkehr der Unterthanen an den Grenzen, wo der Preufsisch-Hessische und der Baierisch-Würtembergische Zollverband sich berühren, durch eine eigene Uebereinkunft zu erleichtern gesucht werden.

Zur Vollziehung dieser Vertragsbestimmung ist Nachstehendes festgesetzt worden:

§. 1. Als Grenzbewohner, auf deren Verkehr in dem einen oder dem anderen Vereinsgebiete die Erleichterungen des Grenzverkehrs Anwendung finden, sollen diejenigen angesehen werden, welche gegenseitig nicht über 4 Stunden von der Vereinsgrenze entfernt wohnen.

§. 2. Als Gegenstände des Grenzverkehrs sind anzusehen:

1. Die rohen Erzeugnisse aus eigenthümlichen Grundbesitzungen an Gärten, Feldern, Wiesen; ebenso die rohen Erzeugnisse (Trauben) aus eigenthümlichen Weinbergen, diese jedoch mit der Beschränkung auf die unmittelbar an den Wohnort des Besitzers anstofsende Markung;
2. die Aussaat für die eben genannten Grundstücke;
3. die Naturalgülten und Zehnten, sowie die Holzrechtsbezüge;

4. Getreide, Holz, Lohrinden und Oelsaamen der Grenzbewohner zum Mahlen, Schneiden und Stampfen auf Mühlen in einem andern Vereinsgebiete; 1830
5. die Naturalunterstützungen für die durch Brand oder andere Elementenereignisse Verunglückten;
6. die zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur ein- und ausgehenden Gegenstände;
7. das zur Weide und Fütterung und auf Probe ein- und ausgehende Vieh und die von demselben gewonnenen Producte;
8. inländische Erzeugnisse und Fabrikate jeder Art, wenn sie für den eigenen Hausbedarf der Grenzbewohner aus einem anderen Vereinsgebiete in Quantitäten bezogen werden, von welchen im Falle der Verzollung nach dem allgemeinen Tarif oder nach den konventionellen Zollsätzen der Eingangs- und Ausgangs-Zoll den Betrag von 35 kr. oder 10 Silbergr. nicht übersteigen würde.

§. 3. Die im vorhergehenden Paragraphen von 1 — 8 aufgeführten Artikel genieſsen im Grenzverkehr folgende Erleichterung:

a. Sie können, ohne an ein vertragsmäſsiges Ein- oder Ausgangsamt gebunden zu sein, bei jeder zuständigen Zollerhebungsstelle im Grenzbezirke ein- und ausgeführt werden;
b. es werden darüber keine Ursprungsbescheinigungen gefordert;
c. abgabefreie Gegenstände, deren Abfuhr von einem Orte erfolgt, welcher zwischen der Zollstelle und der Grenze liegt, oder die nach einem Orte bestimmt sind, welcher die nämliche Lage hat, bleiben resp. beim Ausgange oder beim Eingange von der Zollabfertigung befreit und unterliegen blos der Zollaufsicht.

Aufserdem wird noch in Ansehung der von 1 — 7 aufgezählten Gegenstände bestimmt, daſs, wenn darunter solche vorkommen sollten, die nicht schon durch den Handelsvertrag vom 27ten Mai 1829 unter die befreiten Artikel aufgenommen waren, solche im Grenzverkehr frei seyn sollen.

§. 4. Bei dem Grenverkehr finden nur folgende Förmlichkeiten statt:

a. Der Waarenführer muſs als Grenzbewohner im Sinne

1830 des §. 1. notorisch bekannt seyn oder sich als solcher legitimiren;

b. Naturalgülten und Zehnten, sowie die Holzrechtsbezüge und die Naturalunterstützungen für die durch Brand oder andere Elementenereignisse Verunglückten, müssen mit obrigkeitlichen Bescheinigungen begleitet seyn;

c. Getreide, Holz, Lohrinden und Oelsaamen zum Mahlen, Schneiden und Stampfen,

d. die zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur bestimmten Gegenstände,

e. das zur Weide und Fütterung und auf Probe ein- und ausgehende Vieh

müssen über die nämlichen Zollstellen ein- und ausgehen und innerhalb der beim Eingange zu bestimmenden in jedem einzelnen Falle nach den Verhältnissen abzumessenden Frist zurückgeführt werden.

§. 5. Um die Abfertigungsbefugnisse der Hessischen und Preußischen Zollämter in Bezug auf Gegenstände, welche zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur ein- und ausgehen, mit den diesfälligen Abfertigungsbefugnissen der Baierischen Zollstellen in Uebereinstimmung zu bringen, wird die Hessische und Preußische Regierung Folgendes festsetzen:

1. Die Hauptzollämter und die Nebenzollämter 1ster Klasse können die in Rede stehenden Gegenstände ohne Rücksicht auf Art und Menge abfertigen;

2. die Befugnisse der Nebenzollämter 2ter Klasse werden dagegen auf nachbenannte Gegenstände und Mengen beschränkt:

a. bei Flachs, Hanf, Werg, Wolle und Baumwolle zum Spinnen, Garn zum Sieden, Bleichen, Weben und Färben auf Quantitäten zu 50 Pfund einschließlich,

b. bei Leinewand zum Bleichen, Färben und Drucken auf Quantitäten bis 25 Pfund einschließlich und

c. bei Häuten zum Gerben, Fellen zum Färben und Gegenständen zur Reparatur auf einzelne Stücke.

§. 6. Zur Erleichterung des Marktverkehrs im Grenzbezirke wird festgesetzt, daß, wenn an einem Orte des Grenzbezirks ein Jahrmarkt gehalten wird, welchem keine zur Zollerhebung von Marktwaaren

zuständige Zollstelle vorliegt, ein hiefür geeigneter 1830
Zollbeamter dahin abgeordnet werden soll, um die Abfertigung inländischer Erzeugnisse und Fabrikate, in'sofern sie Gegenstände des Marktverkehrs sind und der Ort der Herkunft nicht weiter als 4 Stunden von der Vereinsgränze entfernt ist, auf den Grund von Ursprungsbescheinigungen zum vertragsmäfsigen freien oder begünstigten Uebergange aus dem einen in das andere Gebiet vorzunehmen.

Die näheren Anordnungen zur Ausführung dieser Bestimmungen sollen von den beiderseitigen oberen Verwaltungsbehörden in gemeinschaftlichem Einverständnisse nach dem Bedürfnifs getroffen werden.

Darmstadt am 7ten Januar 1830.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

VON RABENAU.

38.

Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27. Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, publiée à Darmstadt le 21. Janvier 1830.

Nach dem Art. V. des unterm 27sten Mai 1829 zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Königreich Preufsen einerseits und den Königreichen Baiern und Würtemberg andrerseits abgeschlossenen Handelsvertrag, sollen diejenigen Handelsreisenden, welche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich führen oder für inländische Etablissements bei Gewerbtreibenden Bestellungen suchen, in keinem der Staaten der hohen kontrahirenden Theile besonderen Abgaben oder Steuern unterliegen.

1830 Zur Vollziehung dieser Vertragsbestimmungen sind nachstehende nähere Anordnungen vereinbart und festgesetzt worden:

§. 1. Fabrikanten und Händler oder die Handlungsreisenden derselben, welche auf Abgabenbefreiung in dem anderen Vereinsgebiete Anspruch machen, müssen sich

a. mit einem Reisepafse und

b. mit einem von der einschlägigen Regierungsbehörde ausgestellten Gewerbszeugnisse legitimiren.

§. 2. Der Reisepafs wird nach den in jedem Staate bestehenden Förmlichkeiten ausgefertigt, und es mufs in demselben auf das im §. 1. bemerkte Gewerbszeugnifs ausdrücklich hingewiesen werden.

§. 3. Das Gewerbszeugnifs (§. 1. b.) welches in dem Grofsherzogthum Hessen nach dem Formular A. in dem Königreich Preufsen nach dem Formular B., in den Königreichen Baiern und Würtemberg aber nach dem Formular C., ausgefertigt wird, mufs die Bescheinigung enthalten, dafs der Inhaber befugt sey, im ganzen Umfange des eigenen Landes auf Waaren, von welchen er nur Muster bei sich führe, Bestellungen zu suchen.

§. 4. Im Grofsherzogthum Hessen und im Königreich Preufsen haben sich die Reisenden mit den Urkunden (§§. 2 und 3.) an die betreffende Provinzial-Regierung zu wenden, von welcher ihnen sodann die Ermächtigung zur abgabenfreien Ausübung ihrer Geschäfte auf die in dem Gewerbszeugnissen (§. 3.) bemerkte Dauer, frei von jeder Entrichtung, ausgestellt wird.

§. 5. Im Gebiete des Baierisch-Würtembergischen Zollvereins legitimiren sich dagegen die Handelsreisenden aus dem Grofsherzogthum Hessen und dem Königreich Preufsen mit den Urkunden (§§. 2. u. 3.) bei dem ersten Oberzollamte, welches sie betreten. Von demselben wird die geschehene Anmeldung auf dem Gewerbszeugnisse (§. 3.) bemerkt. Durch diese Beurkundung erlangt der Reisende auf die in dem Gewerbszeugnisse bemerkte Dauer die abgabenfreie Ausübung seiner Geschäfte.

Darmstadt dem 21sten Januar 1830.

Grofsherzoglich Hessisches Geheimes Staatsministerium.

DU THIL.

VON SCHENCK.

39.

Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes, signée le $\frac{10}{22}$ *Février* 1830.

1830

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen.* Jahr 1830 Nr. IV. März p. 18.)

In Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha ertheilten Ermächtigung, ist zwischen den beiderseitigen Ministerien hierselbst und in Koburg am 10ten und 22sten vorigen Monats eine Uebereinkunft wegen der Untersuchung und Bestrafung der Forst- und Jagd-Frevel in den gegenseitigen Waldungen abgeschlossen worden, und zwar mit denselben Bestimmungen, welche bereits mit dem Fürstenthume Waldeck verabredet und im Gesetzblatte vom Jahre 1828, S. 21. fg., abgedruckt worden sind, blos

a. unter Weglassung der darin auf die Feld- und Fischerei-Frevel sich beziehenden Stellen, und
b. unter Festsetzung der Dauer dieser Vereinbarung vorerst auf drei Jahre, vom 1sten April laufenden Jahres an.

Die Gerichts-, Polizei- und anderen Behörden haben auf die genaueste Befolgung dieser Uebereinkunft mit gebührender Strenge zu halten.

Cassel am 30sten März 1830.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:	Für den Minister der Finanzen:
Schminke.	Riess.	Schotten.

Vt. Eggena.

40.

1830 ## *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne; signé le* 6 *Mars* 1830.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1830. No. 8. pag. 57).

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha, haben in der Absicht, die Wohlthat eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preufsen und anderen deutschen Staaten abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auch auf das Verhältnifs des Fürstenthums Lichtenberg zu den westlichen Preufsischen Provinzen auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preufsen,

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande u. s. w.

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath *Ernst Habermann*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse,

von welchen in Folge jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Vom Tage der Publikation gegenwärtiger Uebereinkunft an, soll unbeschadet der landesherrlichen Hoheitsrechte Seiner Herzoglichen Durchlaucht

des Herzogs von Sachsen-Koburg-Gotha, ein Ver- 1830
ein des Fürstenthums Lichtenberg mit den westlichen Preufsischen Provinzen zu einem Zollsysteme Statt finden, wie solches in den gedachten Preufsischen Provinzen durch das Gesetz vom 26sten Mai 1818, dessen Grundsätze ohne besondere Uebereinkunft nicht abgeändert werden sollen, und die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt werden ist, oder künftig noch durch gesetzliche Deklarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird.

Seine Herzogliche Durchlaucht werden zugleich in Ansehung der Abgaben von der Fabrikation des Branteweins und vom Braumalze, in Uebereinstimmung mit den desfalls in den westlichen Preufsischen Provinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügungen ergehen lassen, als erforderlich ist, um auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleichstellung zwischen diesen Provinzen und dem Fürstenthum Lichtenberg, in Ansehung des innern Verkehrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der Preufsischen Monarchie, desgleichen zum Auslande, eintreten zu lassen.

Art. II. Die Art und Weise der Abfassung und Verkündigung der diesfälligen Gesetze in dem Fürstenthum Lichtenberg, die mit demselben übereinstimmende Einrichtung der Verwaltung, insbesondere die Bildung des zu bewachenden Grenzbezirks gegen das Ausland, und die Bestimmung, Einrichtung und amtliche Befugnifs der erforderlichen Zoll- und Steuerämter, soll, in gegenseitigem Einvernehmen, mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Kommissarien angeordnet werden.

Art. III. Die Herzogliche Regierung hat für die ordnungsmäfsige Besetzung der in dem Fürstenthume Lichtenberg zu errichtenden Herzoglichen Zoll- und Steuerämter und der erforderlichen Grenzaufseherstellen Sorge zu tragen. Die von derselben hiezu designirten Personen haben sich bei dem Königlich-Preufsischen Provinzial-Steuerdirektor zu Cölln einer Prüfung zu unterwerfen, und wenn sie in solcher tüchtig befunden werden, ihre Anstellung und Verpflichtung zu gewärtigen.

Die auf diese Weise angestellten Beamten werden gleich den ausschliefslich Preufsischen Beamten dersel-

1830 ben Kathegorie besoldet, die Grenzaufseher auch uniformirt und bewaffnet, und beziehen ihren Gehalt aus der betreffenden Haupt-Zollamts-Kasse.

In allen Dienstangelegenheiten, insbesondere auch in Absicht der Dienstdisziplin, stehen die in dem Fürstenthum Lichtenberg angestellten Zoll- und Steuer-Beamten und Grenzaufseher unter dem Preufsischen Ober-Kontrolleur und denjenigen Preufsischen Behörden, welche sonst noch die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes besorgen.

Dagegen sind dieselben in allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenannten gemeinen Vergehen, imgleichen bei Dienstvergehen, wegen welchen gegen ausschliefslich Preufsische Beamte derselben Kathegorie, eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig sein würde, den Herzoglichen Gerichten unterworfen.

Art. IV. Die Herzogliche Regierung ist befugt, bei den Zoll- und Steuerämtern in dem Fürstenthum Lichtenberg aufserordentliche Kassenvisitationen durch einen ihrer Beamten vornehmen, von den dabei aufzunehmenden Verhandlungen dem Preufsischen Provinzialsteuer-Direktor Abschrift mittheilen zu lassen und auf die Abstellung der Unordnungen, welche etwa bei einer solchen Gelegenheit entdeckt werden, in geeigneter Art einzuwirken.

Art. V. Die von den Herzoglichen Unterthanen in dem Fürstenthume Lichtenberg verübten Zoll- oder Steuervergehen, sollen, insoferne gegen die, nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte administrative Entscheidung, auf förmliches gerichtliches Verfahren provozirt wird, von dem Herzoglichen Landgerichte zu St. Wendel zur Untersuchung und Strafe gezogen werden. Alle gegen die Erkenntnisse dieses Gerichts zulässigen Rechtsmittel, werden nach Maasgabe der Rechtsbeschwerde, bei dem Herzoglichen Appellationsgerichte zu St. Wendel oder dem Herzoglichen Revisionsgerichte zu Coburg, verhandelt und entschieden werden.

Seine Herzogliche Durchlaucht wollen die Anordnung treffen, dafs in den gerichtlichen Untersuchungen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltung durch einen besonderen Beamten gehörig wahrgenommen werde.

Art. VI. Die Königlich Preufsische Regierung 1830
verspricht dasjenige Einkommen an Zollgefällen, welches durch die in vorstehender Art zu bewirkende Vereinigung des Fürstenthums Lichtenberg mit den westlichen Preufsischen Provinzen zu einem Zollsysteme, imgleichen von den, von vorgedachten inländischen Erzeugnissen zu erhebenden Abgaben, den Preufsischen Kassen zufliefsen wird, den Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen Kassen überweisen zu lassen, und zwar dergestalt, dafs von denjenigen in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthume Lichtenberg einkommenden Gefällen, bei welchen die Herzogliche Regierung wegen der aus ihrem Beitritte erfolgenden Vermehrung der bisherigen Einnahmen der Preufsischen Kassen auf einen Mitgenufs Anspruch machen kann, der Antheil derselben, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Fürstenthums zu der der westlichen Preufsischen Provinzen, berechnet und baar gewährt wird.

Art. VII. Von allen für Seine Herzogliche Durchlaucht und Hochdero Hofhaltung mit Herzoglichen Ober-Marschallamts-Attesten in das Fürstenthum Lichtenberg eingehenden Waaren werden die Gefälle nicht bei dem Eingange erhoben, sondern nur notirt und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Herzoglichen Durchlaucht an den Sammt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet werden.

Art. VIII. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuervergehen in dem Fürstenthume Lichtenberg verurtheilten Personen, ist Seiner Herzoglichen Durchlaucht überlassen. Der gesetzmäfsige Antheil des Denunzianten ist kein Gegenstand des Straferlasses.

Art. IX. Von dem Tage der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft an, findet zwischen den westlichen Preufsischen Provinzen und dem Fürstenthume Lichtenberg ein völlig freier Verkehr, unter folgenden Ausnahmen Statt:

A. die Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthume Lichtenberg in die westlichen Preufsischen Provinzen und aus diesen in jenes, ist verboten. Jedoch wird die Königlich-Preufsische Regierung den freien Ein-

1830 gang derjenigen Salz-Quantitäten gestatten, welche, in Folge eines, zwischen der Herzoglichen Regierung zu St. Wendel und der dortigen Herzoglichen Salzfaktorei bestehenden Pachtvertrages in das Fürstenthum Lichtenberg, dem Bedarfe angemessen, eingeführt werden.

B. Das Einbringen der Spielkarten ist in derselben Weise verboten. Da indessen in dem Fürstenthume Lichtenberg Spielkarten nicht angefertigt werden, so wird die Königlich-Preußische Regierung eine, dem Bedürfnisse der Einwohner entsprechende Quantität Spielkarten abgabenfrei in das Fürstenthum eingehen lassen, deren nähere Bestimmung, so wie auch die desfalls anzuordnende Kontrole, besonderen Verabredungen vorbehalten bleibt.

C. Bei dem Eingange von Mehl, Getreide und Schlachtvieh aus dem Fürstenthume Lichtenberg in eine der Preußischen Städte, wo Mahl- und Schlacht-Steuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist diese Abgabe eben so, wie von den gleichartigen Preußischen Erzeugnissen zu entrichten.

D. Dergleichen Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt, oder Kommune bei dem Einbringen in dieselbe erhoben werden, unterliegen auch Waaren derselben Art, welche aus dem Fürstenthume Lichtenberg in eine, zu jener Erhebung befugte Preußische Kommune, oder umgekehrt aus den westlichen Preußischen Provinzen in eine gleichmäßig befugte Kommune des Fürstenthums Lichtenberg eingeführt werden.

Art. X. Die für die Herzoglichen Unterthanen in dem Fürstenthume Lichtenberg mit der Post ankommenden Waaren, sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. XI. Sogleich nach Publikation des gegenwärtigen Vertrages soll von Unterthanen der westlichen Preußischen Provinzen und des Fürstenthums Lichtenberg, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäßig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Händler, wel- 1830
che blos zum Aufkaufe von Waaren, oder Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, berechtigt sind, auch sich als Inländer diese Berechtigung in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Staate deshalb keine weiteren Abgaben entrichten.

Endlich sollen, aufser den in dem vorhergehenden Artikel IX. erwähnten Beschränkungen, die Unterthanen in den beiderseitigen Landestheilen ihre Waaren, frei von Abgaben, auf die Märkte bringen können und hierzu einer besondern Konzession oder Legitimation, oder eines Gewerbscheins für diesen Theil des Handels- und Gewerbe-Verkehrs nicht bedürfen.

Art. XII. In Absicht des Verkehrs und Gewerbebetriebes zwischen dem Fürstenthume Lichtenberg und den östlichen Preufsischen Provinzen, kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Fürstenthume Lichtenberg in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Naturprodukte und Fabrikate, völlig dieselben Grundsätze in Anwendung, welche zwischen diesen und den westlichen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preufsischen Unterthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbebetriebs, wird den Einwohnern des Fürstenthums Lichtenberg auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preufsischen Monarchie durch Zoll- oder Handelsverträge verbundenen deutschen Bundesstaaten, insbesondere auch in allen Beziehungen zu dem Grofsherzogthume Hessen, imgleichen zu den Königreichen Baiern und Würtemberg, in Gemäfsheit der zwischen Preufsen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handelsverträgen, zu Statten kommen.

Art. XIII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig auf zwölf Jahre, nämlich bis zum Schlusse des Jahres 1841 festgesetzt. Erfolgt im Jahre vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen, oder der andern Seite keine Aufkündigung, so soll er abermahls auf zwölf Jahre und sofort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswech-

1830 selung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

So geschehen zu Berlin, am 6ten März 1830.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN. ERNST HABERMANN.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 7ten April 1830 und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Coburg-Gotha am 13ten März 1830 ratifizirt worden).

41.

Convention de cartel entre la Prusse et la Russie et la Pologne, signée le $\frac{17}{29}$ *Mars* 1830.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preußischen Staaten* 1830. No. 12. pag. 85.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

La convention de cartel conclue le $\frac{13}{25}$ Mai 1816 entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, venant d'expirer, quelques-unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développemens et de précision et d'autres ayant cessé d'être applicables aux rapports existans, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle convention de cartel et ont à cet effet nommé des plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur *Chretien Gonthier* Comte de *Bernstorff*, son ministre d'état, du cabinet et des affaires étrangères, chevalier des grands ordres de l'aigle noire et de l'aigle rouge de Prusse, de ceux de St. André, de St. Alexandre Nevsky et de Ste Anne de la première classe de Russie, et de celui de l'aigle blanche de Pologne, grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne de

Hongrie, grand-cordon de la légion d'honneur de France, grand-collier de l'ordre de la toison d'or et grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne, chevalier de l'ordre de l'éléphant et grand-croix de l'ordre de Dannebrog de Danemarc, grand-croix de l'ordre de St. Ferdinand et du mérite de Sicile, chevalier de l'ordre suprême de l'annonciade de Sardaigne, grand-croix des ordres de Guelphe d'Hannovre, de la couronne de Wurtemberg, du Lion d'or de la Hesse électorale et du mérite de la Hesse grand-ducale, de ceux de la fidélité et de Zaehringue de Bade et du faucon blanc de Saxe-Weimar, 1830

et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne le Sieur *David* comte *d'Alopeus*, Son conseiller privé actuel, et chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse, chevalier des ordres de St. Alexandre-Nevsky, de St. Vladimir de la première et de Ste. Anne de la première classe, de celui de l'aigle blanche de Pologne, et grand-croix de la légion d'honneur de France;

lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la convention de cartel, dont la teneur suit ici mot à mot.

ART. I. La présente convention, qui sera mise en exécution à dater du jour de sa ratification, s'appliquera:

a. à tous les individus qui déserteront le service actif des armées respectives, ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, comme chevaux, harnois, armes, habillemens;

b. aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif, et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

c. à tous les individus qui, selon les lois de l'état qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fut-ce que dans la suite, au service militaire;

d. aux individus qui, ayant commis des crimes dans l'un des deux états, se sont enfuis sur le territoire

1830 de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils ont encourue.

Art. II. Si les individus mentionnés à l'article précédent sous la lettre a, sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou, en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service actif de l'autre état, ils seront sur le champ et sans réquisition préalable de cet état, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux états, pour y être remis à l'autorité respective chargée de les recevoir. Quant aux individus, dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable, par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles, qui auront eu connoissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet et le communiqueront à l'autorité militaire provinciale de l'autre état, qui alors déclarera si le prévenu a effectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur lui sera délivré de la manière sus-indiquée.

Les individus mentionnés à l'article précédent lettres b. et c., ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse, qui, dans chaque cas spécial, sera faite par l'autorité compétente de l'état auquel ils appartiennent.

Art. III. L'extradition des individus, appartenant aux classes a., b. et c. de l'article I., n'aura cependant pas lieu si avant de s'être rendus dans l'état qu'ils ont quitté en dernier lieu ou ayant d'y avoir pris service, ils ont été sujets de l'état où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports, qui proviennent pour eux de cette qualité, n'ont pas été annullés suivant les formes prescrites par les lois de cet état. Mais même dans ce cas on rendra les chevaux et effets militaires, que ces individus auroient emmenés avec eux en désertant.

De même, si un individu appartenant à ces trois classes s'est rendu coupable de quelque délit dans l'état où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine, que lui infligent les lois de cet état.

Enfin, dans le cas, où, suivant la teneur de 1830
l'article II., l'arrestation et l'extradition d'un individu n'auront lieu qu'à la suite d'une réquisition, si, depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion de cet individu, il s'est écoulé l'espace de cinq ans, celui des deux états, auquel seroit adressé une réquisition pour le réclamer, ne sera pas tenu d'y satisfaire.

ART. IV. Les communications qui, d'après l'article II. auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées de la part de la Prusse au commandant en chef et aux officiers préposés à l'extradition des déserteurs, et de la part de la Russie et de la Pologne au général commandant la province prussienne la plus proche; les réquisitions relatives aux individus mentionnés à l'article I. sous les lettres b. et c. s'adresseront de la part de la Prusse aux autorités militaires et civiles de Russie ou de Pologne les plus à proximité, et de la part de la Russie et de la Pologne, à la régence provinciale prussienne la plus à portée.

ART. V. Comme il pourroit arriver qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, eût déserté des troupes d'un autre souverain, ou d'un autre état, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes auroit conclu une convention de cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée, qu'il aura désertée en dernier lieu.

ART. VI. Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives d'engager au service militaire ou civil de leur souverain un individu, dont la désertion du service actif de l'autre état n'est pas douteuse ou ne seroit même que probable. Elles ne laisseront passer aux frontières ni aucun sous-officier ni aucun soldat de l'armée de l'état limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passeport ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il prétend appartenir.

Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passeport ou d'une cartouche, sera découvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par leurs subalternes, et que des signes extérieurs ou

1830 d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre état, sera sur le champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article II.

Art. VII. Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions qui devront être adressées à leurs autorités, concernant les individus des classes b. et c. de l'article I. Si ces individus devoient avoir été engagés au service de l'état sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Art. VIII. S'il s'élevoit des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rapportée dans le réquisitoire, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés à l'article III. exceptés, motiver un refus d'extradition.

Art. IX. Non seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal, qui aura été dressé relativement aux causes et aux circonstances de son arrestation, mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux qui d'après l'article II. doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront de suite restitués avec lui. Que si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux, qui ne sont livrés qu'à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'un réquisitoire spécial, alors, afin de lever toute espèce de doute que son extradition ne soit conforme aux principes établis dans la présente convention, le réquisitoire qui le concerne sera toujours produit en original lors de l'extradition.

Art. X. Les places frontières fixées jusqu'ici pour l'extradition régulière des deserteurs et autres individus, continueront à servir pour le même objet aussi longtems que les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront suivant que

ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à 1830
l'état civil, denommés par l'autorité militaire ou civile compétente, à celle de l'autre état.

ART. XI. Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de deux gros courant de Prusse ou de quinze gros de Pologne par jour, à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a pris avec lui un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté ou d'autres circonstances bien constatées, ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si par suite de maladie du transfuge, il auroit été reçu dans un hôpital, les frais qui en resulteront seront acquittés par le gouvernement réclamant à raison de vingt et un gros de Pologne par jour pour tout le tems pendant lequel son état de santé l'aura retenu dans l'hôpital.

ART. XII. Celui qui découvrira un déserteur quelle que soit l'espèce de troupes dont celui-ci fasse partie, ou bien un individu sujet au service militaire et réclamé, de sorte que ce déserteur ou cet individu puisse sur le champ être arrêté, obtiendra comme récompense de la part de l'état, auquel se fera l'extradition, la somme de vingt-sept florins de Pologne. Si l'on découvre en même tems le cheval de service emmené par lui et que le cheval est rendu à l'état auquel il appartient, cette recompense sera portée à à quarante-cinq florins de Pologne.

ART. XIII. Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense ainsi que les frais d'entretien mentionnés à l'article XI. lesquels dans aucun cas ne pour-

1830 ront être augmentés, les Hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires, chargés dans les places frontières, désignées pour cet effet, de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent, au moyen de laquelle ils payeront, lors de l'extradition faite à eux du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, ainsi que du cheval, et la récompense susmentionné, et les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires de la part de l'autorité de l'autre état chargé de l'extradition. Si l'on trouvoit cette spécification défectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement avoir lieu, vù la détermination précise du taux de la rémunération et des frais d'entretien, elle n'en devra pas moins être soldée et ce ne sera que plus tard, qu' une réclamation à ce sujet sera prise en considération, le seul cas excepté où il n'auroit pas été satisfait à la disposition de l'article IX. concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur, ou l'exhibition de l'original du réquisitoire, dans lequel cas il ne sera payé ni récompense ni frais d'entretien.

Art. XIV. Les déserteurs et les individus sujets au service militaire, ne pouvant contracter des dettes, que l'état auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter, ces dettes ne feront jamais lors de l'extradition un objet de discussion entre les autorités des deux états. Si un individu, durant son séjour dans l'état qui le délivre, a contracté envèrs des particuliers des obligations, que son extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lésée que de faire valoir ses droits par devant l'autorité compétente de l'état auquel appartient son débiteur.

Pareillement si un déserteur, ou un individu sujet au service militaire se trouvoit, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagemens qu'il auroit contractés envèrs des particuliers, l'état, auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le délivrer sans rétard.

Art. XV. Ceux qui dans le pays de l'un des deux souverains commettent un délit criminel, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui

ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays 1830
de l'autre souverain, seront réstitués de part et d'autre à la première réquisition, laquelle aura lieu de la manière indiquée ci-dessus à l'article XVI.

L'état ou la condition du coupable, accusé ou prévenu, ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué de quel état ou de quelle condition qu'il soit, noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

Mais si ledit criminel ou prévenu est sujet du souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et promte justice. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excés quelconque, et ce pour avoir commis ledit délit criminel ou excès, le souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu seroit sujet de l'autre souverain.

Art. XVI. Dans les cas prévus par l'article précédent, le tribunal supérieur de la province, où le criminel doit être, ou a été soumis à une information et où il subira sa peine, fera la réquisition nécessaire à cet égard, laquelle sera adressée au tribunal supérieur de la province, ou le criminel sera présumé avoir cherché un asile.

Si toutefois il ne s'agissoit d'abord que de découvrir un individu et de s'assurer de sa personne par la voie de la police, les réquisitions à cet effet pourront être réciproquement adressées aux autorités provinciales de police des Hautes Parties contractantes.

Mais dans tous les cas où il est question de l'extradition effective d'un criminel, le réquisitoire émané à son égard devra entrer dans le détail des circonstances du crime, afin que l'on puisse se convaincre que le délit, dont le criminel est accusé, est tel, que suivant les lois de l'état même auquel s'adresse la réclamation le coupable se trouveroit aussi soumis à une enquête criminelle. Quand ces conditions seront remplies et que par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prevenu, l'identité de sa personne aura été

1830 reconnue, il devra être livré. A cet effet il sera escorté jusqu'à la frontière et remis, contre le remboursement des frais aux autorités compétentes de la partie requérante.

ART. XVII. A compter du jour de l'arrestation d'un criminel qui est poursuivi, il sera payé quinze gros de Pologne par jour pour son entretien et vingt-deux et un demi gros de Pologne par jour pour frais de détention.

ART. XVIII. Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part du souverain qui les réclame, être poursuivis dans le pays de l'autre souverain, soit par quelque acte de violence ou d'autorité propre, soit clandestinement. Il est en consequence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque emissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux états.

Si de la part de la puissance réclamante la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux états. C'est à ce point qu'il faut que le détachement s'arrête et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée et s'adressera à l'autorité militaire ou civile compétente pour faire la demande de l'extradition, en lui exhibant les lettres réquisitoires de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards, que les deux gouvernemens se doivent mutuellement, et l'on procèdera ensuite conformément aux termes de la présente convention.

ART. XIX. Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, chargé de l'information des délits militaires.

Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et amènera les actes au point que la sentence puisse être prononcée. Ces actes seront transmis ensuite au général en chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays. La sentence sera

communiquée au tribunal chargée de l'information, qui 1830
la publiera au prévenu, retenu par lui aux arrêts jusqu'à cette époque. Selon la teneur de cette sentence le prévenu sera de suite mis en liberté ou délivré à l'autorité de l'autre état la plus voisine, pour lui faire subir la peine infligée.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélerée le plus que possible. Si le tribunal, chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissemens ultérieurs, ces éclaircissemens seront fournis à la réquisition du dit tribunal par l'autorité chargée de l'information du délit.

S'il s'élève de doutes sur cette violation du territoire, ou sur les circonstances particulières du fait, il sera établi une commission mixte, présidée par les commissaires de la partie lésée. Aussitôt que les décisions portées par cette commission appelée seulement à déclarer si la violation de territoire a eu lieu ou non, auront été confirmées par les deux souverains, la punition du coupable aura lieu aussi promptement que possible selon les lois et par le ministère des autorités du gouvernement dont il se trouvera être sujet.

Art. XX. Il est défendu aux autorités et sujets des Hautes Parties contractantes de recéler un déserteur, un individu soumis au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel propre à être livré, ou de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les gouvernemens respectifs procèderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettroient un délit de cette nature, et les autorités des deux états se donneront mutuellement, pour leur propre satisfaction, des renseignemens sur la manière dont les contrevenans auront été recherchés et punis.

Art. XXI. Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fut-il pas encore reconnu pour déserteur ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'état.

Ils seront avertis surtout, de ne pas acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui. Il leur sera de plus sévèrement enjoint de se donner de garde de faire l'achat d'objets, qu'un criminel a emportés en

1830 se sauvant et dont il est possesseur illégitime. Les deux gouvernemens emploieront tous les moyens que leur offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'un l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires sus-mentionnés.

Art. XXII. Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas, où, d'après cette convention, elle auroit dû avoir lieu, et que le dit individu par une nouvelle fuite retourne dans le pays, auquel il auroit dû être délivré, le souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

Art. XXIII. Aucun individu, tombant à charge à l'un des deux états, lors même qu'il n'y seroit pas né ou domicilié suivant les lois du pays, ne pourra être transféré dans l'autre état sans le consentement préalable et exprès de ce dernier, même dans le cas où cet individu ou ses parens y seroient nés, ou qu'il eut existé précédemment entre lui et cet etat des rapports de sujétion. Si donc l'un des deux états avoit l'intention de transférer dans l'autre un individu qui lui seroit à charge, les autorités provinciales de ce dernier état les plus proches devront auparavant s'être déclarées prêtes à le recevoir. Sans un concert préalable à cet égard, les autorités frontières n'auront ni le droit ni l'obligation de recevoir un pareil individu.

Ce concert toutefois ne sera pas nécessaire, lorsque l'un des deux états jugera à propos de faire sortir de son territoire un individu, muni de la part de l'autre état d'un passeport, expédié pour un tems déterminé; bien plus les Hautes Parties contractantes s'engagent à le recevoir sans difficulté non seulement jusqu'à l'expiration du terme fixé dans le passeport, mais encore si ce passeport n'a pas été renouvelé ou prolongé pendant la moitié de sa durée primitive, pourvu que cette durée ne dépasse pas le terme de six mois. Mais si les deux parties s'accordent sur la réception d'un individu, l'état qui veut s'en défaire, doit à ses propres frais le faire conduire à la frontière de son territoire. Si toutefois le gouvernement de Russie ou celui de Pologne vouloit se défaire d'un individu, dont le transport dans sa patrie ne pourroit être effectué qu'à tra-

vers le territoire prussien, le gouvernement de Prusse 1830
ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvuque, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même tems:

1. une déclaration certifiée du gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir;

2. le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement remplies, le gouvernement prussien, vû les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres états, ne pourra pas se prêter à recevoir un individu qui devra être adressé à un état tiers.

ART. XXIV. La durée de la présente convention, dont toutes les dispositions sont également applicables au royaume de Pologne, est fixé à douze années.

ART. XXV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires respectifs, l'avons signée et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Berlin le dix sept (vingt neuf) Mars de l'an de grace Mil-huit-cent-trente.

Le Comte DE BERNSTORFF.
Le Comte D'ALOPEUS.

(Cette convention de cartel a été ratifiée par Sa Majesté le Roi de Prusse le 8 Avril et par Sa Majesté l'empereur de Russie le 19 Août (V. S.) 1830).

42.

1830 *Traité entre la Prusse et l'Hanovre concernant les liquidations et les compensations réciproques, signé à Berlin le* 23 *Mars* 1830.

(*Hannoversche Gesetz-Sammlung*. 1. Abtheilung. No. 8. pag. 59).

Nachdem die Vollziehung der zwischen Seiner Majestät dem Könige von Hannover und Seiner Majestät dem Könige von Preufsen zu Wien unter dem 29sten Mai 1815 und zu Paris unter dem 23sten September desselben Jahres abgeschlossenen Verträge, soweit sie sich auf die gegenseitige Abtretung verschiedener Provinzen und Landestheile beziehen, mit alleiniger Ausnahme zweier Punkte — die Vervollständigung der Entschädigung wegen des nicht abgetretenen Kurhessischen Theils der Grafschaft Schaumburg, worüber am heutigen Tage eine besondere Uebereinkunft getroffen worden, und die Ueberweisung der Hannover, wegen der Niedergrafschaft Lingen, noch gebührenden 1654 Seelen, worüber noch eine Einigung wird bewirkt werden, welche dieselbe Kraft und Gültigkeit haben soll, als wenn sie einen Theil des gegenwärtigen Vertrages bildete — bereits vor Jahren Statt gehabt hat;

die mit diesen Territorial-Cessionen vertragsmäfsig verbundene gegenseitige Uebernahme und Theilung der auf den abgetretenen Provinzen und Landestheilen haftenden öffentlichen verbrieften Schulden aber noch nicht vollständig hat zur Ausführung gebracht werden können;

und man sich ebensowenig bis jetzt rücksichtlich der übrigen gegenseitigen Ansprüche vereinigt hat, welche beide Regierungen wegen der abgetretenen Territorien an einander zu haben behaupten;

beide auch im Interesse ihrer neuen Unterthanen sowohl, als um Weitläuftigkeiten und mancherlei Inkonvenienzen vorzubeugen, nothwendig haben erachten müssen, die zwischen ihnen noch vorzunehmende

Einigung auf die Ansprüche und Forderungen auszu- 1830
dehnen, welche jene an die abtretende Staats-Regierung machen zu können glauben, und demgemäfs in vorkommenden Fällen die reklamirenden Unterthanen an diese Auseinandersetzung bereits verwiesen sind;

und da endlich beide Regierungen den Entschluſs gefafst haben, die gegenwärtige Gelegenheit zu benutzen, um in gleicher Mafse wegen der gesammten Staats- und Privat-Forderungen, welche sich auf die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen, eine lange gewünschte Vereinigung zu treffen, ohne Unterschied, ob diese Forderungen aus älteren Verhältnissen oder aus der Zeit herrühren, wo zwischen beiden Kronen Irrungen entstanden waren, die längst in ihren gegenseitigen freundnachbarlichen Gesinnungen ihr Ende gefunden haben;

gegenwärtig aber die zu einer Auseinandersetzung in dem ganzen angegebenen Umfange erforderlichen Vorarbeiten soweit beendigt sind, als es bei den mannigfaltigen entgegenstehenden Schwierigkeiten hat geschehen können:

so haben beide Regierungen, gleichmäfsig von dem lebhaften Wunsche beseelt, der Ungewifsheit ein Ende zu machen, welche bis jetzt rücksichtlich der mannigfaltigen Interessen ihrer Kassen und Unterthanen obgewaltet, und überhaupt einen Zustand der Dinge nicht länger fortdauern zu lassen, der denen zwischen ihnen bestehenden glücklichen Verhältnissen nicht entspricht, über eine allgemeine Auseinandersetzung in allen oben angegebenen Beziehungen sich zu einigen beschlossen und zu dem Ende besondere Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Grofsbritannien und Hannover,

Allerhöchst Ihren Staats- und Kabinets-Minister *Ludwig Conrad Georg von Ompteda*, Grofskreuz des Königlich Hannoverschen Guelphen- und Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens erster Klasse; und,

Seine Majestät der König von Preufsen,

Allerhöchst Ihren Staats-, Kabinets- und der auswärtigen Angelegenheiten Minister *Christian Günther Graf von Bernstorff*, Ritter des Preufsischen grofsen schwarzen und rothen Adler-Or-

1830 dens; des Russischen St. Andreas-, St. Alexander-Newsky- und St. Annen-Ordens erster Klasse; wie auch des Polnischen weifsen Adler-Ordens; Grofskreuz des Königl. Ungarischen St. Stephans-Ordens und der Französischen Ehrenlegion; Ritter des Ordens vom goldenen Vlies und Grofskreuz des Spanischen Ordens Carls III.; Ritter des Dänischen Elephanten-Ordens und Grofskreuz des Dänischen Dannebrog-Ordens; wie auch des Sizilianischen St. Ferdinands- und Verdienst-Ordens; Ritter des Sardinischen hohen Annunciaden-Ordens; Grofskreuz des Hannoverschen Guelphen-Ordens; des Ordens der Würtembergischen Krone; des Kurfürstlich Hessischen goldenen Löwen-Ordens und des Grofsherzoglich Hessischen Verdienst-Ordens; der Badenschen Orden der Treue und des Zähringer Löwen, und des Sachsen Weimarschen weifsen Falken;

die, nachdem sie ihre Vollmachten gegenseitig in guter gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, unter Vorbehalt der Ratifikationen ihrer Allerhöchsten Höfe, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Da eine Erörterung aller Rechtsfragen, wozu die seit dem Jahre 1806 Statt gefundenen politischen Ereignisse Veranlassung geben könnten, nach der Absicht der hohen kontrahirenden Theile, unbeschadet der gegenseitig aufgestellten Ansichten und behaupteten Meinungen, umgangen werden soll, so ist die Auseinandersetzung, wie die nachstehenden Artikel solche bestimmen, im Allgemeinen als ein Vergleich zu betrachten, wodurch alle in den Kreis derselben aufgenommene Staats- und Privat-Forderungen nach Grundsätzen der Billigkeit, und wie solches den zwischen beiden Kronen bestehenden freundschaftlichen Verhältnissen gemäfs ist, erledigt werden,

Indem hiebei in Absicht der Privat-Forderungen die hohen kontrahirenden Theile von dem Gesichtspunkte haben ausgehen müssen, dafs im Allgemeinen rücksichtlich deren Feststellung nur die Anwendung derjenigen Grundsätze von Seiten einer jeden Staats-Regierung gefordert werden könne, nach welchen würde verfahren worden sey, wenn die Interessenten unmittelbar und einzeln ihre Ansprüche gegen die be-

treffende Staats-Regierung angemeldet und verfolgt 1830
hätten, und dafs daher hauptsächlich der Zustand der Verhältnisse zum Grunde zu legen sey, unter welchen die in Rede stehenden Ansprüche entstanden sind; dafs ferner in Beziehung auf diejenigen Forderungen, deren Entstehung in eine Zeit vor dem Pariser Friedensschlusse vom 30sten Mai 1814 fällt und bei welcher daher diesem Friedensschlusse vorausgegangenen politischen Ereignisse in Betracht zu ziehen sind, eine gerichtliche Erörterung nicht Platz greife, so ist es ein besonderer Zweck des Vergleichs zu Gunsten der Privat-Forderungen im Ganzen solche Rücksichten der Billigkeit eintreten zu lassen, auf welche die Interessenten bei einer unmittelbaren Verfolgung ihrer Ansprüche sich keine Rechnung machen konnten.

Aus den folgenden Bestimmungen und Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages sollen daher auch keine Folgerungen auf Anerkennung bestimmter Rechts-Grundsätze von einer oder der andern Seite gezogen werden können.

Art. II. Alle bei den Statt gefundenen Unterhandlungen zur Sprache gekommenen Staats- und Privat-Forderungen sollen, so weit sie nicht ausnahmsweise einer besondern Verhandlung vorbehalten oder aus einem andern Grunde von dieser Auseinandersetzung ausgeschieden werden, (Art. III.—VII.) in den gegenwärtigen Vertrag oder dessen Anlagen aufgenommen und zu einem bestimmten Betrage festgestellt werden.

In Absicht dieser Feststellung soll es keinen Unterschied machen, ob sich die Forderungen auf die durch die Staats-Verträge vom 29sten Mai und 23sten September 1815 geschehenen Territorial-Cessionen oder auf die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen, insbesondere auch in Absicht der Privat-Forderungen, ob diese in Vertretung öffentlicher Institute, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen zur Sprache gekommen sind.

Art. III. Einer besonderen Regulirung bleiben ausnahmsweise vorbehalten, oder scheiden doch von der gegenwärtigen Auseinandersetzung aus:

1. diejenigen aus dem Fürstenthume Hildesheim herrührenden Forderungen Hannoverscher Unterthanen, welche in dem No. I. anliegenden Verzeichnisse

1830 aufgeführt sind, und in den Kreis der Verhandlungen wegen der Ansprüche an das ehemalige Königreich Westphalen gehören;

2. alle Forderungen, welche sich auf das Alt-Münstersche Schuldenwesen beziehen und deren Regulirung der dieserhalb bereits bestehenden gemeinschaftlichen Kommission überlassen bleibt;
3. das Schuldenwesen der Kolonie Friedrichsdorf im Amte Reckenberg, mit dessen Auseinandersetzung die beiderseitigen betreffenden inneren Behörden beauftragt werden sollen;
4. diejenigen Forderungen, welche man Hannoverscher Seits gegen die Krone Preufsen geltend zu machen versucht hat, von denen sich aber im Laufe der Unterhandlungen ergeben hat, dafs sie nicht mehr Hannoverschen Unterthanen zustehen, und die das sub No. 2. anliegende Verzeichnifs nachweiset;
5. die Verhältnisse wegen des vormaligen Hebammen-Instituts zu Hildesheim, welche einer besonderen Einigung zwischen den beiden Regierungen vorbehalten bleiben;
6. die Ansprüche an solche für Pfarreien, Schulen und andere milde Zwecke, wie sie Namen haben mögen, gemachte Stiftungen, welche für den ganzen Umfang einer durch die geschehenen Territorial-Cessionen zwischen beiden Staats-Regierungen getheilten Provinz, z. B. die Grafschaft Lingen und das Fürstenthum Eichsfeld, ursprünglich bestimmt waren. In Absicht dieser Stiftungen wird Folgendes verabredet:

Art. IV. Dieselben sollen zwischen den beiderseitigen Antheilen der betreffenden Provinz verhältnifsmäfsig getheilt werden.

Art. V. Diese Theilung nach allen dabei in Erwägung kommenden Verhältnissen zu bewirken, soll, wie dies bei der Waisen- und Geistlichen Kasse der Grafschaft Lingen bereits früher geschehen, den betreffenden beiderseitigen Provinzial-Behörden übertragen werden, welche sich damit ohne Zeit-Verlust zu beschäftigen haben.

Art. VI. Bis eine solche Theilung vollzogen seyn wird, haben sich die beiderseitigen Behörden jeder einseitigen Disposition über die solchen gemeinschaftlichen Stiftungen zustehenden Kapitalien, Gefälle und

etwanige andere Fonds zu enthalten, dieselben viel- 1830
mehr nöthigenfalls möglichst sicher zu stellen, und wenn zu diesem Ende, nach ihrer besten pflichtmäfsigen Ueberzeugung, die Einziehung der Kapitalien etwa erforderlich werden sollte, diese als ein gemeinschaftliches Depositum zu behandeln.

Art. VII. Die zum General-Armenfonds zu Heiligenstadt eingezogenen Kapital-Beträge des Armenfonds des Königlich Hannoverschen Amts Lindau — nebst erhobenen Zinsen, wird die Preufsische Staats-Regierung der Königlich Hannoverschen Land-Drostei zu Hildesheim erstatten und zugleich die Obligationen über die noch nicht erhobenen Kapital-Beträge ausliefern, auch alle Nachrichten mittheilen lassen, welche für das Interesse des gedachten Fonds von Nutzen seyn könnten.

Da die dringlichen Umstände des Instituts es wünschenswerth machen, dafs obige Bestimmungen recht bald zur Ausführung kommen mögen, so ist zugleich festgesetzt worden, dafs dies binnen sechs Wochen nach erfolgter Auswechselung der Ratifikationen geschehen solle.

Art. VIII. Die Forderungen aus den Territorial-Abtretungen des Jahrs 1815, auf deren Feststellung es ankommt, betreffen:

1. Theils Staats-Forderungen, und zwar:
   a. die zur Zeit der Abtretung vorgefundenen für landesherrliche Rechnung verwahrten Bestände und Vorräthe
   b. imgleichen, die zu jener Zeit vorhanden gewesenen Domainen-Aktiv-Kapitalien,
   c. die verbrieften öffentlichen Schulden,
   d. die Abrechnung wegen der Revenüen an Domainen-Gefällen und Steuern aller Art, imgleichen an Sporteln, insofern diese Revenüen für eine frühere Zeit noch ausstehen, oder von dem neuen Landesherrn erhoben worden sind, als er nach den geschlossenen Uebergabe-Rezessen in deren Genufs treten sollte,
   e. die Abrechnung über mehrere mit dem Revenüen-Bezuge im Zusammenhange stehende Gegenstände;
2. Theils Privat-Forderungen, und zwar solche Ansprüche, welche als rückständig gebliebene Verwaltungs-Ausgaben zu betrachten sind, oder doch in Beziehung auf den früheren Besitz und die Verwal-

1830 tung der abgetretenen Provinzen und Landestheile, aus irgend einem besonderen Titel erhoben worden, ohne zu den verbrieften Landesschulden zu gehören.

Art. IX. Auf eine Abrechnung wegen der in den gegenseitig abgetretenen Provinzen und Landestheilen zur Zeit deren Uebergabe vorhanden gewesenen Bestände aller Art, namentlich an Stempelpapier und Spielkarten, wird von Seiten der beiden Staats-Regierungen Verzicht geleistet.

Art. X. Preufsen entsagt zu Gunsten der Königlich Hannoverschen General-Domainen-Casse allen Ansprüchen an die von der vormaligen Domainen-Verwaltung in Ostfriesland oder einzelnen vormaligen Renteien daselbst bei der Ostfriesischen Landschaft belegten Capitale, sofern dieselben von ihm noch nicht eingezogen seyn werden, nebst Zinsen.

Art. XI. Einen gleichen Verzicht leistet Preufsen auf die in dieselbe Cathegorie gehörenden Capitale, welche bei einzelnen Ostfriesischen vormaligen Amts-Cassen oder jetzt Hannoverschen Cassen in Ostfriesland belegt sind, und noch ausstehen.

Art. XII. Dagegen verzichtet Hannover auf diejenigen Ostfriesischen Domainen-Activ-Capitalien, welche bei Preufsisch gebliebenen Cassen, z. B. der vormaligen Mindenschen Haupt-Chanssee-Bau-Casse belegt oder sonst von Preufsen bereits eingezogen sind.

Art. XIII. Gleichergestalt entsagt Hannover allen Ansprüchen, welche es als Besitzer der Niedergrafschaft Lingen auf dergleichen Domainen-Activ-Capitale gemacht hat, namentlich auch den Recognitionsgeldern für die Scharfrichterei zu Lingen; wie auch Preufsen seiner Seits allen Ansprüchen entsagt, welche es in Bezug auf diese Lingenschen Domainen-Activ-Capitale gegen Hannover möchte erheben wollen.

Art. XIV. Es verbleibt Hannover und Preufsen die freie Disposition über diejenigen Activ-Capitalien, welche sich beide Staats-Regierungen in dem Uebergabe-Recefs, die Eichsfelder Aemter betreffend d. d. 8ten Januar 1816 gegenseitig vorbehalten haben.

Art. XV. Preufsen verbleiben gleichergestalt die Activ-Capitale des vormaligen Collegiat-Stifts zu Wiedenbrück, Amts Reckenberg, welche als solche zur Zeit seines Ueberganges an Preufsen, am 24sten Julius 1815. noch ausstanden.

Art. XVI. Dagegen wird Hannover von Preufsen 1830
der Betrag der unter der Fremd-Herrschaft bereits eingezogenen, in die Hannoverschen Cassen aber noch nicht abgelieferten Activorum zu der Summe von 581 Rthlr. 18 Ggr. in Golde und 2262 Rthlr. 12 Ggr. 4 Pf. Conventions-Münze oder überhaupt 2970 Rthlr. 7 Ggr. 9 Pf. Preufsisch-Courant vergütet, welche bei dem mit der Einziehung beauftragt gewesenen vormaligen Maire Brüning zu Wiedenbrück beruhten und festgestellt waren. Hannover tritt Preufsen dagegen alle die Rechte ab, welche ihm gegen den Brüning und dessen Bürgen zustehen.

Art. XVII. Wegen der verbrieften öffentlichen Schulden derjenigen Provinzen, welche ungetheilt abgetreten sind, findet eine Abrechnung zwischen den beiden Staats-Regierungen nicht Statt.

Art. XVIII. Dieselbe tritt daher nicht ein und verbleiben diese Schulden dem neuen Landesherrn bei folgenden auf die Krone Hannover übergangenen Provinzen:

1. dem Fürstenthume Hildesheim,
2. dem Fürstenthume Ostfriesland nebst dem Harlingerlande, und
3. der Stadt Goslar, sofern dieselbe als vormalige deutsche freie Reichsstadt dergleichen Schulden gehabt haben sollte, im Gegensatze von Communal-Schulden, welche der Stadt zur Last bleiben.

Art. XIX. Die in dem sub No. 3. anliegenden Verzeichnisse ausgeführten Ostfriesischen Capitale, welche die Preufsische Staats-Regierung, theils für sich, theils in Vertretung der Haupt-Bank in Berlin gegen Hannover liquidirt hat, waren bis jetzt von den allgemeinen Ständen des Königreichs Hannover als Landesschuld noch nicht anerkannt.

Da indefs mit dem Abschlufs des gegenwärtigen Vertrages die Veranlassung wegfällt, aus welcher man Königlich Hannoverscher Seits diese Suspension hat eintreten lassen, so sollen dieselben als anerkannt betrachtet werden.

Es übernimmt daher Hannover deren Betrag, wie solcher nach dem vorgedachten Verzeichnisse zu einer Summe von 644,700 Rthlr. 15 Ggr. 2 Pf. Preufsisch-Courant von dem Königlich Hannoverschen Schatz-Collegium, als der verfassungsmäfsig zuständigen Be-

1830 hörde, nach denjenigen Evalvations-Verhältnissen ausgemittelt ist, welche bei allen Ostfriesischen Landesschulden zur Anwendung gebracht werden.

Art. XX. Gleichergestalt erkennt sich Hannover verpflichtet, die Zinsen dieser Capital-Forderungen von dem 23sten Julius 1815 an, als dem termino a quo seines Revenüen-Bezugs in Ostfriesland bis Ende 1829 zu berichtigen.

Art. XXI. Dagegen erkennt Preufsen vergleichsweise die Verpflichtung an, den für die Monate November und Dezember 1813 unbezahlt gebliebenen Theil der Zinsen der Ostfriesischen Landesschuld, welche den Gläubigern mit Ausschlufs der obigen, theils der Preufsischen Staats-Regierung, theils der Haupt-Bank in Berlin zustehenden Capitale, gebühren, mit 1678 Rthlr. 1 Ggr. 10 Pf. in Golde und 3970 Rthlr. 1 Ggr. 1 Pf. Preufsisch-Courant oder überhaupt 5816 Rthlr. 8 Ggr. 5 Pf. Preufsisch-Courant abzutragen.

Art. XXII. Von der Landesschuld der Grafschaft Lingen übernimmt Hannover vergleichsweise diejenigen in der Anlage No. 4. verzeichneten Capitale, wovon Hannoversche Unterthanen Gläubiger sind, zu dem Betrage von 4458 Fl. 8 Stbr. 4 Pf. Holl. nebst rückständigen Zinsen vom 1sten Januar 1816 an, bis wohin deren Zahlung aus den Lingenschen Revenüen bereits Statt gehabt hat.

Art. XXIII. Die von Preufsen an Hannover abgetretenen Eichsfeldischen Aemter machen einen Theil des Aequivalents aus, welches letzterem wegen des Churhessischen Theils der Grafschaft Schaumburg, dessen Abtretung nicht zu erlangen gewesen ist, von Preufsen dem Staats-Vertrage vom 23sten September 1815 gemäfs, zu gewähren war.

Rücksichtlich dieser Aequivalents-Distrikte soll überall keine Abrechnung wegen der verbrieften öffentlichen Schulden eintreten. Es hat daher Hannover wegen dieser Aemter weder an den Landesschulden des Fürstenthums Eichsfeld Theil zu nehmen, noch eine Verbindlichkeit zu einer Concurrenz derselben wegen Vertretung der Schulden des Königreichs Westphalen anzuerkennen.

Art. XXIV. Preufsen hat wegen des ihm abgetretenen Hannoverschen Amts Reckenberg von den

Osnabrückschen Provinzialschulden eine verhältnifs- 1830
mäfsige Quote zu übernehmen. Da indefs darüber Differenzen entstanden sind, theils was zu jenen Provinzial-Schulden gerechnet, theils welcher Mafsstab der Vertheilung angenommen werden müsse, so ist man übereingekommen, diese Schwierigkeiten vergleichsweise zu beseitigen.

Demgemäfs erkennt Preufsen sich verpflichtet, wegen des Amts Reckenberg eine Summe von 50,000 Rthlr. Preufsisch-Courant zu übernehmen, Hannover verzichtet aber auf alle und jede desfallsige Zinsenvergütung.

Art. XXV. Da ähnliche Schwierigkeiten auch bei Ausmittelung der von Preufsen wegen des ihm abgetretenen vormals Hannoverschen Amts Clötze zu übernehmenden Quote der Lüneburgischen Provinzial-Schulden so wie der dabei in Frage kommenden Cammerschulden entstanden sind: so erkennt Preufsen zur Erledigung derselben vergleichsweise sich verpflichtet, eine Aversional-Summe von 32,000 Rthlr. auf jene Schulden mit der Mafsgabe zu übernehmen, dafs davon der Königlich Hannoverschen General-Domainen-Casse ein Betrag von 5000 Rthlr. zufliefsen solle. Auch hiebei leistet Hannover auf eine Vergütung der Zinsen Verzicht.

Art. XXVI. Wegen der an Preufsen abgetretenen Hannoverschen Dorfschaften Rüdigershagen und Gänseteich entsagt Hannover vergleichsweise einer Schulden-Abrechnung.

Art. XXVII. Da rücksichtlich der Schulden des Herzogthums Lauenburg bereits eine Einigung zwischen den Kronen Hannover und Dänemark Statt gefunden: so hat es dabei sein Bewenden und ist hier nichts darüber zu bestimmen.

Art. XXVIII. Da nach den Resultaten der früher wegen der Revenüen Statt gehabten commissarischen Auseinandersetzungen und Abrechnungen, welche in der Anlage No. 5. zusammengestellt sind, Preufsen eine Summe von 24,811 Rthlr. 17 Ggr. 3 Pf. Preufsisch-Courant mehr erhoben hat, als ihm gebührte, so erkennt es seine Verbindlichkeit an, diese Summe an die Krone Hannover zu ersetzen.

Art. XXIX. Wo eine gleiche Ausmittelung der beiderseits erhobenen Revenüen entweder gar nicht,

1830 oder doch nicht vollständig Statt gefunden hat, soll dieselbe nicht weiter veranlafst werden.

Die Bestände, die in den Cassen vielleicht noch vorhanden seyn möchten, welche mit Erhebung und Berechnung der beiden Staats-Regierungen gemeinschaftlichen Rest-Einnahmen beauftragt waren, sollen derjenigen Regierung überlassen werden, in deren Territorium sich diese Cassen befinden.

In Betreff der noch ausstehenden Revenüen-Reste aller Art, findet eine Abrechnung zwischen den beiden Staats-Regierungen nicht weiter Statt. Dieselben werden vielmehr derjenigen Regierung zur völlig freien Disposition gegenseitig abgetreten, für deren Territorium sie ausstehen.

Art. XXX. Preufsen leistet Verzicht auf eine Vergütung der Gefälle, welche Hannoverscher Seits auf den sonst dem Hildesheimschen Kloster Grauhof gehörigen, dem Preufsischen Amtshause Gröningen zugelegten und auch künftig der Krone Preufsen verbleibenden Erbzins aus dem Halberstädtschen Dorfe Schwanebeck für das Jahr 1815 mit 187 Rthlr. 16 Ggr. 3 Pf. bezogen worden sind.

Art. XXXI. In Absicht der Gefälle der Pöhlder Hofs-Receptur des Königlich Hannoverschen Amts Duderstadt für den Zeitraum von 1816 bis incl. 1823, von wo ab die Erhebung durch das gedachte Amt nachträglich bewirkt und auch künftig fortgesetzt werden wird, ist man übereingekommen, dafs Preufsen auf den für jenen Zeitraum berechneten Rückstand zu 3319 Rthlr. 2 Ggr. 1 Pf. Preufsisch-Courant die aus den Hannoversch-Eichsfeldschen Aemtern bei dem Königlich Preufsischen Rentamte zu Heiligenstadt rückständig gebliebenen Prästationen mit 414 Rthlr. 19 Ggr. 3 Pf. und Zehntpachtgelder mit 1120 Rthlr. 2 Ggr. 8 Pf. in Abzug bringt und daher zu Gunsten Hannovers nur noch eine Summe von 1784 Rthlr. 4 Ggr. 2 Pf. zu erstatten verpflichtet sey.

Art. XXXII. Beide Regierungen haben mittelst einer im Jahre 1817 abgeschlossenen besonderen Uebereinkunft gegenseitig allen Ansprüchen wegen der feudorum extra curtem entsagt. Daher tritt auch ein Anspruch auf etwanige rückständige Lehns-Einkünfte, welche aus den abgetretenen Territorien gegenseitig

zu beziehen wären, nicht ein. Insbesondere gilt jene 1830
Entsagung von Seiten Preufsens in Beziehung auf die aus den jetzt Hannoversch-Eichsfeldschen Aemtern atwa noch rückständigen Allodifications-Renten.

Art. XXXIII. Alle in den gegenseitig abgetretenen Provinzen und Landestheilen noch ausstehende Gerichts- und etwanige Sporteln, werden gleich den Einnahme-Resten an Steuern und Domainen-Gefällen ohne weitere Abrechnung der neuen Staats-Regierung, welcher die betreffenden Behörden jetzt untergeben sind, zur Verfügung überlassen und damit auch im Uebrigen verfahren, wie im Art. XXIX. bestimmt worden ist.

Art. XXXIV. Von Seite Preufsens wird daneben im Wege des Vergleichs auf einen Ersatz der Zuschüsse Verzicht geleistet, welche den Sporteln-Cassen der vormaligen Oberlandes-Gerichts-Commission zu Aurich und des Gerichts zu Lingen für das Jahr 1815, mit resp. 14,150 Rthlr. 17 Ggr. 1 Pf. und 824 Rthlr. 10 Ggr. gemacht worden sind.

Art. XXXV. Zugleich läfst Preufsen die Ansprüche fallen, welche es auf folgende in älterer Zeit aus der vormaligen General-Justiz-Salarien-Casse zu Berlin geleisteten Vorschüsse gemacht hat, als:

1. der Regierungs-Deputation zu Hildesheim im Jahre 1803 mit 2000 Rthlr Preufsisch-Courant,
2. dem Stadt-Gerichte daselbst in demselben Jahre mit 2000 Rthlr. Preufsisch-Courant, und
3. dem Stadt-Gerichte zu Duderstadt in den Jahren 1805 und 1806 mit 1400 Rthlr. Preufsisch-Courant.

Art. XXXVI. Dagegen entsagt die Krone Hannover allen Ansprüchen an die der gedachten Königlich Preufsischen General-Justiz-Salarien-Casse noch gehörigen, auf Obligationen bei Privat-Personen in den ihm abgetretenen Provinzen ausstehenden Capitale und verspricht die darauf noch rückständigen Zinsen nicht einzuziehen.

Wegen der etwa bereits erhobenen Zinsen soll keine Abrechnung Statt finden.

Art. XXXVII. Bei Gelegenheit der Verhandlungen behufs Auseinandersetzung wegen der Revenüen aus den gegenseitig abgetretenen Landestheilen sind auch Ansprüche der beiden Kronen an einander zur

1830 Sprache gekommen, welche mit jener Ausmittelung insofern im Zusammenhange stehen, als sie sich auf irrthümlich berechnete Ausgaben oder Einnahmen, auf Vorschüsse und Auslagen für Bedürfnisse besonderer Zweige der Verwaltung, auf eine Vergütung für überlassene Bestände und Inventarienstücke etc. beziehen. Von solchen mit der gegenseitigen Revenüen-Abrechnung nahe zusammenhängenden Ansprüchen der beiden Staats-Regierungen, welche bei der im Art. XXVIII. erwähnten commissarischen Untersuchung und Abrechnung noch nicht berücksichtigt oder später angeregt worden sind, werden diejenigen zugelassen, welche die Anl. No. 6. enthält. Demgemäfs erkennt Hannover sich zu einer Vergütung einer Summe von 6215 Rthlr. 13 Ggr. 7 Pf. Preufs. Cour. an Preufsen verpflichtet.

Dagegen wollen beide Staats-Regierungen diejenigen Forderungen, welche in dem sub No. 7. anliegenden Verzeichnifse zusammengestellt sind, gegenseitig vergleichsweise fallen lassen, so dafs dafür von keiner Seite eine Vergütung zu gewähren ist.

Art. XXXVIII. In Beziehung auf die Feststellung der Ansprüche, welche als rückständig gebliebene Verwaltungs-Ausgaben zu betrachten sind, oder doch in Beziehung auf den frühern Besitz und die Verwaltung der abgetretenen Provinzen und Landestheile aus irgend einem besonderen Titel erhoben worden sind, und die den Unterthanen, öffentlichen Anstalten, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen zustehen, sind die hohen kontrahirenden Theile zunächst über folgende allgemeine Bestimmungen übereingekommen:

1. Wenn wegen Unstatthaftigkeit einer Forderung aus den von Preufsen an Hannover abgetretenen Provinzen und Landestheilen vor dem Tilsiter Frieden oder auch nach der Wiederbesitznahme im Jahre 1813 bis zur Abtretung an Hannover von einer zuständigen Preufsischen Behörde, oder während der Fremdherrschaft von einer zuständigen fremdherrlichen Behörde, bereits eine Entscheidung erfolgt ist, so hat es dabei sein Bewenden.

   Dasselbe gilt auch in Absicht der Forderungen aus den von Hannover an Preufsen abgetretenen Landestheilen von den Entscheidungen derjenigen

Behörden, welche von der Königlich Hannoverschen 1830
Regierung als zuständig betrachtet werden.

2. Wegen Kriegesschäden, wohin Kontributionen, Plünderungen durch feindliche Truppen, Wegnahme von Geld und Effekten auf der Post durch feindliche Gewalt etc. zu rechnen sind, wird gegenseitig kein Anspruch auf Vergütung von einer der beiden Staats-Regierungen anerkannt.

3. Wo bei einer im Laufe der früheren Verhandlungen zur Sprache gekommenen Forderung späterhin die Zahlung oder sonstige Befriedigung nachgewiesen worden ist, hat es dabei sein Bewenden.

4. In Beziehung auf die Feststellung aller noch übrigen Ansprüche soll nach dem im Art. I. angegebenen Gesichtspunkte verfahren werden.

5. Da mit der Feststellung durch die gegenwärtige Uebereinkunft die einzelnen Forderungen an die eine oder die andere Staats-Regierung erst liquide werden, so findet ein Anspruch auf Verzugszinsen nicht Statt.

6. Um die Berechnung zu erleichtern, sollen alle Forderungen auf eine und dieselbe Münzsorte, nämlich auf Preufsich-Kourant reduzirt werden. Dabei ist man übereingekommen, das Reduktions-Verhältnifs von Gold zu 10 pro Cent und das der Konventions-Münze zu 3 pro Cent Agio gegen Preufs. Kourant anzunehmen.

Art. XXXIX. Demgemäfs werden die im Laufe der bisherigen Verhandlungen zur Sprache gekommennen Forderungen theils anerkannt und festgesetzt, theils verworfen, so wie die anliegenden Verzeichnisse solches näher nachweisen.

Darnach erkennen sich verpflichtet

a. Preufsen

1. für Lieferungen und Leistungen an das Militair eine Summe von 240,384 Rthlr. 20 Ggr. 9 Pf. (Anl. No. 8.)

2. auf andere Ansprüche öffentlicher Anstalten, Korporationen, Gemeinden und Privatpersonen, die Summe von 31,325 Rthlr. 17 Ggr. 6 Pf. (Anl. No. 9.)

b. Hannover auf dergleichen Ansprüche die Summe von 3,621 Rthlr. 3 Ggr. 6 Pf.

zu vergüten.

Art. XL. Sofern noch Unterthanen in den Eichsfeld-Hannoverschen Aemtern und in der Stadt Goslar aus Verwaltungs-Rückständen, die während der Dauer des Königreichs Westphalen entstanden sind, Ansprüche haben, so wird Preufsen die Berichtigung derselben nach den Grundsätzen übernehmen, wonach überhaupt dergleichen Ansprüche aus anderen Preufsischen zum Königreiche Westphalen gehörig gewesenen Provinzen festgesetzt worden sind.

Art. XL. Da Rufsland und Schweden wegen der im Jahre 1813 aus den erst wieder eroberten Provinzen jenseits der Elbe an Russische und Schwedische Truppen gemachten Lieferungen, die Verpflichtung zu einer Vergütung überhaupt nicht anerkannt haben, und daher auch später bei den mit jenen Staaten gehaltenen Abrechnungen, nichts für diese Lieferungen in Preufsische Kassen geflossen ist, so kann auch den Unterthanen in den an Hannover abgetretenen Provinzen und Landestheilen, namentlich in dem Fürstenthume Ostfriesland, der Grafschaft Lingen, den Kreisen Meppen, Emsbüren und auf dem Eichsfelde, welche zu den Lieferungen beigetragen haben, keine Entschädigung von Preufsen zugestanden werden.

Art. XLII. Bei den Ansprüchen und Forderungen, welche sich auf die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen, soll im Allgemeinen von dem faktischen Zustande ausgegangen werden, unter dem sie entstanden sind und daher ihre Beurtheilung und Feststellung nach den Grundsätzen erfolgen, welche während dieses Zustandes zur Anwendung kommen.

Dabei sind jedoch auch alle die Bestimmuugen zu berücksichtigen, welche Art. XXXVIII. für die Ansprüche aus den Territorial-Cessionen enthält, unter welchen vorzüglich die Bestimmung No. 4. hier Anwendung findet.

Art. XLIII. Diese Feststellung soll vergleichsweise auch in Absicht solcher Ansprüche und Forderungen eintreten, auf welche, obgleich Preufsen alle und jede Verbindlichkeit dazu, den angedeuteten Grundsätzen folgend, abgelehnt hat, eine Vergütung aus den durch die gegenwärtige Auseinandersetzung erwachsenden Fonds für billig erkannt worden ist.

Art. XLIV. Die aus der zwischen beiden hohen 1830
kontrahirenden Theilen im Jahre 1790 abgeschlossenen Etappen- und Durchmarsch-Konvention herrührenden Forderungen, werden Preufsischer Seits anerkannt. Demgemäfs ist Preufsen verpflichtet, eine Summe von =51,510 Rthlr. 18Ggr. 10 Pf. in Golde oder 56,661 Rthlr. 20 Ggr. 9 Pf. Preufsisch-Kourant an Hannover zu vergüten.

Art. XLV. Aus der Zeit der Association der Norddeutschen Reichsstände, zum Behuf eines, Norddeutschland sichernden Neutralitäts-Kordons (1sten Junius 1796 bis 30sten April 1801) hat die Königlich Hannoversche Regierung mehrere noch nicht feststehende Forderungen an verschiedene, durch den Lüneviller Frieden als Entschädigungs-Länder mit der Preufsischen Monarchie vereinigte Provinzen, wegen der von ihnen aufzubringen gewesenen aber unberichtigt gelassenen Beiträge zur Verpflegung des bei der Demarkations-Armee gestandenen Hannoverschen Truppen-Korps gegen Preufsen liquidirt.

Da indessen die Feststellung dieser Forderungen eine Wiederaufnahme und einen förmlichen Abschlufs des ganzen Verpflegungs-Werks der Demarkations-Armee nöthig machen würde, indem Preufsen noch viel gröfsere Forderungen, wenn gleich meist gegen andere Theilnehmer jener vormaligen Norddeutschen Association zu haben behauptet, mit jenem Abschlusse aber nach allen Verhältnissen grofse, fast unüberwindliche Schwierigkeiten verknüpft sind, und Hannover, so viel an ihm liegt, den Abschlufs der gegenwärtigen Auseinandersetzung zu beschleunigen wünscht, so leistet es hiemit auf die gedachten Forderungen, bis auf eine Summe von 2200 Rthlr. Preufs. Kourant für rückständige Forderungen, einzelner Unterthanen, die hiermit Preufsischer Seits zur Anerkennung gelangen, Verzicht.

Art. XLVI. Auf gleiche Weise verzichtet Preufsen auf diejenigen Forderungen derselben Art, welche ihm an Hannover etwa zustehen möchten.

Art. XLVII. Auch erkennt Preufsen zu Gunsten Hannovers die Verbindlichkeit zur Vergütung einer Summe von 4000 Rthlr. in Golde oder 4400 Rthlr. Preufs. Kourant Kapital an, welche auf die von dem

1830 vormaligen Stifte Corvey unter dem 5ten Julius 1802 ausgestellte Obligation über 6000 Rthlr. in Golde, als den Betrag seines an Hannover zu berichtigenden Rückstandes zu den Kosten der Demarkations-Linie unbezahlt geblieben sind.

In Betreff der auf diese Kapitalsumme rückständigen Zinsen à 3 pro Cent ist man vergleichsweise übereingekommen, dafs Preufsen dieselben vom 1sten Julius 1815 bis Ende 1829 mit 1914 Rthlr. Kourant zu berichtigen habe.

Art. XLVIII. Die aus der Zeit vom 1sten Mai bis 6ten November 1801 herrührenden Hannoverschen Forderungen wegen Verpflegung des damals in den Alt-Hannoverschen Provinzen gestandenen Preufsischen Armee-Korps ad 15,213 Rthlr. 15 Ggr. 5 Pf. in Golde oder 16,731 Rthlr. 17 Ggr. Preufsisch-Kourant, werden den desfallsigen früher Statt gefundenen Verabredungen im Allgemeinen gemäfs, von der Krone Preufsen nicht übernommen. Doch wird nach der im Artikel XLIII. getroffenen Bestimmung, die Summe, welche dafür den betreffenden Unterthanen noch zu vergüten seyn möchte, hiemit auf 10,000 Rthlr. Preufsisch-Kourant festgestellt.

Art. XLIX. Aus dem Jahre 1805 erkennt Preufsen an Forderungen wegen Militair-Lieferungen vergleichsweise unter Beziehung auf das sub No. 11. anliegende Verzeichnifs die Summe von 1181 Rthlr. 7 Ggr. 6 Pf. Preufsisch-Kourant an.

Art. L. Wegen der aus den Alt-Hannoverschen Provinzen, während des im Jahre 1806 Statt gehabten Preufsischen Besitzes derselben, bezogenen oder zu beziehen gewesenen Staats-Revenüen aller Art tritt überall keine Reklamation oder Abrechnung ein.

Art. LI. In Gefolge des Artikels XLII. würde zu untersuchen seyn, welche von den aus dieser Periode herrührenden, Hannoverscher Seits zur Sprache gebrachten Forderungen, den Preufsischen Central-Fonds zur Last fallen müfsten oder nicht?

Desgleichen, wie die Zuschüsse an Naturalien etc., welche den Hannoverschen Landen aus Preufsischen Central-Fonds in jener Zeit geleistet sind, sich zu den Forderungen verhielten, die von diesen Central-Fonds zu übernehmen wären,

und ob diese Ausmittlung nicht ergäbe, dafs Preu- 1830
fsen, wie es die Ueberzeugung hegt, nicht vielmehr ein Ersatz von Seiten Hannovers gebühren würde, als ein solcher von ihm an Hannover zu gewähren sey?

Um den mit diesen Untersuchungen verknüpften, fast unüberwindlichen Schwierigkeiten zu entgehen, und den Zweck des gegenwärtigen Vertrages vollständig zu erreichen, haben sich die hohen kontrahirenden Theile, unbeschadet der von ihnen aufgestellten Ansichten und behaupteten Meinungen, im Wege des Vergleichs, über folgende Bestimmungen vereinigt:

Art. LII. Preufsen entsagt:

a. einer Vergütung wegen der Lieferungen aller Art, welche aus seinen Mitteln an die Französische Okkupations-Armee in den Alt-Hannoverschen Provinzen geschehen seyn können, so wie wegen der Transportmittel und anderer Lieferungen, welche Preufsische Gemeinden den aus den Hannoverschen Provinzen nach Frankreich zurückkehrenden Französischen Truppen etwa geleistet haben;

b. allen Ansprüchen ohne Ausnahme, welche aus dem Grunde, an die Alt-Hannoverschen Provinzen und einzelnen Hannoverschen Gemeinden und Privat-Personen von ihm möchten gemacht werden, dafs diese Provinzen cet. nicht alle die Lieferungen geleistet, — welche ihnen nach den damals in Anwendung gebrachten Preufsischen Verwaltungs-Grundsätzen obgelegen hätten, oder ihnen darnach vielleicht ohne Verbindlichkeit, vergütet worden wären, so wie allen etwanigen Ansprüchen wegen der diesen Provinzen oder Gemeinden cet. unter Annahme jener Grundsätze, geleisteten Vor- und Zuschüsse aller Art;

c. einem Ersatze oder einer Vergütung wegen der beim Abzuge der Preufsischen Armee, sey es in öffentlichen Magazinen, einzelnen Gemeinden oder sonst zurückgelassenen Magazin- und anderer Vorräthe und Gegenstände.

Hiebei überläfst Preufsen der Königlich Hannoverschen Regierung ganz nach Gutdünken über diejenigen Forderungen zu verfügen, von denen es sich ergeben möchte, dafs sie Preufsen noch

1830 an einzelne Hannoversche Gemeinden etc. zugestanden.

Art. LIII. Um einen Beweis zu geben, wie sehr sie die gegenwärtige Auseinandersetzung zwischen beiden Staaten beendigt zu sehen und zu befördern wünscht, willigt die Krone Preufsen ein, dafs diejenige Eine Million Franks und Sechshundert Stück Friedrichsd'or, über welche vier zu dem Ende bevollmächtigt gewesene Mitglieder des vormaligen Landes-Deputations-Kollegii zu Hannover, als über einen den Alt-Hannoverschen Provinzen aus Königlich Preufsischen Kassen geleisteten und demnächst von jenen zu erstattenden Vorschufs unter dem 21sten März 1806 eine Quitung ausgestellt haben, und die den desfalls Statt gefundenen damaligen Verhandlungen gemäfs, dazu verwendet sind, um die Ansprüche zu befriedigen, welche das in der derzeitigen Hannoverschen Festung Hameln noch zurückgebliebene Französische Militair-Gouvernement wegen Sold- und anderer Rückstände der Französischen Okkupations-Armee an die Hannoverschen Lande machte, von der Krone Hannover jetzt nur mit einem an Preufsen zu vergütenden Betrage von 215,000 Rthlr. Preufsisch-Kourant, wie hiemit geschieht, anerkannt werden.

Art. LIV. Für die von der damaligen General-Verpflegungs-Kommission in Hannover beschaffte Verpflegung der Preufsischen Truppen sind Hannoverscher Seits 162,650 Rthlr. 18 Ggr. 7 Pf. Preufsisch-Kourant berechnet worden. Da jedoch nach Preufsischen Grundsätzen für die in dieser Summe mit enthaltene Vergütung der gelieferten Fourage zu 115,698 Rthlr. 7 Ggr. 8 Pf. Preufsisch-Kourant den Hannoverschen Provinzen aus landesherrlichen Fonds kein Ersatz zu leisten war, dieselbe vielmehr auf den bei weitem höheren Betrag angerechnet werden sollte, welchen jene Provinzen wegen der bedeutenden Vorräthe von Mehl und Hafer zu ersetzen gehabt hätten, die aus den in der Preufsischen Monarchie befindlichen Magazinen dorthin dirigirt wurden, und auch die damalige Hannoversche Regierung zur Lieferung der für das Preufsische Okkupations-Korps erforderlichen rauhen Fourage sich verstanden hatte, so wird mit Bezugnahme auf Artikel XLII. und XLIII. von der obigen Summe ad

162,650 Rthlr. 18 Ggr. 7 Pf. Preufsich-Kourant ein 1830
Betrag von 50,000 Rthlr. festgestellt, um überhaupt zur Befriedigung der unter jener Summe begriffenen Ansprüche Hannoverscher Unterthanen verwendet zu werden.

Art. LV. Die Forderungen Hannoverscher Unterthanen aus dieser Periode, welche sich sonst noch auf die Militair-Verwaltung beziehen, werden, wie die Anlage No. 12. nachweift, die nicht die Militair-Verwaltung betreffenden Forderungen aber laut der Anlage No. 13., beiderlei Forderungen unter Bezugnahme auf Artikel XLII. und XLIII., theils in dem Betrage worin sie liquidirt worden sind, festgestellt oder verworfen, theils zu einem geringeren Betrage festgesetzt.

Demgemäfs soll auf die erste Kathegorie von Forderungen die Summe von 74,307 Rthlr. 10 Ggr. 8 Pf. Preufsisch-Kourant und auf die zweite Kathegorie die Summe von 50,025 Rthlr. Preufsisch-Kourant verwendet werden.

Art. LVI. Um mit Rücksicht auf die in vorstehenden Artikeln erfolgte Feststellung von Forderungen, die Ausgleichung zwischen den beiden hohen kontrahirenden Theilen in Ausführung zu bringen, ist Folgendes vereinbart worden:

Beide Theile leisten Verzicht auf alle Geld-Ansprüche, welche sie als Staaten gegen einander haben, aus welchem Titel es immer seyn möge, und ohne Unterschied, ob diese Ansprüche auf die mittelst der Staats-Verträge vom 29sten Mai und 23sten September 1815 geschehenen Territorial-Cessionen oder auf die Alt-Hannoverschen Provinzen sich beziehen, und ob sie bei den Statt gehabten Verhandlungen ausdrücklich erwähnt und in dem gegenwärtigen Vertrage oder dessen Anlagen besonders aufgeführt worden sind oder nicht.

In gleicher Art entsagen sie allen Forderungen, welche sie in Vertretung ihrer Unterthanen, seyen es öffentliche Institute, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen, im Laufe der bisherigen Unterhandlungen gegenseitig geltend zu machen gesucht haben.

Art. LVII. Insbesondere entsagt Preufsen für sich und in Vertretung seiner Unterthanen zu Gunsten

1830 Hannovers und cedirt an dieses alle Forderungen, zu deren Berichtigung theils an die Krone Preufsen, theils an Preufsische Unterthanen, Hannover durch den gegenwärtigen Vertrag sich verpflichtet erkannt hat, namentlich auf die Bank-Kapitale und Zinsen (Art. XIX. XX.), unter Bezugnahme auf die heute abgeschlossene besondere Uebereinkunft, die Entschädigung wegen des nicht abgetretenen Kurhessischen Antheils der Grafschaft Schaumburg betreffend, ferner auf den erhobenen Schwanebecker Erbzins (Art. XXX.), auf den Ersatz aus der Abrechnung über die mit dem Revenüen-Bezug im Zusammenhange stehenden Gegenstände (Art. XXXVII.), auf Ersatz der Forderungen aus den Territorial-Cessionen (Art. XXXIX.), auf Ersatz des an die Hannoverschen Stände gemachten Vorschusses (Art. LIII.).

Art. LVIII. Dagegen entsagt Hannover für sich und in Vertretung seiner Unterthanen zu Gunsten Preufsens und cedirt an dieses alle Forderungen, zu deren Berichtigung theils an die Krone Hannover, theils an Hannoversche Unterthanen, Preufsen durch die gegenwärtige Uebereinkunft sich verpflichtet erkannt hat, namentlich auf Ersatz der von dem Maire Brüning eingezogenen Activa (Art. XVI.), auf die Zinsen der Ostfriesischen Landesschuld (Art. XXI.), auf den Beitrag zu der verbrieften Landesschuld für Reckenberg (Art. XXIV.), auf den Beitrag zu der verbrieften Landesschuld für Clötze (Art. XXV.), auf den Ersatz aus der Abrechnung über die Revenüen (Art. XXVIII.), auf die erhobenen Gefälle der Pöhlder Hofsreceptur (Art. XXXI.), auf Vergütung der Forderungen, welche theils die Militair-Verwaltung angehen, theils auf verschiedene andere Gegenstände sich beziehen (Art. XXXIX.), auf den Ersatz der Forderungen aus der Etappen-Konvention (Art. XLIV.), auf den Ersatz der Forderungen aus den Jahren 1801, 1805 und 1806 (Art. XLV, XLIX, LIV und LV.), auf Kapital und Zinsen aus der Obligation des vormaligen Stifts Korvey (Art. XLVII.).

Es wird hiebei bemerkt, dafs die von der Krone Preufsen im vorangehenden Artikel erfolgte Verzichtleistung und Cession, wodurch die betreffenden Hannoverschen Kassen von Bezahlung derjenigen Forde-

rungen befreit werden, welche sie ohne diese Maſsre- 1830
geln an Preuſsische Kassen oder Unterthanen hätten leisten müssen, nur unter der Bedingung geschehen ist, daſs sie dadurch der Verpflichtung überhoben werde, behuf Berichtigung der von ihr anerkannten und resp. festgestellten Hannoverschen Forderungen, noch eine Vergütung irgend einer Art eintreten zu lassen.

Art. LIX. Diese Cessionen (Art. LVII und LVIII.) sollen mit der Wirkung geschehen, daſs einerseits der Totalbetrag der von Hannover anerkannten Preuſsischen Forderungen nicht den einzelnen Hannoverschen Kassen, welchen nach den bei ihnen eintretenden Verhältnissen die Berichtigung jener Forderungen zur Last fallen würde, sondern der Krone Hannover, als solcher, zur Disposition gestellt werden, und eben so auch andererseits der von Preuſsen anerkannten Hannoverschen Forderungen, der Krone Preuſsen.

Art. LX. Alle, die gegenseitigen Forderungen, auf welche die in den Art. LVII und LVIII. erfolgte Entsagungen und Cessionen sich beziehen, betreffenden Urkunden, sollen gegenseitig ausgeliefert werden. Insbesondere wird Preuſsen an Hannover die Obligationen über die im Art. XIX. erwähnten Kapitale, imgleichen das im Art. LIII. erwähnte Dokument nebst den dazu gehörigen Verhandlungen, und Hannover an Preuſsen die Obligation des Stifts Korvey (Art. 47.), die auf die von dem Brüning eingezogenen Activa sich beziehenden Dokumente (Art. XVI.), und die Obligationen der General-Justiz-Salarien-Kasse (Art. XXXVI.), sofern es sich in deren Besitze befindet, gleich nach Auswechselung der Ratifikation ausliefern lassen.

Art. LXI. In Folge der durch die Art. LVII. und LVIII. geschehenen Entsagung und Cession erklären sich beide Staats-Regierungen Namens der von ihnen vertretenen Unterthanen für völlig befriedigt, und machen sich verbindlich, diese Forderungen, die eine Regierung an die Stelle der anderen, mit denselben Beträgen zu befriedigen, wie solche durch diesen Vertrag anerkannt worden sind, sofern nicht etwa, wie hinsichtlich der Forderungen von Instituten und öffentlichen Kassen, Verwaltungs-Grundsätze der einen

1830 oder der anderen Staats-Regierung oder Ansprüche, welche ihnen gegen hier in Frage kommende Interessenten zustehen möchten, eine Abweichung davon veranlassen werden.

Art. LXII. In dieser Art übernimmt auch die Krone Hannover aus den durch Entsagung und Cession an sie gediehenen Forderungen diejenigen Ansprüche zu befriedigen, welche, ohne dafs Preufsen eine Verbindlichkeit seinerseits deshalb anerkannt hat, gleichwohl zu einem bestimmten Betrage durch die gegenwärtige Uebereinkunft festgestellt worden sind, namentlich die Befriedigung der in den Art. XLVIII, LIV und LV. festgestellten Ansprüche.

Art. LXIII. Obwohl sich nicht annehmen läfst, dafs noch unbekannte Privat-Forderungen aus den durch die Staats-Verträge vom 29. Mai und 23. September 1815 erfolgten Territorial-Cessionen und aus den Alt-Hannoverschen Provinzen, beiderlei Ansprüche von der Natur derjenigen, welche im Laufe der bisherigen Unterhandlungen zur Sprache gekommen sind, existiren, so ist man dennoch für den Fall, dafs solche künftig noch angemeldet werden sollten, übereingekommen, dafs in Absicht ihrer Beurtheilung und Festsetzung, desgleichen in Absicht der Entsagung auf dieselben und deren Uebernahme im Verhältnifs der einen Staats-Regierung zu der andern, alles dasjenige in Anwendung kommen soll, was hierbei in Absicht der bekannten Forderungen derselben Kathegorie durch den gegenwärtigen Vertrag verabredet worden ist.

Art. LXIV. Da bei den über die gegenseitige Ausgleichung Statt gehabten Unterhandlungen sich ergeben, dafs die Krone Preufsen durch die geschehene Abrechnung keine genügende Entschädigung für ihre der Krone Hannover cedirten Forderungen erhalten würde, so hat man sich im Wege des Vergleichs dahin geeinigt, dafs die Krone Hannover der Krone Preufsen behuf der noch erforderlichen Ausgleichung eine Aversional-Summe von Drei Hundert Fünf und Siebenzig Tausend Rthlr. Preufs. Kourant baar bezahle, wodurch diese ganze Angelegenheit ein für allemal abgemacht seyn soll.

Art. LXV. Die Krone Hannover übernimmt diese 1830
Summe in zwei Terminen zu berichtigen, nämlich 250,000 Rthlr. vierzehn Tage nach erfolgter Auswechselung der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages oder früher, und 125,000 Rthlr. vier Monate nach Zahlung des ersten Termins.

Art. LXVI. Zu gleicher Zeit hat sich die Krone Hannover verpflichtet, obige Aversional-Summe der 375,000 Rthlr. Preufs. Kour. vom 1sten Januar 1830 ab, der Krone Preufsen mit Vier vom Hundert zu verzinsen.

Art. LXVII. Sobald die Ratifikationen des gegenwärtigen Traktats ausgewechselt seyn werden, soll jede, nicht durch privatrechtlich zu begründende Ansprüche gegen einen Gläubiger von der einen oder der anderen Seite etwa verfügte Vorenthaltung von Zinsen, mag die Zahlung derselben aus den Kassen des Staats oder eines seiner Institute erfolgen, zum Vortheil des dadurch getroffenen Gläubigers aufhören und demgemäfs ungesäumt die erforderliche Verfügung erlassen werden,

Art. LXVIII. Die Erhebung der Domainen-Gefälle aller Art, welche den beiden Regierungen aus den gegenseitigen Territorien zustehen, soll so lange ihren ungehinderten Fortgang haben, als nicht, unter gemeinschaftlicher Uebereinstimmung, ein Austausch derselben bewirkt worden, worauf beide Staats-Regierungen möglichst Bedacht nehmen werden.

Art. LXIX. Demgemäfs hören, sofort nach Auswechselung der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages, alle Inhibitionen auf, welche beide Staats-Regierungen in einzelnen hieher gehörigen Fällen gegen einander haben eintreten lassen. Die desfalls erforderlichen Verfügungen sollen gegenseitig ungesäumt erlassen werden.

Art. LXX. Auch in Betreff der für eine abgetretene Provinz oder Landestheil allein gehörigen und daher mit dieser auf die neue Staats-Regierung übergangenen Stiftungen und öffentlichen Anstalten, hat es bei dem ungestörten Fortbezuge der Gefälle, welche etwa aus dem Territorium der abtretenden Regierung erfolgen müssen, so lange sein Bewenden, als nicht

1830 ein Austausch solcher Gafälle oder eine sonstige desfallsige Einigung bewirkt seyn wird.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikation binnen sechs Wochen oder eher, wenn es seyn kann, ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und mit ihren Wappen untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 23sten März 1830.

Ludwig Conrad Georg von Ompteda.

Christian Günther *Graf* von Bernstorff.

Anlage I.

Verzeichnifs

der aus dem Fürstenthume Hildesheim herrührenden Forderungen, welche nach Artikel 3. No. 1. des Tractats vom 23sten März 1830 zu den Verhandlungen wegen der Ansprüche an das ehemalige Königreich Westphalen verwiesen sind.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
		Aus dem Fürstenthume Hildesheim.								
			Die von den Reclamanten angemeldeten Forderungen bestehen zum Theil in gröfseren Beträgen, als hier aufgeführt sind, da man im Allgemeinen nur versucht hatte, sie gegen Preufsen so weit geltend zu machen, als diefs nach der zwischen Preufsen und Westphalen im Jahre 1811 abgeschlossenen Convention schien geschehen zu können.							
1	62	Weiland Magazin - Rendant Gieseke in Bokenem.	Vorschufs bei Verwaltung des Königl. Preufsischen Fourage - Magazins vom October 1805 bis dahin 1807	522	7	6	Pr. Courant.	522	7	6
2	64	Bäcker Strube zu Peine.	Kosten weg, Brodtbackens für die Invaliden - Compagnie zu Peine im Jahre 1807 .	42	11	9	dito.	42	11	9
3	65	Müller Maasberg daselbst.	Mahlgeld für den im Jahre 1807 für die Königl. Preufsischen Invaliden gemahlenen Rocken	152	17	9	dito.	152	17	9
			Latus 1. . . .	—	—	—		717	13	—

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
4	229	Pastor Pieper zu Winzenburg.	Vorgeschossene Baukosten behuf der Pfarrwohnung zu Winzenburg im Jahre 1806 . .	516	23	3	Pr. Courant	516	23	3
5	230	Generalpächter Lüntzel zu Hildesheim.	Vorgeschoss. Bau-Reparatur-Kosten behuf des Vorwerks Himmelsthür und behuf der Landmühle im Jahre 1806 . . .	999	5	11	dito.	999	5	11
6	231	Weinhändl. u. Zoll-Einnehmer Multhaupt zu Vienenburg.	Vorgeschoss. Reparatur-Kosten behuf der Zollbrücke über die Radau bis Vienenburg vom 9. Nov. 1806 und 9. Jan. 1807	31	18	6	dito.	31	18	6
7	232	Die Erben weiland Zimmermeist. Steckhahn z. Schladen.	Bauarbeiten auf verschieden. Hildesheimisch. Ämtern nach Abzug von 381 Rthl. 11 Ggr. 1 Pf., welche in einer andern Liquidation enthalten sind	189	7	4	dito.	189	7	4
8	233	Amtmann Gufsmufs in Lamspringe.	Vorgeschoss. Baukosten behuf der Amtshaushalts-Gebäude zu Lamspringe in den Jahr. 1806 u. 1807	561	16	—	dito.	561	16	—
9	234	Fuhrm. Lücke in Hildesheim.	Angefahrene Steine behuf der Amtsgebäude z. Steuerwald im Aug. 1806	6	—	—	dito.	6	—	—
10	235	Manerm. Wagemann zu Vienenburg und Consort.	Bauarbeiten auf verschiedenen Domainen im J. 1806	293	22	1	dito.	293	22	1
			Latus 2. . .	—	—	—	—	2598	21	1

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
11	236	Wehmeyer u. Wolters zu Gr. Düngen.	Brechen und Anfahren der Steine zum Chausseebau im Jahre 1806 .	192	12	—	Pr. Courant.	192	12	—
12	237	Der Districts-Ingen. Thieler zu Hildesheim, Namens mehrerer Einwohner im Hildesheimschen.	Lieferungen, Fuhren und Arbeiten behuf des Chausseebaues im Jahre 1806	394	23	—	dito.	394	23	—
13	238	Stadt Bockenem.	Entschädigung für die aufgehobene Weggelds-Einnahme vom 1sten August 1806 bis 12ten Julius 1807	23	18	—	dito.	23	18	—
14	239	Vormaliger Districts-Notar Pelizäus in Hildesheim.	Gebühren für Fiscal-Processe von den Jahren 1806 u. 1807 und zwar aus der Periode vor dem 12. Julius 1807	1009	7	3	dito.	1009	7	3
15	241	Vormaliger Fürstlich Hildesheimscher Hof-Bau-Inspector Kerstein zu Hildesheim.	Rückständige Pension vom März bis 12ten Julius 1807	43	16	—	Gold	47	7	4
16	242	Vormal. Hof-Trompeter Kather in Hildesheim.	Rückständige Pension vom April bis 12ten Julius 1807	33	16	—	Pr. Courant.	33	16	—
17	243	Schatzrath von Rheden zu Rheden.	Desgleichen vom März bis 12ten Julius 1807	223	16	10	dito.	223	16	10
18	244	Die Erben weil. Försters Altenthal zu Everode.	Rückständige Pension vom 1. März bis 12. Jul. 1807	37	22	—	dito.	37	22	—
			Latus 3. . .	—	—	—		1963	2	5

Fortlaufende No.	No des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
19	245	Vormal. Karten-Fabricant I. A. Grenz-Meyer in Hildesheim.	Rückständige Pension vom 1sten Junius bis 12ten Julius 1807	17	2	—	Pr. Courant.	17	2	—
20	246	Die Wwe. weil. Amtsschreib. de la Tour zu Peine.	Pension ihres verstorbenen Ehemannes vom Junius bis 12ten Julius 1807	28	11	4	dito.	28	11	4
21	247	Des weiland Gränzschütz. Stolten zu Peine Erbinn, Marie Odilie Stolten.	Rückständige Pension vom October bis 12ten Julius 1807	34	13	4	dito.	34	13	4
22	248	Vorm. Kloster-Schlächter Eylers in Hildesh.	Desgleichen vom April bis 12. Julius 1807	10	12	5	dito.	10	12	5
23	249	Die Witwe des Först. Fischer zu Wertfeld.	Desgleichen vom 1. März bis 12. Julius 1807	5	5	2	dito.	5	5	2
24	250	Vormal. Procur. Lüdgers zu Hildesh.	Desgleichen vom 1. März bis 12. Julius 1807	54	14	—	dito.	54	14	—
25	251	Vormal. Land-Tromp. Grofs zu Hildesheim.	Desgleichen vom 1sten April bis 12ten Julius 1807	47	7	4	dito.	47	7	4
26	252	Procur. Matthaei zu Hildesheim.	Desgleichen vom 1sten März bis 12ten Julius 1807	36	9	4	dito.	36	9	4
27	253	Vormal. Kloster-Jäger Bartels zu Derneburg.	Desgleichen vom 1sten März bis 12ten Julius 1807	36	9	4	dito.	36	9	4
28	254	Julian Fromm, vormals Hausbälterin im Kloster Derneburg, wohnhaft zu Wendhausen.	Desgleichen vom 1sten Mai bis 12ten Julius 1807 . . .	7	2	5	dito.	7	2	5
			Latus 4. . .	—	—	—		217	14	8

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
29	255	Verwitwete Ober-Försterium Büttger.	Rückstandige Pension vom 1sten April bis 12ten Julius 1807 . . .	23	13	7	Pr. Courant.	23	13	7
30	256	Die Erben des Abts Arnoldi zu Vienenburg in specie der Gastwirth u. Weinhändler Multhaupt zu Vieneuburg.	Desgl. des etc. Arnoldi als vormaliger Abt des Klosters Ringelheim vom April bis 12. Julius 1807 . . .	336	16	—	dito.	336	16	—
31	257	Der vormalige Conventual d. Klosters Ringelheim, Revig zu Vienenburg.	Desgleicheu vom 12ten März bis 12ten Julius 1807	59	3	4	dito.	59	3	4
32	258	Der vormalige Conventual dieses Klosters, Kuhn zu Gehrden.	Desgleichen vom 15ten April bis 12ten Julius 1807	59	17	4	dito.	59	17	4
33	259	Tribunals-Pr. Dietrichs in Goslar, als Executor des Nachlasses d. Conv. Chaplin	Desgl. des vormaligen Conventualen des Klosters Lamspringe, Chaplin, vom 1steu März bis 12ten Jul. 1807	86	14	—	dito.	86	14	—
34	260	Vormal. Conventual des Klosters Riechenberg, Fr. de la Tour zu Peine.	Leibrente vom 1. Januar bis 12. Julius 1807	10	14	8	dito.	10	14	8
35	261	Sämmtliche vormals Fürstlich Hildesheimische Militärs	Rückständige Pension vom April bis 12ten Julius 1807	1040	3	4	dito.	1040	3	—
			Latus 5. . .	—	—	—		1316	9	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
36	262	Vormal. Feuerwerker bei d. Hildesheimschen Stadt-Miliz J. A. L. Schmalz zu Hildesheim.	Rückständige Pension vom 1sten April bis 12ten Julius 1807	12	15	—	Pr. Courant.	12	15	—
37	263	Sämmtl. Soldaten d. vormaligen Hildesheimschen Stadt-Miliz.	Desgleichen vom 1sten Mai bis 12ten Julius 1807 . . .	596	9	7	dito.	596	9	7
38	264	Die vormalig. Fürstbischöflichen Gardisten Distelmann u. Consorten zu Hildesheim.	Desgleichen vom April bis 12ten Julius 1807	269	8	—	dito.	269	8	—
39	265	Friedensrichter Dröge zu Lamspringe.	Vorgeschossene Kosten behuf Berichtigung u. Regulirung d. Territorial-Gränzen	105	8	—	dito.	105	8	—
40	266	Vormal. Hussier Bergmann zu Gronau.	Rückständiger Gehalt als Untervoigt u. Schliefser beim Amte Gronau vom Jahre 1806 . . .	12	9	—	dito.	12	9	—
41	267	Vormal. Friedensr. Wippern zu Schladen.	Rückständige Pension des vormaligen Conventualen des Klosters Granhof, W. Soechting zu Heiningen, vom Januar bis 9ten Julius 1807	131	1	—	dito.	131	1	—
42	268	Primissarius Müller zu Schladen.	Rückständige Pension als vormaliger Conventual des Klosters St.							
			Latus 6. . .	—	—	—		1127	2	7

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung,	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
			Michaelis zu Hildesheim vom 1. März bis 9. Juli 1807	107	10	—	Pr. Courant.	107	10	—
43	270	Conduct. Bader zu Sillium.	Vermessungskosten von 1806 – 1807	172	8	—	dito.	172	8	—
44	272	Oberst v. Benningsen.	Pension als vormaligen Ritterschaftlichen Deputirten des Fürstenthums Hildesheim aus den Jahren 1806 u. 1807.	335	6	6	dito.	335	6	6
			Latus 7. . .	—	—	—		615	24	6

Recapitulation.

Latus 1.	—	—	—	—	—	—	—	—	717	13	—
– – 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	2598	21	1
– – 3.	—	—	—	—	—	—	—	—	1963	2	5
– – 4.	—	—	—	—	—	—	—	—	277	14	8
– – 5.	—	—	—	—	—	—	—	—	1316	9	11
– – 6.	—	—	—	—	—	—	—	—	1127	2	7
– – 7.	—	—	—	—	—	—	—	—	615	24	6
				Summa.	—	—	—	—	8915	16	2

Verzeichnifs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preufsen liquidirten verschiedenen Forderungen, welche nach dem Artikel III. No. 4. des Tractats vom 23sten März 1830 nicht in die gegenwärtige Liquidation gehören.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
			Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.							
1	89	Kaufleute Frye und Comp. in Meppen.	Einladungs-, Transports- und Entladungs-Kosten wegen der ersten Hafer-Lieferung im Jahre 1805 die Ems herauf bis Graeven.	1608	9	4	Gold	1769	5	6
2	96	KaufmannFrd. Frye zu Meppen, ex cessione Bern. Többen zu Herzlake.	Unkosten bei Empfang des in Herzlake aufgespeichert gewesenen Ostfriesis. Hafers im Jahre 1806 .	732	16	—	P.Ct.	732	16	—
3	97	Derselbe.	Desgleichen . . .	407	16	—	P.Ct.	407	16	—
4	117	Kaufmann Frd. Frye zu Meppen.	Branntwein-Transport im Jahre 1815	203	9	9	P.Ct.	203	9	9
5	147	Königl. Justiz-Cauzlei zu Aurich.	Strafgelder des Kaufmanns Lud. Garrels, Depositum	1230	—	—	P.Ct.	1230	—	—
			Summa . . .	—	—	—		4342	23	3

Anlage 3.

Verzeichnifs

sämmtlicher der Königlichen Haupt-Bank in Berlin, früher und resp. noch zustehenden, bei der Ostfriesischen Landschaft belegten Capitale.

Bezeichnung der Obligationen.				Preufsisch Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
A. Aus einer Obligation der Ostfriesischen Landschaft vom 1. Junius 1776	200,000 Rthl.					
Aus einer Obligation der Ostfriesischen Landschaft vom 1. Oktober 1776 . . .	240,000 —					
Aus einer Obligation der Ostfriesischen Landschaft vom 1. April 1776	60,000 —					
				500000	—	—
B. Aus 13 verschiedenen Obligationen der Ostfriesischen Landschaft überhaupt 1000 Rthl. in Golde und 60,950 Rthl. Courant, mithin zusammen in Preufs. Courant, das Gold mit 10 % Agio in Courant berechnet				62050	—	—
C. Aus 205 Obligationen der Ostfriesischen Landschaft, von Privat-Personen der Bank cedirt, wie solche vom Schatz-Collegio in Hannover festgesetzt worden sind:						
14,945 Rthl. 6 Ggr. in Golde oder mit 10 % Agio in Preufs. Courant	16,449 Rthl.	16 Ggr.	2 Pf.			
400 Rthl. in N. 2/3 Stücken oder diese wie 9=10 auf Conv.-Münze und diese mit 3 % auf Preufsisch-Courant reducirt	457 —	18 —	8 —			
20,982 Rthl. 6 Ggr. 6 Pf. Convent. Münze oder zu 3 % Agio in Preufs. Courant	21,611 —	17 —	9 —			
42,131 Rthl. 10 Ggr. 7 Pf. Preufs. Courant	42,131 —	10 —	7 —			
				80650	15	2
D. Aus einer Obligation der Stadt Esens, welche von der Landschaft übernommen und der Bank cedirt worden				2000	—	—
Summa . . .				644700	15	2

Anlage 4.

Verzeichnifs

der von der Krone Hannover zu übernehmenden Capitale der Lingenschen Landes-Schuld.

Nr	Namen der Gläubiger.	Capital-Betrag in holländ. Gelde Gulden	St.	Pf.	Zinsfufs.
1	Lingensche geistliche Casse	2197	4	4	4 °/o
2	Lingensche reformirte Armen-Casse	1000	—	—	4 °/o
3	Reformirte Armen-Casse zu Freren	125	—	—	4 °/o
4	Desgleichen zu Thuine	1000	—	—	4 °/o
5	Dieselbe	136	4	—	4 °/o
	Summa	4458	8	4	

Digitized by Google

Anlage 5.

Zusammenstellung

der Resultate der commissarischen Revenüen-Abrechnungen in den 1815 geschehenen Territorial-Cessionen.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Hannover erhält:	In Preufsischem Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
1	74	Antheil an den Revenüen von Ostfriesland aus dem gemeinschaftl. Jahre 1815 nach der darüber gezogenen Abrechnung	48169	21	2
2	152	Antheil an den Ostfriesisch-Lingenschen Post-Revenüen des gemeinschaftlichen Jahrs 1815	2610	7	10
3	158	Antheil an den Revenüen der Niedergrafschaft Lingen und der Münsterschen Absplissen aus dem gemeinschaftlichen Jahre 1815	7975	21	6
4	159	Desgl. an den unter vorstehender Summe nicht mitbegriffenen Lingenschen Zoll-Revenüen pro 1815	2356	2	—
5	194	Reckenbergscher Revenüen-Antheil an den baar eingegangenen Resten pro 1815 et retro . . .	2309	7	10
		Summa . . .	63421	12	4
		Verglichen mit dem Preufsischen Credit	38609	19	1
		Behält Hannover gut	24811	17	3

Fortlaufende No.	No. des Preuſs. General-Etats.	Preuſsen erhält:	In Preuſsischem Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
1	24	Antheil an den Ostfriesischen Revenüen des gemeinschaftlichen Jahrs 1815	35298	1	4
2	78	Antheil an den Revenüen des Amtes Reckenberg pro 1815	3311	17	9
		Summa	38609	19	1

Anlage 6.

Zusammenstellung

der mit den Revenüen-Abrechnungen zusammenhängenden gegenseitigen anerkannten Gouvernements-Forderungen.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Hannoversche anerkannte Gouvernements-Forderungen.	In Preufsisch-Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
		A. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.			
1	154	Vorgeschossene Procefskosten wegen einer in Aurich anhängig gewesenen Salz-Defraudat. Angelegenheit	31	14	3
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
2	225	Ueberschufs der bei der Königl. Preufs. Rentei Bockholt vom 9ten November 1813 bis zum 10ten Oktober 1817 erhobenen Einkünfte von den im Königl. Preufs. Regierungs-Bezirk Münster belegenen, zum aufgehobenen Kloster Freuswegen im Bentheimschen gehörenden Parcelen	1101	9	11
3	226	Die dem Königl. Preufs. Domainen-Rentmeister Heisselbach wegen Verwaltung der Einkünfte des Klosters Freuswegen defectirte und von der Königl Preufsischen Regierung zu Münster eingezogenen Summe	231	15	3
		C. Wegen des Amtes Reckenberg.			
4	196	Zinsen von einem dem Regierungs-Rathe Mallinkrodt cedirten Capitale	63	—	—
		D. Wegen des Amtes Clötze.			
5	218b	Rückstand wegen des Amtes Clötze für Natural-Magazin-Lieferungen im Jahre 1806 wegen indebite creditirter Reluitions-Gelder	51	4	3
		Summa	1478	19	8

Fortlaufende No.	No. des Preufsisch. General-Etats.	Preufsische anerkannte Gouvernements-Forderung.	In Preufsisch-Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
		A. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.			
1	35	Beitrag von Hannover zu den aus der Gouvernements-Haupt-Casse in Münster für die in Ostfriesland unterhaltene Gensd'armerie-Brigade pro 1815 mit 3000 Rthl. 20 Ggr. 9 Pf. bestrittenen Kosten, nach dem verhältnifsmäfsigen Antheile an den Revenüen pro 1815 mit 31/72.	1292	—	11
2	37	Ersatz für Ausgaben zu dauernden Landes-Verbesserungen	1919	19	8
3	38	Ersatz der auf die Königl. Preufs. Ostfriesische Salzcasse angewiesenen gemeinschaftlichen Ausgaben des Jahres 1815	655	—	5
4	39	Ein der Krone Preufsen aus der Liquidation der Gefangen-Verpflegungskosten für den Monat Mai pro rata zu ersetzender Bestand des Jahrs 1814	15	10	4
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
5	44	Ersatz der am Ende 1815 zu Lingen befindlich gewesenen und an Hannover überlassenen Magazin-Bestände, wie der Betrag zuletzt berechnet worden ist	2304	14	6
6	45	Für die auf dem Collegienhause in Lingen befindlich gewesenen Mobilien	58	23	5
7	46	Für die Inventarienstücke im dortigen Gefangenhause	23	12	—
8	48	Erstattung der aus der Gouvernements-Haupt-Casse in Münster gezahlten Lingenschen Pensionen vom 4ten Quartale mit 31/72	54	—	6
9	49	Aus den Bestandgeldern der Lingenschen Casse sind nach dem 1sten Januar 1816 noch einige zur gemeinschaftlichen Berechnung zu ziehende Ausgaben bestritten worden, wozu Hannover 31/72 beizutragen hat	83	16	8
10	60	Beitrag der Krone Hannover zu den Kosten der Wege-Anlage von Rheine nach Lingen	100	—	—
		C. Wegen der Eichsfeldischen Landestheile.			
11	69	Erstattung des dem Gefangenwärter Doenhardt pro Januar 1816 gezahlten Wartegeldes	3	—	—
12	71	Erstatttung der von Preufsen gezahlten Pensionen des Canonicus Holzhausen und Stener-Aufsehers Capeller, resp. pro 1816 und einen Theil des Jahres 1817	576	3	—
		Latus . . .	7086	5	5

Fortlaufende No.	No. des Preufsisch. General-Etats.	Preufsische anerkannte Gouvernements-Forderung.	In Preufsisch-Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
13	72	Erstattung der von Preufsen für die Zeit vom 1sten Januar 1816 bis Ende Februar 1821 an die Kirche und den Schullehrer zu Gerblingerode gemachten Zahlung	565	21	6
		D. Wegen des Amtes Clötze.			
14	77	Forderung der Eingesessenen im Amte Clötze an die Hannoversche Landes-Casse	30	16	3
		E. Wegen des Amtes Reckenberg.			
15	86	Wegen der in der Rechnung des aufgehobenen Stifts Wiedenbrück pro 1815 mehr eingezogenen als wieder ausgeliehenen Capitale	11	14	1
		Summa . . .	7694	9	3
		Verglichen mit nebenstehender Summe der Hannoverschen anerkannten Gouvernements-Forderungen	1478	19	8
		Behält Preufsen gut . . .	6215	13	7

Anlage 7.

Zusammen-

der mit den Revenüen-Abrechnungen zusammen- welche

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Hannoversche Gouvernements-Forderungen, welche ausfallen.	In Preufsisch-Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
		A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.			
1	60	An Königl. Preufs. Militairs und Invaliden im Fürstenthume Hildesheim vom 1. Nov. 1813 bis 24. Juli 1815 vorschufsweise bezahlte Pensionen .	4068	21	—
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
2	160	Antheil an den erlassenen Lingenschen Erbzehnt-Pachtgeldern.	198	6	5
3	161	Zu erstattende Zinsen auf sogenannte Domainen-Capitale	286	10	11
4	162	Zu erstattende Zinsen auf ein Capital der Kirche zu Minden	35	21	1
5	163	Antheil an den erlassenen Lingenschen Domainen-Gefällen	3679	6	7
		B. Wegen des Eichsfeldes.			
6	228a.	Vorstandsgelder von dem Pächter des Ohlenröder Hofes im Amte Gieboldehausen 200 Rthl. Gold oder	220	—	—
		Summa . . .	8488	18	—

stellung

hängenden gegenseitigen Gouvernements-Forderungen, ausfallen.

Fortlaufende No.	No. des Preufsisch. General-Etats	Preufsische Gouvernements Forderungen, welche ausfallen.	In Preufsisc Courant Rthl.	Ger.
		A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.		
1	15	Zuviel gezahlter Beitrag zur Pension des Fürstbischofs von Hildesheim und Paderborn zu jährlich 8333 1/3 Rthl. vom 1. Nov. 1813 bis 1. Nov. 1825	100000	—
2	19	Rückstand des bereits festgesetzten Erbschafts-Stempels der von Gieseschen Erben in Goslar	550	—
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.		
3	47	Ersatz für die bei der Fähre zu Lingen befindlich gewesenen Inventarienstücke	541	10
4	50	Beitrag der Niedergrafschaft Lingen und der Münsterschen Absplissen zu den Kosten des Gouvernements pro 1815	614	11
		C. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.		
5	—	Beitrag des Fürstenthums Ostfriesland zu den Kosten des Gouvernements pro 1815 . . .	1079	—
		Summa	102972	13

Anlage 8.

Verzeichnifs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preufsen liquidirten Militairlieferungs-Forderungen aller Art.

Fortlaufende Nr.	No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
		A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.	
1	61	Eingesessene im Fürstenthume Hildesheim.	Geleistete Lieferungen behuf Verpflegung der Königlich Preufsischen Truppen nach dem 1. October 1806
2	—	Die Carthaus daselbst.	Desgleichen . . . . .
3	63	Rathswagemeister Herdtmann in Hildesheim.	Kosten wegen Verwiegens der Königlich Preufsischen Proviant-Vorräthe in den Jahren 1805 und 1806
4	72	Weinamts-Casse in Hildesheim.	Vorgeschossene Frachtgelder für Montirungs-Sachen im October 1806
		B Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.	
5	86 87	Amt Esens.	Nachgelieferte 88 Wispl. 22 Schffl. 14 Mtz. Hafer, Schiffsfracht und Entladungskosten, Assecurauz-Prämie und Transportkosten desselben bis Emden überhaupt . . . . .
6	88	Amt Wittmund.	Frachtgelder und Entladungskosten zum Rest, so wie Assecurauz-Prämie und Lichterfracht und Arbeitslohn . . . . .
7	90	Kaufleute Holle u. Comp. im Mindenschen, jetzt der Commerzien-Rath Meyer in Aurich.	Schiffsfracht und Assecurauz-Prämie, Auslagen wegen des weitern Transports von Bremen nach Hamburg
8	91	Provinz Ostfriesland.	Wegen der 2ten Haferlieferung im Jahre 1806 und zwar Zuschufs zu dem bereits bezahlten Magaziu-Preise, damit der versprochene Marktpreis herauskomme, nebst Einladungs-, Transports-, und Assecurauz-Kosten . . . . . und . . .

Latus 1. . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
28741	—	—	Pr.Crt.	28741	—	—	28741	—	—	—	—	—
780	10	—	Pr.Crt.	780	10	—	780	10	—	—	—	—
238	3	4	Pr.Crt.	238	3	4	36	—	—	202	3	4
110	18	10	Pr.Crt.	110	18	10	110	18	10	—	—	—
4455	6	2	Gold	4900	18	7						
1457	19	6	Gold	1682	11	7	6456	4	1	2799	8	8
78	21	4	Pr.Crt.									
527	12	—	Gold									
1805	4	—	Gold	2672	6	5						
106	8	—	Pr.Crt.									
95382	—	4	Gold	105846	5	11	3261	12	—	102584	17	11
926	—	9	Pr.Crt.									
—	—	—	—	144972	2	10	39385	20	11	105586	5	11

No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
92	Provinz Ostfriesland.	Grütze-Lieferung im Jahre 1805 incl. Einladungs-, Ausladungs- u. Transport-Kosten . . . . . und . .
93	Dieselbe.	Pferde-Lieferung im Jahre 1806 .
94	Commerzienrath Meyer zu Aurich.	Auslagen für Koppelknechte bei Ablieferung der Pferde in Bremen im Jahre 1806 . . . . .
95	Provinz Ostfriesland.	Verpflegungs-Kosten der in den Jahren 1805 und 1806 in Ostfriesland cantonirt gewesenen Truppen . . und . .
98	Dieselbe.	Rückstand auf den Ankaufspreis der für Lingen und Tecklenburg gelieferten 41 Pferde der 2ten Landwehr-Escadron im Jahre 1814 . .
99	Dieselbe.	Equipirung von 34 Uhlanen der 2ten Landwehr-Escadron und 1/3 zu Lingen und Tecklenburg zu den allgemeinen Mobilmachungs-Kosten hätte beitragen müssen 1814 . .
100	Dieselbe.	Ein Drittheil zu den Verpflegungs- und Fourage-Kosten derselben Escadron bis ult. Junius 1814 . .
101	Dieselbe.	Ein Viertheil der Ausrüstungs- und Verpflegungs-Kosten der freiwilligen Jäger von 1814 und 1815 . .
102	Dieselbe.	Für die wegen nicht hinlänglich beigebrachter Lieferungs-Bescheinigung von den auf die Summe von 33,335 Rthl. festgesetzten Pferde-Vergütungsgeldern vom Finanz-Ministerio vorläufig abgesetzten Pferde, welche im Jahre 1815 geliefert worden . . . . .
103	Dieselbe.	Für die seit März 1815 an den Rhein gelieferten Naturalien . . . .
104	Dieselbe.	Transportkosten für gedachte Gegenstände . . . . .
105	Dieselbe.	Belagerungskosten der holländischen Festung Delfzyhl vom Jahre 1813
		Latus 2 . .

Betrag der Forderung.			Münz sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
95	—	—	Gold	123	9	11	123	9	11	—	—	—
18	21	11	Pr.Crt.									
61819	—	—	Gold	68011	9	7	47635	—	—	20376	9	7
10	12	—	Pr.Crt.									
298	—	—	Pr.Crt.	298	—	—	298	—	—	—	—	—
4140	—	—	Gold	44918	15	5	25651	2	2	19267	13	3
40364	15	5	Pr.Ctr.									
2810	11	7	Pr.Crt.	2810	11	7	2810	11	7	—	—	—
3282	10	8	Pr.Crt.	3282	10	8	3282	10	8	—	—	—
1343	12	7	Pr.Ctr.	1343	12	7	—	—	—	1343	12	7
591	13	11	Pr.Crt.	591	13	11	400	—	—	191	13	11
7150	—	—	Gold	7865	—	—	7865	—	—	—	—	—
63851	4	6	Pr.Crt.	63851	4	6	63851	4	6	—	—	—
17336	3	9	Pr.Ctr.	17336	3	9	—	—	—	17336	3	9
8158	23	10	Pr.Crt.	8158	23	10	—	—	—	8158	23	10
—	—	—	—	218592	7	9	152916	14	10	66674	4	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
21	106	Verschiedene Gemeinden.	Rückständiger Sold der bei Belagerung der Festung Delfzyhl gebrauchten Landsturmmänner bis 10. Februar 1814 . . . . .
22	107	Städte Emden und Aurich.	Lieferungen an das Königsberger Landwehr-Bataillon im Winter 1813 und 1814. . . . .
23	108	Dieselben.	Vorschuſs an Löhnungsgeldern für die 3te und 6te Westphalische Landwehrescadron pro Mai 1814 . .
24	109	Schmied Hagen in Aurich.	Reparaturkosten von 40 Stück Gewehren der Landsturmmänner 1813 . .
25	110	Witwe Schmidt in Leer.	Gelieferte Arzeneien an die Blankensteinschen Husaren in den Monaten November und December 1813 und Januar 1814 . . . . .
26	111	Dieselbe.	Desgleichen an Emdener Landsturmmänner . . . . .
27	112	Apotheker Börner zu Leer.	Gelieferte Arzeneien an das Leerer Hospital . . . . .
28	113	Doctor Bode zu Leer.	Ärztliche Behandlung von Soldaten im December 1813 und Januar 1814 .
29	114	Chirurgus Neddermann zu Marienhave.	Medicin-Lieferung für Königl. Preufsische Landwehr-Cavallerie im Jahre 1814 . . . . .
30	115	Flecken Leer.	Verpflegung Königlich Preufsischer Militairs von dem Ersatz-Bataillon No. 4. im ersten halben Jahre 1814
31	116	Stadt Emden.	Rückständige Verpflegungs-Kosten aus dem ersten halben Jahre 1814
32	116	Dieselbe.	Entschädigung für Versorgung der Militair-Armen aus den Jahren 1775 und folgende . . . . .
33	118	Provinz Ostfriesland.	Nachträglich liquidirte Fourage für das 3te und 4te Quartal 1814 . .
34	119	Dieselbe.	Nachträglich liquidirte Fourage aus dem 1sten und 2ten Quartale 1815
35	156	Dieselbe.	Kosten wegen der im Jahre 1806 angelegten Batterien . . . . .
		C. Aus der Niedergrafschaft Lingen.	
36	168	Verschiedene Einwohner im Lingenschen.	Vorschuſs behuf der Pferdelieferung seit März 1815 . . . . .
			Latus 3. . . .

Betrag der Forderung.			Münz sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
1263	1	5	Pr.Crt.	1263	1	3	1263	1	5	—	—	—
4267	16	11	Pr.Crt.	4267	16	11	4267	16	11	—	—	—
172	—	—	Pr.Ctr.	172	—	—	172	—	—	—	—	—
16	12	—	Pr.Crt.	16	12	—	—	—	—	16	12	—
46	16	8	Pr.Crt.	46	16	8	46	16	8	—	—	—
3	14	3	Pr.Crt.	3	14	3	3	14	3	—	—	—
50	21	4	Pr.Crt.	50	21	4	50	21	4	—	—	—
57	4	—	Pr.Crt.	57	4	—	—	—	—	57	4	—
134	—	—	Pr.Crt.	134	—	—	—	—	—	134	—	—
11100	16	—	Pr.Crt.	11100	16	—	—	—	—	11100	16	—
27071	9	—	Pr.Crt.	27071	9	—	—	—	—	27071	9	—
25208	—	—	Pr.Crt.	25208	—	—	25200	—	—	25208	—	—
280	21	6	Pr.Crt.	280	21	6	—	—	—	280	21	6
273	5	6	Pr.Crt.	273	5	6	273	5	6	—	—	—
912	2	1	Pr.Crt.	912	2	1	285	1	9	327	—	4
3887	—	—	Pr.Crt.	3887	—	—	—	—	—	3887	—	—
—	—	—	—	99744	20	8	35876	6	—	78082	14	10

No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
170	Verschiedene Gemeinden im Lingenschen.	Die im Jahre 1806 geschehenen Magaziu-Lieferungen . . . . .
183	Stadt Lingen.	Haferlieferung in die Königl. Preufs. Magazine im Jahre 1806 . . .
184	Müustersche Absplissen.	Verschiedene Lieferungen in die Magazine zu Müuster und Ibbenbühren und zur Verpflegung des Regiments von Wobeser zu Müuster im September 1805 . . . . .
171	Verschiedene Gemeinden im Lingenschen.	Magaziu-Lieferungen im Jahre 1815
175	Zinngiefser Schmidt zu Lingen.	Gelieferte Plomben in den Jahren 1805 und 1806 zur Versiegelung der Säcke behuf Versendung des Magaziu-Hafers von Meppen etc.
176	Bäcker Schmitz und Consorten zu Lingen.	Verbackenes Commisbrodt für die im Herbst 1806 iu und um Lingen cantonirten Preufs. Truppen . . .
177	Die Erben des Mühleukarrenführers Ilmfs das.	Transport des Mehls bei derselben Gelegenheit . . . . .
	D. Aus den Eichsfeldschen Landestheilen.	
200	Verschiedene Gemeiuden und Privatpersonen des Amts Gieboldehausen Lindau.	Lieferung verschiedeuer Gegenstände im Jahre 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preufs. Truppen.
201	Amt Duderstadt.	Lieferung verschiedener Gegenstände im Jahre 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preufsischen Truppen.
202	Stadt Duderstadt.	Desgleichen.
203	Gemeiuden des Amts Gieboldehausen Lindau.	Verpflegungskosten der Königl. Preufs. Truppeu im Julius und August 1814
204	Amt Duderstadt.	Desgleichen im Monate Julius 1814
227	Die vormals Eichsfeldschen Gemeinden.	Ersatzgelder wegen der im Jahre 1815 gelieferten Pferde . . . . .
		Latus 4. . . .
		Hierzu - 1. . . .
		- - 2. . . .
		- - 3. . . .
		Summa . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
5690	—	7	Pr.Crt.	5690	—	7	4000	—	—	1690	—	7
47	21	6	Pr.Crt.	47	21	6	47	21	6	—	—	—
278	1	9	Pr.Crt.	278	1	9	267	16	10	10	8	11
3526	7	7	Pr.Crt.	3526	7	7	2951	—	—	575	7	7
131	—	—	Pr.Crt.	131	—	—	104	4	—	26	20	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	17	8	Pr.Crt.	15	17	8	17	17	8	—	—	—
3388	12	—	Pr.Crt.	3388	12	—	3370	18	3	80	17	9
1814	11	2	Pr.Crt.	1814	11	2	1783	12	7	57	22	7
3825	—	6	Pr.Crt.	3825	—	6	1022	12	6	2802	3	—
710	5	—	Pr.Crt.	710	5	—	710	5	—	—	—	—
256	12	—	Pr.Crt.	256	12	—	256	12	—	—	—	—
3733	11	11	Pr.Crt.	3733	11	11	2952	17	10	780	18	1
—	—	—	—	23444	5	8	17420	3	2	6024	2	6
—	—	—	—	144972	2	10	39385	20	11	105586	5	11
—	—	—	—	218592	7	9	152916	14	10	66674	4	11
—	—	—	—	99744	20	8	35876	6	—	78082	14	10
—	—	—	—	486752	—	11	240384	20	9	246367	4	2

Anlage 9.

Verzeichnifs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preufsen liquidirten Forderungen verschiedener Hannoverscher Institute, Cassen und Privat-Personen in den Provinzen Hildesheim, Ostfriesland, Lingen und auf dem Eichsfelde.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
		A. Forderungen aus dem Fürstenthume Hildesheim und der Stadt Goslar.	
1	66	Hebammen-Institut zu Hildesheim.	Die im October 1806 in die Königlich Preufsische Casse abgelieferten und nach Königsberg in Sicherheit gebrachten Gelder . . . . .
2	67	Stadtgericht zu Alfeld.	Depositengelder, welche im Jahre 1806 auf Befehl der Königl. Preufsischen Kriegs- und Domainen-Cammer nach Magdeburg abgesandt sind.
3	68	Max Schmitjan zu Hildesheim.	Entschädigung für die durch die Preufs. Post im October 1806 verloren gegangenen Tresorscheine . . .
4	69	Buchhändler Gerstenberg daselbst.	Postverlust im Jahre 1806 . . .
5	70	Gastwirth Crütly daselbst.	Cassen-Transport nach Anclam im Jahre 1806 . . . . .
6	71	Fuhrm. Rifsmeyer das.	Desgleichen . . . . .
7	219	Kaufmannsgilde zu Goslar.	Kaufgelder der s. g. Wohrt in Goslar . . . . .
8	240	Prediger Dedekind in Hildesheim.	Rückständiger Gehalt als Garnison-Prediger von 1806 bis zum 12. Jul. 1807 . . . . .
9	266	Einwohner Wewer daselbst.	Lieferung von Schreibmaterialien für die Lazareth-Direction zu Hildesheim im Jahre 1806 . . . . .
			Summa Forderungen wegen des Fürstenthums Hildesheim und der Stadt Goslar . . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
700	—	—	Pr.Crt.	700	—	—	700	—	—	—	—	—
109	5	6	Pr.Crt.	109	5	6	109	5	6	—	—	—
250	—	—	Pr.Crt.	250	—	—	—	—	—	250	—	—
50	—	—	Gold	55	—	—	—	—	—	55	—	—
40	—	—	Pr.Crt.	40	—	—	—	—	—	40	—	—
159	22	3	Pr.Crt.	159	22	3	100	—	—	59	22	3
231	19	—	Pr.Crt.	231	19	—	209	4	—	22	15	—
72	—	—	Pr.Crt.	72	—	—	72	—	—	—	—	—
7	22	—	Pr.Crt.	7	22	—	7	22	—	—	—	—
—	—	—	—	1625	20	9	1198	7	6	427	13	3

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
		B. Forderungen wegen des Fürstenthums Ostfriesland und des Harlingerlandes.	
10	75	Provinz Ostfriesland.	Indebite bezahlte Zulags-Centimen für den Provinzial-Fonds vom November 1813 bis Ende 1815 . .
11	76	Dieselbe.	Zulags-Centimen für das Cataster pro 1814 und 1815 . . . . .
12	77	Verschiedene Gemeinden der Provinz Ostfriesland.	Desgl. von den festen Steuern behuf Bestreitung der Communal-Ausgaben pro 1813 . . . . .
13	78	Desgleichen.	Die den Gemeinden gebührenden Communal-Centimen auf die Patentsteuer des Jahres 1813 . . . . .
14	79	Desgleichen.	Rückständige Communal-Centimen auf die Pateutsteuer de 1814 uud 1815
15	81	Provinz Ostfriesland.	Ein aus dem Depositen-Fonds der ersparten Brodt- und Servis-Gelder bei der Mindenschen Haupt-Chausseebau-Casse unterm 10. Junius 1802 belegtes Capital . . . .
16	82	Dieselbe.	Ein bei der Bank zu Emden am 30. Oct. 1801 belegtes Capital . . .
17	120	Medicinal-Beamte der Provinz Ostfriesland.	Besoldung vom 1. November 1813 bis 31. December 1814 . . . . .
18	120[a]	D.med.Claafsen zu Aurich	Desgleichen. . . . .
19	121	Verschiedene Officianten in den Kreisen Emden und Aurich.	Rückständige Wartegelder vom 1. November 1813 bis 1. October 1814
20	123	Landbau-Conduct. Franzius in Aurich.	Gehalt vom 1. November 1813 bis Ende 1814 und 6 5/6 pro 1815 à 75 Rthlr. jährlich . . . . .
21	121[b]	Die Drosten v. Ostfriesland	Sporteln-Antheile de 1815 zu 6 5/6
22	122	Commerzienrath Meyer in Aurich.	Holz und Arbeitslohn behuf Nivellirung des Terrains zwischen Aurich und Wittmund in den Jahren 1803 bis 1805 . . . . .
23	124	Witwe weil. Kriegs- und Domainen-Raths Bley zu Aurich.	Gehaltsrückstand als vormaliger Deich-Commissair für das Etats-Jahr 1814 bis 1815 . . . . .
24	125	Stadt-Baumeister Nanninga zu Emden.	Verschiedene Seebau-Arbeiten im Jahre 1814 . . . . .

Latus 1 . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
08400	5	5	Pr.Crt.	108100	5	5	—	—	—	108100	5	5
6842	3	4	Pr.Crt.	6842	3	4	6842	3	4	—	—	—
242	10	3	Pr.Crt.	242	10	3	242	10	3	—	—	—
1899	8	2	Pr.Crt.	1899	8	2	1899	8	2	—	—	—
1624	4	1	Pr.Crt.	1624	4	1	—	—	—	1624	4	1
8033	2	7	Pr.Crt.	8033	2	7	—	—	—	8033	2	7
396	16	—	Pr.Crt.	396	16	—	396	16	—	—	—	—
100	—	—	Pr.Crt.	100	—	—	100	—	—	—	—	—
8023	5	1	Pr.Crt.	8023	5	1	8023	5	1	—	—	—
130	5	—	Pr.Crt.	130	5	—	43	9	8	86	19	4
159	10	8	Gold	1594	16	4	—	—	—	1594	16	4
1419	7	—	Pr.Crt.									
62	1	—	Pr.Crt.	62	1	—	40	—	—	22	1	—
100	—	—	Gold.	110	—	—	—	—	—	110	—	—
83	23	7	Pr.Crt.	83	23	7	—	—	—	83	23	7
—	—	—	—	146542	4	10	17587	4	6	119955	—	4

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
25	126	Ahldert Janssen zu Emden	Schmiede-Arbeit an Septonnen . .
26	127	Witwe Eybers und Ries zu Aurich.	Torflieferung für das Gefänguifs in Aurich im Jahre 1813 . . . .
27	128	Domainen-Rentm. Jürgens zu Pewsum.	Gebühren für Platz- und Landbesichtigungen zu 6 5/6 Rest aus dem Jahre 1815 . . . . .
28	129	Mühlenpächter Gerd Peeken zu Wittmund.	Pacht-Remission von 1809 bis 1810.
29	129a	Die Erbpächter d. Schatthauses Ihlow bei Aurich.	Erbpachts-Entschädigung für die Jahre 1798 bis 1806 und 1. November 1813 bis 1. Januar 1815 . . .
30	130	Zuchthaus-Casse zu Emden.	Ein bei der Bank daselbst belegtes Capital von resp. 50 Rthl. Gold und 20 Rthl. Courant . . . . .
31	131	Hebammen H. C. Poppen und H. C. Enuen zu Aurich.	Gehalt für 1814 und 6 5/6 von 1815 à 20 Rthl. pro anno . . . .
32	132	RegierungsrathSchneder-mann zu Aurich.	
33	133	Becker und Ommen zu Wittmund.	
34	134	RathsherrConerus zu Norden, als Cessionar des A.F. Fasse zu Wittmund	
35	135	Becker jun., als Cessionar des E. Brants jun. zu Wittmund.	
36	136	B. E. Hoppe zu Wittmund.	
37	137	Goudschall und Rösingh zu Kritzum.	
38	138	Oltmann Borkhof zu Leer.	Schaden-Ersatz und Kosten-Vergütung wegen gepachteter, aber nicht bezogener Naturalien . . . .
39	139	Suolten und Roelfs das.	
40	140	Vieburg, als Cessionar von Upke Eils zu Esens.	
41	141	Jan Peters u. Consorten zu Nuttermoor.	
42	142	W. Heeren zu Buschhaus.	
43	143	U. F. van Essen zu Wittmund.	
44	144	Rose u. Consorten, Vorsteher des Gast- u. Armenhauses daselbst.	

Latus 2. . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
8	2	—	Pr.Crt.	8	2	—	8	2	—	—	—	—
269	13	10	Pr.Crt.	269	13	10	180	—	—	89	13	10
142	8	8	Pr.Crt.	142	8	8	93	2	—	49	6	8
100	—	—	Pr.Crt.	100	—	—	—	—	—	100	—	—
109	12	9	Pr.Crt.	109	12	9	109	12	9	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31	9	4	Pr.Crt.	31	9	4	31	9	4	—	—	—
6937	7	5	Gold.	13776	21	5	4000	—	—	9776	21	5
6145	7	3	Pr.Crt.									
—	—	—	—	14437	20	—	4422	9	1	10015	17	11

No. des Hannover. General-Etats.	Name und Wohnort des Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
145	Harm Strömer zu Etzel.	
146	Dietern zu Berum, als Cessionar des H. B. Petersen zu Hage.	
148	Städtische Feuer-Societäts-Casse in Aurich.	Deren im Jahre 1806 nach Magdeburg transportirter Bestand . . .
149	Veha-Meliorations-Casse daselbst.	Desgleichen . . . . .
150	Provinz Ostfriesland.	Seebaukosten von 1814 und 1815 . .
151	Bothe Knaust zu Aurich.	Vergütung der in einer von ihm geräumten Official-Wohnung im Jahre 1814 verwandten Baukosten . .
153	Vormaliger Friedensrichter Kirchhoff zu Weener.	Für die erste Untersuchung wegen des von der Zoll-Inspection zu Aurich im August 1814 in Beschlag genommenen fremden Salzes . .
155	Zuchthaus-Casse zu Emden.	Rückständige Kosten behuf des Zuchthauses zu Emden aus dem Rechnungsjahre de 1sten November 1805/6
157	Amt Wittmund.	Tantième vom Erbschafts-Stempel für die Jahre 1813, 1814 u. 1815 . . .
—	Stadt Emden.	Verpflegung Franz. Kriegs-Gefangeneu im Jahre 1814 . . . . .
		Latus 3 . . . .
		Hierzu . - 1 . . . .
		- - 2 . . . .
		Summa Forderungen wegen des Fürstenthums Ostfriesland uud des Harlingerlandes . . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr.Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
150	—	—	Pr.Crt.	150	—	—	150	—	—	—	—	—
108	8	—	Pr.Crt.	108	8	—	108	8	—	—	—	—
3167	14	—	Pr.Crt.	3167	14	—	393	12	3	2774	1	9
31	4	—	Pr.Crt.	31	4	—	15	—	—	16	4	—
33	8	—	Pr.Crt.	33	8	—	8	14	—	24	18	—
1718	9	11	Pr.Crt.	1718	9	11	1397	1	1	321	8	10
6	13	3	Pr.Crt.	6	13	3	6	13	3	—	—	—
275	16	—	Pr.Crt.	275	16	—	275	16	—	—	—	—
—	—	—	—	5491	1	2	2354	16	7	3136	8	7
—	—	—	—	146542	4	10	17587	4	6	119955	—	4
—	—	—	—	14437	20	—	4422	9	1	10015	17	11
—	—	—	—	157471	2	—	24363	23	2	133107	2	10

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
		C. Forderungen wegen der Niedergrafschaft Lingen.	
55	164	Die Professoren zu Lingen	Gehaltsrückstände von 1809 bis 1813
56	165	Stipendien-Casse zu Lingen.	Der derselben aus der Domainen-Casse gebührende Betrag jährlicher 1500 Fl. für November und December 1813 für das Jahr 1814 und 41/72 des Jahres 1815 . . . . .
57	166	Dieselbe.	Ein im Jahre 1806 eingeliefertes Depositum . . . . .
58	167	Verschiedene Zehntzeitpächter im Lingenschen.	Angeblich indebite bezahlte Pachtgelder für das Jahr 1815 . . .
59	169	Gemeinde Thuine, Messingen und Bacum.	Das aus der unterm 29. November 1813 ausgeschriebenen Kriegssteue noch zu vergütende 1/4 der nach der Grundsteuer berechneten Quote
60	172	Verschiedene Gemeinden im Lingenschen.	Zulags-Centimen aus den Jahren 1813 und 1814 . . . . .
61	174	Polizeidiener Stube zu Lingen.	Diäten wegen Aufsicht bei Anlegung des Dammes von Lingen nach Bramsche vom März und April 1815 .
62	178	Schmidt Veer in Lingen.	Reparatur am Gefangenhause zu Lingen im Jahre 1813 . . . . .
63	179	Zimmermeister Veldwisch daselbst.	Desgleichen . . . . .
64	181	Gefangenwärter Enking zu Lingen.	Gehaltsforderung = 51 Rthlr. 17 Ggr. 11 Pf. Courant . . . . .
65	185	Geistliche Casse in Lingen.	An die Kriegs- und Domainen-Casse zu Münster am 29sten August 1806 in Gefolge Anweisung eingesandtes Depositum . . . . .
			Summa Forderungen wegen der Niedergrafschaft Lingen . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
4000	—	—	Pr.Crt.	4000	—	—	4000	—	—	—	—	—
1119	1	6	Pr.Crt.	1119	1	6	800	—	—	319	1	6
248	10	6	Pr.Crt.	248	10	6	—	—	—	248	10	6
678	2	—	Pr.Crt.	678	2	—	—	—	—	678	2	—
453	23	—	Pr.Crt.	453	23	—	453	23	—	—	—	—
104	5	—	Pr.Crt.	104	5	—	104	5	—	—	—	—
6	12	—	Pr.Crt.	6	12	—	6	12	—	—	—	—
15	23	8	Pr.Crt.	15	23	8	15	23	8	—	—	—
16	19	6	Pr.Crt.	16	19	6	16	19	6	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
275	—	—	Pr.Crt.	275	—	—	—	—	—	275	—	—
—	—	—	—	6918	1	2	5397	11	2	1520	14	—

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
		B. Forderungen wegen des Eichsfeldes.	
66	213	Zimmermeister Wendhausen zu Duderstadt.	Reparaturen auf dem herrschaftlichen Vorwerke Renshausen im Jahre 1806 . . . . .
67	228	Die vormals Eichsfeldschen Gemeinden.	Restituenda wegen indebite gezahlter Grundsteuer . . . . .
			Summa Forderungen wegen des Eichsfeldes . . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
229	11	9	Pr.Crt.	229	11	9	226	—	6	3	11	3
318	4	5	Pr.Crt.	318	4	23	139	5	2	178	5	3
—	—	—	—	547	16	2	365	23	8	181	16	6

Recapitulation.

A. Hildesheimsche Forderungen . .	1625	20	9	1198	7	6	427	13	3
B. Ostfriesische Forderungen	157471	2	—	24363	23	2	133107	2	10
C. Lingensche Forderungen	6918	1	2	5397	11	2	1520	14	—
D. Eichsfeldsche Forderungen . .	547	16	2	365	23	8	181	16	6
Summa	166562	16	1	31325	17	6	135236	22	7

Anlage 10.

Verzeichniſs

der von der Krone Preuſsen gegen die Krone Hannover liquidirten Forderungen verschiedener Preuſsischer Institute, Cassen und Privat-Personen im Fürstenthume Ostfriesland und den Aemtern Clötze und Reckenberg.

Fortlaufende Nr.	No. des Preuſsisch. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
		A. Forderung wegen Ostfriesland.	
1	43	Die Officianten des Banco-Comtoirs in Emden.	Prolongations-Gebühren für die von der Landschaft und der Esener Cämmerei bei der Bank negociirten Capitalien, nach näherer Berechnung des Ober-Regierungs-Raths Kienitz.
			Summa per se.
		B. Forderungen wegen des Amtes Clötze.	
2	76	Amtmann Lodemann zu Clötze.	Die von demselben dem Hannov. Gouvernement geleistete Caution . .
3	id.	Steuer-Einnehmer Sintzinger daselbst.	Desgleichen . . . . .
			Summa wegen des Amtes Clötze
		C. Forderungen wegen des Amtes Reckenberg.	
4	79	Das Gymnasium zu Wiedenbrück.	Rückstand der zur Verbesserung des Gehalts der Lehrer bewilligten Zulage pro 1845 . . . . .
5	80	Die Witwe des Invaliden Kramer.	Rückständige Pension. . . . .
			Latus . . .

Betrag der Forderung.			Münz-sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
238	—	—	Pr.Crt.	238	—	—	—	—	—	238	—	—
3000	—	—	Cass. Münze	3433	8	—	3433	8	—	—	—	—
100	—	—	desgl.	114	10	8	114	10	8	—	—	—
—	—	—	—	3547	18	8	3547	18	8	—	—	—
43	14	4	Pr.Crt.	43	14	4	43	14	4	—	—	—
13	12	—	Pr.Crt.	13	12	—	—	—	—	13	12	—
—	—	—	—	57	2	4	43	14	4	13	12	—

Fortlaufende No.	No. des Preußisch. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
6	82	Armenfonds zu Wiedenbrück.	Die demselben gebührenden 5% von dem städtischen Rauchschatz-Contingente pro 1814 und 1815 . .
7	83	Gerichtsdiener le Jeune.	Gehalts-Rückstand pro November und December 1813 . . . . .
8	84	Christoph Deuffel zu Wiedenbrück.	Beitrag des suppr. Collegiat-Stifts zu Wegekosten pro 1814 . . . . .
9	85	August Heising.	Beitrag desselben und des Annunciaten-Klosters zu Wegekosten . .
10	87	Mehrere Einwohner des Amts Reckenberg.	Forderungen für Natural-Lieferungen nach Osnabrück in den Jahren 1803 bis 1807 . . . . .
11	88	Pastor Grogdreis zu Wiedenbrück.	Rückstandige Gehalts-Forderung aus dem Bersenbrücker Fonds zu Osnabrück vom ersten Jan. 1811 bis 31sten Octbr. 1813 . . . . .
			Latus . . .
			Hierzu von voriger Seite . . .
			Summa wegen des Amts Reckenberg

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
27	18	6	Pr.Crt.	27	18	6	27	18	6	—	—	—
2	—	—	Pr.Crt.	2	—	—	2	—	—	—	—	—
17	12	—	Pr.Crt.	17	12	—	—	—	—	17	12	—
13	10	10	Pr.Crt	13	10	10	—	—	—	13	10	10
8071	10	6	Pr.Crt.	8071	10	6	—	—	—	8071	10	6
283	8	—	Pr.Crt.	283	8	—	—	—	—	283	8	—
—	—	—	—	8415	11	10	29	18	6	8385	17	4
—	—	—	—	57	2	4	43	14	4	13	12	—
—	—	—	—	8472	14	2	73	8	10	8399	5	4

Recapitulation.

A. Forderungen wegen Ostfriesland .	238	—	—	—	—	—	238	—	—
B. Forderungen wegen des Amtes Clötze. . . .	3547	18	8	3547	18	8	—	—	—
C. Forderungen wegen des Amtes Reckenberg . .	8472	14	2	73	8	10	8399	5	4
Summa . . .	12258	8	10	3621	3	6	8637	5	4

Anlage 11.

Verzeichniſs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preuſsen liquidirten Forderungen aus den Alt-Hannoverschen Provinzen vom Jahre 1805.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
1	5 (Theilweise).	Verschiedene Alt-Hannoversche Gemeinden.	Verpflegungskosten der Königl. Preussischen Truppen aus dem Jahre 1805 . . . . .
2	15	Verschiedene Bäcker in Osterode.	Rückständiges Backelohn aus dem Jahre 1805 . . . . .
			Summa . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
581	7	9	Pr.Crt.	581	7	9	581	7	9	—	—	—
644	—	—	Cv. M.	663	7	8	600	7	9	63	7	8
—	—	—	—	1244	15	5	1181	7	9	63	7	8

Anlage 12.

Verzeichnifs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preufsen liquidirten Forderungen für Militair-Lieferungen aus der Zeit der Preufsischen Occupation der Alt-Hannoverschen Provinzen im Jahre 1806.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
1	6	Königlich Hannoversche Regierung.	Forderung der Grafschaft Bentheim für die Verpflegung der Königl. Preufsischen Truppen im Jahre 1806
2	7	Das Petri-Stift zu Nörten.	Im Jahre 1806 geleistete Magazin-Lieferungen . . . . .
3	8	Gemeinde Hastenbeck.	Geleistete Lieferungen im Oktober und November 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preufsischen Truppen in Hameln . . . . .
4	9	Gemeinde Bantorf, Amts Springe.	Desgleichen im Monat November 1806
5	10	Gemeinde Herberhausen, Amts Harste.	Unterm 30. Sept. 1806 an den Königl. Preufsischen Major von Kleist gelieferte 14 Scheffel Hafer und 1/2 Klafter Holz . . . . .
6	11	Gericht Garte.	Die den Königl. Preufsischen Truppen im Sept. 1806 gelieferte Fourage . . . . .
7	12	Gericht Altengleichen.	Die Besorgung des Transports der Naturalien aus den Magazinen zu Worbis etc. nach Göttingen im Julius 1806 . . . . .
8	13	Verschiedene Bäcker in Göttingen.	Backelohn für das im Jahre 1806 zum Königl. Preufsischen Feldmagazin in Göttingen gebackne Brod . . .
9	14	Bäckeramtsm. Kleinrath und Hofmeister in Hannover	Kosten wegen Brodbackens u. Mehl-Defects aus dem Jahre 1806 . .
10	16	Einwohner Niemitz und Consorten in Hitzacker.	Bodenmiethe für den im Jahre 1806 alldort gelagerten Preufsischen Magazin-Hafer . . . . .
11	17	Rathswagepächter Goebel in Hameln.	Rückständige Kosten für das Wägen des Preufsischen Magazin-Mehls im Julius 1806 . . . . .
			Latus 1 . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr.Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
6516	9	8	Pr.Crt.	6516	9	8	6516	9	8	—	—	—
188	5	6	Pr.Crt.	188	5	6	—	—	—	188	5	6
172	11	8	Pr.Crt.	172	11	8	160	—	—	12	11	8
44	—	—	Pr.Crt.	44	—	—	44	—	—	—	—	—
11	23	—	Pr.Crt.	11	23	—	11	23	—	—	—	—
26	15	—	Pr.Crt.	26	15	—	26	15	—	—	—	—
43	3	—	Pr.Crt.	43	3	—	20	20	8	22	6	4
314	9	3	Pr.Crt.	314	9	3	314	9	3	—	—	—
464	17	—	Css. M.	531	20	—	—	—	—	531	20	—
262	16	—	Css. M.	300	14	7	150	—	—	150	14	7
74	17	—	Pr.Crt.	74	17	—	40	—	—	34	17	—
—	—	—	—	8224	8	8	7284	5	7	940	3	1

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
12	18	Georg Schotte daselbst.	Bodenmiethe und Niederlage-Gebühren vom Jahre 1806 . . . . .
13	19	Die Erben weiland Negocianten Nachmann Meyer in Hannover.	Liefer. von 150 Last Hafer im Jahre 1806 Transportkosten . . . . . . und ausgelegte Steuer . . . . Zinsen und Kosten . . . . .
14	20	Kaufmann Julius Tuwe in Celle.	Kosten wegen des dem Königl. Preufs. Feld-Proviant-Amte am 4ten Sept. 1806 gelieferten Hafers . . .
15	21	Witwe Lamminger in Hannover.	Kosten für gelieferte Drucksachen an das Königl. Preufs. Feld-Kriegs-Commissariat im Jahre 1806 . . .
16	22	Die Königl. Hannoversche Regierung.	Lieferungen behuf Einrichtung und Verproviantirung der Caserne zu Nieuburg für die Königl. Preufs. Truppen im Jahre 1806 . . .
17	23	Stadt Nienburg.	Die im Jahre 1806 angeschafften Casernements-Effecten für die Königl. Preufs. Garnison . . . . .
18	24	Kaufmann Ludwig Uhrlaub in Nienburg.	Lieferung von Casernements-Effecten und Brennholz für die Königl. Preufs. Garnison zu Nienburg im October und November 1806 . . .
19	25	Klempner Meyer in Nienburg.	Lieferung von Klempner-Arbeiten an das Königl. Preufs. Artill. Depot in Nienburg im Jahre 1806 . . .
20	26	Kaufmann Steinecke daselbst.	Lieferung von Geräthschaften und Materialien an dasselbe . . . .
21	27	Witwe Einecken in Nienburg.	Geleistete Schmiedearbeiten an das Königl. Preufs. Artillerie-Depot in Nienburg im Jahre 1806 . . . .
22	28	Stadt Nienburg.	Lieferung von Fortifications- und Demolitions-Werkzeugen auf Königl. Preufs. Requisition im Octbr. 1806
23	29	Volgt Wrede zu Wietzen Amts Nienburg.	Lieferung von Faschinen-Pfählen behuf Fortification der Festung Nienburg im Oct. 1806 . . . . .
24	30	Einwohner Oehlenschläger zu Schneeren Amts Rehburg.	Lieferung von 308 Stück Pallisaden zu denselben Behufe . . . .

Latus 2. . .

Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.	Anerkannt. Rthl.	Ggr.	Pf.	Abgelehnt oder sonst ausfallend. Rthl.	Ggr.	Pf.
34	12	—	Css. M.	59	10	6	25	—	—	34	10	6
19	9	—	Cv. M.									
97	18	8	Css. M.	111	21	8	111	21	8	—	—	—
10500	—	—	Gold	11550	—	—	—	—	—	11550	—	—
225	—	—	Pr.Crt.	225	—	—	225	—	—	—	—	—
7586	12	6	Gold	8345	4	2	—	—	—	8345	4	2
205	—	—	Css. M.	234	14	8	150	—	—	84	14	8
46	—	—	Css. M.	52	15	6	52	15	6	—	—	—
17127	1	11	Gold	18839	18	11	18839	18	11	—	—	—
3790	4	5	Css. M.	4337	15	9	2000	—	—	2337	15	9
250	—	—	Css. M.	1042	18	7	600	—	—	442	18	7
687	21	—	Gold									
79	19	—	Pr.Crt.	79	19	—	79	19	—	—	—	—
219	5	4	Pr.Crt.	219	5	4	219	5	4	—	—	—
48	7	—	Pr.Crt.	48	7	—	48	7	—	—	—	—
538	16	—	Cv. M.	592	12	10	592	12	10	—	—	—
433	8	—	Cv. M.	446	8	—	400	—	—	46	8	—
154	—	—	Pr.Crt.	154	—	—	154	—	—	—	—	—
—	—	—	—	46339	3	11	23489	4	3	22840	23	8

No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort des Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
31	Kaufmann Stemecke zu Nienburg.	Lieferung von Materialien an den Königl. Preufs. Hauptmann von Geyling zu diesem Behufe . . . .
32	Schmiedemeister Engelhardt daselbst.	Gelieferte Schmiedearbeiten an denselben zu gleichem Behufe . . .
33	Stadt Nienburg.	Kosten behuf Einrichtung der von dem Festungs-Commandanten, Königl. Preufs. General-Major von Strachwitz requirirten 23 Wachthäuser in Nienburg im Octbr. 1806. . . .
34	Königl. Hannoversche Regierung.	Die den Hockemcierschen Erben zu Nienburg bezahlte Entschädigung für die Benutzung ihres Hauses zum Laboratorio für die Königl. Preufs. Besatzung im Jahre 1806
35	Dieselbe.	Unterhaltungs-Kosten der von dem Königl. Preufs. Festungs-Commandanten, General-Major von Strachwitz im Jahre 1806 requirirten Fahrleute . . . . .
36	Stadt Nienburg.	Entschädigung wegen der von dem General-Major von Strachwitz im Octob. 1806 angeordneten Demolitionen . . . . .
37	Dieselbe.	Entschädigung wegen der auf Befehl des General-Majors von Strachwitz im Jahre 1806 zerstörten Brücken, Steinpflaster und Canäle . . .
38	Stadt Hameln.	Kosten wegen Instandsetzung der Festungswerke und für Lieferungen etc. an die Königl. Preufs. Truppen im Jahre 1806 . . . . .
39	Stadt Nienburg.	Geleistete Vorschüsse an Königl. Preufs. Officiere im Nov. 1806 . . . .
40	Die Königlich Hannoversche Regierung.	Die dem Königl. Preufs. General Le Coq zu Hameln gezahlten Reisekosten für Officiere im Nov. 1806 . .
41	Stadt Einbeck.	Hospitalkosten der Königl. Preufsischen Truppen im Jahre 1806 . . . . .
42	Stadt Celle.	Lieferung an Licht für das Königl. Preufs. Hospital im Jahre 1806 .

Latus 3 . . . .

Betrag der Forderung.			Münz-sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
26	19	—	Cv. M.	27	14	3	26	19	—	—	19	3
302	2	—	Cv. M.	313	1	6	302	2	—	10	23	6
240	23	4	Gold	265	1	8	365	1	8	—	—	—
45	—	—	Cv. M.	46	8	5	46	8	5	—	—	—
52	20	7	Cv. M.	54	10	8	54	10	8	—	—	—
94942	14	4	Css. M.	108656	12	8	35000	—	—	73656	12	8
188	4	8	Css. M.	205	9	1	188	4	8	17	4	5
26117	17	10	Pr. Crt.	26117	17	10	4000	—	—	22117	17	10
1240	—	—	Gold	1364	—	—	1364	—	—	—	—	—
933	8	—	Css. M.	1131	22	9	1131	22	9	—	—	—
58	—	—	Cv. M.									
74	—	16	Css. M.	98	11	1	—	—	—	98	11	1
13	8	—	Gold									
54	16	4	Css. M.	62	13	11	40	—	—	22	13	11
—	—	—	—	138343	3	10	42418	21	2	95924	6	8

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
37	43	Weiland Bäcker Jung zu Osnabrück.	Lieferung an Brodt für das Königl. Preufs. Feld-Lazareth im Sept. 1806
38	44	Weiland Fleischer Hildebrandt in Osnabrück.	Lieferung an Fleisch für das Königl. Preuf. Feld-Lazareth im Sept. 1806
39	45	Kaufmann Wiemann daselbst.	Lieferung für Victualien für dasselbe
40	46	Stadt Moringen.	Ein im Jahre 1806 für die Königl. Preufs. Armee geliefertes Pferd .
41	54	Schiffer Ohnesorge und Consorten zu Schnackenburg.	Vergütung für die Ueberfahrt der Königl. Preufs. Truppen über die Elbe bei Lenzen in den Jahren 1805 u. 1806
42	55	Schiffer Mutz zu Münden.	Desgl. über die Weser bei Beverungen im Jahre 1806 . . . . .
43	56	Witwe Blume zu Münden.	Desgl. daselbst im Jahre 1806 . .
44	57	Maurermeister Täntzel in Hannover.	Rückständige Zahlung wegen der für Rechnung des Königl. Preufs. Gouvernements im Jahre 1806 besorgten Maurer-Arbeiten in den Militair-Gebäuden zu Hannover . .
45	58	Zimmerm. Holekamp daselbst.	Desgl. für besorgte Zimmerarbeit .
46	59	Schiffer-Compagnie zu Celle und Bremen.	Rückständiger Frachtpreis für überschifften Hafer von Celle nach Hannover . . . . .
			Latus 4. . .
			Hierzu - 1. . .
			- - 2. . .
			- - 3. . .
			Summa . . .

Betrag der Forderung.			Münz-sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
66	15	—	Cv. M.	68	15	—	50	—	—	18	15	—
42	16	—	Cv. M.	43	12	9	35	—	—	8	12	9
35	10	—	Cv. M.	36	11	6	30	—	—	6	11	6
31	16	—	Css. M.	36	5	9	—	—	—	36	5	9
627	4	—	Pr.Crt.	627	4	—	500	—	—	127	4	—
35	6	—	Pr.Crt.	35	6	—	20	—	—	15	6	—
94	—	—	Pr.Crt.	94	—	—	60	—	—	34	—	—
70	—	—	Css. M.	79	2	8	70	—	—	9	2	8
91	3	8	Css. M.	104	7	8	91	3	8	13	4	—
370	11	4	Gold	407	12	6	250	—	—	157	12	6
—	—	—	—	1532	5	10	1106	3	8	435	1	6
—	—	—	—	8224	8	8	7284	5	7	940	3	1
—	—	—	—	46339	3	11	23498	4	3	22840	23	8
—	—	—	—	138343	3	10	42818	21	2	95924	6	8
—	—	—	—	194438	22	3	74307	10	8	120131	11	7

Anlage 13.

Verzeichnifs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preufsen liquidirten Forderungen verschiedener Art aus der Zeit der Preufsischen Occupation der Alt-Hannoverschen Provinzen im Jahre 1806, welche nicht die Militair-Verwaltung betreffen.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
1	47	Saline zu Lüneburg.	Kosten des im Jahre 1806 in die Preufsischen Staaten abgeführten Salzes.
2	48	Oberpostmeister Stephanus in Celle.	Rückständige Estafettengelder im Jahre 1805 . . . . .
3	49	Postverw. Bösche, vorhin zu Ohof.	Entschädigung wegen aufgehobener Posten im Jahre 1806 . . . .
4	50	Elbzollbediente Meyer u. Blumenthal in Schnakenburg.	Entschädigung wegen der denselben im Jahre 1806 durch die Königl. Preufsischen Behörden entzogenen Accidenzien . . . . .
5	51	Elbzollbediente Lüning u. Sarnighausen zu Hitzacker.	Zoll-Accidenzien für Königl. Preufsische Frachtgüter aus dem Jahre 1806 . . . . .
6	52	Elbzollbediente Schrader u. Köpp zu Bleckede.	Desgleichen . . . . .
7	53	Zollpächterinn Meinecke zu Stöcken.	Rückständiger Zoll für Königlich Preufsische Güter, welche im October 1806 transportirt worden . .
			Summa . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
105578	7	11	Css. M.	120828	12	10	50000	—	—	70828	12	10
42	6	—	Css. M.	48	8	6	25	—	—	23	8	6
400	—	—	Css. M.	457	18	8	—	—	—	457	18	8
495	4	—	Css. M.	566	16	7	—	—	—	566	16	7
437	20	—	Gold	481	14	10	—	—	—	481	14	10
437	20	8	Gold	481	15	6	—	—	—	481	15	6
39	6	—	Css. M.	44	22	1	—	—	—	44	22	1
—	—	—	—	122909	13	—	50025	—	—	72884	13	—

43.

1830 *Traité de commerce et de douanes entre l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic, signé à Einbeck le 27 Mars* 1830.

(*Beilage zu* No. 47. *der Hannoverschen Nachrichten.* 1830.)

Seine Majestät der König von Grofsbritannien, Irland und Hannover,

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen,

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Oldenburg, und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg,

von dem Wunsche geleitet, das Wohl Ihrer Unterthanen allenthalben zu befördern, und denselben die Vortheile eines freien Verkehrs gegenseitig zu gewähren, haben Sich bewogen gefunden, zur Erreichung dieses Zweckes, Unterhandlungen eintreten zu lassen, und Bevollmächtigte zu ernennen, nämlich:

Seine Majestät der König von Grofsbritannien, Irland und Hannover, Höchst-Ihren Geheimen-Rath, Kriegs-Kanzlei- und Ober-Zoll-Direktor, *August Ludwig Otto Freiherrn Grote*, Kommandeur des Königl. Hannov. Guelphen-Ordens, Grofskreuz des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Kurfürstl. Hess. Haus-Ordens vom goldenen Löwen, und Höchst-Ihren Hofrath *Ernst Friedrich Georg Hüpeden.*

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, Höchst Ihren Geheimen-Rath und Finanz-Kammer-Präsidenten *Carl Friedrich v. Kopp*, Grofskreuz des Kurfürstl. Hess. Hausordens vom goldenen Löwen, des Königl. Hannov. Guelphen-, des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Grofsherzogl. Sächs. Hausordens vom weifsen Falken, und Höchst Ihren

Finanz-Kammer-Rath *Friedrich Meisterlin*, Ritter 1830
des Grofsherzogl. Sächs. Haus-Ordens vom weifsen Falken.

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Oldenburg, Höchst Ihren Staats-Rath und Regierungs-Vice-Präsidenten *Carl Friedrich Ferdinand Suden*, Ritter des Königl. Preufsischen Rothen Adler- und des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens.

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg, Höchst Ihren Ober-Legationsrath *August Philipp Christian Theodor von Amsberg*, Kommandeur des Kurfürstl. Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens.

von welchen, in Folge der denselben ertheilten Vollmachten und Instruktionen, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag verabredet und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Das Königreich Hannover, das Kurfürstenthum Hessen, das Grofsherzogthum Oldenburg und das Herzogthum Braunschweig vereinigen sich zur Annahme eines gleichmäfsigen und gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben-Systems.

Art. II. Diese Vereinigung bezieht sich:

a. auf die unter dem Namen von Ein- und Ausgangs-Zoll, Eingangs-Steuer, Licent, Impost, Accise, oder unter einer sonstigen Bezeichnung, bisher in den kontrahirenden Staaten erhobenen indirekten Abgaben, sowohl von den in diese Staaten eingegangenen, und zum Verbrauche im Innern derselben bestimmten ausländischen Gegenständen, als von den aus den kontrahirenden Staaten versendeten inländischen oder ausländischen Gegenständen, sowie

b. auf die allgemeinen Verbrauchs-Abgaben von denjenigen Gegenständen, welche der gemeinschaftlich zu verabredende Tarif benennen wird.

Art. III. Zwischen den kontrahirenden Staaten sollen die jetzt bestehenden Steuer- und Zoll-Linien aufgehoben werden, und es wird unter denselben, blos mit Ausschluss der namentlich bezeichneten Artikel, ein völlig freier Verkehr Statt finden.

1830 Art. IV. Dagegen soll eine gemeinsame Linie aufgestellt werden, welche den in den Abgaben-Verband aufgenommenen Länder-Umfang der kontrahirenden Staaten umgiebt.

Art. V. In den kontrahirenden Staaten werden die bestehenden Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Verbote aufgehoben, und über die, in Beziehung auf das Ausland zu erlassenden derartigen Verbote, unter Berücksichtigung der bestehenden Verträge, gemeinschaftliche Bestimmungen verabredet werden.

Art. VI. Hinsichtlich der Behandlung des Ein- und Augangs innerhalb der aufzustellenden Steuer- und Zoll-Linie, der anzunehmenden Tarif-Sätze und der nöthigen Mafsregeln zur Erhebung und Sicherung der Ein- und Ausgangs-, sowie der Verbrauchs-Abgaben, soll nach übereinstimmenden Anordnungen verfahren werden.

Art. VII. Die kontrahirenden Staaten werden sich über die Einführung eines gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs und Verbrauchs-Abgaben-Tarifs vereinigen, welcher ihren Handels-, Gewerbe-, Fabrik- und Finanz-Verhältnissen angemessen seyn soll.

Art. VIII. Einzelne Landestheile, welche entweder von dem Gebiete auswärtiger Staaten ganz umgeben sind, oder nach der gemeinschaftlich zu treffenden Verabredung, rücksichtlich ihrer Lage und Verhältnisse in den Verband nicht aufgenommen werden, sind von der Vereinigung ausgeschlossen, und in Beziehung auf den Verkehr mit den in dem Verbande befindlichen Ländern als Ausland zu behandeln.

Den betheiligten Staaten bleibt es unbenommen, wegen dieser Landestheile eine Verständigung und Vereinigung mit anderen Staaten eintreten zu lassen, insoweit solches nach den bestehenden sonstigen Verträgen oder zu treffenden näheren Verabredungen unter den kontrahirenden Staaten zulässig ist.

Die, unter Anwendung der anzuordnenden Kontrole-Mafsregeln, aus solchen Landestheilen eingehenden Produkte der Fischerei, des Landbaues, der Viehzucht und der Forst-Wirthschaft, sollen jedoch, insofern die fraglichen Landestheile keinem anderen Zoll-Systeme angeschlossen sind, von der Entrichtung der Eingangs-Abgaben befreit seyn.

Art. IX. Das Kochsalz bleibt von dem freien 1830
Verkehre unter den kontrahirenden Staaten ausgenommen, und es behält daher jeder Staat die Befugniſs, dasselbe nach seiner Konvenienz einseitig mit Verbrauchs- oder Fabrikations-Abgaben zu belegen.

Zur Sicherstellung der desfallsigen Intraden sollen indessen hinsichtlich des Salzhandels folgende allgemeine Bestimmungen zur Anwendung kommen:

a. Der Eingang des fremden, in den kontrahirenden Staaten nicht erzeugten Salzes wird verboten.

b. Der Verkauf des Kochsalzes in das Ausland bleibt unbeschränkt. Indeſs soll dasselbe von den unter landesherrlicher Administration stehenden Salinen nur alsdann unter dem, für das Inland bestimmten Preise verkauft werden, wenn durch Anwendung der erforderlichen Kontrole Gewiſsheit darüber verschafft wird, daſs dasselbe wirklich in fremde, zu dem Abgaben-Verbande nicht gehörende Staaten ausgeführt ist, oder wenn dasselbe, in Gemäſsheit besonderer Lieferungs-Verträge, einem der anderen kontrahirenden Staaten überlassen wird.

c. Jeder Staat kann die Durchfuhr des fremden Salzes durch sein Gebiet, unter Anwendung der erforderlichen Kontrole-Maſsregeln, gestatten; auch

d. die Einfuhr des Seesalzes zum Einpöckeln oder Einsalzen von See-Producten, zum medizinischen Gebrauche, sowie in den Fällen, in welchen solches bei Gewerben nicht entbehrt werden kann, erlauben.

e. Das in einem der kontrahirenden Staaten gewonnene Kochsalz darf nur, in Gemäſsheit der mit der Regierung eines der andern kontrahirenden Staaten etwa abzuschlieſsenden besonderen Verträge, in das Gebiet dieses letzteren Staates eingeführt werden. Auch findet der Durchgang nur auf den hiezu zu bestimmenden Straſsen, unter Beobachtung der zu verabredenden Kontrole-Maſsregeln, Statt.

f. Den Saline-Offizianten und konzessionirten Salz-Verkäufern soll es untersagt werden, wissentlich Salz an Unterthanen aus den anderen kontrahirenden Staaten zu verkaufen.

1830 g. Die Krämer und Kaufleute, welche Handel mit Kochsalz betreiben, dürfen dasselbe nur von den Salinen oder von den konzessionirten Salz-Verkäufern des eigenen Staates ankaufen, und die inländischen Konsumenten sich ebenfalls nur bei diesen Salinen und Salz-Verkäutern oder bei den erwähnten Krämern und Kaufleuten damit versehen.

Art. X. Die Spielkarten, deren Einführung vom Auslande verboten werden soll, werden von dem freien Verkehre ebenfalls ausgeschlossen; und damit um so weniger Defrauden hinsichtlich des Karten-Stempels eintreten können, wollen die kontrahirenden Staaten ihren Spielkarten-Fabrikanten den Absatz ungestempelter Spielkarten, sowohl in dem eigenen Gebiete, als in die Länder der anderen kontrahirenden Staaten, nicht gestatten, vielmehr solchen unter angemessenen und gleichmäfsigen Strafen verbieten.

Durch diese Bestimmung soll jedoch der Absatz ungestempelter Spielkarten in diejenigen kontrahirenden Staaten, in welchen kein Karten-Stempel besteht, so wie an die Stempel-Steuer-Administration des eigenen oder eines andern Staates nicht beschränkt seyn.

Art. XI. Die Regulirung und Erhebung der Durchgangs-Abgaben, mögen sie in einem ausdrücklich sobenannten Durchgangs-Zolle oder unter der Benennung von Ein- und Ausgangs-Zoll bestehen, bleibt für jetzt und bis zu etwaiger weitern Verständigung der einseitigen Anordnung jedes kontrahirenden Staates überlassen.

Die Erhebung einer Durchgangs-Abgabe soll hinsichtlich derjenigen Gegenstände Statt finden, welche vom Auslande in die kontrahirenden Staaten ein- und ohne in den freien Verkehr übergegangen zu seyn, von dort wieder in das Ausland geführt werden.

Dagegen soll eine Durchgangs-Abgabe von allen denjenigen Gegenständen nicht erhoben werden, welche entweder von dem Auslande kommen und zum Verbleiben in einem der kontrahirenden Staaten bestimmt sind, und daselbst den Eingangs-Abgaben unterliegen, oder überhaupt in den freien Verkehr

übergehen, oder welche aus einem der kontrahirenden 1830
Staaten herstammen oder dort den Eingangs-Abgaben schon unterlegen haben, und durch die anderen Staaten, oder durch einen derselben, in einen der kontrahirenden Staaten, oder in das Ausland gebracht werden.

Von denjenigen Gegenständen, welche aus dem Auslande durch einen der kontrahirenden Staaten mit der Bestimmung, in einem anderen dieser Staaten zu verbleiben, durchgeführt werden, und von denen solchenfalls die Durchgangs-Abgabe nach der obigen Bestimmung nicht erhoben werden darf, soll dieselbe nachbezahlt werden, sobald jene Gegenstände in dem anderen Staate nicht zur Abgaben-Entrichtung oder in den freien Verkehr gelangen, sondern von dort, sey es auf einer Achse oder nach vorgängiger Umladung oder Lagerung, wieder in das Ausland geführt werden.

Derjenige Staat, aus welchem die Weiterversendung erfolgt, hat in diesem Falle die fragliche Durchgangs-Abgabe nacherheben und an den oder die anderen betheiligten Staaten, durch welche jene Gegenstände, ohne dieselbe erlegt zu haben, geführt sind, abliefern zu lassen.

Die zur Sicherung der Durchgangs-Abgaben erforderlichen Kontrole-Maſsregeln sollen demgemäſs angeordnet, und es soll namentlich die gemeinsame Verpflichtung und Beeidigung der betreffenden Abgaben-Erheber und sonstigen Offizianten auf die richtige Erhebung und Ablieferung der Durchgangs-Abgaben, sowohl für den eigenen Staat als für die anderen kontrahirenden Staaten, mit erstreckt werden.

Art. XII. Auch die in den einzelnen Staaten bestehenden Wasser-Zölle bleiben von der Vereinigung ausgeschlossen.

Art. XIII. Ebenso unterliegen die Schiffahrts-Abgaben, die Lootsen-, Baaken-, Feuer-, Lasten-, Chaussee-, Weg-, Pflaster-, Kanal-, Brücken-, Fähr-, Schleusen- und Schlagten-Gelder, sowie die Hafen-, Waage-, Krahn- und Niederlage-Gebühren, Lokal-Meſs-Unkosten und die sonstigen derar-

1830 tigen Abgaben, nicht der gemeinsamen, sondern nach wie vor der einseitigen Bestimmung jedes Staates, und sind daher auch fernerhin von demselben ausschliefslich zu beziehen

Die Einwohner aus den anderen kontrahirenden Staaten sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleich behandelt werden.

Art. XIV. Alle Verbrauchs-Abgaben werden im gemeinsamen Einverständnisse angeordnet, eingeführt und nach gleichmäfsigen Einrichtungen und Abgaben-Sätzen erhoben werden. Mit Vorbehalt der in dem künftigen Tarife zu benennenden sonstigen Gegenstände, sollen dieselben jedenfalls das in den kontrahirenden Staaten selbst erzeugte Bier sowie den Branntewein betreffen.

Die Verbrauchs-Abgabe von Branntewein wird nach der Menge der verbrauchten Maische festgesetzt, und sowohl dieserhalb als über die Art der Erhebung der Abgabe das Weitere verabredet werden.

Art. XV. Besondere Verbrauchs-Abgaben welche ein Staat in einzelnen Städten oder Gemeinden angeordnet hat, oder anordnen, oder den fraglichen Städten oder Gemeinden selbst bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung jedes einzelnen Staates.

Nur ist dabei stets von dem Grundsatze auszugehen, dafs die nach solchen Städten oder Gemeinden aus einem der anderen kontrahirenden Staaten gebrachten Gegenstände in keinem Falle mit einer höheren Verbrauchs-Abgabe belegt werden dürfen, als die inländischen Gegenstände der nämlichen Art, welche von den Bewohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst, oder von den übrigen Landes-Einwohnern produzirt oder fabrizirt sind.

Art. XVI. Alle Gegenstände, welche der zu verabredende gemeinschaftliche Abgaben-Tarif als abgabenpflichtig benennen wird, sind, sobald sie in den freien Verkehr gelangen, ohne Ausnahme zur Abgaben-Entrichtung heranzuziehen.

Inzwischen bleibt es jedem Staate überlassen, für die Bedürfnisse des Hauses des Landesherrn und der

Mitglieder des Regentenhauses, für das Eigenthum 1830
auswärtiger Souveraine und der Mediatisirten, für die Bedürfnisse der Gesandten und Geschäftsträger, sowie für Militair-Effekten, Steuer- und Zoll-Freipässe zu ertheilen, oder Rückvergütung dieser Abgaben für alleinige Rechnung zu bewilligen. Dabei soll der Regel nach eine Rückvergütung der erlegten Abgaben eintreten, und die Ertheilung von Freipässen so viel wie möglich beschränkt werden.

Der Betrag der erlassenenen oder zurückvergüteten Abgaben wird in solchen Fällen bei der Ausgleichung demjenigen Staate, von welchem der Erlafs oder die Rückvergütung verfügt ist, in Anrechnung gebracht.

Einfuhr-Erleichterungen für andere als die oben bezeichneten Gegenstände, können nur durch Rückvergütungen aus den eigenen Kassen desjenigen Staates, welcher die Erleichterungen bewilligt, bewirkt werden.

Art. XVII. Einfuhr-Erleichterungen und Begünstigungen, welche ein Staat anderen, zu diesem Vereine nicht gehörenden Staaten schon bewilligt oder zugesichert hat, sollen ausgemittelt und festgesetzt werden, und es wird über deren etwaige Anrechnung besondere Verabredung Statt finden.

Solche Einfuhr-Erleichterungen, welche einer der kontrahirenden Staaten, in Gemäfsheit der allgemeinen Vereins-Verträge vom 24sten September 1828 und 11ten Oktober 1829, und in Gemäfsheit der sonstigen auf den Grund dieser allgemeinen Vereins-Verträge, abgeschlossenen Special-Konventionen, andern zum allgemeinen Vereine gehörenden Staaten zugesichert hat, sollen demselben zwar nicht allein zur Last fallen, sondern von sämmtlichen kontrahirenden vier Staaten übernommen werden; allein dergleichen Zugeständnisse sollen über die Dauer der jetzigen Verträge hinaus ohne gemeinsames Einverständnifs nicht verlängert werden.

Art. XVIII. Verträge mit anderen Staaten hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben, sollen künftig nur im Ein-

1830 verständnifse sämmtlicher kontrahirenden Staaten abgeschlossen werden.

Handels- und Schiffahrts-Verträge mit andern Staaten, welche auf den Ertrag der gemeinschaftlichen Abgaben keinen Einfluſs haben, können dagegen auch künftig von jedem kontrahirenden Staate einseitig eingegangen werden.

Art. XIX. Entschädigungen für aufgehobene Zoll- und Steuer-Rechte, welche Privaten oder Kommünen zu entrichten sind, sollen demjenigen Staate, welcher sie bewilligt hat oder bewilligen wird, allein zur Last fallen.

Art. XX. Jedem der kontrahirenden Staaten bleibt die Befugniſs vorbehalten, eine den Handels- und Gewerbs-Verhältnissen entsprechende Anzahl von steuerfreien öffentlichen und Privat-Niederlagen, jedoch unter Anordnung entsprechender gemeinschaftlicher Kontrole-Maſsregeln einrichten zu lassen.

Von den in diese Niederlagen aufzunehmenden Gegenständen sind nur die einseitig von jedem Staate zu bestimmenden, für den Gebrauch der Niederlagen und deren Verwaltung zu erlegenden Gebühren, sowie, wenn dieselben wieder in das Ausland gebracht werden, die festgesetzten Durchgangs-Abgaben zu entrichten. Den gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben aber unterliegen dieselben nur in dem Falle, wenn solche aus den Niederlagen in den freien Verkehr übergehen.

Das bei solchen Anstalten zu bestellende Niederlage- oder Packhofs-Personal, welches jedenfalls zur Sicherung der gemeinschaftlichen Abgaben für das Interesse des ganzen Vereins mit zu verpflichten ist, soll von dem betreffenden Staate ausschlieſslich, das dabei etwa anzustellende Steuer- und Zoll-Personal aber aus den gemeinschaftlichen Aufkünften besoldet werden.

Art. XXI. Auf den Messen in den kontrahirenden Staaten soll der Verkehr in dem Maſse frei seyn, daſs von den auf die Messen gebrachten, aus den kontrahirenden Staaten herstammenden Gegenständen, welche in die kontrahirenden Staaten und in das Aus-

land abgesetzt werden, so wie von den aus dem Aus- 1830
lande auf die Messen geführten und wieder ins Ausland abgesetzten oder zurückkehrenden Gegenständen, die gemeinschaftlichen Eingangs-Abgaben nicht erhoben werden.

Ausgenommen von dieser Befreiung sind allein diejenigen aus dem Auslande auf die Messen gebrachten abgabenpflichtigen Gegenstände, welche in die kontrahirenden Staaten selbst abgesetzt werden und in den inneren Verkehr übergehen.

Art. XXII. Sowohl die inländischen Gegenstände, welche aus den kontrahirenden Staaten durch das Ausland wiederum in diese Staaten versendet werden, als auch die in gleichem Falle befindlichen ausländischen Gegenstände von denen die gemeinschaftlichen Abgaben schon erlegt sind; ferner

die nach auswärtigen Messen und Märkten gebrachten inländischen, sowie die im gleichen Falle befindlichen ausländischen, bereits mit den gemeinschaftlichen Abgaben betroffenen Waaren und Gegenstände, welche auf jenen Messen und Märkten nicht abgesetzt sind, sollen, unter Beobachtung der gemeinschaftlich festzusetzenden Sicherungs-Mafsregeln, bei ihrem Wiedereingange in die kontrahirenden Staaten frei von Entrichtuug der Eingangs-Abgaben eingelassen werden.

Art. XXIII. Zur Erhebung der einzuführenden gemeinschaftlichen Abgaben werden, sowohl im Innern der kontrahirenden Staaten, als an den Grenzen gegen das Ausland, nach näher zu verabredenden Grundsätzen, Erhebungs-Aemter oder Rezepturen errichtet.

Art. XXIV. Die Eingangs-Abgaben sind in der Regel von dem Erhebungs-Amte des Bestimmungs-Ortes zu erheben, und es haben demnach die Eingangs-Aemter, insofern nicht besondere Umstände die sofortige Erhebung der Abgaben nöthig machen, lediglich für die Sicherstellung derselben zu sorgen, und zu deren Entrichtung am Bestimmungs-Orte anzuweisen.

1830 Die angeordnete Ausgangs-Abgabe wird nach Willkür der Abgabe-Pflichtigen entweder von dem Erhebungs-Amte des Orts der Versendung oder von der Ausgangs-Gränz-Rezeptur erhoben.

Art. XXV. Die Verwaltung wird von jedem Staate innerhalb seines Gebietes, und in Gemäfsheit der desfallsigen gemeinsamen Bestimmungen, angeordnet und geleitet, und es hat jede Regierung die zu erlassenden Verordnungen, Verfügungen und Instruktionen über das gemeinschaftliche Zoll- und Steuerwesen in ihrem Namen zu verkündigen.

Da die kontrahirenden Staaten gegenseitig dabei betheiligt sind, dafs die verabredeten Bestimmungen allenthalben gehörig und gleichmäfsig in Vollziehung gesetzt werden, so bleibt es jedem derselben vorbehalten, sich von der Ausführung der bestehenden Vorschriften Ueberzeugung zu verschaffen, und zu dem Ende bei der mit der Verwaltung beauftragten Central-Behörde jedes kontrahirenden Staates einen Bevollmächtigten anzustellen.

Die Befugnisse und Pflichten dieser Bevollmächtigten sollen durch gemeinschaftliche Verabredung bestimmt werden.

Art. XXVI. Das zur Verwaltung, Erhebung, Kontrole und Aufsicht etc. erforderliche Personal wird von jedem der kontrahirenden Staaten innerhalb der Gränzen seines Gebietes ausschliefslich bestellt und verpflichtet, und ist nur den Gesetzen des betreffenden Staates, von welchem es angestellt worden, unterworfen. Durch den von demselben abzustattenden, gemeinschaftlich zu normirenden Dienst-Eid soll dasselbe verpflichtet werden, das Interesse des gesammten Vereins ebenso wie das Interesse des eigenen Staates wahrzunehmen.

Art. XXVII. Die Besoldungen des anzustellenden Personals und die sonst zu verwendenden Administrations-Kosten werden gemeinschaftlich verabredet, und nebst den Ausgaben für die erforderlichen Schreibmaterialien und solche Drucksachen, für welche keine besondere Vergütung erfolgt, von den Gesammt-Aufkünften des Vereins bestritten.

Dagegen hat jeder Staat die Ausgaben, welche 1830
die Central-Zoll- und Steuer-Verwaltung in jedem Staate und die Leitung dieser Angelegenheit bei der höchsten Staats-Behörde veranlassen wird, imgleichen die Pensionen, so wie die Kosten für die nach gemeinschaftlicher Verabredung erforderliche Anschaffung von Lokalen, Erbauung und Erhaltung der nöthigen Gebäude und Anschaffung und Erhaltung des Inventars an Amts-Requisiten und Geräthschaften einseitig zu übernehmen.

Art. XXVIII. Taggelder und Reisekosten, so wie etwaige Vergütungen für das Wägen der zur Versteuerung gelangenden Gegenstände, für ertheilte Bescheinigungen, für Plomben, Siegel, Visirungen, Vermessungen, Eichungen und sonstige nicht in die öffentlichen Kassen fliefsenden Gebühren sollen gemeinsam verabredet und festgesetzt werden.

Art. XXIX. Jeder der kontrahirenden Staaten verpflichtet sich, für die Diensttreue der von ihm angestellten Zoll- und Steuer-Offizianten in der Art zu haften, dafs Ausfälle, welche durch Dienst-Untreue oder Dienst-Vernachlässigung eines solchen Beamten entstehen, der Gesammtheit von demjenigen Staate, welcher den Beamten angestellt hat, zu ersetzen sind.

Ebenso hat jeder Staat für die gehörige Bewahrung der aufgekommenen Einnahmen und für die Sicherheit der in seinem Gebiete vorhandenen Kassen einzustehen, und die etwa entstehenden Verluste allein zu tragen.

Art. XXX. Wegen Untersuchung und Bestrafung der Vergehen gegen die Gesetze über die gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben, so wie wegen Vollziehung der Erkenntnisse, sollen gleichmäfsige Bestimmungen verabredet werden.

Die Untersuchung und Bestrafung soll vorzugsweise zur Kompetenz desjenigen Gerichts gehören, in dessen Bezirke die Vergehen entdeckt, und entweder die Thäter ertappt, oder die Gegenstände, mit denen die Uebertretung begangen worden, angehalten sind.

1830 Die Gerichte haben die Uebertreter der erwähnten Abgahen-Gesetze auf Erfordern gegenseitig zu sistiren und bei solchen Untersuchungen überhaupt den sonstigen Requisitionen der kompetenten Gerichte in den kontrahirenden Staaten gegenseitig Genüge zu leisten.

Art. XXXI. Das Begnadigungs- und Straf-Verwandlungs-Recht wird von jedem Staate in seinem Gebiete ausgeübt.

Die Zoll- und Steuer-Strafen und konfiszirten Gegenstände oder deren Werth, sollen, mit Vorbehalt der Antheile der Denunzianten, demjenigen Staate verbleiben, in welchem über die Vergehen erkannt ist, von diesem aber, so weit es nöthig erscheint, zur Unterstützung der Steuer- und Zoll-Bedienten verwandt werden.

Der Betrag der defraudirten Abgaben soll jedoch in die gemeinschaftliche Kasse fliefsen.

Art. XXXII. Der Gesammt-Betrag der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben wird, nach Abzug der Kosten für die Verwaltung, unter den kontrahirenden Staaten nach dem Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt und es soll zu dem Ende die Bevölkerung alle sechs Jahre nach gleichmäfsigen Grundsätzen ausgemittelt und der wirkliche Stand derselben am 1sten Januar des betreffenden Jahres zum Grunde gelegt werden.

Art. XXXIII. Die von den Erhebungs-Aemtern eines jeden Staates bezogenen Abgaben kommen gegenseitig in Anrechnung. Es soll darüber nicht nur von drei zu drei Monaten vorläufige Abrechnung aufgestellt und darnach einstweilige Auszahlung vorgenommen, sondern auch vor dem Ablaufe des Kalender-Jahres für die Zeit bis Ende Junius jedes Jahrs, die erforderliche definitive Ausgleichung bewirkt und das etwaige Guthaben des einen oder anderen Staates sofort von den übrigen betreffenden Staaten baar herausbezahlt werden.

Zur Erleichterung der Ausgleichung soll entweder der Anfang des Rechnungs-Jahres auf den 1sten Julius festgesetzt, oder der halbjährliche Abschluss der

in Frage kommenden Abgabe-Rechnungen auf den 1830
1sten Januar und 1sten Julius jedes Jahres angeordnet werden.

Art. XXXIV. In jedem Jahre wird eine aus Bevollmächtigten der kontrahirenden Staaten bestehende Central-Kommission zusammentreten, um die Nachweisungen über den Statt gehabten Ertrag der gemeinschaftlichen Abgaben auszumitteln, die Ausgleichung und Vertheilung festzustellen und alle nöthig scheinenden Anordnungen und Entscheidungen, nach Maſsgabe der weiteren Verabredungen zu treffen, oder den Regierungen zur Genehmigung vorzulegen.

Art. XXXV. In Beziehung auf das Zoll- und Abgaben-Wesen soll in den kontrahirenden Staaten Gleichförmigkeit der Münze, des Maſses und Gewichts verabredet und eingeführt, bis dahin aber eine möglichst genaue Reduktion der verschiedenen Münzen, Maſse und Gewichte vorgenommen werden.

Art. XXXVI. Die kontrahirenden Staaten versprechen sich gegenseitig Unterstützung in der Sicherstellung derjenigen besonderen Abgaben, welche der eine oder der andere angeordnet hat, oder etwa noch anordnen möchte.

Auch können die bei der Verwaltung der gemeinschaftlichen Abgaben angestellten Beamten, so weit es ihr Dienst mit sich bringt und gestattet, nach vorgängiger Verabredung zu der Erhebung und Kontrolirung jener besonderen Abgaben mit angewiesen werden.

Art. XXXVII, Handel- und Gewerbtreibende aus einem der kontrahirenden Staaten sollen in Beziehung auf ihr Gewerbe in den übrigen kontrakirenden Staaten wie die eigenen Unterthanen behandelt, und dort keiner Abgabe unterworfen werden, welcher nicht auch die eigenen Unterthanen des Staats, in welchem das Gewerbe ausgeübt wird, in den nämlichen Fällen unterliegen. Namentlich sollen Handeltreibende und Handels- und Fabrik-Reisende aus einem der kontrahirenden Staaten in Beziehung auf ihre Handels- und Fabrik-Geschäfte in den anderen dieser Staaten zu der Entrichtung einer Gewerbe- oder sonstigen

1830 derartigen Steuer oder Abgabe nicht herangezogen werden, wenn sie selbst oder ihre Prinzipale in demjenigen Staate, welchem sie angehören, schon Abgaben entrichten, welche nach dessen Ermessen ihren Gewerbs-Verhältnissen entsprechen.

Art. XXXVIII. Auch wollen sich die kontrahirenden Staaten über gleichmäfsige Vorschriften zu einer zweckmäfsigen Beschränkung des Hausir-Handels vereinigen.

Art. XXXIX. Es sollen sofort Kommissarien der kontrahirenden Staaten zusammentreten um die zur Ausführung der vorstehenden Bestimmungen weiter erforderlichen Verabredungen zu treffen und die Ausarbeitung der zu erlassenden Zoll- und Steuer-Gesetze, so wie der damit in Verbindung stehenden organischen Verfügungen, Instruktionen und Anordnungen vorzunehmen.

Art. XL. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum Ablaufe des Jahres 1841 bestimmt, und es soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere Verabredung eintreten.

Sollten sämmtliche deutschen Bundes-Staaten sich über gemeinsame Mafsregeln in Beziehung auf die Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben vereinigen, so soll der Verein von der Zeit an, von welcher die Beschlüsse der Bundes-Versammlung in Wirksamkeit treten, wieder aufgelöst werden.

Ebenso sollen, wenn die Deutschen Bundes-Staaten über den freien Handel und Verkehr mit Lebensmitteln gemeinsame Mafsregeln verabreden, diese Verabredungen statt der von dem Vereine desfalls zu treffenden besonderen Bestimmungen zur Ausführung kommen.

Art. XLI. Dieser Vertrag soll in vier gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt, und den Allerhöchsten und Höchsten Höfen unverzüglich zur Ertheilung der Ratifikationen vorgelegt werden, deren Auswechselung längstens binnen sechs Wochen Statt finden wird.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von sämmt- 1830
lichen Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden.

So geschehen Einbeck, am sieben und zwanzigsten März Eintausend achthundert und dreifsig.

Gezchn. Aug. Ludw. Otto *Freiherr* Grote.

Ernst Friedr. Georg Hüpeden.

Carl Friedrich von Kopp.

Frifdrich Meisterlin.

Carl Friedrich Ferdinand Suden.

Aug. Philipp Christian Theodor v. Amsberg.

44.

1830 ## *Convention entre Sa Majesté le Roi de Danemarc et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Copenhague le* 28 *Mars* 1830.

(*Sur copie officielle.*)

Sa Majesté le Roi de Danemarc et les Etats-Unis d'Amérique, désirant également mettre fin aux discussions qui se sont élevées, de part et d'autre, à l'égard de réclamations et prétensions formées par les sujets du Danemarc et les citoyens des Etats-Unis, ayant pour motif la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques, dans les territoires ou sous l'autorité des gouvernements respectifs, — ont nommé à cet effet et muni de Leurs Pleins-pouvoirs: — à savoir Sa Majesté le Roi de Danemarc le Sieur *Ernest Henri Comte de Schimmelmann*, chevalier de l'Ordre de l'Eléphant, Grand-Croix de celui du Dannebrog, décoré de la Croix d'argent du même Ordre, Son Ministre intime d'Etat, Chef de Son Département des Affaires Etrangères etc., et le Sieur *Paul Chrétien de Stemann*, chevalier de l'Ordre de l'Eléphant, Grand-Croix de celui du Dannebrog, décoré de la Croix d'argent du même ordre, Son Ministre intime d'Etat et de Justice, Président de Sa Chancellerie Danoise etc.; — et le Président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du Sénat, le Sieur *Henri Wheaton*, Chargé d'affaires des dits Etats-Unis prés la Cour de Sa Majesté le Roi de Danemarc etc., lesquels Plénipotentiaires après avoir échangé leurs Pleins-pouvoirs, qui furent trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans.

Art. I. Sa Majesté le Roi de Danemarc renonce aux indemnités qui pourraient être réclamées du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour des sujets Danois, à cause des saisies, détentions, condamna-

44.

Convention between His Majesty the King of Denmark and the United States of America, signed at Copenhagen, the 28 of March 1830.

1830

(*Sur copie officielle.*)

His Majesty the King of Denmark and the United States of America, being equally desirous of terminating the discussions which have taken place between Them, in respect to the claims and pretensions formed by the subjects of Denmark and the citizens of the United States, having for their object the seizure, detention, condemnation or confiscation of their vessels, cargoes or property whatsoever, within the territory or under the authority of the respective Governments, — have named for this purpose and furnished with Their full powers: that is to say, His Majesty the King of Denmark, the Sieur *Ernest Henry Count de Schimmelmann*, Knight of the Order of the Elephant, Grand-Cross of the Order of Dannebrog, decorated with the silver-Cross of the same Order, His Minister (intime) of State, Chief of His Departement of foreign Affairs etc., and the Sieur *Paul Christian de Stemann* Knight of the Order of the Elephant, Grand-Cross of the Order of Dannebrog, and decorated with the silver Cross of the same Order, His Minister (intime) of State and of Justice, President of His Danish Chancery etc.; and the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate, *Henry Wheaton*, Chargé d'Affaires of the said United States at the Court of His Majesty the King of Denmark etc.; and the said Plenipotentiaries, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles. —

Art. I. His Majesty the King of Denmark renounces the indemnitities, which might be claimed from the Government of the United States of America for the subjects of Denmark, on account of the seizure,

1830 tions ou confiscations de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques sous l'autorité dudit gouvernement, et Sa Majesté S'engage en outre à payer audit gouvernement la somme de Six-Cent-Cinquante Mille Piastres, en faveur des citoyens des Etats-Unis, qui ont élevé des réclamations au sujets de la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques, par les vaisseaux de guerre et armateurs ou par les tribunaux du Danemarc, ou dans les Etats soumis au Sceptre Danois.

Art. II. L'acquittement de la somme de Six-Cent-Cinquante-Mille Piastres se fera de la manière et aux termes suivans:

Le 31. Mars 1831 — Deux-Cent-Seize-Mille-Six-Cent-Soixante-Six et deux-tiers de Piasters

Le 30 Septembre 1831 — Deux-Cent-Seixe-Mille Six-Cent-Soixante Six et deux-tiers de Piastres.

Le 30 Septembre 1832 — Deux-Cent-Seize-Mille-Six-Cent-Soixante-Six et deux-tiers de Piastres.

Au second terme de payement seront ajoutés les intérêts pour cette somme et pour celle à payer au dernier terme, de 4% par an, à compter depuis le terme du premier payement, du 31 Mars 1831.

Au troisième terme seront également ajoutés les intérêts pour cette dernière somme, de 4% par an, à compter du second terme, du 30 September 1831.

Les sommes ci-dessus spécifiées en Piastres seront acquittées par des lettres de change, à 15 jours de vue, payables à Hambourg pour le payement desquelles le Gouvernement Danois restera responsable.

En même tems que le payement du premier terme, du 31 Mars 1831, aura lieu, deux obligations qui corrésponderont aux deux derniers termes ci-dessus indiqués, pour le capital et les intérêts, seront émises par la Direction de la dette d'Etat et du fond d'amortissement du Danemarc, à l'ordre du Département des Affaires Etrangères du Danemarc, et transportées au Gouvernement des Etats-Unis. En vertu de ces obligations Sa Majesté le Roi de Danemarc Se reconnaîtra comme débiteur des sommes point encore

detention, condemnation or confiscation of their ves- 1830
sels, cargoes or property whatsoever, under the authority of the said Government, and His Majesty engages moreover to pay to the said Government the Sum of Six Hundred and Fifty Thousand Spanish milled Dollars, on account of the citizens of the United States, who have preferred claims relating to the seizure, detention, condemnation or confiscation of their vessels, cargoes or property whatsoever by the public and private armed ships, or by the tribunals of Denmark, or in the States subject to the Danish Sceptre.

ART. II. The payment of the above sum of Six Hundred and Fifty Thousand Spanish milled Dollars shall be made in the times and manner following:

On the 31t. March 1831 — Two Hundred and Sixteen Thousand Six Hundred and Sixty Six Dollars and two thirds of a Dollar.

On the 30th. September 1831 — Two Hundred and Sixteen Thousaud Six Hundred and Sixty Six Dollars and two thirds of a Dollar.

On the 30th. September 1832 — Two Hundred and Sixteen Thousand Six Hundred and Sixty Six Dollars and two thirds of a Dollar.

To the second payment shall be added the interest for that, and for the last payment, at four per centum per annum, to be computed from the first payment on the 31t. March 1831.

To the third payment shall also be added the interest for that payment, at four per centum per annum, to be computed from the second payment, on the 30th. September 1831.

The above sums, thus specified in Spanish milled Dollars, shall be paid in bills of exchange, of fifteen days sight, at Hamburg; for the payment of which the Danish Government shall be responsible. —

At the time when the first payment shall be made, on the 31t March 1831, two obligations, corresponding to the two Last payments to be effected, for the capital and the interest thereof, shall be issued by the Direction for the public debt and the sinking fund of Denmark, to the order of the Departement of foreign Affairs of Denmark, and assigned to the Government of the United States. — By the said obligations, His Majesty the King of Denmark shall acknowledge

1830 payées au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et elles seront délivrées à celui ou à ceux qui seront dûment autorisés à cet effet par ledit Gouvernement. Quand l'acquittement de ces obligations s'effectuera dans les termes, qu'elles sont remboursables de la part du Gouvernement Danois, la personne ou les personnes, dûment autorisées par le Gouvernement des Etats-Unis, pour recevoir le payement stipulé, remettront en même tems ces obligations munies des quittances dudit Gouvernement.

ART. III. Pour déterminer le montant précis et la validité des réclamations des citoyens des Etats-Unis, mentionnées dans l'article I. une Commission composée de trois citoyens des Etats-Unis, sera nommée par le Président, par et avec l'avis et le consentement du Sénat; ces commissaires s'assembleront à Washington, et avant que deux ans, à compter du jour de leur première séance, se seront écoulés, ils doivent avoir reçu toutes ces réclamations, et avoir examiné et décidé leur montant et leur validité, d'après les circonstances spéciales de chaque cas, la justice, l'équité et le droit des gens. —

Les Commissaires prêteront serment ou donneront des affirmations à insérer dans le journal de leurs procédés, qu'ils rempliront fidèlement et assidument leurs devoirs.

En cas de décès, de maladie ou d'absence indispensable d'un des Commissaires, sa place sera remplie par la nomination d'un autre Commissaire, de la manière susmentionnée, ou durant les vacances du Sénat, par le Président des Etats-Unis.

Les Commissaires seront autorisés à se faire rendre compte et à examiner chaque question relative à ces réclamations, et à se faire donner, sous serment ou affirmation, tous les témoignages convenables et authentiques qui les concernent.

Afin de faciliter les travaux de cette Commission Sa Majesté le Roi de Danemarc S'engage, lorsque la requisition en sera faite, outre les documens déjà remis, à faire délivrer à celui ou à ceux qui seront dûment autorisés à cet effet par le Gouvernement des Etats-Unis, tous les actes, documens, papiers de bord et pièces de procès qui pourraient encore se trouver dans les Archives de la Haute Cour d'Amirauté ou des Tribunaux de prises du Danemarc, relative-

Himself debtor for the sums not yet paid to the Go- 1830
vernment of the United States of America, and the same shall be delivered to such person or persons, as may be authorized to receive the same by the said Government; — and when the said obligations are to be discharged, according to the tenour thereof by the Danish Government, the person or persons authorized by the Government of the United States to receive the stipulated payments, shall deliver up the said obligations, with receipts, for the amount thereof, from the said Government. —

ART. III. To ascertain the full amount and validity of the claims mentioned in Article I. a Board of commisioners, consisting of three citizens of the United States, shall be appointed by the President, by and with the advice and consent of the Senate, who shall meet at Washington, and within the space of two years from the time of their first meeting, shall receive, examine and decide upon the amount and validity of all such claims, according to the merits of the several cases and to justice, equity and the law of nations.

The commissioners shall take an oath or affirmation to be entered in the journal of their proceedings, for the faithful and diligent discharge of their duties.

In case of the death, sickness or necessary absence of any commissioner, his place may be supplied by the appointment of another commissioner, in the manner before mentioned, or, during the recess of the Senate, by the President of the United States. —

The commissioners shall be authorized to hear and examine, on oath or affirmation, every question relating to such claims and to receive all suitable, authentic testimony concerning the same.

In order to facilitate the proceedings of their Board His Majesty the King of Denmark engages, when thereunto required, to cause to be delivered to any person or persons, who shall be duly authorized for that purpose by the Government of the United States, in addition to the papers already delivered, all the acts, documents, ship's papers and prize proceedings, which may still remain in the Archives of the High-Court of Admiralty or the Prize Tribunals

1830 à la saisie, détention, condamnation ou confiscation des navires, cargaisons ou propriétés quelconques des citoyens des Etats-Unis d'Amérique par devant ces tribunaux.

Ladite Commission adjugera et fera distribuer entre les différentes parties, dont elle admettra les réclamations, les sommes mentionnées dans l'Article I. et XI. dans la proportion et prorata à leurs réclamations respectives qui auront été ainsi admises. —

ART. IV. Moyennant les rénonciations et payemens mentionnés dans l'Article I et XI. de la part de Sa Majesté le Roi de Danemarc, le Gouvernement des Etats-Unis déclare qu'il se regarde comme entièrement satisfait, non seulement pour ce qui Le concerne, mais aussi pour ce qui concerne les citoyens desdits Etats, à raison des réclamations mises en avant jusqu'ici, ou qui pourraient être élevées à l'avenir, ayant pour objet la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques qui, dans la dernière guerre maritime du Danemarc, ont eu lieu sous le pavillon de Danemarc, ou dans les Etats soumis au Sceptre Danois; et lesdites réclamations reront par conséquent regardées comme définitivement et irrévocablement terminées. —

ART. V. L'intention des deux Hautes Parties Contractantes étant uniquement de déterminer définitivement et irrévocablement toutes les réclamations qui jusqu'ici ont eu lieu, Elles déclarent expressement que la présente Convention n'est applicable qu'aux cas désignés, et que, n'ayant d'autre but, elle ne saura jamais, de part ou d'autre, dans l'avenir être invoquée comme un précédent ou comme règle pour le futur.

ART. VI. La présente Convention sera dûment ratifiée par les Hautes Parties Contractantes, et les Ratifications seront échangées à Washington, dans l'espace de 10 mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, et en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, nous avons signé la présente Convention et y fait apposer les sceaux de nos Armes.

Fait à Copenhague ce 28 jour de Mars 1830.

Signé E. GR. SCHIMMELMANN.

STEMANN.

HENRY WHEATON

of Denmark, relating to the seizure, detention, con- 1830
demnation or confiscation of the vessels, cargoes or property whatsoever, belonging to the citizens of the United States of America, before the said tribunals.

The commissioners shall award, and cause to be distributed among the several parties, whose claims shall be allowed by the Board, the sum mentioned in Article I and XI. in a rateable proportion to the amount of the respective claims thus allowed.

ART. IV. In consideration of the renunciations and payments mentioned in Article I. and XI. on the part of His Majesty the King of Denmark, the Government of the United States, declares Itself entirely satisfied, not only in what concerns the said Government, but also in what concerns the citizens of the said United States, on account of the claims hitherto preferred or which may hereafter be preferred relating to the seizure, detention, condemnation or confiscation of their vessels, cargoes or property whatsoever, which in the last maritime war of Denmark have taken place, under the flag of Denmark or in the States subject to the Danish Sceptre; and the said claims shall consequently be regarded as definitively and irrevocably terminated

ART. V. The intention of the two High Contracting Parties being solely to terminate definitively and irrevocably all the claims, which have hitherto been preferred, They expressly declare, that the present Convention is only applicable to the cases therein mentioned, and having no other object, can never hereafter be invoked, by one party or the other, as a precedent or rule for the future,

ART. VI. The present Convention shall be duly ratified by the High Contracting Parties, and the Ratifications shall be exchanged at Washington, in the space of ten months, or sooner if possible.

In faith thereof and in virtue of our respective full powers, we have signed the present Convention and have thereunto set the seals of our Arms.

Done at Copenhagen, their 28th day of March 1830.

(*Signed*) E. GR. SCHIMMELMANN.

STEMANN.

HENRY WHEATON.

45.

1830 ## *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne, publiée à Hanovre le* 29. *Mars* 1830.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1830. Abthl. 1. No. 2. p. 7.)

Demnach das Königliche Kabinets-Ministerium mit der Regierung der Stadt und Republik Bern übereingekommen ist, dafs das Abzugs- oder Abschofs-Recht zwischen beiden Staaten zu Gunsten ihrer Unterthanen, es betreffe nun Mittel, die von solchen oder von Fremden in dem jenseitigen Gebiete erworben worden, als völlig aufgehoben betrachtet werden soll: so wird solches hiemit zur allgemeinen Kunde gebracht, und haben demzufolge sämmtliche Obrigkeiten des Königreichs das Vermögen, welches in den Kanton Bern vererbt oder sonst ausgeführt wird, frei von allem Abzug oder Abschofs verabfolgen zu lassen.

Hannover, den 29sten März 1830.

Königliche Grofsbritannisch - Hannoversche zum Kabinets - Ministerio verordnete General - Gouverneur und Geheime - Räthe.

Bremer.

46.

Déclaration entre la Grande Bretagne et le grand duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays, publiée le 3 Avril 1830.

1830

(*Oldenburgische Anzeigen* No. 29. den 10ten April 1830.)

Nachdem in Betreff einer wechselseitigen Aufhebung des Abschofs-Rechts zwischen dem vereinigten Königreiche Grofsbritannien und Irland und dem Grofsherzogthum Oldenburg von dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten Seiner Grofsbritannischen Majestät die Versicherung ertheilt worden:

> dafs es den Grofsherzoglich Oldenburgischen Unterthanen frei stehe, ihr Eigenthum aus dem vereinigten Königreiche Grofsbrittannien und Irland wegzuziehen, ohne dafs sie gehalten sind, bei dem Wegzuge desselben, wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer, irgend eine Gebühr, und namentlich irgend eine andere Gebühr, als eine solche zu bezahlen, zu deren Erlegung die Unterthanen Seiner Grofsbritannischen Majestät gleichfalls verpflichtet sind:

ist dagegen von Seiten des Grofsherzoglichen Staatsministeriums die Erklärung abgegeben:

> dafs es Seiner Grofsbritannischen Majestät Unterthanen in dem vereinigten Königreich Grofsbritannien und Irland frei stehe ihr Eigenthum aus dem Grofsherzogthum Oldenburg hinwegzuziehen, ohne dafs sie gehalten seyn, bei dem Wegzug desselben wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer irgend eine Gebühr, und namentlich irgend eine andere Gebühr, als eine solche zu bezahlen, zu deren Erlegung die Grofsherzoglichen Unterthanen gleichfalls verpflichtet sind.

Diese zwischen den beiderseitigen Gouvernements getroffene Vereinbarung wird in Gemäfsheit Höchsten

1830 Rescripts vom 27sten v. M. hiedurch zur Kenntnifs der hiesigen Behörden und Unterthanen gebracht, jedoch dabei ausdrücklich bemerkt, dafs dieselbe sich nicht auf die Grofsbritannischen Kolonien aufserhalb Europa erstreckt, als welche in dieser Hinsicht jede ihre besondere Verfassung und Gesetzgebung haben, gegen welche daher auch in jedem besondern Fall diesseits ein dem ihrigen gleiches Verfahren zu beobachten ist.

Oldenburg, den 3ten April 1830.

MENZ. ZEDELIUS.

47.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et l'Autriche, publiée à Copenhague le 2 Juin 1830.

(*Kopenhagen, gedruckt bei dem Direktor Jens Hostrup Schulz, Königlichem und Universitäts-Buchdrucker.*)

Nachdem Ihre Königliche Majestät zu Dännemark etc. mit Ihro Kaiserlich-Königlichen Majestät von Oesterreich etc. dahin übereingekommen sind, so wie solches bereits zufolge des 18ten Art. der Deutschen Bundes-Akte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundes-Versammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg, so wie der Kaiserlich-Oesterreichischen zum Deutschen Bunde gehörigen Lande geschehen, gegenseitig den Abschofs und das Abfahrts-Geld zwischen Ihren beiderseitigen Staaten überhaupt aufzuheben, so wird jetzt hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dännemark erklärt, dafs:

1. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus dem Königreiche Dännemark und dem Herzogthum Schleswig in die sämmtlichen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen, oder aus den Herzogthü-

mern Holstein und Lauenburg in die nicht zum Deut- 1830
schen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Lande, so wie aus den sämmtlichen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen in das Königreich Dännemark und Herzogthum Schleswig, oder aus den nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Landen in die Herzogthümer Holstein und Lauenburg, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft oder Legat oder Brautschatz oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, soll irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, nur diejenigen allgemeinen Gaben ausgenommen, welche mit einem Erbschafts-Anfall, Legat, Verkauf etc. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in den Königlich Dänischen und in den Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten haben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erbschaftssteuern, Stempelabgaben, Zollabgegen und dergleichen.

2. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich jedoch, unbeschadet desjenigen, was in Ansehung der zu dem Deutschen Bunde gehörigen beiderseitigen Provinzen durch die Bundesakte und die Bundesbeschlüsse diesfalls festgesetzt ist, nur auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Landesherrlichen Kassen fliefsen würden, erstrecken, und werden den Individuen, Kommünen und öffentlichen Stiftungen die ihnen zustehenden Abzugsrechte reservirt.

3. Die Bestimmungen der obstehenden Art. I. und II. sollen vom Tag der Auswechselung gegenwärtiger Erklärung gegen eine entsprechende Erklärung des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofes *) in Wirksamkeit treten, und in allen Vermögens-Exportationsfällen Anwendung finden, wo der Vermögens Abzug wirklich noch zu geschehen hat.

4. Die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten 3ten Art. bestimmt ist, soll sich nur auf das Ver-

*) Diese Auswechselung hat am 3ten Juni 1830 Statt gefunden.

1830 mögen beziehen. Es bleiben demnach, ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen Königlich Dänischen und Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen in Ansehung der Gesetzgebung in den respektiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige auf allerhöchstgedachter Ihro Königlichen Majestät zu Dännemark etc. allergnädigsten Befehl, unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellte Deklaration, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in dem Königreiche Dännemark und den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg haben.

So geschehen zu Kopenhagen den 2ten Juni 1830.

E. *Graf* Schimmelmann.

48.

Convention entre le général en chef de l'armée françoise et Son Altesse le dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger, signée le 5 Juillet 1830

(*Journal de Francfort* 1830. No. 198.)

Le fort de la Casauba, tous les autres forts qui dépendent d'Alger et le port de cette ville, seront remis aux troupes françoises, ce matin, à dix heures (heure françoise). Le général en chef de l'armée françoise s'engage envers S. A. le dey d'Alger, à lui

laisser la liberté et la possession de ce qui lui appar- 1830
tient personnellement.

Le dey sera libre de se retirer avec sa famille et ce qui lui appartient, dans le lieu qu'il fixera; et tant qu'il restera à Alger, il y sera, lui et toute sa famille, sous la protection du général en chef de l'armée françoise, une garde garantira la sûreté de sa personne et celle de sa famille.

Le général en chef assure à tous les soldats de la milice les mêmes avantages et la même protection.

L'exercice de la réligion mahométane restera libre; la liberté des habitans de toute classe, leur réligion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte, leurs femmes seront respectées; le général en chef en prend l'engement sur l'honneur.

L'échange de cette convention sera fait avant dix heures, ce matin, et les troupes françoises entreront aussitôt dans la Causauba et successivement dans tous les autres forts de la ville et de la marine.

Au camp, devant Alger, le 5 Juillet 1830.

Comte DE BOURMONT

(*Ici le dey a appliqué son sceau*)

Le lieutenant-général, chef de l'état-major-général.

DESPREZ.

49.

Convention entre la Hesse électorale, le royaume de Saxe et le grand duché de Saxe-Weimar concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises, publiée le 10 *Juillet* 1830.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* 1830. Nr. 10. pag. 117.)

In Folge allergnädigster Genehmigung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten haben mit dem König-

1830 reiche Sachsen und dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar zur Beförderung des gegenseitigen Gewerbs-Verkehres Verabredungen Statt gefunden, wonach einige Ermäfsigungen der jedesmaligen Eingangs-Abgaben zugestanden worden sind, nämlich

1. im Königreiche Sachsen ein Nachlafs von 25 Prozent oder einem Viertel an den Eingangs-Abgaben, mit Einschlufs der Leipziger Mefs-Abgaben, für die nachbenannten kurhessischen Fabrikate:

   1. Leder und Lederwaaren,
   2. Tuch und andere wollene Waaren,
   3. Eisen- und Stahlwaaren,
   4. Leinwand,
   5. halbseidene Waaren,
   6. seidene Bänder,
   7. Wachstuch,
   8. grobe kurze Waaren,
   9. Blechwaaren,
   10. chemische Präparate,
   11. Spitzen und
   12. Hüte;

2. in Kurhessen ebenfalls ein Nachlafs, von 25 Prozent an der Eingangs-Abgabe (Lizent)

   A. für folgende Fabrikate aus dem Königreiche Sachsen:

      1. Porzellan und Fayence,
      2. grobe Eisengufswaaren,
      3. Töpfergut und Fliefen,
      4. baumwollene Waaren,
      5. Leinwand,
      6. halbseidene Waaren,
      7. seidene Bänder,
      8. Wachstuch,
      9. grobe kurze Waaren,
      10. musikalische Instrumente,
      11. Spielzeug,
      12. Blechwaaren,
      13. chemische Präparate und
      14. Spitzen;

   B. für folgende Fabrikate aus dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar, und zwar bis zu dem nachverzeichneten Maximum:

	Zentner. 1830
1. wollene Tücher und Zeuge, als Etamin, Sarsche, Flanell etc.	150
2. wollene Strumpfmanufaktur-Waaren . .	100
3. Wollen-Garn	50
4. Baumwollen-Garn	50
5. Kattun	50
6. Barchent, Zwillich und dergl.	75
7. Beuteltuch	15
8. Bleiweifs und Farben	200
9. Porzellan und Fayence	125
10. Larven und Puppenköpfe	7
11. Ruhlaer Pfeifenköpfe	10

Damit aber den vorbemerkten Waaren der obengedachte Nachlafs an den tarifmäfsigen Eingangs-Abgaben zu Theil werde, sind in Ansehung derselben diejenigen, hierselbst am 12ten Januar l. J. gemeinschaftlich festgesetzten, Kontroll-Mafsregeln zu beobachten, welche die Anlage enthält.

Die Finanzbehörden und sonst Alle, welche gegenwärtige Anordnung hetrifft, haben sich danach gebührend zu achten.

Kassel am 10ten Juli 1830.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern.

Schminke. Kopp. Riess.

Vt. Eggena.

Anlage

zum Ministerial-Ausschreiben vom 10ten Juli 1830.

§. 1. Die Erlangung des Nachlasses an den tarifmäfsigen Eingangs-Abgaben ist an die Bedingung geknüpft, dafs die in den kontrahirenden Vereinsstaaten geschehene Fabrikation der begünstigten Gegenstände durch Ursprungs-Certifikate nachgewiesen wird.

Diese Certifikate dürfen nur von den Fabrikanten, und auch von diesen nur über diejenigen Waaren ausgestellt werden, welche sie selbst verfertigt haben, oder welche sie durch Andere, und, zwar jedenfalls im Inlande, für sich haben verfertigen lassen.

1830 Fabrikanten, welche nicht nur Lager von ihren inländischen, sondern zugleich und an demselben Orte auch Lager von ausländischen Waaren derselben Art halten, können die Beglaubigung ihrer Certifikate nur erhalten, wenn der beglaubigenden Behörde der inländische Ursprung der zu versendenden Waaren durch, der Waare aufgedrückte, oder sonst angefügte Ursprungsstempel nachgewiesen wird.

Dafs diese Nachweisung erfolgt ist, soll in diesem Falle bei Beglaubigung der Ursprungs-Certifikate ausdrücklich mit bemerkt werden.

§. 2. Diese Certifikate, welche in einer Deklaration auf Ehre und Gewissen bestehen, müssen enthalten:

den Namen und Wohnort des Versenders,
die Gattung der Waare,
die Art der Verpackung,
die Zahl, Marken und Nummern der Kolli, sowie die Angabe der Besiegelung oder Plombirung und die Anzahl der angebrachten Siegel oder Plomben,
das Bruttogewicht jedes einzelnen Kollo und das Nettogewicht der darin enthaltenen Waaren,
den Namen des Empfängers und resp. des Spediteurs, wofern ein solcher eintritt,
dessen Wohnort,
den Tag der Absendung,
die Bezeichnung der Grenz-Rezeptur, über welche die Einführung bewirkt werden soll, und
die Zeit der Gültigkeit.

Bei der Ausstellung der Certifikate ist das anliegende Formular zum Grunde zu legen, auch müssen hierin die Zahl und das Gewicht der Kolli stets in Buchstaben ausgedrückt seyn.

§. 3. Zur Gültigkeit der Certifikate ist es ferner erforderlich, dafs dieselben von der Ortsobrigkeit, oder von einer am Absendungsorte damit beauftragten Zoll- oder Steuer-Behörde nach Prüfung der Richtigkeit auf ihre geleistete Eidespflicht beglaubigt, und die Atteste der Obrigkeiten oder Behörden mit deren Dienstsiegeln oder Dienststempeln versehen sind.

Plombirung oder Versiegelung der Kolli ist nur dann nöthig, wenn nicht die Waare selbst, wie für die besonderen Fälle im §. 1. und im §. 10, unter a.

3, vorgeschrieben, mit einer derselben angefügten Bezeichnung durch Verbleiung, Besiegelung oder Stempelung versehen worden ist. 1830

Sowohl die Plombirung oder die Versiegelung der Kolli, als die Ursprungs-Bezeichnung der Waare selbst muſs von den betreffenden Behörden bewirkt werden.

§. 4. Certifikate, welche in Ansehung vorstehender Bestimmungen mangelhaft befunden werden, sollen den gedachten Nachlaſs an den Eingangs-Abgaben nicht bewirken. Dasselbe findet Statt wenn dieselben

a. Rasuren, oder mittelst Ausstreichens, Ueberschreibens oder auf sonstige Weise vorgenommene Veränderungen enthalten;

b. nicht sofort bei derjenigen Eingangs-Rezeptur, welche darin angegeben ist, produzirt, und

c. bei der, nach Ankunft am Bestimmungsorte, behuf sofortiger Versteuerung der gesammten Sendung, vorgenommenen Revision der Waaren mit diesen nicht übereinstimmend befunden sind.

Im Falle der Defraudation bleibt überdies die gesetzliche Bestrafung vorbehalten.

§. 5. Jede Staatsregierung wird die Rezepturen bestimmen, über welche der Eingang der begünstigten Waaren, falls ihnen der Nachlaſs zu Theil werden soll, geschehen muſs *), und es findet der Nachlaſs nur bei Einführungen über diese Eingangspunkte Statt.

Auf die Versendungen, welche durch die Post bewerkstelligt werden, findet indeſs diese Beschränkung und daher auch die im §. 4. unter b. gegebene Vorschrift keine Anwendung.

§. 6. Die Kolli, in denen die Waaren versandt werden sollen, müssen, sofern die Waare nicht mit Stempeln versehen ist, von der Steuer- oder Zoll-

---

*) Zu gedachtem Zwecke sind bestimmt worden

1. von Kurhessen: die Grenzzollstätten Rasdorf, Richelsdorf und Netra, sowie
2. vom Königreiche Sachsen: die Einnahmestellen zu Schladiz, Hainchen, Markraustädt, Borne und Penig.

1830 behörde an dem Absendungsorte plombirt oder versiegelt werden, und der Nachlafs tritt nur für solche Waaren ein, die in ihrer ursprünglichen Verpackung eingeführt werden.

Bei einer etwaigen Verletzung der Bleie oder Siegel findet die Begünstigung nicht Statt, es sey denn, dafs der Absender oder Fuhrmann auf eine den betreffenden Behörden genügende Art nachweisen könne, dafs sie ohne ihre Schuld eingetreten ist.

§. 7. Ferner kommt die Begünstigung in der Regel (vergl. §. 10.) nur bei direkter Versendung von den Fabrikanten in denjenigen Staat, von welchem die Abgaben-Erleichterung ein- oder gegenseitig zugestanden ist, zur Anwendung. Es ist jedoch nicht erforderlich, dafs die Waare auf einer Achse geliefert werde.

§. 8. Auch wird sie nur in dem Falle bewilligt, dafs die bevorzugten Waaren nicht mit anderen Gegenständen, hinsichtlich deren eine Abgaben-Erleichterung nicht stipulirt worden, in einem Kollo zussammen verpackt sind.

§. 9. Sind die fraglichen Waaren aus einem Vereinslande in ein anderes übergegangen, und dort in den freien Verkehr gekommen; so kann bei dem Wiederverkaufe aus diesem zweiten in ein drittes der kontrahirenden Vereinsländer, daselbst auf den vertragmäfsigen Erlafs kein Anspruch gemacht werden.

§. 10. Von der in den vorstehenden §. §. 7. und 8 enthaltenen einschränkenden Bestimmung sind jedoch diejenigen der begünstigten Gegenstände ausgenommen, welche, wenn gleich sie nicht direkt aus einem in das andere Vereinsland gesendet, doch auf die in den Vereinsstaaten befindlichen Messen gebracht, dort an Käufer aus einem der kontrahirenden Staaten abgesetzt, und von diesen letzteren, oder auch durch den Verkäufer selbst, in denjenigen Staat versendet werden, welcher dem anderen kontrahirenden Staate, aus dem die gedachten Gegenstände ursprünglich herstammen, die Abgaben-Erleichterung zugestanden hat, und welchem der Käufer angehört.

In Beziehung auf diese Mefswaaren ist Folgendes zu beobachten:

a. Will der Fabrikant seinen Waaren die Abgaben-Er- 1830
leichterung sichern, so hat er sie

1. sofern solche unmittelbar vom Fabrikorte abgesendet sind, mit einem, oder, nach Verschiedenheit ihrer Gattungen und nach seiner Konvenienz mit mehrern von ihm vorschriftmäfsig ausgestellten, amtlich baglaubigten Ursprungs-Certifikaten,
2. sofern solche aber von einem, in einem andern Vereinsstaate befindlichen Mefsorte kommen, mit einem Certifikate, welches von der an diesem Orte damit beauftragten Behörde auf den Grund der Ursprungs-Certifikate, unter Anführung der Seiten des Mefs-Konto's, ertheilt worden,

auf die Messe zu führen. In beiden Fällen aber müssen

3. aufserdem noch die Waaren der Bezeichnung mit einem Ursprungsstempel vor ihrer resp. ersten Absendung unterworfen worden seyn.

b. Diese Certifikate bilden die Grundlage für diejenige Legitimation, welche bei der Einführung der verkauften Waaren in den anderen Staat den, von diesem zugestandenen, Abgaben-Nachlafs bewirken soll.

c. Die Mefswaaren, für welche die Begünstigung entweder in dem Staate, wo die Messe gehalten wird, oder in einem der anderen Vereinsstaaten Statt finden soll, müssen zwar (sofern sie nicht, wie oben unter a, 2 bemerkt, von der Messe des einen Vereinsstaates nach der des andern kommen) in ursprünglicher Verpackung zur Messe gelangen; von dort können dieselben aber durch die Käufer aus den kontrahirenden Staaten oder durch Versendung der Verkäufer, selbst theilweise — vorausgesetzt, dafs die vollen tarifmäfsigen Eingangs-Abgaben mindestens drei Thaler betragen, und dafs die ursprüngliche Besiegelung oder Verbleiung noch vorhanden ist — mit den erforderlichen Certifikaten versehen, eingeführt werden. Inzwischen ist es zu der Erlangung der Begünstigung nothwendig, dafs

d. die Ursprungs-Certifikate bei der Ankunft an dem Mefsorte zuerst an diejenige Behörde abgeliefert werden, welche von dem Staate, in dem die

1830 Messe gehalten wird, dazu bestimmt ist; — dafs diese sich von der Uebereinstimmung der Certifikate mit den eingegangenen Waaren überzeugt, nach befundener Richtigkeit jene verifizirt, und über letztere alsdann, sofern von dem Einbringer darauf Anspruch gemacht wird, ein Mefs-Konto anlegt; — dafs

e. der Inhaber des Waarenlagers über die nach den kontrahirenden Vereinsstaaten verkauften Waaren-Quantitäten gleiche Declarationen, wie sie in dem §. 1. vorgeschrieben worden, der Behörde einreicht, und dafs diese sodann auf den Grund des Mefs-Konto's die Certifikate beglaubigt, und darüber ein genaues Register hält.

Uebrigens kann diese Behörde verlangen, dafs die Verpackung der Waare unter ihrer Beaufsichtigung geschehe.

f. Für die Mefslager, welche nicht mindestens ein Nettogewicht von zwei Zentnern haben, kann ein Konto, und für die daraus Statt findenden Versendungen ein Certifikat nicht verlangt werden.

Es soll aber ein solches Konto für diejenigen Waarenlager zugestanden werden, die aus mehrern einzelnen kleinen Sendungen gebildet sind, wenn nur das Gesammtgewicht der letztern wenigstens zwei Zentner netto beträgt.

g. Die Uebertragung der unverkauft bleibenden Mefsgüter von einem Mefs-Konto auf das der nächstfolgenden Messe kann Statt finden, wenn dergleichen Bestandgüter für die Zwischenzeit durch Aufnahme in öffentliche Niederlagen oder in Privat-Niederlagen (unter Verbleiung) sicher gestellt werden.

Uebrigens sind die Deklarationen über dergleichen Bestandgüter binnen acht Tagen nach dem Schlusse der Messe einzureichen, indem aufserdem das Mefs-Konto als erloschen angesehen wird.

§. 11. Bei den Waaren-Versendungen aus solchen Vereinsstaaten, denen der Nachlafs von 25 Prozent nur für eine bestimmte Quantität zugestanden ist, finden die obigen Vorschriften in allen Theilen ebenfalls Anwendung.

Wenn Waarenlager aus diesen Staaten auf Vereins-Messen gebracht werden; so ist die Mefsbehörde

auf Verlangen des Verkäufers verbunden, ihm eine 1830
beglaubigte Abschrift des Mefs-Konto's zu ertheilen, damit er dadurch in den Stand gesetzt werde, seiner Regierung nachzuweisen, welche Waaren-Quantitäten von ihm nach den betreffenden Vereinsstaaten abgesetzt worden sind.

§. 12. Sämmtliche, nach den obigen Vorschriften nöthig werdenden Expeditionen etc. sollen mit Vorbehalt des Ersatzes der Kosten für Formulare, Blei und Siegel gegenseitig ex officio geschehen.

§. 13. Die betreffenden Behörden sollen mit Achtsamkeit und Umsicht pflichtmäfsig verfahren, und keine Angaben zulassen oder Beglaubigungen ertheilen, von deren Wahrhaftigkeit sie nicht vollständig überzeugt sind.

§. 14. Die Staatsregierungen verpflichten sich gegenseitig, wenn ihre Unterthanen sich eines Mifsbrauchs oder gar einer Verfälschung der Certifikate schuldig machen, diese Vergehen, sobald sie zu ihrer Wissenschaft gelangen, auch ohne vorherige Requisition, zu untersuchen, und nach den Gesetzen ihres Landes zu bestrafen. Namentlich sollen absichtliche Defraudationen durch Verlust des Rechtes, Ursprungs-Certifikate auszustellen, bestraft werden.

§. 15. Bis zu künftiger Vereinigung der Staatsregierungen bleibt es ausgesetzt, ob der Theil der Expedition der Mefsgüter, welcher die Grundlage für den begünstigten Eingang derselben in andere Vereinslande ausmacht, einem gemeinschaftlich, oder von den betreffenden Staatsregierungen anzustellenden Officianten zu übergeben seyn dürfte, und ob auch für diejenigen begünstigten Waaren, welche von ausländischen Messen, wo sie unverkauft geblieben, nach Messen der Vereinsstaaten gebracht werden, die verabredete Erleichterung an den Eingangs-Abgaben eintreten kann.

1830 Formular (zu §. 2).

(Bezeichnung des Staates, in welchem der Ursprungsschein ausgestellt wird) z. B.

Kurhessen.

Ursprungsschein.

Der Unterzeichnete, aus
versendet hiermit an zu
durch Vermittelung des Spediteurs
zu über die Eingangs-Zollstätte
folgende Gegenstände, nämlich:

Gegenstand.	Kolli-Zahl.	Angabe der Verpackung und Besiegelung.	Signatur.	Gewicht. Brut.	Gewicht. Net.
(Die Angaben sind	in	Buchstaben	zu	mac	hen)

Diese Gegenstände sind { in meiner Fabrik / für meine Rechnung } in verfertigt, und es versichert der Unterzeichnete den angegebenen Ursprung auf Ehre und Gewissen.

Die Versendung geschiehet über
und es ist dieser Ursprungsschein bei der Grenzzollstätte vor dem Ablauf der unten bemerkten Zeit vorzuzeigen.

am ten 183

(Namens-Unterschrift des Versenders)

Nach bewirkter Prüfung der Richtigkeit der hierin gemachten Angaben wird dieser Ursprungsschein pflichtmäfsig beglaubigt und dessen Gültigkeit auf Tage bestimmt.

am ten 183

(Stelle des Siegels) (Unterzeichn. der Behörde)

(Auf der Rückseite!)

Dieser Ursprungsschein wird ungültig, wenn 1830
1. in demselben ausgestrichene Stellen, Zusätze, Veränderungen oder gar Rasuren etc. vorkommen,
2) solcher nicht sofort bei dem Eintreffen auf der bezeichneten Grenzzollstätte vor Ablauf der bestimmten Zeit vorgezeigt wird,
3. die gemachten Angaben mit dem Befunde bei der Revision der Waare nicht übereinstimmen,
4) der vorgezeichnete Weg nicht eingehalten worden, und
5) die angegebene Verpackung und Besiegelung oder Verbleiung abgeändert oder verletzt ist.

50.

Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon, publiée le $\frac{23}{10}$ *Juillet* 1830.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 20. p. 117).

Der Unterzeichnete Königlich Sächsische Cabinets-Minister und Staats-Secretair erklärt hiemit, in Gemäfsheit der von Sr. Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Königlich Baierischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Baierischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Landestheilen geltenden Gesetzen bestehet, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Königreichs Sachsen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck, oder dessen Verbreitung begangener Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handle es sich

1830 von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern der Baierischen Monarchie selbst;

So wird Königlich Sächsischer Seits verbindlich zugesagt: dafs vorläufig und bis es, nach Art. 18 der Deutschen Bundesakte, zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gunsten der Sächsischen Unterthanen im Königreiche Sachsen bereits bestehen, oder künftig erlassen würden, in ganz gleichem Mafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Baierischen Monarchie in Anwendung gebracht werden sollen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Königlich Baierischen Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden seyn wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Dresden, am 23sten Juli 1830.

Sr. Königlichen Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretair.

Graf VON EINSIEDEL.

Das Königlich Bayerische Staatsministerium des Königlichen Hauses und des Aeufsern erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät unterm 17ten Januar dieses Jahres ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Königlich Sächsischen Regierung verbindlich zugesagt worden, dafs vorläufig und bis es, nach Artikel 18 der Deutschen Bundesakte, zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gunsten der Sächsischen Unterthanen im Königreiche Sachsen bereits bestehen, oder künftig erlassen werden, in ganz gleichem Mafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Bayerischen Monarchie in Anwendung gebracht werden sollen;

so soll das Verbot wider den Büchernachdruck, wie 1830
solches bereits in dem ganzen Bereiche der Bayerischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Landestheilen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Königreichs Sachsen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck, oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Bayerischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Königlich Sächsischen Staats-Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden seyn wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

München, den 16ten Juli 1830.

G. v. Armansperg.

51.

Traité entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien, signé à Berlin le 24 Juillet 1830.

(*Beilage zum Amts-Blatt für das Fürstenthum Birkenfeld* No. 37. vom October 1830. *Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1830. No. 17. pag. 121).

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Oldenburg, und Seine Majestät, der König von Preufsen, haben in der Absicht, die wechselseitigen Vortheile eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preufsen und andern deutschen Staaten

1830 abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf das Verhältniſs des Groſsherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld zu den westlichen Königlich Preuſsischen Provinzen auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen, und hiezu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Königliche Hoheit, der Groſsherzog von Oldenburg: Höchst Ihren Oberschenk, Staats- und geheimen Cabinetsrath Wilhelm Ernst Freiherrn von Beaulieu-Marconnay, Groſskreuz des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens und Ritter des Königlich Preuſsischen rothen Adler-Ordens dritter Classe,

Seine Majestät, der König von Preuſsen: Allerhöchst Ihren geheimen Legationsrath Ernst Michaelis;

von welchen, in Folge jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Vom Tage der Publication gegenwärtiger Uebereinkunft an soll ein Verein des Groſsherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld mit den westlichen Preuſsischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme Statt finden, wie solches in den gedachten Preuſsischen Provinzen durch das Gesetz vom 26. Mai 1818, dessen Grundsätze ohne besondere Uebereinkunft nicht abgeändert werden sollen, und durch die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt ist, oder künftig noch durch gesetzliche Declarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird.

Art. II. Seine Königliche Hoheit, der Groſsherzog, machen Sich verbindlich, in Ansehung der Abgaben von der Fabrication des Branntweins und vom Braumalze, in Uebereinstimmung mit den deshalb in den westlichen Preuſsischen Provinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügungen ergehen zu lassen, als erforderlich sind, um auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleichstellung zwischen diesen Provinzen und dem Fürstenthume Birkenfeld in Ansehung des innern Verkehrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der Preuſsischen Monarchie, desgleichen zum Auslande, eintreten zu lassen.

Art. III. Die Art und Weise der Abfassung und Verkündigung der in Gemäſsheit obiger Bestimmungen im Fürstenthum Birkenfeld zu erlassenden Gesetze, die

mit denselben übereinstimmende Einrichtung der Ver- 1830
waltung, insbesondere die Bestimmung, Einrichtung und amtlichen Befugnisse der erforderlichen Steuer-Aemter, sollen im gegenseitigen Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Commissarien angeordnet werden.

Art. IV. Die Grofsherzogliche Regierung wird für die gehörige Besetzung der in dem Fürstenthume Birkenfeld zu errichtenden Steuer-Aemter Sorge tragen. Es sollen jedoch nur solche Personen bei diesen Aemtern angestellt werden, die sich einer von dem Königlich Preufsischen Provinzial-Steuer-Director zu Cöln veranlafsten Prüfung unterworfen haben, und mit einem Zeugnisse desselben darüber versehen sind, dafs sie diese Prüfung gehörig bestanden haben. Auf Vorzeigung eines solchen Zeugnisses werden sie von der Grofsherzoglichen Regierung mit Anstellungs-Patenten versehen, und im gemeinschaftlichen Interesse beider Regierungen in Eid und Pflicht genommen werden.

Art. V. Die gedachten Steuer-Beamten stehen zwar in allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenannten gemeinen Verbrechen oder Vergehen, wegen welcher gegen ausschliefslich Preufsische Beamte derselben Cathegorie eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig seyn würde, unter den Grofsherzoglichen Gerichten; in allen Dienst-Angelegenheiten aber, insbesondere auch in Absicht der Dienst-Disciplin sind sie dem Preufsischen Ober-Controlleur und denjenigen Preufsischen Behörden, welche sonst noch die Leitung des Steuer-Dienstes besorgen, kraft des diesen hiedurch von Seiten Seiner Königlichen Hoheit, des Grofsherzogs, ertheilten besondern Auftrags, unterworfen.

Art. VI. Der Grofsherzoglichen Regierung steht das Recht zu, in vorkommenden Fällen die von ihr im Fürstenthume Birkenfeld angestellten Steuer-Beamten nach eigenem Ermessen des Dienstes zu entsetzen; dieselbe verspricht jedoch, auch auf Requisition des Provinzial-Steuer-Directors in Cölln diejenigen Steuer-Beamten, welche in ihrer Dienstführung unzuverlässig oder untauglich befunden werden sollten, zu entlassen. Eine solche Requisition wird jedoch nur unter denselben Umständen erfolgen, unter welchen auch ein aus-

1830 schliefslich der Preufsischen Regierung verpflichteter Steuer-Beamter gleicher Cathegorie seine Entlassung erhalten würde.

Art. VII. Der Königliche Provinzial-Steuer-Director zu Cölln wird die etwaigen Anträge der Grofsherzoglichen Regierung in Birkenfeld in Beziehung auf die Dienstführung und disciplinarische Behandlung der in dem Fürstenthume angestellten Steuer-Beamten gehörig berücksichtigen, auch bleibt es der gedachten Regierung vorbehalten, wenn sie es im gemeinschaftlichen Interesse des Dienstes für nöthig erachtet, aufserordentliche Cassen-Visitationen bei diesen Steuer-Beamten vornehmen, von den darüber aufzunehmenden Verhandlungen dem Königlichen Provinzial-Steuer-Director Abschrift mittheilen zu lassen, und auf Abstellung der dabei entdeckten Unordnungen und Mifsbräuche in geeigneter Art mitzuwirken.

Art. VIII. Für die in dem Fürstenthume Birkenfeld zu errichtenden Steuer-Aemter wird die Grofsherzogliche Regierung die erforderlichen Wohnungs-Räume und Dienst-Gelasse auf eigene Kosten beschaffen und unterhalten, sie auch mit den nöthigen Utensilien und Bureau-Bedürfnissen versehen lassen. Desgleichen wird die Besoldung und Pensionirung der Steuer-Beamten im Fürstenthume, so wie die etwaige Versorgung der Witwen und Kinder derselben, von Seiten der Grofsherzoglichen Regierung lediglich auf ihre eigene Kosten erfolgen, wobei jedoch festgesetzt wird, dafs die dortigen Einnehmer und Steuer-Aufseher den Preufsischen Steuer-Beamten derselben Cathegorie gleich besoldet werden sollen.

Art. IX. Beide Regierungen werden in den zur Sicherung ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe ihrer Unterthanen nothwendigen Mafsregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen.

Seine Königliche Hoheit; der Grofsherzog, wollen in dieser Hinsicht namentlich gestatten, dafs die Königlich Preufsischen Zoll-Beamten im gemeinschaftlichen Interesse, und als von Höchst Ihnen dazu mitbeauftragt, im Fürstenthume Birkenfeld ihre Dienstverrichtungen in eben der Art ausüben, wie ihnen dieses auch im Preufsischen Gebiete innerhalb der Bin-

nenlinie obliegt. Wenn zur Feststellung des Thatbe- 1830
standes begangener Unterschleife, oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen Visitationen und Beschlagnahmen von den Königlichen Zoll-Beamten bei den Grofsherzoglichen Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, so sollen letztere, sobald sie sich von der Zulässigkeit, den Umständen nach, überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Insofern auch, nach der Ueberzeugung des Königlichen Provinzial-Steuer-Directors zu Cölln die Oertlichkeit es unvermeidlich machen sollte, dafs die den Vorschriften der Preufsischen Zoll-Ordnung gemäfs, gegen die Grenze des Königlich Baierischen Rhein-Kreises zu errichtende Binnenlinie und der hiedurch entstehende Grenzbezirk hin und wieder auch das Gebiet des Fürstenthums Birkenfeld berühre, erklärt sich die Grofsherzogliche Regierung mit dieser Ausdehnung des Grenzbezirks in ihr gedachtes Gebiet hiedurch einverstanden. In diesem Falle werden die Grenz-Beamten auch innerhalb des Grofsherzoglichen Theils des Grenzbezirks nach der Zoll-Ordnung und den allgemeinen gesetzlichen Vorschriften verfahren, jedoch sollen daselbst zur Erleichterung des Verkehrs, und zur Vermeidung aller Controlle zwischen dem Preufsischen und dem Gebiete des Fürstenthums Birkenfeld, Legitimations-Stellen für den Waaren-Transport innerhalb des Grenzbezirks errichtet werden.

Art. X. Die von den Grofsherzoglichen Unterthanen im Fürstenthum Birkenfeld verübten Zoll- oder Steuer-Vergehen sollen, insofern gegen die nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte administrative Entscheidung des betreffenden Königlich Preufsischen Haupt-Zoll- oder Haupt-Steuer-Amtes auf förmliches gerichtliches Verfahren provocirt wird, von den Grofsherzoglichen Gerichts-Aemtern zur Untersuchung und Strafe gezogen werden. Die gegen die Erkenntnisse dieser Gerichte zulässigen Rechtsmittel werden bei dem Justiz-Senate der Regierung in Birkenfeld verhandelt und entschieden werden.

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog, wollen die Anordnung treffen, dafs in den gerichtlichen Untersuchungen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltung durch einen besondern Beamten gehörig wahr-

1830 genommen werde. Da es für das beiderseitige Interesse von besonderer Wichtigkeit ist, dafs die vorkommenden Zoll- und Steuer-Vergehen nach übereinstimmenden Grundsätzen beurtheilt und bestraft werden, so ist man für den Fall, dafs eine Ungleichförmigkeit in den Erkenntnissen der in dieser Hinsicht competenten Grofsherzoglich Oldenburgischen und Königlich Preufsischen Gerichte sich ergeben sollte, übereingekommen, sich über Mafsregeln zu vereinbaren, wodurch diesem Uebel abgeholfen und die Gleichförmigkeit der Erkenntnisse sicher gestellt wird.

Art. XI. Die Königlich Preufsische Regierung verspricht, dasjenige Einkommen an Zoll-Gefällen, welches durch die in vorstehender Art zu bewirkende Vereinigung des Fürstenthums Birkenfeld mit den westlichen Preufsischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme den Preufsischen Cassen zufliefsen wird, den Grofsherzoglich Oldenburgischen Cassen überweisen zu lassen, auch selbigen eine Antheilnahme an dem Gesammt-Betrage der von der Fabrication des Branntweins und vom Braumalze in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthume Birkenfeld aufkommenden Abgaben zu gewähren. Zu diesem Ende wird die Grofsherzogliche Regierung an dem Gesammt-Einkommen sowohl von Ein- und Ausgangs-Abgaben, als auch von der Besteuerung der vorgedachten inländischen Erzeugnisse in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthum Birkenfeld, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des letzteren zu derjenigen der ersteren, Antheil nehmen. Dieser Antheil wird durch eine besondere Uebereinkunft zwischen der Grofsherzoglichen Regierung und dem Königlich Preufsischen Finanz-Ministerio festgestellt, und der Betrag nach Abzug der im Fürstenthum Birkenfeld aufgekommenen Einnahmen von der Besteuerung des Branntweins und des Braumalzes, welche von den dortigen Steuer-Beamten monatlich an die Regierung zu Birkenfeld abzuliefern sind, in Quartal-Raten aus der Königlichen Provinzial-Steuer-Casse zu Cölln gezahlt werden. Sollte bei zunehmender Cultur des Weins und des Tabaks im Fürstenthum Birkenfeld es sich nöthig zeigen, dafs auch auf diese Gegenstände bei der Besteuerung Rücksicht genommen werde, so wird die Grofsherzogliche Regierung in Ansehung dieser Er-

zeugnisse gleiche Anordnungen, wie wegen der Be- 1830
steuerungen des Branntweins und des Braumalzes, treffen, und dagegen nach denselben Grundsätzen an dem in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthum Birkenfeld aufkommenden Ertrage der Wein- und Tabakssteuer Theil nehmen.

Art. XII. Da die in den Königlich Preufsischen Staaten am höchsten besteuerten ausländischen Waaren, namentlich Colonial-Waaren aller Art, Wein und Ellenwaaren, mit keiner Abgabe in dem Fürstenthum Birkenfeld bisher belegt gewesen sind, und frei aus dem Auslande haben bezogen werden können, mithin, wenn die Preufsische Grenzbewachung gegen das Fürstenthum wegfällt, den Königlichen Cassen und gewerbtreibenden Unterthanen ein bedeutender Verlust aus der Einführung unversteuerter Waaren-Bestände von dort her in die westlichen Preufsischen Provinzen erwachsen könnte: so verspricht die Grofsherzogliche Regierung, sobald als möglich und noch vor Aufhebung der Preufsischen Grenzbewachung, alle Waaren-Bestände in dem Fürstenthum Birkenfeld genau aufzeichnen zu lassen, und die Besitzer derselben entweder zur Zahlung der Steuer, oder zur Wiederausführung der Waaren nach dem Auslande anzuhalten.

Ueber die Art und Weise der Aufnahme, und wie weit dabei nach Bewandtnifs der Umstände zu gehen seyn dürfte, ingleichen über die den Waaren-Inhabern zu bewilligenden Zahlungsfristen wird eine besondere Vereinbarung vorbehalten, der Ertrag der Nachversteuerung aber der Grofsherzoglich Oldenburgischen und der Königlich Preufsischen Regierung zu gleichen Theilen zufallen.

Art. XIII. Von allen für Seine Königliche Hoheit und Höchstdero Hofhaltung mit Grofsherzoglichen Hofmarschall-Amts-Attesten in das Fürstenthum Birkenfeld eingehenden Waaren werden die Gefälle nicht bei dem Eingange erhoben, sondern nur notirt, und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Königlichen Hoheit an den Sammt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet werden.

Art. XIV. Alle in Folge überwiesener Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Fürstenthum Birkenfeld angefallenen Geldstrafen und Confiscate verbleiben, nach

1830 Abzug des Denuncianten-Antheils, dem Grofsherzoglichen Fiscus, und bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftlichen Einnahmen.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Fürstenthum Birkenfeld verurtheilten Personen ist Seiner Königlichen Hoheit, dem Grofsherzoge, vorbehalten, jedoch kann der Straf-Erlafs nicht auf den Denuncianten-Antheil ausgedehnt werden.

Art. XV. Vom Tage der Publication gegenwärtiger Uebereinkunft an soll zwischen den westlichen Preufsischen Provinzen und dem Fürstenthum Birkenfeld ein völlig freier Verkehr unter folgenden Ausnahmen Statt finden:

A. Die Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthum Birkenfeld in die westlichen Preufsischen Provinzen, und aus diesen in jenes, bleibt für jetzt verboten. Jedoch gestattet die Königlich Preufsische Regierung für die Dauer des jetzt zwischen der Grofsherzoglichen Regierung zu Birkenfeld und der Salz-Factorei zu St. Wendel bestehenden Pacht-Contracts den freien Eingang der dem Bedarfe des Fürstenthums angemessenen Salz-Quantitäten. Nach Ablauf des gedachten Kontrakts wird die Grofsherzogliche Regierung auch in Ansehung des Salz-Verkaufs den Einrichtungen der Königlich Preufsischen Regierung sich völlig anschliefsen, und dagegen an dem Rein-Ertrage des Salz-Debits in den westlichen Preufsischen Provinzen und dem Fürstenthum Birkenfeld in dem Verhältnisse der Bevölkerung des letzteren zu derjenigen des ersteren, Theil nehmen.

B. Das Einbringen der Spielkarten ist in derselben Weise verboten, auch wollen Seine Königliche Hoheit die Anfertigung von Spielkarten im Fürstenthume Birkenfeld nicht gestatten. Dagegen wird die Königlich Preufsische Regierung eine dem Bedürfnisse der Einwohner entsprechende Quantität Spielkarten abgabefrei in das Fürstenthum eingehen lassen, deren nähere Bestimmung nebst der deshalb erforderlichen Controlle besonderer Verabredung vorbehalten bleibt.

C. In den Preufsischen Städten, wo Mahl- und Schlachtsteuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist

diese Abgabe auch von den aus dem Fürsten- 1830
thume Birkenfeld eingebrachten Gegenständen wie von den gleichartigen Preufsischen Erzeugnissen zu entrichten, und umgekehrt wird ein Gleiches in den Städten im Fürstenthume Birkenfeld gelten, wo eine ähnliche Abgabe etwa erhoben werden sollte.

D. Dergleichen Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt oder Commune bei deren Einbringung in selbige erhoben werden, unterliegen auch Waaren derselben Art, welche aus dem Fürstenthume Birkenfeld in eine zu jener Erhebung befugte Preufsische Commune, oder umgekehrt aus den westlichen Preufsischen Provinzen in eine gleichmäfsig befugte Commune des Fürstenthums Birkenfeld eingeführt werden.

Art. XVI. Die für die Grofsherzoglichen Unterthanen in dem Fürstenthume Birkenfeld mit der Post ankommenden Waaren sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. XVII. Sogleich nach Publication des gegenwärtigen Vertrags soll von Unterthanen des Fürstenthums Birkenfeld und des Preufsischen Staats, welche in dem Gebiete des andern contrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Händler, welche blos zum Aufkaufe von Natur- oder Kunst-Erzeugnissen, oder Handlungs-Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich zu führen und Bestellungen zu suchen berechtigt sind, auch sich als Inländer diese Berechtigung in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Staate deshalb keine weitern Abgaben entrichten, vielmehr die etwa erforderlichen Concessionen oder Gewerbscheine unentgeldlich erhalten.

Endlich sollen, aufser den in dem vorhergehenden Art. XV. erwähnten Beschränkungen, die Unterthanen in den beiderseitigen Landestheilen ihre Waaren frei von Abgaben auf die Märkte bringen können, und

1830 hiezu einer besondern Concession oder Legitimation, oder eines Gewerbscheines für diesen Theil des Handels- und Gewerbe-Verkehrs nicht bedürfen.

Art. XVIII. In Hinsicht des Verkehrs zwischen dem Fürstenthume Birkenfeld und den östlichen Preussischen Provinzen kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Fürstenthume Birkenfeld in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Natur-Producte und Fabricate, völlig dieselben Grundsätze in Anwendung, welche zwischen diesen und den westlichen Preufsischen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preufsischen Unterthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbe-Betriebs wird den Einwohnern des Fürstenthums Birkenfeld auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preufsischen Monarchie durch Zoll- oder Handels-Verträge verbundenen deutschen Bundesstaaten, in Gemäfsheit der zwischen Preufsen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handels-Verträge, zu Statten kommen.

Art. XIX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig bis zum Schlusse des Jahrs 1833 fetzgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder der andern Seite keine Aufkündigung, so soll er als auf fernere drei Jahre, und sofort von drei zu drei Jahren verlängert angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Höchsten und Allerhöchsten Ratification vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

Zu Urkunde dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 24. Julius 1830.

(*Gez.*) E. Michaelis.
(*Gez.*) W. E. *Freiherr* von Beaulieu-Marconnay.

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige von Preufsen am 30ten August 1830 und von Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge von Oldenburg am 16ten desselben Monats ratifizirt worden).

52.

Traité de navigation entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, signé à Berlin le 26 Juillet 1830.

1830

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830. Nr. 15. pag. 114. Pr. Bl. S. 485. *Extra-Beilage* zu Nr. 78. *der Oldenburg. Anzeigen* vom 29. September 1830.

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Oldenburg haben in der Absicht, durch die Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in den Häfen des anderen Staates zur Erweiterung und Belebung der Handels-Verbindungen zwischen Ihren beiderseitigen Landen, und zur Erleichterung Ihrer hiebei betheiligten Unterthanen beizutragen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis;

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Oberschenk, Staats- und Geheimen Cabinetsrath Wilhelm Ernst Freiherr von Beaulieu-Marconnay, Grofskreuz des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens und Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens dritter Classe,

von welchen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Die Preufsischen, mit Ballast oder beladen in den Grofsherzoglich-Oldenburgischen Häfen ankommenden oder aus selbigen auslaufenden, imgleichen die Oldenburgischen, mit Ballast oder beladen in den Königlich-Preufsischen Häfen ankommenden oder aus selbigen auslaufenden Schiffe, sollen daselbst bei ihrem Eingange wie bei ihrer Abfahrt hinsichtlich der jetzt bestehenden oder künftig anzuordnenden Hafen-, Tonnen-, Feuer-, Lootsen- und Ber-

1830 gegelder, wie auch hinsichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der Staats-Casse, den Städten oder Privat-Anstalten zufliefsenden Abgaben und Lasten irgend einer Art oder Benennung, auf demselben Fufse, wie die National-Schiffe, behandelt werden.

Art. II. Allen Waaren, Gütern und Handelsgegenständen, sie seyen inländischen oder ausländischen Ursprungs und Eigenthums, welche jetzt oder in Zukunft auf National-Schiffen in die Königlich Preufsischen oder in die Grofsherzoglich Oldenburgischen Häfen ein- oder aus selbigen ausgeführt werden dürfen, soll in ganz gleicher Weise auch auf den Schiffen des anderen Staates der Ein- oder Ausgang gestattet seyn, ohne mit höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art belastet zu werden, als bei der Ein- oder Ausfuhr derselben Gegenstände auf National-Schiffen zu entrichten sind. Auch sollen bei der Ein- oder Ausfuhr solcher Waaren, Güter und Handelsgegenstände auf Schiffen des anderen Staates die nämlichen Prämien, Rückzölle, Vortheile und irgend sonstige Begünstigungen gewährt werden, welche etwa für die Ein- oder Ausfuhr auf National-Schiffen bestehen, oder künftig zugestanden werden möchten.

Art. III. Die vorstehenden Bestimmungen sind in ihrem ganzen Umfange nicht nur dann anwendbar, wenn die beiderseitigen Schiffe direct aus ihren National-Häfen ankommen, oder nach selbigen zurückkehren, sondern auch dann, wenn sie unmittelbar aus den Häfen eines dritten Staates ankommen oder dahin bestimmt sind.

Art. IV. Was in den obigen Artikeln I bis III. zunächst in Betreff der in die beiderseitigen Seehäfen eingehenden, oder aus selbigen auslaufenden Seeschiffe des anderen Staates und deren Ladungen festgesetzt ist, soll auch auf den gegenseitigen Flufsschifffahrts-Verkehr völlige Anwendung finden.

Art. V. Die Preufsischen sowohl als die Oldenburger Schiffe sollen gegenseitig der Befugnisse und Vorzüge, welche ihnen der gegenwärtige Vertrag zusichert, nur in sofern geniefsen, als sie mit den nach den Vorschriften desjenigen Staates, dessen Flagge sie führen, zum Beweise ihrer Nationalität ausgefertigten Schiffspässen und Musterrollen versehen sind.

Bei den Flufsschiffen genügt in dieser Beziehung das 1830
in der Weserschifffahrts-Acte vom 10. September 1823
vereinbarte Manifest.

Art. VI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, welcher vom Tage der Auswechselung der Ratificationen ab in Kraft treten wird, ist vorläufig bis zum letzten December 1840. festgesetzt, und wenn derselbe nicht zwölf Monate vor dem Ablauf dieses Zeitraums von der einen oder der anderen Seite aufgekündigt werden sollte, so wird er als auf ferner ein Jahr und sofort bis zum Ablaufe eines Jahres nach erfolgter Aufkündigung verlängert angesehen werden.

Art. VII. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und sollen die Ratifications-Urkunden spätestens binnen vier Wochen ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unter Beidruckung ihrer Siegel unterzeichnet.

So geschehen Berlin, den 26. Julius 1830.

Ernst Michaelis.

Wilhelm Ernst v. Beaulieu-Marconnay.

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige von Preufsen am 8. und von Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge am 16. August d. J. ratificirt worden).

53.

Convention entre les grands duchés de Hesse et de Bâde concernant la répression des délits forestiers dans les deux états, publiée le 9 *Août* 1830.

(*Auszug aus dem Grofsherzoglich Hessischen Regierungsblatt*, Nr. 52. vom 8. September 1830).

Um sich gegenseitig gröfsere Sicherheit zu gewähren, dafs die auf dem eigenen Staatsgebiete betretenen,

1830 dem anderen Staate angehörigen und vertragsmäfsig an denselben zur Bestrafung auszuliefernden Forstfrevler auch wirklich jedesmal die gesetzliche Strafe erleiden, ist mit der Grofsherzoglich Badischen Staatsregierung zu Art. 3. der früher abgeschlossenen und durch das Grofsherzogliche Regierungsblatt Nr. 5. v. J. 1826 bekannt gemachten Uebereinkunft nachträglich verabredet worden:

"dafs, zur gleichbaldigen Constatirung der von beiderseitigen Unterthanen in dem Gebiete des anderen Staats begangenen Forstfrevel, dieselben jedesmal vorher der Polizeibehörde, in deren Bezirk der Frevel verübt wurde, vorzuführen sind, welche sie sodann, nebst dem deshalb aufzunehmenden Informativprotocoll und einer jedesmal von der betreffenden Forstbehörde sogleich vorzunehmenden Schadensabschätzung, ihrer Heimathsbehörde zur gesetzlichen Bestrafung abzuliefern hat."

Diese nachträgliche Bestimmung wird hierdurch zur Wissenschaft und Nachachtung der Grofsherzoglichen Behörden und Aller, die es angeht, bekannt gemacht.

Darmstadt, am 9ten August 1830.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL

VON RABENAU.

54.

Convention de cartel entre le grand-duché de Hesse et la Bavière, publiée à Darmstadt le 14 *Septembre* 1830.

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsblatt.* Nr. 54).

Auf allerhöchsten Befehl Seiner Königlichen Hoheit, des Grofsherzogs, wird nachstehende, zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Königreich Baiern abgeschlossene, Uebereinkunft:

Art. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage der 1830
Publication gegenwärtiger Convention an gerechnet, von den Truppen der beiden contrahirenden Theile unmittelbar oder mittelbar in des anderen Lande, oder zu dessen Truppen, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirenden Unterofficiere, Soldaten und andere Militärpersonen dieser Kathegorie sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung der stehenden Truppen oder der mit denselben in gleichem Verhältnisse stehenden bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten, gehören und derselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Soldaten.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der hohen contrahirenden Theile früher schon von den Truppen eines anderen Staates desertirt wäre; so wird dennoch, selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der hohen contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hatte. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Gouvernements zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des anderen paciscirenden Gouvernements, oder sonst zu dessen Truppen desertirt; so kommt es darauf an, ob letzteres Gouvernement mit jenem dritten ein Kartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, wo er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Theile, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, abgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt:

a. Wenn der Deserteur aus dem Gebiete des jenseitigen Staates, so wie derselbe durch die neuesten Verträge begrenzt wird, gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt;
b. wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchem er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen

1830 Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubigten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein solcher Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteure eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke und sonstige herrschaftliche Militäreffecten, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäfsigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide contrahirende Theile wegen bestimmter gegenseitiger Ablieferungsorte dahin übereingekommen, dafs auf dem rechten Rheinufer Aschaffenburg und Seligenstadt, auf dem linken Rheinufer Worms und Frankenthal zur Empfangnahme der Deserteurs und zur sofortigen Bezahlung aller, in den folgenden Artikeln X und XII. stipulirten Kosten bestimmt und den in den genannten vier Orten sich befindenden beiderseitigen Behörden dazu der besondere Auftrag ertheilt werden soll.

Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe nebst den etwa bei sich habenden Effecten, Pferden, Waffen etc. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protokolls an die jenseitige Behörde, im nächsten Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Re-

quisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit 1830
gefunden hätte, in den Militärdienst des gedachten Staates aufgenommen zu werden, oder in diesem Staate Grundeigenthum zu erwerben, oder ein Etablissement zu begründen. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Sollte aber der Deserteur Mittel gefunden haben, in dem Staate, in welchen er übergetreten ist, eine wirkliche Ansässigkeit zu begründen und Unterthansrechte zu erlangen, so soll er auf Requisition desjenigen Staates, dessen Fahne er verlassen hat, für das begangene Verbrechen der Desertion nach den Gesetzen des Staates, in dem er ansässig ist und Unterthansrechte erworben hat, bestraft, und hiervon die requirirende Behörde in Kenntnifs gesetzt werden.

Art. IX. Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Hessischer Seits an die nächste Königlich Baierische Kreisregierung oder das nächste Königliche Divisions-Commando der Baierischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben, und Baierischer Seits an die nächste Grofsherzoglich Hessische Provinzial-Regierung oder an die Commandanten der Gendarmerie zu Darmstadt, Giessen oder Mainz. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen seyn sollten, oder vom dem Militär als solche erkannt und verhaftet werden, von den Civilbehörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert.

Art. X. An Unterhaltungskosten werden dem ausliefernden Theile für jeden Deserteur vom Tage seiner Verhaftung an bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich für den Tag 14 Kreuzer im 24 fl. Fufs; für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, den Centner zu 100 Pfund gutgethan. Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

1830 Art. XI. Aufser den Kosten und der im nachfolgenden Artikel XII. bemerkten Belohnung kann ein mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. Auch findet bei dem im Artikel IV. Lit. b. bestimmten Falle keine Vergütung an Unterhaltungskosten für die Zeit Statt, welche der Deserteur wegen begangener Verbrechen in Untersuchung oder im Gefängnisse gewesen ist.

Art. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von 9 fl. im 24 fl. Fufs für einen Mann ohne Pferd, und von 18 fl. im 24 fl. Fufs für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem auslieferndem Theile vorgeschossen, und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. Bei Auslieferung von Deserteurs, die von der Obrigkeit auf Requisition erfolgt, fällt dieses Kartelgeld weg; ebenso bei der Auslieferung ausgetretener Militärpflichtiger, die nicht nach Artikel II. in die Klasse der eigentlichen Deserteurs gehören.

Art. XIII. Ueber den Empfang der in den Artikeln X und XII. gedachten Kosten- und Gratifications-Erstattung hat die auslieferude Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unkosten halber ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

Art. XIV. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder anderen Anzeigen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sey, sogleich, ohne erst eine Requisition abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XV. Alle Unterthanen, welche nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten zum Dienste bei den stehenden Truppen oder bei der mit denselben in gleiches Verhältnifs gestellten bewaffneten Landesmacht

pflichtig sind, und sich von Zeit der Publication die- 1830
ser Convention an in das Gebiet des anderen Staates oder zu dessen Truppen begeben, sind, auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Art. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten in dem Alter der Conscriptions- oder Armee-Pflichtigkeit sind, und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen, dafs sie sich der Militärpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Unterkunft in dem jenseitigen Staate gestattet werden.

Art. XVII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwaigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Contrahenten angeworben werden.

Art. XVIII. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifs-Strafe belegt.

Art. XIX. Gleichmäfsig wird es den Einwohnern beider contrahirenden Theile untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke und andere Militärrequisiten zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände ohne den mindesten Ersatz oder zu Erstattung

1830 des Werths angehalten, sondern noch überdem mit angemessener Strafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat.

Art. XX. Indem auf diese Art eine regelmäfsige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militärpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letzteren streng untersagt und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Art. XXI. Als eine Gebietsverletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, welches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Obrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit mufs vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche findet, denselben sofort verhaften; der Commandirte darf sich aber keineswegs an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel XX. zu behandeln ist.

Art. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung in jenseitigem Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Art. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen des einen der hohen contrahirenden Theile desertirt sind, und entweder bei den Truppen des anderen Staates Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne derglei-

chen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen 1830
aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Art. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militärdienst des anderen Staats sich befinden, soll die Wahl frei stehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen Einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention, diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden.

Art. XXV. Gegenwärtige Convention wird von den hohen contrahirenden Theilen beiderseits zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden.

hiermit zur Wissenschaft und Nachachtung der Grofsherzoglichen Behörden und Unterthanen bekannt gemacht.

Darmstadt, am 14. September 1830.

Aus allerhöchstem Auftrage.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

Graf von Görlitz.

55.

1830 *Ordonnance concernant l'immunité d'impôts des ministres étrangers dans le royaume de Saxe du* 29 *Novembre* 1830.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 37. pag. 219).

Se. Majestät der König und Se. des Prinzen Mitregenten Königl. Hoheit haben anzuordnen geruht, dafs hinsichtlich der den auswärtigen, an hiesigem Hofe accreditirten Gesandten und Geschäftsträgern zu gewährenden Abgabenbefreiungen für die Zukunft folgenden Bestimmungen nachgegangen werde:

1. Die hiesigen Gesandten und Geschäftsträger, so wie die bei den Gesandtschaften angestellten Personen, das Gefolge und die Dienerschaft der Gesandten und Geschäftsträger, haben im Allgemeinen und auf die ganze Dauer ihrer Anwesenheit in gedachter Eigenschaft eine Befreiung zu genieſsen:

a. von allen persönlichen und directen Abgaben,

b. von den Einfuhr- und Verbrauchs-Abgaben wegen aller ihnen zugehörigen, oder für ihren eignen Gebrauch hier eingehenden Waaren und Gegenstände,

c. von der Gleitsabgabe, einschlieſslich der Privatgleite, und von dem Elbzoll.

2. Um dieser Befreiungen für die eingehenden Transporte von Waaren und Effecten theilhaftig zu werden, bedarf es nur eines von dem Chef der Gesandtschaft, oder, in seiner Abwesenheit, von dem Geschäftsträger, eigenhändig ausgestellten und mit dem Gesandtschaftssiegel versehenen Certificats über den Inhalt und das Eigenthum der Ballen, Kisten und Fässer, welche sodann von der speciellen Visitation befreit bleiben.

Dafern es unthunlich wäre, ein solches Certificat vor der Einfuhr auszustellen, kann dasselbe späterhin

nachgebracht werden, und es ist dagegen die Zurück- 1830
erstattung der erweislich erlegten Abgaben bei den betreffenden Einnahmen zu gewähren.

3. Die Abgabenbefreiung erstreckt sich nicht

a. auf die Grundabgaben von solchen Grundstücken, welche ein auswärtiger Gesandter in hiesigen Landen eigenthümlich besitzt;

b. auf die Leistungen an landesherrliche Cassen, welche für den Gebrauch öffentlicher Anstalten, als der Chausseeen, Wege, Brücken, Fähren und Posten zu erlegen sind, auch nicht auf die Recognitionsgebühr, welcher die Schiffsgefäfse auf der Elbe unterliegen; es mögen jedoch diejenigen Gesandten, welchen bisher die Befreiung vom Chausseegelde zugestanden hat, bei dem Genusse dieser Befreiung für ihre Personen auf die Zeit ihrer hiesigen Anstellung gelassen werden;

c. auf die indirecten- und Verbrauchs-Abgaben, welche in erster Hand erlegt worden sind und mit dem Preise der Gegenstände zusammenfallen.

4. An diesen Abgabenbefreiungen haben die mit speciellen Missionen auswärtiger Staaten nach Sachsen kommenden Personen, die Agenten, Handelsconsuln und alle Andre, welche nicht zu dem an Unserm Hofe residirenden diplomatischem Corps gehören, keinen Theil.

Hiernach haben sich alle Accis-, Gleits- und Elbzoll-Officianten gehörig zu achten.

Dresden, den 29sten November 1830.

Königl. Sächs. Geheimes Finanz-Collegium.

G. von Bünau.

Ludwig von Zahn.

56.

1830 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anséatique de Lubec de l'autre côté, publiée à Copenhague le* 30 *Novembre* 1830.

(*Copenhagen. Gedruckt bei dem Director Jens Hostrup Schultz*, Königlichem und Universitäts-Buchdrucker 4°).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark mit dem Senate der freien Hanse-Stadt Lübeck dahin übereingekommen sind, die Aufhebung der Auswanderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Herzogthümern Holstein und Lauenburg und der freien Hanse-Stadt Lübeck bereits festgesetzt worden, nunmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und die freie Hanse-Stadt Lübeck mit ihrem gesammten Gebiet auf der anderen Seite auszudehnen, so wird hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark erkläret, dafs:

Art. I. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthume Schleswig in die freie Hanse-Stadt Lübeck und deren gesammtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — soll irgend ein Abschofs oder Abfahrtsgeld, (jus detractus, census emigrationis) erhoben werden.

Art. II. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object

derselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimi- 1830
schen und Fremden gleichmäfsig zu erlegen sind.

Art. III. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Königlichen Kassen fliefsen würden, als auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche sonst Individuen, Communen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

Art. IV. Die Bestimmungen der obenstehenden Artikel treten von dem 1sten Januarii 1831 an in Kraft, wobei für Erbschaften nicht das Datum des Erbschaftsanfalls, sondern der Exportation des Vermögens zu berücksichtigen seyn wird.

Art. V. Die durch obige Artikel bestimmte Freizügigkeit hat hinsichtlich der Personen keine Anwendung; sondern es verbleibt hierunter bei den zwischen Seiner Majestät dem Könige von Dänemark und der freien Hanse-Stadt Lübeck bestehenden Verträgen, so wie bei den beiderseitigen Gesetzen in ihrer jetzigen oder künftigen Modalität, welche die Person des Auswandernden und seine persönlichen Pflichten namentlich rücksichtlich des Kriegsdienstes betreffen.

Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration auf allerhöchstgedachter Seiner Majestät des Königs von Dänemark allergnädigsten Befehl unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 30sten November 1830.

E. *Gr.* Schimmelmann.

57.

1829 ## *Convention of commerce and navigation between His Britannick Majesty and The Emperor of Austria. Signed at London, December* 21, 1829.

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty, March,* 1830. London: printed by R. G. Clarke fol.).

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, being equally desirous of extending and increasing the commercial intercourse between Their respective States, and of affording every facility and encouragement to Their Subjects engaged in such intercourse; and being of opinion that nothing will more contribute to the attainment of Their mutual wishes in this respect, than a reciprocal abrogation of all discriminating and countervailing duties which are now demanded and levied upon the Ships or Productions of either Nation in the Ports of the other, have appointed Their Plenipotentiaries to conclude a Convention for that purpose, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, The Right Honourable George Earl of Aberdeen, Viscount Gordon, Viscount Formartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, and Kellie; a Peer of the said United Kingdom, a Member of His Britannick Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle, and His said Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs: — And The Right Honourable William FitzGerald Vesey FitzGerald, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations, Treasurer of His said Majesty's Navy, and His Lieutenant and Governor of the County of Clare, in Ireland: —

57.

Convention de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et l'Autriche, signée à Londres le 21 Décembre 1829.

1829

(Sur copie officielle).

Sa Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, également animés du désir d'étendre et d'accroitre les relations commerciales entre Leurs Etats respectifs, et de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles à ceux de Leurs Sujets qui ont part à ces relations; et persuadés que rien ne sauroit contribuer davantage à l'accomplissement de Leurs souhaits mutuels à cet égard, que l'abolition réciproque de toute différence entre les impôts levés aujourd'hui sur les Bâtimens ou les productions de l'un des deux Etats dans les Ports de l'autre, ont nommé des Plénipotentiaires pour conclure une Convention à cet effet, savoir: —

Sa Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, le très Honorable George Comte d'Aberdeen, Vicomte Gordon, Vicomte Formartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, et Kellie; Pair du dit Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du très Ancien et très Noble Ordre du Chardon, et Son Principal Secrétaire d'Etat ayant le Département des Affaires Etrangères: — Et le très Honorable William FitzGerald Vesey FitzGerald, Conseiller de Sa dite Majesté en Son Conseil Privé, Membre du Parlement, Président du Comité du Conseil Privé pour les Affaires de Commerce et des Colonies, Trésorier de la Marine de Sa dite Majesté, et Son Lieutenant et Gouverneur de la Comté de Clare, en Irlande.

1829 And His Majesty The Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the Sieur Paul Prince Esterhazy-Galantha, Count of Edelstett, etc. etc. Grand Cross of the Orders of St. Stephen of Hungary, of the Guelphs of Hanover, of St. Ferdinand and of Merit of Sicily, and of Christ; Chamberlain, and Privy Councillor of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, and His Ambassador Extraordinary to His Britannick Majesty: —

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. From and after the 1st day of February 1830, Austrian Vessels entering or departing from the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and British Vessels entering or departing from the Ports of His Imperial and Royal Apostolick Majesty's Dominions, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on national vessels entering or departing from such Ports respectively.

Art. II. All Articles of the growht, produce, or manufacture of any of the Dominions of either of The High Contracting Parties, which are or shall be permitted to be imported into, or exported from the Ports of the United Kingdom and of Austria, respectively, in Vessels of the one Country, shall, in like manner, be permitted to be imported into and exported from those Ports in Vessels of the other.

Art. III. All Articles not of the growth, produce, or manufacture of the Dominions of His Britannick Majesty, which can legally be imported from the United Kingdom of Great Britain and Ireland, into the Ports of Austria, in British Ships, shall be subject only to the same duties as are payable upon the like Articles, if imported in Austrian Ships: and the same reciprocity shall be observed in the Ports of the United Kingdom, in respect to all Articles not the growth, produce, or manufacture of the Dominions of His Imperial and Royal Apostolick Majesty,

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Sieur Paul Prince Esterhazy-Galantha, Comte d'Edelstett, etc. etc. Grand' Croix des Ordres de St. Etienne de Hongrie, des Guelphes de Hanovre, de St. Ferdinand et du Mérite de Sicile, et du Christ; Chambellan, Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Son Ambassadeur Extraordinaire près Sa Majesté Britannique: — 1829

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans:

Art. I. A dater du 1er Février 1830, et après cette époque, les Bâtimens Autrichiens qui entreront dans les Ports du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, ou qui en sortiront, et les Navires Anglais qui entreront dans les Ports de l'Autriche, ou qui en sortiront, ne seront sujets à aucuns droits ou charges, de quelque nature qu'ils soient, autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement, ou pourront, par la suite, être imposés aux Navires indigènes à leur entrée dans ces Ports, ou à leur sortie.

Art. II. Toutes les productions du sol et de l'industrie de tous les Etats soumis à la domination des Hautes Parties Contractantes, dont l'importation dans les Ports Autrichiens et dans les Ports du Royaume Uni, ou l'exportation de ces mêmes Ports, est, ou sera permise, dans les navires indigènes, pourront y être importés, ou en être exportés, exactement de la même manière, dans les Navires appartenans aux Etats de l'autre.

Art. III. Tous les objets qui ne sont pas des productions du sol et de l'industrie des Etats soumis à la domination de Sa Majesté Britannique, et qui peuvent légalement être importés du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande dans les Ports de l'Autriche, sur des Vaisseaux Anglais, ne seront soumis qu'aux mêmes droits que payeroient ces mêmes objets, s'ils étoient importés sur des Vaisseaux Autrichiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les Ports du Royaume Uni, par rapport aux objets qui ne sont pas des productions du sol et de l'industrie

1829 which can legally be imported into the Ports of the United Kingdom in Austrian Ships.

ART. IV. All goods, wares, and merchandize which can legally be imported into the Ports of either Country, shall be admitted at the same rate of duty, whether imported in Vessels of the other Country, or in national Vessels; and all goods, wares or merchandize which can be legally exported from the Ports of either Country, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, whether exported in Vessels of the other Country, or in national Vessels.

ART. V. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by the Government of either Country, or by any Company, Corporation, or Agent, acting on its behalf, or under its authority, in the purchase of any Article the growth, produce, or manufacture of either Country, imported into the other, on account of, or in reference to the national character of the Vessel in which such Article may be imported; it being the true intent and meaning of The High Contracting Parties, that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

ART. VI. In respect to the commerce to be carried on in Austrian Vessels with the British Dominions in the East Indies, or now held by the East India Company in virtue of their Charter, His Britannick Majesty consents to grant the same facilities and privileges, in all respects, to the subjects of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, as are or may be enjoyed, under any Treaty or Act of Parliament, by the subjects or citizens of the most favoured Nation; subject to the laws, rules, regulations, and restrictions which are or may be applicable to the ships and subjects of any other foreign Country enjoying the like facilities and privileges of trading with the said Dominions.

ART. VII. All the possessions of His Britannick Majesty in Europe, except the British possessions in the Mediterranean Sea, shall, for all the purposes of this Convention, be considered as forming part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

des Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et qui peuvent être légalement importés dans les Ports du Royaume Uni sur des Vaisseaux Autrichiens. 1829

Art. IV. Toutes les marchandises et objets de commerce, dont l'entrée dans les Ports de l'un des deux Etats, est permise, seront exactement sujets aux mêmes droits, qu'ils soient importés par les Navires de l'autre Etat, ou par les Bâtimens nationaux; et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce, dont la sortie des Ports des deux Etats est permise, les mêmes primes, remboursemens de droits, et avantages, que l'exportation s'en fasse par les Navires de l'un, ou par ceux de l'autre Etat.

Art. V. Il ne sera donné, indirectement, ni par l'un des deux Gouvernemens, ni par aucune Compagnie, Corporation, ou Agent, agissant en son nom, ou sous son autorité, aucune préférence quelconque, pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de l'un des deux Etats, importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du Navire qui auroit transporté cette production; l'intention bien positive des deux Hautes Parties Contractantes étant, qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. VI. Quant au commerce à faire par les Vaisseaux Autrichiens avec les possessions de Sa Majesté Britannique dans les Indes Orientales, ou au pouvoir de la Compagnie des Indes en vertu de leur Charte, Sa Majesté Britannique consent à accorder aux sujets de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique les mêmes facilités et privilèges dont jouissent, ou pourront jouir, en conséquence de tout Traité ou Acte de Parlement quelconque, les sujets ou citoyens de la Nation la plus favorisée; soumis aux loix, règles, règlemens, et restrictions, qui sont ou peuvent devenir applicables aux Vaisseaux et aux sujets de tout autre Etat jouissant des mêmes facilités et privilèges pour faire le commerce avec les dites possessions.

Art. VII. Toutes les possessions de Sa Majesté Britannique en Europe, à l'exception des possessions Britanniques dans la Méditerranée, seront, pour tous les objets de la présente Convention, censées former partie du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande.

1829 ART. VIII. That Clause of Article VII of the Convention concluded at Paris on the 5th of November 1815, between the Courts of Great Britain, Austria, Prussia, and Russia, which relates to the commerce between the Dominions of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, and the United States of the Ionian Islands, is hereby confirmed.

ART. IX. The present Convention shall be in force until the 18th day of March 1836, and further, until the end of twelve Months after either of The High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the High Contracting Parties reserving to Itself the right of giving such notice to the other, on, or at any time after, the said 18th day of March 1836; and it is hereby agreed between Them, that, at the expiration of twelve Months after such notice shall have been received by either Party from the other, this Convention, and all the provisions thereof, shall altogether cease and determine.

ART. X. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at London, within one Month from the date hereof, or sooner if possible.

In Witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at London, the Twenty-first day of December, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

ABERDEEN.

W. F. VESEY FITZGERALD.

ART. VIII. La Clause de l'Article VII de la Convention conclue à Paris le 5 Novembre 1815, entre les Cours de la Grande Bretagne, de l'Autriche, de la Prusse, et de la Russie, relativement au commerce entre les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et les Etats Unis des Iles Joniennes, sera maintenue. 1829

ART. IX. La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 18 Mars 1836, et au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties Contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la terminer; chacune des deux Hautes Parties Contractantes se réservant le droit d'en faire à l'autre la déclaration à la date susmentionnée du 18 Mars 1836, ou à telle époque que ce soit après ce jour; et il est convenu entre Elles, qu'à l'expiration de douze Mois après qu'une telle déclaration d'une des Hautes Parties Contractantes aura été reçue par l'autre, cette Convention, et toutes les stipulations y renfermées, cesseront d'être obligatoires pour les deux Parties.

ART. X. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées à Londres, dans l'espace d'un Mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé les Sceaux de leurs Armes.

Fait à Londres, le Vingt-un Décembre, l'An de Grace mil huit cent vingt-neuf.

ESTERHAZY.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans ce tome.

1825

1825 5 Juill. Convention de limites entre la France et la Bavière Pag. 1

1827

1827 11 Juin Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élevé sur le district de la Leyen 52

20 Juin Convention de commerce et de navigation entre l'Hanovre et les Etats-Unis du Mexique 50

1828

1828 2 Juill. Traité principal entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la repartition des depenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6

16 Août Convention entre le gouvernement Prussien et celui des Pays-Bas, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 54

21 Août Convention conclue entre la France et le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 56

21 Août — Article additionel signé entre la France et le Brésil, le 21 Août 1828, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 Pag. 60 — 1828

1829

10 Janv. — Convention entre l'Hanovre et le grand-duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes 62 — 1829

10 Janv. — Convention entre le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'égalité des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72

15 Janv. — Convention entre le Danemarc et la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73

22 Janv. / 9 Févr. — Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75

20 Févr. — Déclaration du gouvernement d'Hayti concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême 79

28 Févr. — Convention entre le duché de Nassau et la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77

19 Mars / 24 Avril — Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bade, concernant l'exécution réciproque des jugements rendus dans les deux états 230

8 Mai / 24 Févr. — Déclaration ministerielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Köthen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 80

11 Mai / 15 Avril — Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar concernant les délits forestiers et de chasse 82

27 Mai — Traité entre la Hesse grand-ducale et le duché de Nassau pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim . 85

1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part Pag. 90

27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale 101

12 Juin Ordonnance du gouvernement Hanovrien concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 109

24 Juin Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de Buenos Ayres et le commandant général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas; signé à Canellas 110

3 Juill. Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 111

4 Juill. Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha 118

4 Juill. Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 124

9 Juill. Conventions conclues entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach d'une part et la Saxe royale, le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Altenbourg, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la principauté de Reuss-Plauen et de Renss-Gera de l'autre part, concernant les délits forestiers et de chasse 131

30 Juill. Convention de cartel conclu entre l'Autriche et le grand-duché de Bâde 135

$\frac{3}{14}$ Septr. Traité de paix entre la Russie et la Porte Ottomane, signé à Adrianople 143

$\frac{1}{14}$ Septr.	Traité séparé entre la Russie et la Porte Ottomane relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople	1829 Pag. 152
25 Septr.	Convention entre la Hesse électorale et le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim	156
11 Octbr.	Convention de commerce entre l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême	157
12 Octbr.	Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida sollersque" et: "Ad dominici gregis custodiam"	161
23 Octbr.	Convention définitive entre la Prusse et la France conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs, conformément aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée à Paris le 11 Juin 1827	162
30 Octbr.	Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris avec la Hesse électorale pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon	175
9 Décbr.	Traité entre la Prusse et les principautés de Renss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf, concernant leur accession au système de douanes prussien	177
21 Décbr.	Convention de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et l'Autriche	400
26 Décbr.	Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part	180
31 Décbr.	Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave souverain de Hesse concernant l'accession de ce dernier par rapport au baillage de Meisenheim au système	

1829 des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne Pag. 224

1830

1830 7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232

21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235

$\frac{10}{22}$ Févr. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes 237

6 Mars Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie Prussienne 238

$\frac{17}{29}$ Mars Convention de cartel entre la Prusse et la Russie et la Pologne 244

23 Mars Traité entre la Prusse et l'Hanovre concernant les liquidations et les compensations réciproques 256

27 Mars Traité de commerce et de douanes entre l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic 334

28 Mars Convention entre Sa Majesté le Roi de Danemarc et les Etats-Unis d'Amérique 350

29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

3 Avril Déclaration entre la Grande Brétagne et le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays 359

2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et l'Autriche 360

5 Juill. Convention entre le général en chef de l'armée françoise et Son Altesse le dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger 1830 Pag. 362

10 Juill. Convention entre la Hesse électorale, le royaume de Saxe et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363

$\frac{21}{16}$ Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon 373

24 Juill. Traité entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien 375

26 Juill. Traité de navigation entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg 385

9 Août Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bade concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387

14 Septr. Convention de cartel entre le grand-duché de Hesse et la Bavière 388

29 Nov. Ordonnance concernant l'immunité d'impôts des ministres étrangers dans le royaume de Saxe 396

30 Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anséatique de Lubec de l'autre côté 398

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Alger.

1830 5 Juill. Convention entre le général en chef de l'armée françoise et S. A. le Dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger Pag. 362

Amérique (Etats Unis d').

1830 28 Mai Convention avec le Danemarc 350

Angleterre voyez Grande Brétagne.

Anhalt Köthen.

1829 8 Mai / 24 Févr. Déclaration entre la Prusse et le duché d'Anhalt Köthen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 80

Autriche.

1828 2 Juill. Traité principal avec la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et des dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6

1829 30 Juill. Convention de cartel avec le grand-duché de Bade 135

21 Décbr. Convention de commerce et de navigation avec la Grande Brétagne 400

1830 2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc 360

Bâde.

1829 19 Mars / 24 Avril Convention avec la Hesse grand-ducale concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus dans les deux états 230

30 Juill. Convention de cartel avec l'Autriche Pag. 135 1829
9 Août Convention avec la Hesse grand-ducale concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387 1830

Bavière.

5 Juill. Convention de limites avec la France 1 1825
2 Juill. Traité principal avec l'Autriche, la Prusse, la Hesse électorale et la ville libre de Francfort concernant la répartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6 1828
22 Janv. / 9 Févr. Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75 1829
27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 90
26 Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et le Wurtemberg de l'autre part 180
7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232 1830
27 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce du 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235
$\frac{11}{16}$ Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière, concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon 373
14 Sept. Convention de cartel avec la Hesse grand-ducale 388

Brême (ville libre de).

1829 20 Févr. Déclaration du gouvernement d'Hayti concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême Pag. 79

11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau et le duché de Brunsvic 157

Brésil.

1828 21 Août. Convention conclue avec la France, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 56

21 Août Article additionnel conclu avec la France à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'art. 21 du traité de l'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 60

Brunsvic.

1829 11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau et la ville libre de Brême 157

1830 27 Mars Traité de commerce et de douanes, avec l'Hanovre, la Hesse électorale, et le grand-duché d'Oldenbourg 380

Buenos Ayres (Provinces Unies de Rio de la Plata).

1829 24 Juin Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de la province de Buenos Ayres et le commandant général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas 110

Danemarc.

15 Janv. Convention avec la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73

1830 28 Mars Convention avec les Etats-Unis d'Amérique 350

2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec l'Autriche 360

2 Juin	Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec l'Autriche Pag. 360	1830
30 Nov.	Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anséatique de Lubec de l'autre côté 398	

France.

5 Juill.	Convention de limites avec la Bavière 1	1825
11 Juin.	Déclaration entre la France et la Prusse pour terminer le différend qui s'est élevé sur le district de la Leyen 52	1827
21 Août	Convention conclue avec le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 56	1828
21 Août	Article additionnel conclu avec le Brésil, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'art. 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 60	
12 Juin	Ordonnance du gouvernement Hanovrien concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 109	1829
23 Octr.	Convention définitive avec la Prusse, conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs, conformement aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée à Paris le 11 Juin 1827 162	
5 Juill.	Convention entre le général en chef de l'armée françoise et S. A. le Dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger 362	1830

Francfort (ville libre de).

28 Févr.	Convention avec le duché de Nassau pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77	1829

Grande Brétagne.

2 Décbr.	Convention de commerce et de navigation avec l'Autriche 400	

1830 3 Avril Déclaration entre la Grande Brétagne et le grand duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays Pag. 359

Hanovre.

1827 20 Juin Convention de commerce et de navigation avec les Etats-Unis du Mexique 50
1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes. 62
12 Juin Ordonnance concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 109
11 Octr. Convention de commerce avec la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157
1830 23 Mars Traité avec la Prusse concernant les liquidations et les compensations réciproques 256
27 Mars Traité de commerce et de douanes avec la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic 334
29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

Hayti.

1829 20 Févr. Déclaration concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême 79

Hesse électorale.

1828 2 Juill. Traité principal avec l'Autriche, la Prusse, la Bavière et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6
1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes avec la Hesse grand-ducale 107
25 Septr. Convention avec le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim 156

11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême Pag. 157 1829
30 Octr. Déclaration concernant un arrangement pris avec la Prusse pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 175
$\frac{10}{22}$ Févr. Convention avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes 237 1830
27 Mars Traité de commerce et de douanes avec l'Hanovre, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsuic 334
10 Juill. Convention avec le royaume de Saxe et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363

Hesse grand-ducale.

19 Mars Convention avec le grand-duché de Bâde, 1829
24 Avril concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus dans les deux états 230
27 Mai Traité avec le duché de Nassau pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim 85
27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part 90
27 Mai Traité de commerce et de douanes avec la Hesse électorale 101
12 Octr. Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida sollersque" et "Ad dominici gregis custodiam" 161
26 Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 180
7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et 1830

le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives Pag. 223
1830 21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235
9 Août Convention avec le grand-duché de Bade concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387
14 Septr. Convention de cartel avec la Bavière 388

Hesse Hombourg.

1829 31 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession du baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne 224

Lubec (ville libre de).

1830 30 Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc et le duché de Schleswic 398

Mecklenbourg-Schwerin.

1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, concernant l'égalité des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72

Mecklenbourg-Strelitz.

1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'égalite des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72

Mexique (Etats-Unis du).

1827 20 Juin Convention de commerce et de navigation avec l'Hanovre 50

Nassau.

1829 28 Févr. Convention avec la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77
27 Mai Traité avec la Hesse grand-ducale pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim 85

25 Septr. Convention avec la Hesse électorale concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim Pag. 156 1829
11 Octr. Conv.de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157

Oldenbourg.

10 Janv. Convention avec l'Hanovre, concernant les rapports de navigation et de douanes 62 1829
11 Octr. Convention avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157
27 Mars Traité de commerce et de douanes avec l'Hanovre, la Hesse électorale et le duché de Brunsvic 334 1830
3 Avril Déclaration entre la Grande Brétagne et le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays 359
24 Juill. Traité avec la Prusse, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld, au système de douanes prussien 375
26 Juill. Traité de navigation avec la Prusse 385

Pays-Bas.

16 Août Convention avec la Prusse, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 54 1828

Pologne.

$\frac{17}{5}$ Mars Convention de cartel avec la Prusse 244 1830

Porte-Ottomane.

$\frac{2}{14}$ Septr. Traité de paix avec la Russie, signé à Adrianople 143 1829
$\frac{2}{14}$ Septr. Traité séparé avec la Russie relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople 152

Prusse.

11 Juin Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élévé sur le district de la Leyen 52 1827
2 Juill. Traité principal avec l'Autriche, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la répartition des dé- 1828

penses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda Pag. 6

1828 16 Août Convention avec les Pays-Bas pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 54

1829 22 Janv. / 9 Févr. Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75

8 Mai / 21 Févr. Déclaration ministerielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Köthen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 80

27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part 90

3 Juill. Traité avec le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 111

4 Juill. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha 118

4 Juill. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 124

23 Octr. Convention définitive avec la France, conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs conformément aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée le 11 Juin 1827 162

30 Octr. Déclaration concernant un arrangement avec la Hesse électorale pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 175

9 Décbr. Traité avec les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf concernant leur accession au système de douanes prussien 177

26Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 1829 Pag. 180

31Décbr. Traité avec S. A. S. le landgrave souverain de Hesse concernant l'accession du baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts des provinces occidentales de la monarchie prussienne 224

7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 1830 232

21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235

6 Mars Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne 238

$\frac{17}{25}$ Mars Convention de cartel avec la Russie et la Pologne 244

23 Mars Traité avec l'Hanovre concernant les liquidations et les compensations réciproques 256

24 Juill. Traité avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien 375

26 Juill. Traité de navigation avec le grand-duché d'Oldenbourg 385

Reuss-Ebersdorf.

9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession an système de douanes prussien 1829 177

Reuss-Gera.

9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 1829 131

Reuss-Lobenstein.

1829 9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien Pag. 177

Reuss-Plauen.

1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse. 131

Reuss-Schleitz.

1829 9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien 177

Russie.

1829 15 Janv. Convention avec le Danemarc, concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73

$\frac{2}{14}$ Septr. Traité de paix avec la Porte Ottomane, signé à Adrianople 143

$\frac{2}{14}$ Septr. Traité séparé avec la Porte Ottomane, relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople 152

1830 $\frac{17}{29}$ Mars Convention de cartel avec la Prusse 244

Saxe (royale).

1829 11 Mai / 15 Avril Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar concernant les délits forestiers et de chasse 82

9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131

11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157

1830 10 Juill. Convention avec la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363

$\frac{3}{15}$ Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon 373

29 Nov. Ordonnance concernant l'immunité d'impôts des ministres étrangers Pag. 396 — 1830

Saxe-Altenbourg.

9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse . 131 — 1829

Saxe-Cobourg-Gotha.

4 Juill. Traité avec la Prusse, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien, du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha 118 — 1829

4 Juill. Traité avec la Prusse pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 124

9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131

$\frac{10}{12}$ Févr. Convention avec la Hesse électorale concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes 237 — 1830

6 Mars Traité avec la Prusse, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne 238

Saxe-Meiningen.

3 Juil. Traité avec la Prusse pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 111 — 1829

Saxe-Weimar-Eisenach.

11 Mai / 15 Avril Convention avec la Saxe royale, concernant les délits forestiers et de chasse 82 — 1829

9 Juill. Conventions conclues avec la Saxe royale, le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Altenbourg, la principauté de Schwarzbourg-Roudolstadt et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la principauté de Reuss-Plauen et de Reuss-Gera, concernant les délits forestiers et de chasse 131

1829 11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême Pag. 157
1830 10 Juill. Convention avec la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363

Schwarzbourg-Roudolstadt.

1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse. 131

Schwarzbourg-Sondershausen.

1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131

Suisse.

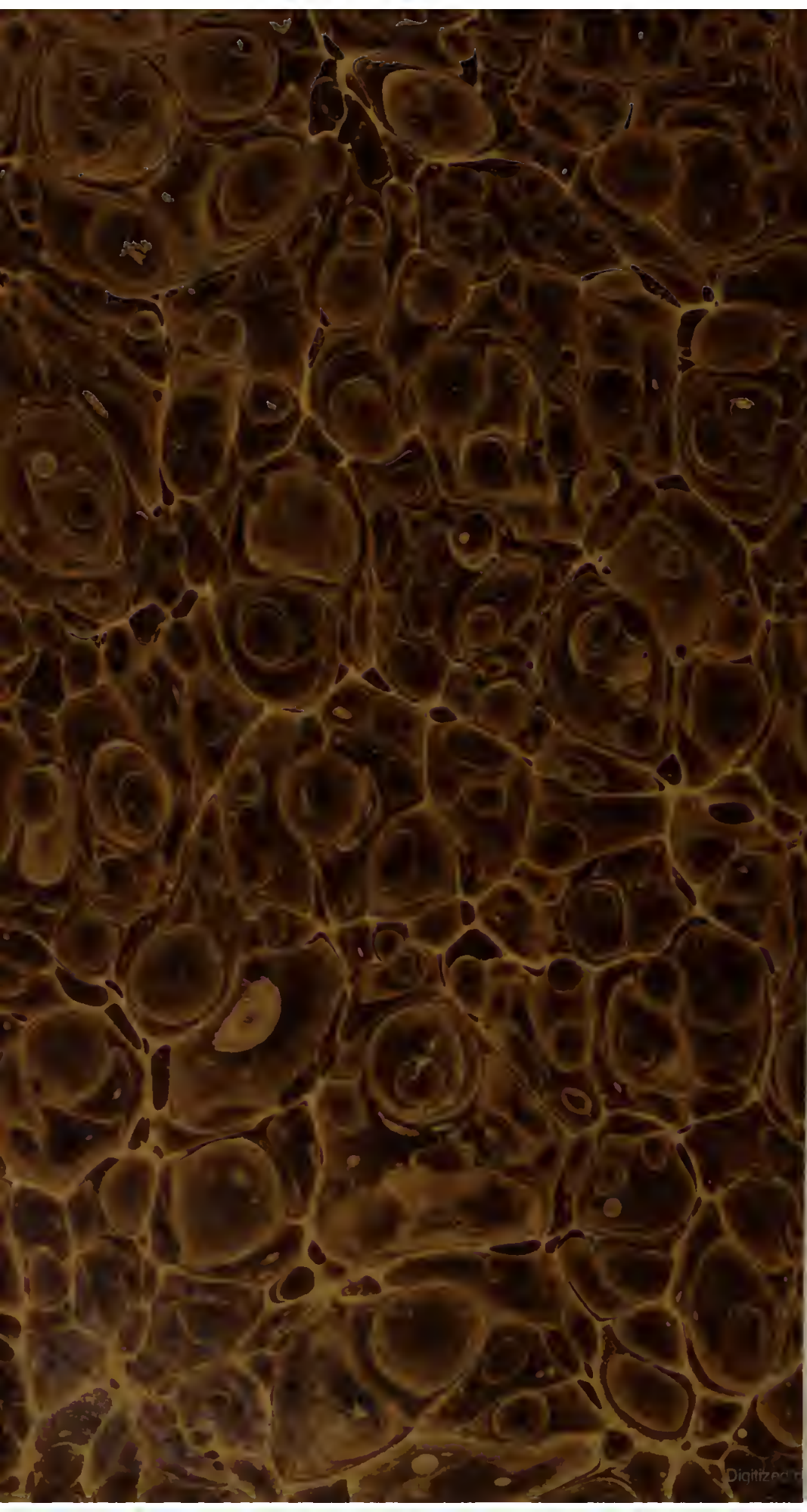
1830 29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

Wurtemberg.

1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 90
26 Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 180
1830 7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232
21 Juin Convention concernant l'exécution du traité de commerce, conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235

Errata.

Pag.	Ligne	*au lieu de*		*lisez*	
60	3	— — —	Aoùt	—	Août
72	15	— — —	reciproquement	—	réciproquement
110	8	— — —	Canellas	—	Cannelas
129	1	— — —	Weimar	—	Cobourg
130	1	— — —	W.	—	C.
143	3	— — —	Andrinople	—	Adrianople
152	5	— — —	Andrinople	—	Adrianople
161	23	— — —	publica tion	—	publica-tion
230	24	— — —	Bade	—	Bâde
	25	— — —	reçiproque	—	réciproque
266	1	— — —	l'iquidation	—	liquidation
381	1	— — —	de Saxe Weimar	—	d'Oldenbourg.


BIBL
S
P
N